Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION 2

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE – Nº 12625 – 6 F — Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Fontaine — DIMANCHE 1er-LUNDI 2 SEPTEMBRE 1985

La « silhouette présidentielle » de M. Barre

Toujours en tête dans les sondages, l'ancien premier ministre néglige ses rivaux de l'opposition et exalte la fonction de chef de l'Etat

Tout est plus clair que jamais aux yeux de M. Raymond Barre qui a accompli, en grande forme politique, une véritable rentrée à la fin de l'université d'été des Jeunes Démocrates sociaux, le vendredi 30 août, à Lamoura (Jura), en dépit de l'usure, par surmultiplication médiatique, de ce rythme scolaire de la vie publique : il y a les *« péripéties »* et il y a l'essentiel.

Les péripéties, ce sont aussi bien les derniers épisodes de l'affaire néo-calédonienne ou le feuilleton du *Rainbow-Warrior* que... les élections législatives à venir. L'essentiel, ce sont *« les problèmes fondamentaux de notre pays »* et la *« seule échéance qui compte »*, pour distribuer la nouvelle donne propre à les affronter correctement : *« l'échéance présidentielle »*.

En cette fin d'été bien incertaine pour une opposition également convaincue désormais de la victoire prochaine qu'elle tirera des urnes et de son délabrement politique difficilement réparable à court terme en dépit de rites périodiques d'exorcisme verbal, l'ancien premier ministre paraît plus décidé que jamais à perpétuer la fructueuse répartition des tâches qu'il a depuis longtemps prônée.

A M. Valéry Giscard d'Estaing les *« péripéties »* : hasardeux assaut constitutionnel sanctionné par l'échec ; bataille de chiffonniers, par fidèle M. d'Ornano interposé, pour illustrer au-delà de la caricature les joyeusetés des batailles d'appareils d'avant législatives.

A M. Chirac le solde des mêmes péripéties : l'impérialisme préélectoral d'un RPR peu sûr de quoi que ce soit mais dominateur à toutes fins utiles ; le mitraillage à la marseillaise, par fidèle Pasqua interposé, de tout ce qui bouge (ou pas) du côté du pouvoir en place.

Les petites retouches successives qu'il y a apportés, en « collant » par exemple à la vision sociale de ses amis du CDS, autant que les repeints violents auxquels se livrent en permanence à ses côtés un Jacques Chirac ou un Jean-Marie Le Pen, ont progressivement singularisé le tableau barriste.

Un peu d'impressionnisme, du reste, ne messied pas, dans un monde où les images bougent si vite. Aussi M. Barre s'en tient-il au procédé le moins sujet aux craquelures : un projet de société ou, en tout cas, ses grandes lignes.

Aux autres encore les péripéties verbales ou programmatiques : la vision surréelle d'une déréglementation, dénationalisation ou déconstruction des systèmes de protection sociale, généralisées ; ou encore l'exercice vague des variations sur un libéralisme indifférencié. A M. Barre le cheminement tranquille et moins disert vers *« la seule échéance qui compte »*.

Elle compte tellement, cette exclusive échéance présidentielle, qu'il faut à M. Barre accomplir jour après jour un périlleux exercice dans lequel il est en train de passer maître : tirer sur le chef de l'Etat en faisant de chaque balle la parcelle nouvelle de l'inébranlable statue que doit constituer sa fonction.

En magnifiant sans désemparer la garde du temple dont il aspire à chasser le présent titulaire, M. Barre enracine son invitation permanente à un François Mitterrand qui serait devenu lui-même « péripétie » à *s'exposer* au feu multiple des électeurs ou à s'abolir sans bruit.

Le caractère outrancièrement « gaullien » de la proposition et de l'analyse qui y conduit dissimule la vigueur de l'invite et laisse coi l'usufruitier distrait de l'héritage, M. Chirac.

Restent des péripéties dont il va quand même bien falloir subir l'agitation avant et après... les péripéties législatives : le RPR et l'UDF déstabilisée à la fois par les exigences contradictoires ou la guerre du « look » du Parti républicain et l'existence de la base avancée barriste du CDS.

« Ne valent pas le détour », avait paru songer de longue date M. Barre. Circulant désormais vêtu d'un costume présidentiel dont il s'est fait une seconde peau, il n'est pas en peine d'ignorer l'essentiel de ces péripéties-là, comme il le fit vendredi en répondant à un jeune militant du CDS : *« A mon avis, une majorité présidentielle ne se définit pas en terme de conjonction de partis ; elle se définit en terme d'adhésion des Français qui votent. »* Toujours *« la seule échéance qui compte »*...

MICHEL KAJMAN.

(Lire page 7 les extraits de l'intervention de M. Barre et page 16 les résultats du sondage IFOP-RTL-LE POINT.)

Nouvelle catastrophe ferroviaire

Au moins 49 morts dans le Paris-Port-Bou

Quarante-neuf morts, quarante blessés, dont dix très grièvement atteints : tels étaient, samedi 31 août, en fin de matinée, les chiffres provisoires des victimes de la catastrophe ferroviaire d'Argenton-sur-Creuse (Indre).

De notre envoyé spécial

Argenton-sur-Creuse. – *« Toute la ville a été réveillée par le choc. »* Les témoignages sont unanimes : *« On a cru à une énorme explosion. »* Il était minuit à peine passé, lorsque le rapide Paris-Port-Bou, parti de Paris-Austerlitz à 21 h 25, traversa la gare d'Argenton-sur-Creuse (Indre). *« A une vitesse excessive »*, remarquèrent immédiatement les cheminots de service. La vitesse est limitée en raison, d'une part, de la traversée de l'agglomération et, d'autre part, de travaux d'installation d'un bloc de signalisation lumineuse automatique. Or le train roulait à plus de 100 kilomètres à l'heure. Quelques secondes plus tard, c'était le choc. Au sud de la gare, la voie amorce une grande courbe qui débouche sur une rampe importante qui attaque les premiers reliefs du Limousin. C'est au milieu de cette courbe, sur le pont dit de « la Grenouille », que les wagons du rapide se mirent à tanguer avec une amplitude croissante. Au même instant arrivait dans l'autre sens le train postal 4438, parti de Brive-la-Gaillarde (Corrèze) à 21 h 26. Les deux rames s'accrochèrent en se croisant, et ce fut aussitôt un entremêlement inextricable de wagons. Les deux dernières voitures (wagons 17 et 18) du rapide Paris-Port-Bou furent pratiquement laminées.

Les gendarmes et les sapeurs-pompiers d'Argenton se rendaient aussitôt sur les lieux, ainsi que les huit médecins de la ville et de très nombreux habitants réveillés par le choc. Il fallut d'abord maîtriser la panique, amplifiée par l'obscurité ; les voyageurs, parmi lesquels beaucoup d'Espagnols et d'Allemands s'étaient dispersés dans toutes les directions.

Pendant ce temps, la préfecture de Châteauroux déclenchait le plan ORSEC, organisant immédiatement les secours à partir de l'hôpital départemental de Châteauroux et des CHU de Tours, Limoges et Poitiers. Plusieurs centaines de sauveteurs affluèrent durant toute la nuit. Les blessés et les premières personnes dégagées de l'enchevêtrement des wagons ont été évacués par hélicoptère. *« L'élan de solidarité a été immédiat et total »*, a souligné M. André Advenier, maire d'Argenton-sur-Creuse, qui fut l'un des premiers sur les lieux.

Les cadavres ont été transportés dans la salle municipale Charles-Brillault. Les passagers du train indemnes ou légèrement blessés furent hébergés dans la salle des fêtes, située à quelques dizaines de mètres seulement du lieu où s'est produit l'accident. Des couvertures furent recueillies dans toute la ville. La solidarité s'est organisée pour tenter de regrouper les familles, les nourrir et surtout apaiser leurs angoisses, car, samedi matin, le travail d'identification des corps n'avait pas encore véritablement commencé.

GEORGES CHATAIN.

(Lire nos autres informations page 7.)

Avec ce numéro

LE MONDE AUJOURD'HUI

Greenpeace : objectif Mururoa

La descente aux enfers d'Ernesto Sabato

Augmentation de la cotisation-vieillesse ?

Le ministère des affaires sociales y songe mais les finances réclament des économies

Faut-il, au vu des perspectives de déficit en 1986, prévoir et annoncer rapidement un plan d'économies et de financement pour le régime général de Sécurité sociale et en particulier augmenter les cotisations d'assurance-vieillesse, le gros du déficit provenant de ce secteur ? Sur ces deux questions posées sans ambages par M. Edmond Maire, secrétaire général de la CFDT, le 22 août *(le Monde* du 24 août), le gouvernement est actuellement divisé. S'il n'y a pas de conflit ouvert à proprement parler, deux analyses s'opposent, en termes techniques, économiques et politiques.

La première, développée surtout au ministère des affaires sociales, autorité de tutelle du régime général, prône une liaison rapide et le recours à une augmentation de cotisation. Pour 1986, malgré la réserve de trésorerie de 16 milliards dont doit disposer le régime général à la fin de l'année, le besoin prévisible de financement est trop important pour pouvoir être comblé par les mesures de trésorerie habituelles ou par de nouvelles économies.

GUY HERZLICH.

(Lire la suite page 14.)

Un concours pour écrivains francophones

Ecrivains francophones vivant dans des pays où se faire éditer est difficile, sinon impossible, à vos plumes ! Pour la dixième fois depuis 1972, Radio-France et l'Agence de coopération culturelle et technique organisent, en association avec une vingtaine de radios nationales d'Afrique et de l'océan Indien, un concours de *« la meilleure nouvelle de langue française »*, doté d'une série de prix, qui vous est spécialement ouvert.

Le Monde prend désormais part à ce projet qui rencontre ses propres préoccupations. Depuis 1979, il cherche à encourager l'art, un moment en péril, de la nouvelle en en publiant systématiquement une par semaine. Depuis 1981, il réunit chaque année les quarante meilleures dans un cahier dont le succès ne s'est jamais démenti (1). Cette fois, non seulement il participera à la sélection des meilleures œuvres mais il décernera un prix spécial à un texte qui sera reproduit dans ses colonnes.

Mille auteurs avaient participé au concours en 1984, ce qui suffit à prouver la séduction que la langue française conserve au-delà des mers. C'est là, pour tous ceux qui l'aiment comme on aime un bon vin ou une belle sonate, un sujet de réconfort. Mais pour préserver l'attrait et l'originalité de cette langue face à la tentation de l'unification culturelle qu'engendre inévitablement la foudroyante accélération des communications de toutes natures, il faut la nourrir d'apports nouveaux, qu'elle saura assimiler, comme elle n'a cessé de le faire depuis un millénaire.

En appelant à siéger dans ses rangs Léopold Sedar Senghor, qui a mieux que personne à notre époque contribué à cet enrichissement, l'Académie française a montré qu'elle comprenait cette nécessité. C'est dans cet esprit que *le Monde* s'associe au concours de la meilleure nouvelle.

A. F.

(1) *40 nouvelles.* IVe cahier paru en juin 1985 en supplément aux *Dossiers et documents* du *Monde.* 29 F.

Atmosphère de fin de règne aux Philippines

Une économie en crise, une rébellion qui progresse, une armée démoralisée : le régime du président Marcos se délite

De notre envoyé spécial

Manille. – L'exercice peut paraître futile, mais le petit monde politique de Manille s'agite de nouveau à l'idée d'une élection présidentielle anticipée. Le sujet est au cœur de toutes les conversations depuis que le président Marcos en a brandi, en août, la « menace ». On en oublierait presque, ici, le caractère aigu de la crise économique et les progrès d'une insurrection animée par des communistes.

Tout a commencé avec la publication, dans un journal américain, le *Mercurey News*, de San-José (Californie), d'une enquête selon laquelle M. Marcos, sa femme Imelda et leur entourage immédiat auraient investi la bagatelle de 766 millions de dollars dans des propriétés aux Etats-Unis et en Europe. A Manille, l'opposition a réagi en engageant au Parlement – où elle compte, depuis l'an dernier, un tiers des députés – une procédure d'invalidation pour motif de « *trahison économique* », une initiative qui a été « tuée » en commission par la majorité et n'a même pas été discutée en séance plénière.

Mais, pour M. Marcos, le mal était fait, surtout au moment où la négociation d'une troisième tranche de crédits, accordés par le FMI dans le cadre d'un rééchelonnement de la dette, semble piétiner. Il a alors menacé de tenir avant la fin de l'année l'élection présidentielle prévue pour 1987, puis a fait savoir, ces derniers jours, que son parti, le KBL (Mouvement pour une nouvelle société), qui détient les deux tiers des sièges au sein de l'Assemblée, n'y était pas favorable. Bref, comme M. Marcos a entre-temps renforcé sa mainmise, par le biais de nouvelles nominations, sur la toute-puissante commission chargée d'organiser et de contrôler des élections, la question est dans l'air : y aura-t-il scrutin présidentiel dans les mois qui viennent ?

On comprend qu'une telle opération tente M. Marcos. Il pourrait ainsi prendre de vitesse une opposition dont la direction est actuellement divisée entre « jaunes » et « rouges », modérés et radicaux. Candidat déclaré à la présidence, M. Salvador Laurel essaie de rassembler les premiers, qui forment le groupe apparemment le plus nombreux. Mais ce politicien n'a rompu avec M. Marcos qu'en août 1983, à la suite du meurtre de « Ninoy » Aquino, et son audience semble limitée, surtout en secteur rural. Le candidat des seconds, appuyé par le NFD (Nouveau Front démocratique, expression de la politique « frontiste » du PC philippin insurgé), pourrait être M. Diokno. Mais on imagine facilement les entraves à la campagne, dans un climat de guerre civile, d'un candidat « rouge » par ailleurs âgé et malade. L'appareil de l'Etat, consolidé pendant neuf années de loi martiale (1972-1981), pourrait ne faire qu'une bouchée de ces deux candidatures. En outre, un nouveau mandat de six ans rendrait peut-être à M. Marcos une certaine crédibilité, non pas auprès des Philippins complètement désabusés, mais auprès de ses interlocuteurs étrangers, notamment de ses créanciers. Il lui offrirait également une meilleure chance d'organiser lui-même sa succession, puisque, aux termes d'un récent amendement constitutionnel, les électeurs se prononceront sur des « tickets » – président et vice-président, – le deuxième occupant automatiquement, comme aux Etats-Unis, la présidence en cas de démission, de disparition ou d'incapacité du premier. Or M. Marcos, âgé de soixante-sept ans, passe pour un homme sérieusement malade. On le dit même atteint d'une maladie incurable de la peau et d'une affection des reins.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

(Lire la suite page 4.)

Dates

RENDEZ-VOUS

Dimanche 1er septembre. – Suite de la visite de M. Roland Dumas en Chine (jusqu'au 3).

Lundi 2 septembre. – *Blackpool :* congrès des syndicats britanniques ; *Luanda :* réunion des ministres des affaires étrangères des pays non alignés (jusqu'au 4).

Mardi 3 septembre. – *Pékin :* visite de M. Nixon (jusqu'au 9).

Mercredi 4 septembre. – Visite de M. Felipe Gonzalez en Chine (jusqu'au 10).

Samedi 7 septembre. – Elections en Norvège.

SPORTS

Dimanche 1er septembre. – *Cyclisme :* Championnat du monde sur route (professionnels) à Bassano-del-Grappa (Italie) ; *Tennis :* deuxième semaine des Internationaux des Etats-Unis (jusqu'au 8).

Mardi 3 septembre. – *Football :* championnat de France (dixième journée) ; *Voile :* arrivée de la septième étape, de la course de l'Europe ; *Cyclisme :* Tour de l'Avenir (jusqu'au 16)

Mercredi 4 septembre. – *Ski nautique :* championnats du monde, à Toulouse (jusqu'au 8).

Vendredi 6 septembre. – *Voile :* arrivée de la course de l'Europe à Porto-Cervo (Sardaigne) : *Football :* championnat de France (onzième journée).

Samedi 7 septembre. – *Athlétisme :* finale du Grand Prix de Rome.

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social :
500.000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du *Monde* »,
MM. André Fontaine, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Administrateur : Bernard Wouts.
Rédacteur en chef : Daniel Vernet.
Corédacteur en chef : Claude Sales.



Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

Commission paritaire des journaux et publications, no 57 437
ISSN : 0395 - 2037

IL Y A QUARANTE ANS, LA « DÉCLARATION D'INDÉPENDANCE » DU VIETNAM

Ho Chi Minh frappe les trois coups...

Il y a quarante ans, le 2 septembre 1945, les communistes vietnamiens, prenant de vitesse les Français et leurs propres compatriotes, déclaraient unilatéralement le pays indépendant et fondaient la République démocratique du Vietnam. *Indépendance !* unique slogan convenant aux humeurs du moment. *Dôc Lâp !*, cri du cœur après quatre-vingts ans de domination coloniale. Mot magique, mot-levain capable d'enflammer les esprits et les foules pour les rallier aux communistes soigneusement dissimulés sous la bannière patriotique du Front vietminh. Ce pari audacieux et précipité sur l'avenir, dans un contexte international de fin de guerre trouble et encore incertain, va plonger le Vietnam dans une ère de turbulences non close à ce jour.

Cette déclaration d'indépendance n'est en fait que le dernier acte formel et symbolique d'une quête du pouvoir menée par les communistes vietnamiens depuis les années 20. Contre vents et marées. Malgré rafles et répression. Le parti a toujours su patiemment tisser sa toile. Sans jamais se décourager. Sans jamais abandonner son projet. Inlassable travail de taupe, de termite, de fourmi. En multipliant les nécessaires métamorphoses pour se faire accepter comme mouvement nationaliste. Sans négliger les intérêts et les consignes de sa centrale moscovite. En épousant les lignes successives de l'internationalisme prolétarien.

Le parti attend son heure. A l'orientale. En grignotant tout. Comme le ver à soie sur la feuille de mûrier (*tam an dau*). Silencieux et efficace. Les jeux sont faits quand le rideau se lève sur les communistes vietnamiens. Sur le plan de l'organisation et de la propagande, le Parti communiste a, sur les autres, plusieurs longueurs d'avance.

Ho Chi Minh peut donc apparaître en pleine lumière, en ce 2 septembre à Hanoï, sur la place Ba-Dinh, coiffé du casque colonial, abrité par un parapluie faisant office d'ombrelle, et déclamer solennellement : *« Notre peuple a brisé toutes les chaînes qui ont pesé sur nous près de cent ans pour faire de notre Vietnam un pays indépendant. Nous, membres du gouvernement provisoire, représentant la population entière du Vietnam, déclarons n'avoir plus désormais aucun rapport avec la France impérialiste, annuler tous les traités que la France a signés au sujet du Vietnam, abolir tous les privilèges que les Français se sont arrogés sur notre territoire. »*

Le mandarin de la révolution

La foule, en cette fin d'été tropical, découvre subjuguée Ho Chi Minh, l'« oncle Ho ». Le vieux bonhomme à l'allure frêle. Mais sa voix étonnamment assurée va droit au cœur des Vietnamiens. Il leur parle. Familièrement, pédagogiquement, avec sollicitude. Ils se sentent pris en charge, rassurés par ce mandarin de la révolution aux pieds nus. *« M'entendez-vous clairement ? »*, dit cette voix, nullement dépassée par l'événement et presque heureuse de se faire désormais connaître et reconnaître.

Au milieu des membres du gouvernement provisoire fraîchement nommés et engoncés dans leurs costumes blancs coloniaux, Ho est le seul à arborer la tunique col officier. Professionnel de l'estrade, bateleur de charme, il conquiert d'emblée son public. Il joue avec les micros. *« M'entendez-vous clairement, compatriotes ? » « Oui »*, gronde la mer humaine noyée sous les oriflammes et drapeaux rouges à étoile jaune adoptés par les communistes comme nouvel emblème national. Un tel discours ne peut que flatter cette foule impatiente depuis le matin à découvrir les nouveaux maîtres du pays.

A cette *fête* sont conviés les prêtres catholiques en soutane bleue ou noire, relevée ici et là par le mauve des prélats. Les bouddhistes sont là aussi, vêtus de blanc et de safran. Les caodaïstes se reconnaissent à leurs habits blancs, turban brodé et ceinture de couleur.

Autre présence remarquée : la jeune armée populaire de libération, aux ordres de Vo Nguyen Giap (futur vainqueur de Dien Bien Phu), casquée et vêtue d'uniformes kaki, exhibe fièrement ses armes nouvelles. Nouvelle garde prétorienne du régime, elle est chargée du service d'ordre et de la sécurité des dirigeants. A ses côtés, les « milices populaires » et les unités d'autodéfense, plus hétéroclites, essaient de faire bonne figure.

Dans cette foule bigarrée, écrasée de chaleur, les officiers américains de l'OSS (Office of Strategic Services) circulent d'un groupe à un autre, prenant photo sur photo. Ce qu'ils lisent sur les banderoles leur laisse accroire que l'Amérique a misé sur le bon cheval. *« Bienvenue aux alliés ! »* Mais qui sont les alliés, si ce n'est eux-mêmes ? Les « gêneurs », tel le commandant Sainteny, sans lettre de créance ou ordre de mission officiels des autorités françaises, sont consignés au palais de l'ancien gouvernement général. L'Amérique est la seule force qui compte. En anglais sur une pancarte : *« Bienvenue à la délégation américaine ! »*

Sur la tribune, Ho Chi Minh fait boire du petit lait au major américain Patti. La déclaration d'indépendance du Vietnam commence par une référence remarquée à celle des Etats-Unis. Il fait 35 °C à l'ombre. Deux heures viennent de sonner du côté du Grand Lac. Ho Chi Minh termine son discours et passe la parole à Vo Nguyen Giap. Admirable partage des tâches, pour rappeler à la nation ce qu'elle doit au parti.

Jour sanglant dans le Sud

Mais l'important pour le major Patti est que le discours de Ho n'a pas marqué la moindre révérence aux autres alliés. Britanniques *ignorés*, Chinois *tus*, Français *absents* et *conspués*, Ho n'a nullement fait mention de l'allié russe. Les Japonais sont hors jeu. Le major Patti se frotte les mains. Il peut se féliciter d'être entré en contact avec cet *« agréable compagnon »* qu'est Ho Chi Minh, de lui avoir ménagé aides et encouragements. Et ménagé ainsi l'avenir. Ho, lui aussi, peut se féliciter d'avoir retenu cette date du 2 septembre célébrée par des milliers de catholiques au Nord-Vietnam comme le jour de leurs martyrs. Saisir la bonne occasion (*thoi co*) est de bonne guerre. L'occasion peut faire le larron.

Ce 2 septembre 1945, à Saigon aussi, dans le sud du pays, on s'apprête à fêter l'indépendance du Vietnam. A l'écoute de ce qui se passe à Hanoï. Les événements pourtant vont prendre une tournure plus dramatique. Peut-être parce que le Parti communiste n'a pas ici la position dominante qui est la sienne dans le Nord. Déjà le particularisme du Sud fait sentir son poids. Depuis la veille, les murs ont été couverts d'affiches appelant à lutter pour l'indépendance sous la houlette du Front vietminh et signées Nguyen Ai Quoc (Nguyen le Patriote, autre nom de guerre de Ho Chi Minh). Le Parti, tout en ayant infiltré et contrôlé les organisations de masse tel le *Thanh Nien Tien Phong* (Jeunesses d'avant-garde) est minoritaire face aux Caodaïstes et aux Hoa-Hao. La révolution au Sud revêt un caractère plus cosmopolite et plus ouvert.

A côté des drapeaux vietminh rouges à étoile jaune (la révolution vietnamienne noyée dans la révolution mondiale), apparaissent les drapeaux jaunes à étoile rouge (aux couleurs nationales enserrant l'étoile de la révolution) et les drapeaux rouges frappés de la faucille et du marteau.

Le comité du Nam-Bo (Sud-Vietnam) a organisé la révolution à sa manière. Tran Van Giau, chef du parti dans le Sud, coupé de son comité central en raison de la difficulté et de la lenteur des communications, est débordé par les éléments extrémistes. La journée du 2 septembre se termine par des coups de feu et le massacre de quelques Français.

L'indépendance a commencé ici dans le drame et le sang versé. Comment s'étonner qu'il y ait eu dès lors dans les deux communautés – française et vietnamienne – volonté délibérée d'en découdre, d'en finir avec une situation frustrante pour tous ? Chacun croit avoir une revanche à prendre. L'engrenage de la violence réciproque, qui pour réaffirmer un titre de possession, qui pour s'affranchir définitivement de la tutelle française, est en route.

Mais surtout, en ce 2 septembre 1945, les « glorieuses » du parti sont déjà derrière lui.



ROUIL

Depuis le 9 mars 1945, date du coup de force japonais sur les Français, le parti a su analyser la situation interne et internationale pour arriver à ses fins. Il s'est préparé avant les autres et mieux que les autres à la prise et à l'exercice du pouvoir. En trouvant le meilleur thème porteur, *dôc lâp* (indépendance). En utilisant l'immense désarroi d'une population touchée par la Grande Famine (2 millions de morts) de 1944-1945, imputée aux Français et aux Japonais.

Il a su aussi discréditer aux yeux du peuple vietnamien l'indépendance octroyée par les Japonais à Bao Daï le 12 mars 1945. En la qualifiant de *dôc lâp banh ve* (Indépendance de pacotille). Et discréditer de même les autres partis politiques qui n'acceptent pas la suprématie du Parti communiste ou qui cherchent d'autres voies et moyens de contester le joug colonial.

Le 9 mars 1945, les Japonais ont porté le coup fatal à l'autorité et à la légitimité françaises. Les deux meurtrissures nucléaires imposées aux Nippons les 6 et 8 août vont lever les dernières hypothèques et créer les conditions de la proclamation du « Vietnam indépendant ». Le bureau politique s'y est préparé dès le 12 mars dans sa « directive historique » appelant à l'indépendance par l'insurrection générale. Conformément à l'enseignement de Lénine, on cherche à combiner conditions sociales objectives (mécontentement social et conjoncture difficile) et conditions subjectives du parti (conspiration, insurrection, action sur les masses, organisation rigoureuse et choix du moment opportun). A l'annonce de la capitulation japonaise, le pouvoir va tomber entre les *mains* communistes comme un fruit mûr *(chin muoi)*.

Le Vietminh maître de Hanoï

La révolution d'août peut se mettre en marche. Ainsi en a décidé le parti réuni à Tan Trao dans ses résolutions des 14 et 15 août. La révolution commencée dans les maquis va se jouer dans les villes. D'abord à Hanoï. Sous la pression de la rue, lors de manifestations les 17, 18 et 19 août infiltrées par les communistes et retournées à leur profit, le *Kham Sai* (délégué impérial), Phan Ke Toai, remet au Vietminh le pouvoir que les Japonais lui ont transféré. A partir du 20, le Vietminh est maître de Hanoï sans combat.

Cet exemple enflamme les autres villes. Notamment Hué, capitale impériale et Saigon. A Hué, le gouvernement Tran Trong Kim, constitué le 17 avril sous l'égide des Japonais, se saborde. Bao Daï tend au pouvoir révolutionnaire le sceau impérial et redevient citoyen-conseiller des nouveaux maîtres.

Ho Chi Minh, rentré vers la fin août à Hanoï, forme un gouvernement provisoire gardant pour lui la présidence et les affaires étrangères, avec Vo Nguyen Giap à l'intérieur et Pham Van Dong aux finances. Le rêve des communistes des années 20 est enfin réalisé. Le 2 septembre, Ho Chi Minh peut même être présenté à Ba-Dinh comme *« le libérateur et le sauveur de la nation »*.

La propagande communiste a accrédité cette image aux yeux de la population en utilisant les prédictions de Trang Trinh, le Nostradamus vietnamien du onzième siècle notamment, celle où Ho est clairement nommé (?) : *« Un héros sage est né pour sauver le peuple et châtier les barbares. Bénis soient ceux qui le trouvent, celui qui vit au nord caché près d'une chute d'eau dans une grotte »* (allusion à la grotte de Pac-Bo où Ho s'est réfugié à la frontière sino-vietnamienne pour diriger la résistance).

Finalement, la réussite de la révolution vietnamienne va avoir des conséquences terribles pour le pays. Sur tous les plans. A l'intérieur, le Parti communiste, fort seulement de ses cinq mille membres, va vivre en assiégé. Pour tenir, il croit toujours devoir payer d'exemple et entraîner le pays à bander sans cesse son énergie. A vivre dans le vertige de l'épreuve et dans une sublimation constante. Abandonné peu à peu par des alliés dont il espérait tant à la fin de la seconde guerre mondiale, le Vietnam nouveau va se tourner de plus en plus vers les autres partis frères, russes puis chinois, pour assumer sa *« destinée manifeste »*. Sans deviner le cynisme d'un Staline ou le machiavélisme des Chinois. Sans en mesurer les conséquences. Les alignements nécessaires d'hier créent les servitudes d'aujourd'hui.

La France du général de Gaulle a opposé à ce Vietnam *« compliqué »* une compréhension totale. Peut-on espérer autre chose de l'homme de la France libre que la restauration de la souveraineté française ? Le général ne tient compte ni des appels angoissés d'un Sainteny ni de l'avertissement lucide d'un Messmer : *« La situation est telle qu'un accord qui ne permettrait pas de sauver la face serait considéré comme une trahison. Sauver la face, c'est nous faire prononcer le mot indépendance. »* Car le mot indépendance, *dôc lâp*, n'a pas le même sens aux deux bouts de la planète.

Futures confrontations

Pour de Gaulle, il ne s'agit que de restaurer l'autorité de la France avant toute concession. A Bao Daï, qui écrit : *« Vous avez trop souffert pendant quatre mortelles années pour ne pas comprendre que le peuple vietnamien qui a vingt siècles d'histoire et un passé souvent glorieux ne veut plus, ne peut plus supporter aucune domination »*, de Gaulle oppose d'abord le silence. Ensuite, il envoie Leclerc, bientôt placé sous l'autorité d'un Thierry d'Argenlieu, au sectarisme de bon aloi, *« rétablir l'ordre »*.

D'intransigeances aveugles en compromis boiteux, face à des communistes déterminés, cet *« attelage du tigre et de l'éléphant »* va ramener le Vietnam sur les sentiers de la guerre. Le 2 septembre, sur le pont du cuirassé *Missouri*, où il reçoit la capitulation du Japon au nom de la France, Leclerc n'entend-il pas de MacArthur ce conseil impérieux : « Amenez vos troupes *(en Indochine), encore plus de troupes, autant que vous pouvez* ».

Ce retour, placé sous le signe des armes, est le prélude aux confrontations futures. L'empire français connaît sa première lézarde. D'autres vont suivre l'exemple de la *« perle de l'empire »*. La saga de la décolonisation violente va s'ouvrir. L'indépendance prématurée a perturbé les équilibres globaux des grandes puissances. Et comme à Potsdam, chaque fois que les difficultés s'amoncellent sur le Vietnam, la tentation est grande de le partager en deux zones d'influence. Il faudra encore au peuple vietnamien trente ans de patience et de souffrance pour voir le pays enfin réunifié.

Le 2 septembre 1945 est une journée des dupes. *Dôc lâp*, déjà le poids des mots. Bientôt le choc...

BUI XUAN QUANG.

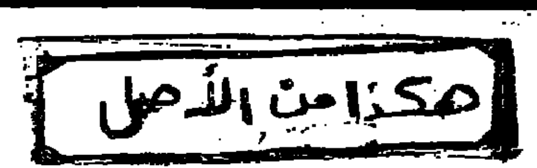
A LIRE

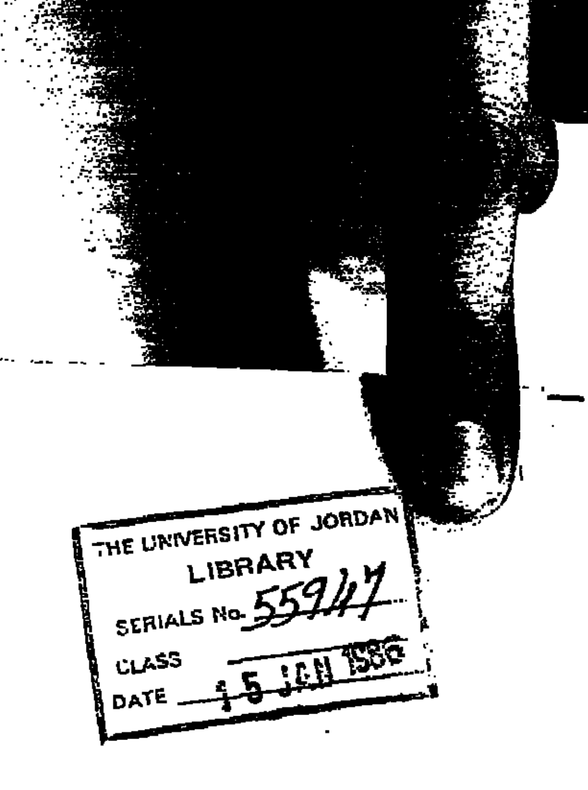
Philippe Devillers, *Histoire du Vietnam de 1940 à 1952* (Seuil, 1952).

L'Indochine française, ouvrage collectif (PUF, 1982).

Huynh Khim Khanh, *Vietnamese Communism* (Cornell University Press 1982).

Thai Quang Trung, Vietnamese Leadership revisited (INSEAS, Singapore 1985).





Étranger

LA VISITE DE M. ROLAND DUMAS A PÉKIN

Les Chinois sont des « euro-optimistes »

De notre correspondant

Pékin. – C'est un véritable hymne à l'Europe qu'a prononcé M. Deng Xiaoping, le « numéro un » chinois, en recevant ce samedi matin 31 août le ministre français des relations extérieures. *« Une Europe indépendante, unie et puissante est un facteur de la paix (...) dont la Chine a besoin »* pour ses projets de développement économique, a-t-il déclaré. Et, au sein de l'Europe, a noté M. Deng, en pleine forme malgré ses quatre-vingt-un ans, la France a une place de choix : *« Sur le plan sentimental et politique, nous nous sentons très proches de la France »*, a-t-il ajouté, rappelant sa visite à Paris en 1975, mais aussi son séjour de cinq ans dans les années 20. *« J'ai beaucoup appris avec les ouvriers français*, a-t-il dit, *mais vos capitalistes m'ont aussi donné des leçons. »* Enfin, M. Deng a apporté son appui personnel au projet Eurêka du président Mitterrand : *« Nous soutenons ce programme, toujours dans l'espoir de voir une Europe puissante »*, a-t-il affirmé comme l'avait fait la veille M. Wu Xueqian, le ministre des affaires étrangères (*le Monde* du 30 août).

Le projet français sur la recherche technologique européenne a séduit, fasciné peut-être même, les dirigeants chinois. Le premier ministre M. Zhao Ziyang a aussi souhaité son succès, de même qu'il s'est félicité du renforcement de l'Europe. Car M. Zhao n'est pas de ceux, et il l'a dit, qui croient à la décadence inéluctable de l'Europe, du moins si elle s'unit et se renforce.

Les Chinois sont des « euro-optimistes ». D'abord, comme l'avait rappelé le ministre des affaires étrangères, parce que *« dans l'échiquier mondial, une Europe forte, unie et maîtresse de son propre destin non seulement favorise la sécurité et l'épanouissement économique des pays ouest-européens, mais encore profite à la paix et à la stabilité dans le monde »*. La Chine ne goûte guère l'« *hégémonisme* » des superpuissances ou la position dominante du Japon sur le plan économique. Un rééquilibrage en faveur de l'Europe ne pourrait que lui être profitable.

La France a donc, estime Pékin, un rôle important à jouer, d'autant qu'elle mène, comme la Chine, une politique indépendante – fondée sur la dissuasion nucléaire – et recherche, comme elle également, un équilibre des forces au plus bas niveau possible. Les Chinois ne se sont pas contentés de s'informer à propos d'Eurêka ; ils ont aussi manifesté un intérêt direct pour ce projet. Pays en voie de développement aux ambitions colossales, la Chine est fascinée par les transferts de technologie.

Des « miettes technologiques »

Certes Eurêka, et le ministre des relations extérieures l'a rappelé à ses interlocuteurs, est un projet théoriquement civil, mais on sait bien que des technologies peuvent avoir un double usage. Bien qu'intéressés en privé par la « guerre des étoiles » de M. Reagan, les Chinois, qui se refusent à toute relation stratégique avec les superpuissances, ne peuvent manifester ouvertement cet intérêt. Ce qui ne pourrait qu'inquiéter les Soviétiques avec lesquels se poursuit un rapprochement incontestable, bien que toujours limité au domaine économique. Eurêka ne pourrait-il pas constituer alors, malgré les démentis, une espèce de « porte de derrière » pour obtenir de sociétés occidentales quelques « miettes technologiques » alléchantes ?

Eurêka rend donc à la France cette auréole de grande puissance technologique que la Chine réservait auparavant en Europe occidentale à la RFA. La voici qui devient plus crédible dans les domaines de pointe, représentés par plusieurs personnalités dans la suite de M. Dumas, dont le général Mitterrand. A elle maintenant de devenir également plus crédible dans le domaine – plus sensible – des prix et dans le suivi des négociations et des contrats. Certes, le gouvernement y aide avec le récent protocole financier accordant à la Chine des crédits bonifiés. Mais il reste du chemin à parcourir face à des partenaires particulièrement difficiles, lents à la décision, de plus en plus « gourmands » quant au prix et à la technologie, à un moment où leurs réserves en devises fondent à vue d'œil. M. Dumas et ses interlocuteurs en sont donc resté aux principes, et si M. Zhao a espéré que la construction de la centrale nucléaire de Canton se fera en coopération avec la Fance, rien n'est toujours signé et les négociations reprendront en octobre.

Les Chinois ont également abordé avec M. Dumas des problèmes qui leur sont propres. D'abord, celui de Taiwan. Pékin, qui a « résolu » avec Londres la question de Hongkong, pourrait prendre prochainement de nouvelles initiatives en direction du régime adverse de Taipeh. La survivance de ce dernier et l'appui que lui apporte l'administration Reagan irritent les dirigeants chinois qui y voient un empêchement au développement de leurs relations politiques avec les Etats-Unis. La récente visite à Washington du président chinois, Li Xiannian, n'a donc rien changé.

Enfin, la visite de M. Dumas aura permis de rappeler l'importance que revêt, pour Paris, le développement de l'enseignement du français en Chine et d'obtenir de M. Zhao l'accord du gouvernement chinois au projet de « Maison de France » lancé au début de l'année par Mme Mitterrand. Ce centre des sciences et technologies françaises – Pékin ayant refusé qu'il ait aussi un rôle culturel – serait, quand il sera réalisé, un pôle important de la présence française.

PATRICE DE BEER.

LE CINQUIÈME ANNIVERSAIRE DES ACCORDS DE GDANSK

« La situation dramatique du pays est un avertissement pour nous tous »

déclare Lech Walesa

Gdansk (*AFP, AP*). – Lech Walesa a célébré, vendredi 30 août, avec un jour d'avance – le samedi étant « libre » conformément à un acquis de Solidarité, – le cinquième anniversaire des accords conclus le 31 août 1980 à Gdansk, et qui allaient donner naissance au premier syndicat libre dans un pays communiste.

Arborant un tee-shirt blanc sur lequel se détachait en lettres rouges « Solidarnosc », ainsi qu'un badge de la Vierge noire (patronne de la Pologne), le Prix Nobel de la paix a été ovationné à sa sortie des chantiers navals, où il venait d'achever sa journée d'électricien. Pressé par la foule, il est allé déposer un petit bouquet de fleurs multicolores au pied des trois immenses croix érigées à la mémoire des grévistes tués à cet endroit par les forces de l'ordre en décembre 1970.

« Monsieur le général, nous ne rendrons jamais août 80 », s'est-il exclamé, imité par ses partisans. Puis tous ont entonné l'hymne national polonais, les bras levés en « V » de la victoire. Les miliciens, en tenue de ville, présents en nombre aux abords des chantiers, avaient tenté en vain de disperser des partisans de Solidarité avant l'arrivée de M. Walesa. Plusieurs personnes ont été interpellées lors de la dispersion.

« Aujourd'hui, a expliqué M. Lech Walesa au cours d'une conférence de presse donnée plus tard à la paroisse Sainte-Brigitte des Chantiers navals, *il ne s'agit plus de mobiliser des foules. (...) Il ne suffit pas de s'injurier mutuellement. Il faut trouver une solution car nous ne devons pas permettre que la Pologne, notre bien à tous, tombe encore plus en ruine. » « Libérez les prisonniers politiques, arrêtez la répression, revenez sur la voie de l'entente »*, a-t-il lancé au gouvernement, en soulignant que *« la situation dramatique du pays est un avertissement pour nous tous »*.

Un « état de la nation »

Entouré des anciens responsables nationaux des syndicats de branches et autonomes dissous lors de la proclamation de l'état de siège, Lech Walesa a rendu public un résumé d'une analyse de cinq cents pages réalisée par les experts de Solidarité, qui constitue un véritable « état de la nation » polonaise, cinq ans après les accords de Gdansk.

Ce texte présente la Pologne comme le plus mauvais élève de la classe Europe dans de nombreux domaines. *« La répression*, y lit-on, *est devenue un élément quotidien du fonctionnement de l'Etat, tandis que la loi martiale, théoriquement levée, est en fait prolongée sur un plan législatif. »*

Dans le domaine économique, estime le document, *« les réformes entreprises sont superficielles et inconsistantes. (...) La passivité est devenue la règle chez les travailleurs, qui pensent majoritairement que rien ne dépend d'eux »*, alors que leur concours serait vital pour combattre *« la crise structurelle majeure qui menace une industrie en proie à la décapitalisation »*.

Cette situation engendre un *« déclin sans précédent des conditions de vie »*, poursuit le texte, avec *« 25 % à 30 % des familles polonaises vivant au-dessous du seuil de pauvreté et un tiers d'entre elles n'ayant pas d'appartement »*. Le secteur santé serait, lui, *« vingt ans en retard par rapport aux pays occidentaux »*, avec des conséquences graves : *« Pénurie de médicaments, de matériel médical et d'hôpitaux (soixante-seize lits pour mille habitants, le taux le plus faible d'Europe). »*

La culture nationale est aussi mal lotie, estiment les experts de Solidarité, qui soulignent que sont mises à la dispositon de la science *« les subventions les plus faibles de tout le COMECON »*, tandis que règne un climat de chasse aux sorcières contre les partisans de Solidarité dans l'éducation nationale. Toutefois, *« le monopole de la culture a été brisé »*, ajoute le texte, qui souligne la richesse des publications clandestines et des représentations théâtrales et culturelles parallèles, organisées notamment autour des Églises.

« La principale raison de la crise polonaise est l'élimination de la confiance mutuelle le plus élémentaire entre la société et les autorités », conclut le rapport.

A travers le monde

Etats-Unis

● LE BEAU-FILS D'ANDREI SAKHAROV FAIT LA GRÈVE DE LA FAIM. – Le beau-fils de l'académicien soviétique Andrei Sakharov a commencé le vendredi 30 août une grève de la faim à proximité de l'ambassade d'URSS à Washington pour essayer d'obtenir de voir ses parents, dont il craint qu'ils soient morts. M. Alexei Semyonov, fils de Mme Elena Bonner, seconde femme de Sakharov, a indiqué que lui-même et sa sœur, Tatiana Yankelevitch, n'ont pas reçu de lettre de leur mère depuis près de deux mois. – *(AFP.)*

Inde

● PROTESTATION CONTRE L'ACCORD AVEC LES SIKHS. – Les vingt parlementaires du parti d'opposition Lok Dal à l'Assemblée de l'Etat de l'Haryana (Nord-Ouest) ont démissionné pour protester contre l'accord conclu le 24 juillet entre le premier ministre, M. Rajiv Gandhi, et les dirigeants modérés de la communauté sikh du Pendjab voisin, a annoncé, vendredi 30 août, l'agence indienne PTI. Les députés Lok Dal ont déclaré que l'accord allait à l'encontre des intérêts de l'Haryana. Aux termes de cet accord, Chandigarh, qui est la capitale commune du Pendjab et de l'Haryana, va devenir celle du Pendjab seulement. Le Parti du Congrès de M. Gandhi est majoritaire dans l'Haryana. – *(AFP)*.

Indonésie

● PARIS « REGRETTE » L'EXÉCUTION DE TROIS DIRIGEANTS COMMUNISTES. – La France *« regrette que les appels à la clémence qu'elle avait faits avec d'autres pays n'aient pas été entendus »*, a déclaré, vendredi 30 août, le porte-parole du ministère des relations extérieures à la suite des informations sur l'exécution de trois dirigeants communistes indonésiens. La nouvelle de l'exécution des trois dirigeants du PKI (Parti communiste indonésien), emprisonnés depuis 1968 et condamnés à mort, a été confirmée de source officielle indonésienne. Les trois hommes – MM. Rustomo (soixante ans), Joko Untuns (soixante-quatre ans) et Gatot Lestario, alias Gatot Sutarjo (soixante ans), – ont été fusillés dans l'île de Madura, située à l'Est de la ville de Surabaya (Java-Est).

Pérou

● EXPLOSION D'UNE VOITURE PIÉGÉE. – Une voiture piégée par un commando du Sentier lumineux (mouvement de guérilla d'inspiration maoïste) a explosé, vendredi matin 30 août, blessant deux personnes, aux abords des bâtiments de la préfecture de Callao, principal port péruvien, situé à quelques kilomètres de Lima. Il s'agit du sixième attentat de ce type perpétré au Pérou depuis le 7 juin. – *(AFP.)*

Porto-Rico

● QUATORZE ARRESTATIONS. – Quatorze personnes soupçonnées d'avoir volé 7 millions de dollars destinés à alimenter la caisse d'un mouvement gauchiste portoricain ont été arrêtées, vendredi matin 30 août, à Porto-Rico, après une brève fusillade avec la police. Un porte-parole du FBI (sûreté fédérale), M. Lane Bonner, a indiqué que ces quatorze personnes sont les auteurs présumés de l'attaque commise le 12 septembre 1983, à West-Hartford (Connecticut), contre un fourgon blindé de la société Wells Fargo. Le hold-up avait rapporté exactement 7 017 153 dollars à ses auteurs, la seconde somme la plus importante volée aux Etats-Unis. L'île de Porto-Rico, située à quelques centaines de kilomètres des côtes américaines, a un statut de territoire associé des Etats-Unis. – *(AFP.)*

LA CRISE AU LIBAN

Fin de la présence militaire des milices chrétiennes à Zahlé

Les représentants du Mouvement chiite Amal et de la milice chrétienne des Forces libanaises au sein du Comité quadripartite de sécurité ont échangé dans la soirée du jeudi 29 août vingt-deux personnes, – onze chrétiens et onze musulmans, – enlevés récemment dans les deux secteurs de la capitale.

L'échange a eu lieu dans la banlieue-Sud de Beyrouth, à l'un des points de passage qui lient les secteurs est (chrétien) et ouest (à majorité musulmane).

Les négociations entre les deux milices portaient sur l'échange de vingt-huit chrétiens et de vingt et un musulmans, enlevés pour la plupart sur les points de passage, après la tension provoquée par l'explosion de quatre voitures piégées dans les deux parties de la capitale et sa banlieue, dix jours plus tôt.

Zahlé (Liban) (*AFP*). – La présence des Forces Libanaises (FL, milice chrétienne) a pris fin vendredi 30 août dans la ville chrétienne de Zahlé (Bekaa), qui avait réussi, depuis 1981, à garder un statut autonome dans la vallée de la Bekaa, contrôlée par les forces syriennes.

Conformément à un accord conclu dix jours plus tôt entre le chef des services de renseignement syriens au Liban, le général Ghazi Kanaan, et les notables de Zahlé, le maintien de l'ordre a été confié à la gendarmerie libanaise, sous la supervision d'un comité, qui comprend des officiers syriens et libanais, des représentants du Parti phalangiste et des notables de la ville.

Manifestations des sunnites

Les FL ont fermé toutes leurs permanences et remisé leurs armes dans un couvent alors que le Parti phalangiste n'a maintenu ouverte que sa permanence principale. Les portraits de Bechir Gemayel, ancien chef des FL et président élu du Liban, assassiné en septembre 1982, et les emblèmes des milices chrétiennes ont été décrochés des murs de la ville, devant des miliciens en larmes. L'accord avait été conclu après une série de tirs de roquettes contre cette ville de 120 000 habitants depuis les collines qui la surplombent et sont tenues par l'armée syrienne.

A Beyrouth-Ouest, des manifestations assises ont été organisées dans les mosquées sunnites, à l'issue de la prière du vendredi, en signe de protestation contre *« les agissements des éléments armés incontrôlés de certains partis et mouvements »*. Le premier ministre Rachid Karamé a participé à l'un de ces « sit-in ».

De son côté, le mouvement Amal a lancé un appel à la grève générale, samedi, pour commémorer le septième anniversaire de la disparition, à l'issue d'un voyage en Libye, de l'imam Moussa Sadr, chef spirituel de la communauté chiite libanaise.

● PRECISION. – A propos de la campagne lancée par « Les amis de Jean-Paul Kauffmann » pour obtenir la libération du journaliste détenu en otage depuis cent jours au Liban (*le Monde* du 31 août), Mme Kauffmann nous prie de préciser que les pages de publicité parues à ce sujet dans divers journaux n'ont pas été « achetées » mais publiées à titre gracieux. D'autre part, c'est la Fondation (et non la Fédération) pour la liberté de la presse qui invite chacun à envoyer des cartes postales de soutien aux otages français. Ces cartes, adressées à Beyrouth *« aux bons soins de M. Nabih Berri »*, doivent être affranchies à 2,90 F avec la mention « par avion ».

● *Nouvelles arrestations en Cisjordanie.* – L'armée israélienne a arrêté 14 Palestiniens en Cisjordanie occupée au cours d'une opération lancée dans la nuit du jeudi 29 au vendredi 30 août, et les a placés en détention administrative pour une période de six mois. Ces nouvelles arrestations portent à 29 en vingt-quatre heures le nombre de Palestiniens placés en détention administrative et à 34 le nombre de personnes touchées par cette mesure en une semaine. – *(AFP.)*

Et si c'était le dernier avion...

De notre correspondant

Beyrouth. – *« La cargaison arrive... »*. Le vieil autobus de la MEA (Middle East Airlines) se range devant l'aérogare, et la *« cargaison »* en descend. Des femmes, des enfants, de vieux messieurs, beaucoup plus rarement des jeunes gens ou des hommes de vingt à soixante ans – ce serait de la trop bonne *« chair à enlèvement »*, – apeurés de débarquer en territoire « ennemi » et, en tout cas, sur une planète devenue étrangère.

« N'oubliez pas le chauffeur qui vient de risquer sa vie pour vous mener à bon (?) aéroport », s'entendent rappeler les voyageurs venus de l'est chrétien pour prendre l'avion dans cette antre de l'ouest musulman. Et les billets de 25 et 50 livres libanaises tombent dans l'escarcelle du chauffeur. Mis en condition par leur passage à l'ouest, ces candidats au départ – car rien n'est sûr, ils vont s'en rendre compte, ce qui ajoutera à leur angoisse, – taillables en conséquence et corvéables à merci, commencent un parcours du combattant censé les mener dans la carlingue d'un avion.

Il faut dire que le *« passage »* – le tristement célèbre passage – entre les deux secteurs de Beyrouth est, en ces jours, bien dangereux, en tout cas très impressionnant. Toutes les voies *« normales »* – elles sont au nombre de sept – sont coupées. Un ou deux itinéraires de remplacement sont entrebâillés, et l'on s'ingénie, de part et d'autre à le rendre plus tortueux, pour souligner la difficulté de l'entreprise et ses dangers, afin de réduire le dernier carré des inconditionnels de la *« traversée »*.

Egaré parmi les dames, les enfants et les vieux messieurs, de l'autobus de la MEA, Louis, vingt et un ans, étudiant barbu et chrétien en route pour les Etats-Unis, est interpellé à son arrivée à l'aéroport par deux *« malabars »*. *« Et moi je n'ai pas le droit à une gratification ? »* dit l'un. Revolver à l'appui, le second renchérit : *« et mon copain ? »*. Le porteur prend la valise, *« 50 livres ? peuh... »*, *laisse la valise ici. A ce prix, il partira sans elle »*. 75 livres. La valise avance. Enfin, le hall de l'aérogare. Le cauchemar... Là se confondent dans un même capharnaüm voyageurs venus des secteurs chrétien et musulman.

« Pas de réservations : premier arrivé, premier servi », a dit la MEA, voire. Les premiers arrivés qui s'entassent, résignés, avec leurs bagages, depuis 7 heures du matin pour des départs s'étageant entre 12 et 13 heures, ne seront sûrement pas les premiers servis. Passent sous leur nez les protégés d'un soldat, d'un douanier, d'un agent de la sûreté ou, encore mieux, d'un sous-milicien, ainsi que l'ami d'un employé de la MEA et, plus généralement, tout passager qui a réussi à se trouver un *« sponsor »* moyennant quelques billets de 100 livres. Comme chaque soldat, douanier, etc... à plus d'un protégé, on imagine ce que deviennent les files d'attente. Pourboire, pourboire forcé, pourboire partout : beaucoup embarquent , d'autres pas.

Louis est parmi les laissés pour-compte. Un oncle providentiel-chrétien de l'ouest, vient le recueillir pour le ramener le lendemain à l'aéroport. Déjà aguerri, avec l'aide de son père, stratège chevronné de la combine téléphonée, qui a mis en branle l'aéroport à partir de son bureau Beyrouth-Est, et moyennant plusieurs centaines de livres, Louis réussit cette fois son parcours. Destination Paris-New-York. Ouf ! Une valise perdue dans la mêlée, quelle importance...

La MEA, compagnie courageuse s'il en est, fait l'impossible pour ne pas isoler Beyrouth du monde. Mais dès qu'on arrive à l'aéroport, un sentiment d'angoisse supplémentaire vous étreint : on à toujours l'impression de prendre le dernier avion.

LUCIEN GEORGE.

Étranger

République sud-africaine

Mgr Tutu a plaidé auprès de la mission de la CEE pour un renforcement des pressions économiques

C'est dans un pays toujours en proie à la violence que les ministres des affaires étrangères d'Italie, des Pays-Bas et du Luxembourg, arrivés vendredi 30 août à Pretoria, poursuivent leur mission, au nom de la CEE, en principe jusqu'au dimanche soir. Selon un bilan provisoire publié vendredi soir, l'agitation dans plusieurs cités noires et dans certains quartiers métis avait fait au moins vingt-huit morts et cent cinquante blessés au cours des trois derniers jours. De nombreux bâtiments et véhicules ont été attaqués dans ces zones d'habitat populaire. La police a souvent fait usage d'armes à feu.

La mission européenne devait rencontrer le président Botha samedi au Cap. Vendredi, elle s'est entretenue pendant une heure avec Mgr Desmond Tutu et avec le pasteur Beyers Naude, secrétaire général du Conseil sud-africain des Eglises, à l'ambassade des Pays-Bas. Les deux religieux ont plaidé pour des pressions économiques accrues de la part de l'Europe, notamment par un arrêt des « investissements ». Ils ont redemandé la libération de Nelson Mandela, que leurs interlocuteurs n'ont pas pu rencontrer. A sa sortie de l'ambassade, Mgr Tutu a dit que les trois ministres européens *« étaient sérieux »* et *« avaient parlé très clairement contre l'apartheid »*.

La position de Mgr Tutu a été également soutenue devant la mission européenne par plusieurs syndicalistes blancs.

Ce n'est pas celle du chef zoulou Gatsha Buthelezi, dirigeant noir engagé contre l'apartheid, mais partisan du dialogue et opposé à la lutte armée menée par le Congrès national africain (ANC, interdit). Il a affirmé aux ministres que le retrait des investissement, *« n'est pas une stratégie que les pays de la CEE doivent suivre (...). Endommager l'économie sud-africaine sur une large échelle serait désastreux non seulement pour des générations de Sud-Africains, mais aussi pour tous les pays voisins »*.

Les trois ministres européens ont indiqué qu'ils ne feraient de déclarations qu'à la fin de leur séjour, après avoir entendu toutes les parties.

Ils doivent présenter un rapport sur la situation en Afrique du Sud et les moyens d'action de la Communauté au conseil européen du 10 septembre. La CEE est elle-même divisée entre tenants des sanctions économiques, comme la France et les Pays-Bas, et opposants, comme la RFA, la Grande-Bretagne et la Belgique.

Une démarche des milieux d'affaires

A son arrivée à Johannesburg, M. Poos, le ministre luxembourgeois, a souligné, en qualité de président en exercice du conseil des ministres des Dix, que la Communauté – plus l'Espagne et le Portugal, qui en seront membres en 1986 – voulait *« contribuer à l'abolition de l'apartheid »* et avait *« le droit de s'intéresser aux problèmes de l'Afrique du Sud en raison de ses liens anciens* [avec ce pays] *et de son attachement aux droits de l'homme »*.

D'autre part, selon une déclaration faite vendredi à Lusaka par le congrès national africain, des représentants de plusieurs des principaux groupes d'affaires sud-africains ont transmis une demande de rencontre avec des responsables de ce mouvement.

« L'ANC est prêt à rencontrer tout groupe ou individu sud-africain désireux de discuter avec lui sur les problèmes qu'affronte notre pays », a indiqué le porte-parole, précisant que l'organisation de la rencontre était en cours, mais que ni le lieu ni la date n'étaient encore fixés.

(Lire page 15 la chronique de CHRISTOPHER HUGHES.)

Nigéria

Le général Babangida souhaite un réaménagement de la dette extérieure

Lagos *(AFP, Reuter)*. – Le nouveau président du Nigéria, le général Ibrahim Babangida, a reçu, vendredi 30 août, l'ensemble des ambassadeurs accrédités à Lagos pour leur expliquer les raisons qui ont poussé l'armée nigériane à *« changer la direction »* du conseil militaire suprême et pour solliciter le soutien de la communauté internationale.

Il a insisté sur la volonté de son administration de restaurer et protéger les droits de l'homme, et d'assurer la sécurité des citoyens. Il a réaffirmé l'intention de la nouvelle administration de revoir tous les décrets promulgués dans ce domaine par son prédécesseur (la libération de quatre-vingt-sept prisonniers politiques a été annoncée un peu plus tard).

Sur le plan économique, le général Babangida a déclaré vouloir lutter contre l'inflation *« galopante »* et revoir les négociations avec le Fonds monétaire international. Il souhaite que le rythme de remboursement de le dette extérieure (actuellement 44 % des revenus en devises du pays) soit révisé.

Mais cela *« ne doit pas être interprété de manière négative, nous honorerons notre dette, même si le rythme* [du remboursement] *pourrait être différent »*, a-t-il ajouté.

Il a, d'autre part, insisté sur sa volonté de protéger les étrangers résidant au Nigéria, précisant que les cas de tous les détenus étrangers étaient réexaminés.

D'autre part, le chef d'état-major de l'armée de l'air, Ibrahim Alfa, et un autre membre du conseil militaire de gouvernement, le général Mamman Vatsa, sont arrivés vendredi à Lagos en provenance de La Mecque, où ils effectuaient le pèlerinage musulman, a indiqué l'agence nigériane NAN. Le général Tunde Idiagbon, numéro deux et l'un des personnages les plus impopulaires de l'ancien régime, ne se trouvait pas dans l'avion.

Sénégal

Des opposants poursuivis pour manifestation interdite ont été relaxés

Dakar *(AFP)*. – Me Abdoulaye Wade, dirigeant du principal Parti sénégalais d'opposition, et quatorze autres personnes poursuivies pour participation à une manifestation non autorisée sur la voie publique, le 22 août (*le Monde* des 25 et 26 août), ont été relaxés, vendredi 30 août, par le tribunal des flagrants délits de Dakar à l'issue de trois jours de procès.

Le tribunal a estimé qu'il n'y avait pas eu début d'exécution de la marche prévue et interdite par le gouverneur de Dakar.

Cette marche, qui avait pour objectif déclaré de protester contre l'apartheid en Afrique du Sud, avait été organisée par l'Alliance démocratique sénégalaise (ADS) créée en juillet dernier et qui regroupe cinq des quinze partis d'opposition : Parti démocratique sénégalais (PDS, travailliste, de Me Wade), Ligue démocratique (LD, marxiste), Organisation socialiste des travailleurs (trotskiste), AND-JEF (maoïste) et Union pour la démocratie nouvelle (maoïste).

Tunisie

EN RAISON DE SON ATTITUDE « NÉGATIVE » DANS LA CRISE AVEC TRIPOLI

La centrale syndicale UGTT se voit privée de certaines «facilités»

De notre correspondant

Tunis. – Retombée directe de la crise tuniso-libyenne, l'épreuve de force est désormais engagée entre le gouvernement et la centrale syndicale UGTT. Brandie en diverses occasions depuis un an, la menace de la suppression de la retenue à la source des cotisations syndicales et de l'annulation des détachements de fonctionnaires dans les services permanents de l'UGTT a été mise à exécution par la diffusion, vendredi 30 août, d'une circulaire du premier ministre à toutes les administrations et entreprises publiques.

Les milieux gouvernementaux ont précisé que la suppression de cette « facilité », qui était accordée au syndicat depuis *1957*, *« dans le cadre de l'entente et de la solidarité nationale »*, n'a aucun rapport avec l'échec des négociations salariales. Elle a seulement été décidée en fonction de l'attitude *« négative »* de la direction de l'UGTT *« face au péril extérieur que connaît le pays à la suite de la crise avec la Libye »*. Le gouvernement aurait voulu que la centrale syndicale prenne une position ferme à la suite de la menace libyenne d'utiliser la force contre la Tunisie (*le Monde* du 24 août), ce dont elle s'est abstenue et, surtout, qu'elle accepte de décréter une trêve dans son action revendicatrice.

Le fait que le gouvernement n'ait pas attendu la fin des travaux de la commission administrative de l'UGTT, réunie depuis vendredi matin précisément, pour examiner la situation née de la crise tuniso-libyenne, n'a pas été sans surprendre, d'autant plus que des voix s'étaient élevées au sein de la direction syndicale en faveur d'une trêve (*le Monde* du 31 août) et que rien apparemment ne permettait de préjuger de la décision qui serait arrêtée.

A cette remarque, les autorités répliquent : *« Nous ne voulions pas attendre plus longtemps une décision – d'ailleurs hypothétique – qui n'a déjà que trop tardé, surtout quand des menaces de nouvelles grèves se profilent aux PTT, dans les banques et les assurances, et à l'aciérie d'El-Foulad. »* Il est cependant évident que dans le climat tendu qui prévaut depuis le début des expulsions des travailleurs tunisiens de Libye, avec l'atmosphère d'union nationale que cela a provoqué, les raisons aujourd'hui invoquées par le gouvernement pour justifier ses *« sanctions »* ont moins de chance de heurter que si elles avaient été arrêtées dans un autre contexte, alors que la tension sociale n'a fait que croître durant ces derniers mois. Il reste, toutefois, à connaître les réactions des différents partis et mouvements de l'opposition.

M. Achour : « une mesure mesquine »

Le secrétaire général de l'UGTT, M. Habib Achour, informé par les journalistes de la décision gouvernementale alors qu'il présidait les délibérations de la commission administrative, a déclaré qu'elle visait *« à mettre à genoux la centrale ouvrière, qui refuse de se faire domestiquer par le pouvoir »*. Pour M. Achour, cette *« mesure mesquine et criminelle, qui met fin à une conquête syndicale remportée de longue date et au prix de nombreux sacrifices »*, ne restera pas sans réplique. On s'attend que la commission administrative réagisse officiellement à la fin de ses délibérations, prévue pour ce samedi.

Quoi qu'il en soit, l'UGTT va se trouver confrontée à de sérieuses difficultés financières. Les retenues à la source des cotisations syndicales (1 %) représentaient une rentrée annuelle régulière et assurée d'environ 25 millions de francs, qu'il sera très certainement beaucoup plus difficile de récupérer individuellement auprès des adhérents. Quant à l'annulation des détachements des agents de l'Etat, elle concerne plus d'une centaine de personnes, qui auront certes la faculté de demander leur mise en disponibilité, mais dont les traitements – plus de 3,5 millions de francs – devront être directement assurés par la trésorerie de l'UGTT.

MICHEL DEURÉ.

Atmosphère de fin de règne aux Philippines

(Suite de la première page.)

Les risques que comporterait, pour le président, une élection anticipée sont peut-être moindres, mais ils existent. Il serait obligé, selon la Constitution, de démissionner afin de pouvoir se présenter, l'expédition des affaires courantes étant assurée par l'actuel « speaker » de l'Assemblée nationale, homme de confiance du chef de l'État mais de peu de poids. Les funérailles d'Aquino, il y a deux ans, avaient donné lieu à une manifestation d'hostilité au pouvoir qui avait drainé plusieurs centaines de milliers de personnes.

On comprend que, dans un tel climat, toujours chargé d'émotions, M. Marcos s'inquiète d'une vacance du pouvoir, si courte et si théorique puisse-t-elle être. D'autant que Mme Corazon Aquino, la veuve de « Ninoy », qui se déclare – prudemment ? – peu séduite par l'aventure électorale, pourrait être une redoutable rivale pour M. Marcos. Or ce dernier ignorera, sans doute jusqu'à la dernière minute, les intentions réelles d'une femme dont la seule présence, selon un proche du cardinal Jaime Sin, *« fait oublier leur peur aux Philippins »*.

Tout cela ne saurait effacer une impression de déjà vu donnée par cet archipel de quelque 45 millions d'habitants, vingt ans après la première élection de M. Marcos. Les Philippines ne *sont ni Cuba ni le Vietnam, mais* l'engrenage y est assez familier pour qu'on puisse s'interroger sur leur avenir.

En raison d'intérêts évidents – aire d'influence, atouts stratégiques présentés par leurs bases de Clark et de Subic-Bay, 3 milliards de dollars d'investissements économiques, – les Américains ne peuvent se désintéresser de l'évolution du régime. Ils ont déjà clairement fait comprendre à M. Marcos leur hostilité à toute candidature de la « first lady », l'épouse du chef de l'État, à la présidence ou à la vice-présidence. Ils réclament, ouvertement, que le procès des assassins d'Aquino soit équitable. Au cas où le général Ver – homme du président, actuellement inculpé dans le procès, – serait « blanchi » de toute accusation, Washington souhaite fermement qu'il ne reprenne pas ses fonctions à la tête de l'armée, alors que M. Marcos le lui a promis (1). Le protecteur américain réclame, en outre, que le processus de démocratisation se poursuive, ce qui constitue un mise en garde contre tout rétablissement de la loi martiale, et que le marché philippin s'ouvre : une mise en cause, cette fois, des monopoles accordés par M. Marcos à ses « cronies », une poignée extrêmement riche de gens qui forment, avec les généraux, le principal soutien du président.

Disparition du marché noir

Le protégé a beau biaiser, il est obligé de tenir compte de ces avertissements. L'Assemblée actuelle, élue en 1984, l'a été à l'occasion du scrutin le plus ouvert depuis 1969. L'Eglise peut diffuser, à cinquante mille exemplaires, un hebdomadaire, *Veritas*, qui ne ménage pas la présidence. Manille se soumet, non sans résister, aux recommandations du FMI. Encore galopante l'an dernier (50 %), l'inflation a été ainsi ramenée, cette année, au taux jugé raisonnable de 18 %. Le peso, monnaie locale, qui s'échangeait à la moitié de sa valeur en 1984, s'est nettement consolidé, à telle enseigne que le marché noir a disparu. Le général Ramos, successeur du général Ver, a remis un peu d'ordre dans le commandement et les méthodes d'une armée bien peu efficace.

Mais ces mesures n'ont qu'une portée limitée. Déjà nul en 1984, le taux d'expansion sera légèrement négatif cette année. Le chômage affecte 15 % de la force de travail, et, si l'on inclut les chômeurs au moins à mi-temps, ce taux dépasse les 50 %. La consommation intérieure est donc sur le déclin, ce qui réduit considérablement l'intérêt de la ligne de crédits d'un montant de 3 milliards de dollars obtenue à la suite de l'accord avec le FMI. Quant aux réserves de devises reconstituées – le premier ministre de M. Marcos avance le chiffre de 1,6 milliard de dollars, – elles sont pratiquement inutilisables, car il s'agit, pour l'essentiel, d'emprunts ; les investissements étrangers sont stoppés. Autre conséquence du marasme, la Banque asiatique de développement, dont le siège est à Manille, a été contrainte de suspendre pratiquement toutes ses contributions à des *projets* de développement, car le gouvernement philippin n'a pas été capable de réunir les financements conjoints. Quoi qu'il arrive sur le plan politique, la relance de l'économie sera d'autant plus difficile, dans les prochaines années, que la dette extérieure demeure de l'ordre de 26 milliards de dollars et que son remboursement, même compte tenu du rééchelonnement obtenu, pèsera lourd sur tout effort de développement.

« Il n'y aura pas de reprise sans rétablissement de la confiance, donc sans stabilisation politique », résume un expert de la Banque asiatique de développement. Or les progrès accomplis, notamment ces derniers mois, par la NAP (Nouvelle Armée du peuple, branche armée du Parti communiste) confirment que le PC philippin, même dans le cadre de l'après-Marcos, est bien installé dans le panorama politique de l'archipel. Solidement implanté dans la grande île méridionale de Mindanao, il se renforce dans celle de Negros – l'île du sucre, frappée de plein fouet par la crise – et même à Luçon. La guerre, selon le général Ramos, fait une moyenne de quatorze morts par jour, soit environ cinq mille victimes par an. La NAP ne rassemble, selon une estimation généralement admise, que quelque douze mille partisans équipés d'armes légères et ne dispose d'aucun appui à l'étranger. Mais le plus préoccupant demeure, pour Manille et pour les Américains, non les faits d'armes de la NAP, mais la mise en place, par le PC, d'un appareil politique clandestin.

Pour s'implanter ainsi, le PC n'a pas de mal à exploiter les scandaleuses inégalités héritées de la période coloniale et qui existent toujours, en dépit d'une réforme agraire, il est vrai timorée, entreprise il y a une douzaine d'années. Quand le FMI réclame des *« réformes de structures »* pour obtenir une redistribution des revenus – et ainsi tenter de relancer la consommation locale, – il ne fait que demander la suppression de certains des monopoles de production et d'exportation toujours en place. Les « cronies » de M. Marcos ont en partie remplacé les anciennes grandes familles, du moins celles qui ont refusé de soutenir le régime. En milieu rural – un ouvrier agricole gagne environ 10 F par jour, – les organismes du PC n'ont pas de mal à recruter tant qu'ils ménagent – et ils le font – la toute-puissante Eglise catholique.

L'engrenage

On se trouve donc, sur cet archipel, aux prises avec un engrenage qui a fait ses preuves ailleurs. Un protecteur embarrassé par un protégé usé et qui ne sait que durer. Une « élite » politique laminée, affaiblie par ses propres contradictions. Une rébellion qui exploite la situation pour renforcer ses positions et s'imposer comme un interlocuteur inévitable le jour où le volcan explosera.

Cette esquisse mérite sans doute quelques nuances. Même si Malacanang, le palais présidentiel que M. Marcos quitte de plus en plus rarement, s'est transformé en forteresse, Manille n'a pas l'allure d'une ville où l'on étoufferait sous la botte de militaires ou qui serait quadrillée par des informateurs. Dans leurs « villages » cossus – quartiers résidentiels sévèrement gardés, – les riches se protègent uniquement des voleurs. A moitié lépreuse, avec ses bidonvilles surpeuplés, ses chantiers désertés et de fastueux hôtels à moitié vides, la capitale donne plutôt l'impression d'une métropole qui se dégrade lentement, à l'image d'un pays frappé par la lassitude et peu confiant dans l'avenir.

Pour les Américains, accepter le statu quo – autrement dit, laisser faire M. Marcos – reviendrait à encourager la généralisation de ce qui est déjà, sur certaines îles, une guerre civile. D'un autre côté, envisager une intervention militaire directe demeure bien difficile à concevoir, dix ans après leur échec au Vietnam et au moment où ils connaissent de graves difficultés en Amérique centrale. Se retirer – la politique des « mains propres » – mettrait en cause non seulement leurs intérêts mais le coût d'un transfert de leurs bases sur d'autres îles, plus excentriques, de la région. Leur tentation devrait être, plutôt, de jouer la carte des « réformistes » – « jaunes », religieux, milieux d'affaires et, même, militaires.

A ce propos, le mécontentement des officiers – y compris des colonels – en charge de la lutte contre la NAP ne saurait être ignoré, surtout lorsqu'ils se sentent lâchés par des généraux qui utilisent volontiers les hélicoptères disponibles pour leur week-end. L'armée – quelque deux cent mille hommes – est démoralisée. D'un côté, on ne lui donne pas les moyens de combattre la guérilla et, de l'autre, on l'accuse, non sans raison, de brutalités, y compris à l'égard de la population civile.

Enfin, l'Eglise, qui a su se démarquer très nettement du régime, reste probablement l'arbitre de l'après-Marcos. Son prestige est tel, au milieu d'une population très pratiquante, que ni le président Marcos ni les communistes n'osent l'attaquer de front. La partie se joue donc à trois : le clan Marcos, l'Eglise et les communistes. Ce que l'avenir réserve aux Philippines est donc loin d'être clair. Mais, outre la familiarité de ce genre de scénario, on ne peut sous-estimer l'atmosphère de fin de règne déjà sensible à Manille.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

(1) C'est, semble-t-il, ce vers quoi on se dirige. La Cour suprême a, en effet, rejeté, vendredi 30 août, le principal indice impliquant le général Ver et sept autres militaires, dans l'assassinat. *« La voie est tracée pour un acquittement »*, a déclaré ensuite l'avocat du général.

Afghanistan

LES NÉGOCIATIONS INDIRECTES DE GENÈVE SE POURSUIVRONT EN DÉCEMBRE

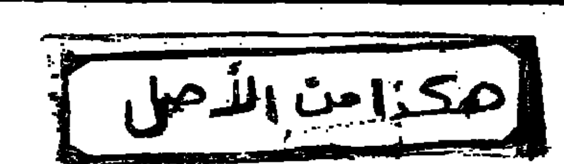
Nations unies (Genève) *(AFP)*. – Le quatrième round des négociations indirectes entre l'Afghanistan et le Pakistan se poursuivra du 16 au 20 décembre à Genève, a indiqué, vendredi 30 août au Palais des nations, M. Diego Cordovez, sous-secrétaire général de l'ONU aux affaires politiques spéciales, à l'issue d'une nouvelle phase de pourparlers.

Les entretiens qui ont pris fin vendredi ont été qualifiés de *« très difficiles »*, mais aussi de *« très utiles »* par M. Cordovez, lequel a souligné avoir eu *« pour la première fois de manière formelle »* des contacts avec les gouvernements américain et soviétique à ce sujet.

« Nous avons atteint le point crucial des négociations », a ajouté le médiateur de l'ONU. M. Cordovez a indiqué que le premier point des discussions portant sur la non-ingérence était *« virtuellement complet »*. *« Le document concernant les garanties internationales est pour sa part complet »*, comme est *« pratiquement complet »* celui ayant trait à *« la question très compliquée des réfugiés »*, a poursuivi M. Cordovez.

Enfin, a-t-il dit, le plus difficile demeure le dernier point concernant le document à établir et portant *« sur l'interrelation entre les trois premiers »*.

M. Cordovez a défini ses deux interlocuteurs, le ministre des affaires étrangères pakistanais, *Shah Mohamad Dost* et M. Sahabzadah Yaoub-Khan, le chef de la diplomatie afghane, comme *« déterminés, sincères et sérieux »*. Cependant, *« la suspicion est énorme »* au cours des négociations, a ajouté le sous-secrétaire général.



CHILI

Les « muchachos » du Père Dubois ne veulent pas mourir

Un an après la mort du Père André Jarlan, le bidonville de la Victoria se souvient. Dans ce quartier miséreux, le face-à-face carabiniers armés muchachos exaspérés est parfois explosif, et la non-violence active que cherche à promouvoir le Père Dubois est parfois difficile à préserver.

De notre envoyé spécial

Santiago-du-Chili. — Rien n'a bougé dans la chambre du Père André Jarlan. La bible qu'il lisait quand il a été tué est ouverte à la même page : *Psaumes 131*. De grandes photos le montrent assis, la tête dans les bras, comme s'il dormait. Mais il y a ce trou dans la nuque, et le filet de sang qui descend jusqu'au col de la veste noire. La balle qui l'a foudroyé a traversé la cloison de bois, en diagonale, puis a ricoché sur l'autre paroi de la bicoque à un étage. C'était il y a juste un an, le 4 septembre 1984, à la Victoria, au sud de Santiago, la *Poblacion* la plus turbulente de la capitale chilienne. La Victoria est un champ clos où carabiniers et jeunes manifestants résolus s'affrontent régulièrement.

Jarlan, martyr, est devenu un symbole pour la Victoria, une référence, un drapeau, celui de la non-violence active, que le Père Pierre Dubois, son compagnon, s'efforce de faire admettre aux cadres « politiques » de ce faubourg étrange, à la fois miséreux, vivant et toujours aux aguets. « *Ce n'est pas toujours facile*, dit-il. *Il y a des accrochages...* »

On trouve tout à la Victoria, qui s'étend le long de la voie rapide Nord-Sud : des loubards, des drogués, des truands. Mais aussi beaucoup de militants chrétiens et communistes. En théorie, c'est le fief du PC, et il est vrai que l'influence des communistes a beaucoup grandi depuis quelques années. Mais la photo d'André Jarlan est en bonne place dans bien des masures en bois, à côté d'une vierge naïve, et parfois d'un exemplaire de *Siglo*, le bulletin ronéotypé clandestin du parti. Les autorités considèrent le Père Dubois comme le vrai « patron » de la Victoria, bien que ce Bourguignon râblé et solide s'en défende par modestie. « *J'ai moins de pouvoir qu'on le dit.* »

N'empêche. Il est le seul, dans ce coin pourri, à pouvoir prendre la tête d'une manifestation pacifique, à calmer une foule en colère, à s'interposer pour éviter le pire entre des carabiniers prêts à tirer pour tuer et les jeunes *muchachos* exaspérés, armés de pierres et de cocktails Molotov. On a même vu le Père Dubois, seul dans la rue jonchée de débris, entre les deux camps qui s'insultaient aux cris de « *Pacos assassins* » et de « *Sale vermine communiste* ». Et ramener un calme provisoire.

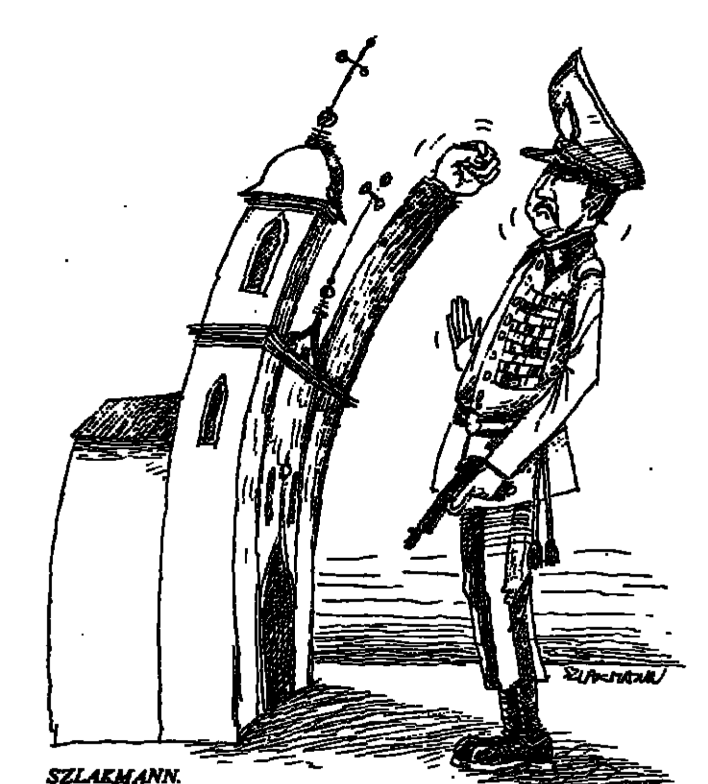
Des bougies dans la nuit

Le 9 août, le Père Dubois a encore sauvé la situation. L'armée avait bouclé le quartier, une fois de plus, pour empêcher la population d'aller participer, dans le centre de Santiago, à la *protesta* organisée sur le thème de la « *défense de la vie* ».

Premiers accrochages, passages à tabac, jets de pierre, quelques tirs isolés, manifestants traînés de force vers les bus blindés. Le Père Dubois intervient auprès d'un officier, le persuade de relâcher les prisonniers. « *On resté*, dit le curé français à la foule prête à l'émeute, *mais on ne lance plus de pierres.* » Le face-à-face dure trois heures, tendu, à la merci d'un coup de feu, d'une provocation. La nuit tombée, la foule s'assoit, allume des bougies, des centaines de bougies vacillantes, jusque sous les roues des véhicules qui ne bougent pas. « *La non-violence active*, commente le Père Dubois, *commence à faire son chemin dans la tête des gens.* »

La Victoria, quelque trente mille habitants, c'est aussi la misère, un taux de chômage de l'ordre de 60 %, des dizaines de jeunes désœuvrés au coin des ruelles en terre, des murs bas en pisé barbouillés de slogans : « *Perrochet, dehors* » (jeu de mots avec *perro*, le chien), un air d'abandon, malgré les efforts du gouvernement en faveur du bidonville-test de Santiago : toits refaits, eau courante, égouts, éclairage. « *Un effort qui est payant*, admet le Père Dubois. *On a noté depuis un an une certaine démobilisation de la population.* »

« *Pinocho* », autre surnom « affectueux » donné par les habitants de la Victoria à Pinochet, ne s'est jamais, que l'on sache, hasardé dans les ruelles du quartier. Mais le général Leigh, ancien membre de la junte, est venu une fois. « *Mais tellement entouré de pacos*, dit un épicier, *qu'il n'a même pas dû voir où il passait...* » La Victoria, c'est une église de guingois, blanche avec une croix de bois, fragile et si pauvre : c'est la chapelle encastrée dans le mur de la baraque où est mort Jarlan et où le Père Dubois attend un renfort de France. « *Car j'ai tout de même bien à faire...* »



SZLAKMANN.

Pour l'instant, il aide la Victoria à préparer le 4 septembre, anniversaire de la mort d'« André ». Une semaine de cérémonies et d'abord une messe à la cathédrale de Santiago célébrée par Mgr Fresno, cardinal-primat, une exposition à l'église du quartier, un lâcher de ballons avec des photos d'André Jarlan ; dans toutes les paroisses du sud de Santiago, le glas et des marches convergentes vers la Victoria pour une nouvelle messe, le soir du 4. Ensuite, le Père Dubois a un mince sourire : « *Ensuite, je pense qu'ils iront manifester...* »

Le rendez-vous du 4 septembre

Le 4 septembre, c'est aussi, en effet, la date choisie par certaines organisations d'opposition pour appeler les Chiliens à se réunir dans les rues. Une relance qui se veut spectaculaire du mouvement des *protestas* de 1983 et du début de 1984. Le mouvement s'est singulièrement essoufflé, et certains dirigeants politiques de l'opposition démocratique appréhendent ce test.

Bien que le 4 septembre soit l'anniversaire de l'élection de Salvador Allende (il est vrai que c'est aussi la date d'élection traditionnelle à la présidence au Chili), les secteurs de la droite modérée qui viennent d'intégrer l'Alliance démocratique (avec la démocratie chrétienne et les socialistes-démocrates) ne paraissent pas moins résolus que ceux du centre et de la gauche. Les syndicats, à commencer par le Commandement national des travailleurs (CNT), dirigé par Rodolfo Seguel, sont de la partie. De même, les fédérations d'étudiants, toutes dirigées par des hommes de l'opposition depuis les élections de 1984. Et les associations de professionnels, avocats, architectes, ingénieurs, également contrôlées par les courants qui sont hostiles au gouvernement.

Décidément, de la droite classique à l'extrême gauche, cela fait beaucoup de monde, du moins en théorie. Et, pour la première fois depuis bien longtemps, les dames des « beaux quartiers », de Providencia ou de Vitacura, risquent de retrouver dans les rues du centre les loqueteux des bidonvilles du Sud, de la Victoria, de Lo Hermida et d'ailleurs.

L'une des raisons, et non des moindres, de l'échec progressif des *protestas*, de la fin de 1983 et de 1984, a été le réflexe de crainte des classes moyennes face à la montée spectaculaire des manifestations populaires. La peur d'un débordement communiste entretenu d'ailleurs habilement par le régime n'a pas disparu de tous les esprits. Loin de là. Les leaders de l'opposition modérée le savent et continuent de s'interroger tout en affirmant qu'il faut faire le « *maximum* » pour impressionner, et négocier, avec le régime.

A la Victoria, les soucis sont plus immédiats. La directrice du jardin d'enfants, membre d'une Eglise évangélique, vient d'être enlevée pour la seconde fois en quelques jours. Elle a été « interrogée » et menacée. Ce matin encore, une dizaine d'inconnus en civil, arborant un brassard des services spéciaux, ont enlevé cinq jeunes garçons de quatorze à seize ans. Sans mandat, sans explications.

A Santiago, les états-majors politiques tirent des plans sur 1989. A la Victoria, la guerre de harcèlement continue.

MARCEL NIEDERGANG.

ZAIRE

Nuits de « Kin », nuits d'amour...

Grande métropole grouillante où luxe et misère se côtoient, Kinshasa retrouve, la nuit, les accents de l'Afrique profonde. Le code est nécessaire pour mieux saisir tous ses charmes, sa musique et ses danses...

De notre envoyé spécial

Kinshasa. — « *Oh, oh, pantalon, pantalon !* » La fille s'est retournée. Son regard, mi-admiratif, mi-moqueur, s'attarde sur les mocassins Weston qui naviguent au milieu des immondices, longe le pli impeccable du pantalon qui se termine par un revers très « British », remonte vers la ceinture de croco, apprécie la coupe de la veste, la netteté de la chemise, l'éclat de la cravate. Les deux « sapeurs », apparemment insensibles à cet examen, poursuivent leur chemin vers les entrailles de Matonge, le visage dégoulinant de sueur.

Kin doit se vivre une fois au moins jusqu'à l'aube, pour qu'elle ait le temps d'offrir quelques-uns de ses charmes, pour se laisser hypnotiser par ses spectacles, enivrer par sa musique et ses danses. Kin est une personne. Son cœur et son sexe sont à Matonge. La nuit, elle respire fort, oubliant ses difficultés, la saleté, la chaleur, la faim, la promiscuité d'une métropole africaine avec son chômage, son parti unique, son « Guide » aussi. Elle se laisse alors pénétrer, pour peu que l'on fasse l'effort d'apprendre son vocabulaire et ses codes.

Matonge est le royaume de la SAPE (Société des ambianceurs et des personnes élégantes) et des « sapeurs », dandys d'une ville monstrueuse où s'entrechoquent luxe et misère. Le roi de la « sape », c'est toujours Papa Wemba, qui a son orchestre — Viva la musica, — sa danse, — la Firenze, la danse des « griffes », — ses disciples et ses temples.

La « sape », historiquement, vient du Congo, de Brazza, dans les années 70. Mais avec l'indépendance, dans les clubs du quartier de Bacongo, la mode du « bien vêtir » existait déjà. La « sape », c'est la « griffe », celle des grands couturiers parisiens, même s'ils sont japonais. Une belle « sape », c'est 1 500 ou 2 000 « nouveaux » (francs) minimum. « *Si tu n'as pas la griffe, tu n'es rien, et si tes « fringues » ne sont pas chères, tu n'as pas de belles sapes.* » Celles-ci se louent, se prêtent ou s'achètent, quelques sapeurs spécialisés se chargeant, par de fréquents voyages à « Miguel » (en Europe), et surtout à Paris, d'approvisionner le marché, à prix d'or.

Les acheteurs n'hésitent pas à consacrer un mois ou plus de leur salaire pour une belle sape, quitte à ne pratiquement plus manger.

Mais il s'agit presque d'un comportement politique : la sape, c'est d'abord l'« à bas abascost » (à bas le costume), c'est-à-dire le costume national zaïrois, symbole de l'« authenticité », l'idéologie au pouvoir, presque un uniforme pour tous les « officiels ». Porter une veste occidentale et une cravate, c'est déjà militer... A Matonge pourtant, les « ambianceurs » sont tranquilles : ce n'est pas ici qu'ils rencontreront les « Bwanas » (surnom donné aux riches Zaïrois portant l'abacost et circulant en Mercedes), qui préfèrent les collines résidentielles de La Gombe. Les Bwanas, pour la plupart, n'iront pas « bocker » (boire de la bière), ni « damer » (manger : au jeu de dames, la dame « mange » les pions) un poulet grillé (non « mazouté », de préférence) sur les trottoirs de Matonge.

A Matonge et ses « cinq cents bars » où la bière Régla ou Skol coule vingt-quatre heures sur vingt-quatre, il faut se laisser emporter, goûter ici les beignets de farine que vendent les femmes « ouest-afs » (originaires d'Afrique de l'Ouest), s'inviter dans un « deuil » et danser avec la famille qui « pleure » son disparu en riant et buvant, plus loin entrer dans les bars à musique, ces temples où l'on communie avec Papa Wemba et les autres : Empire Bakuba, rendu célèbre par sa fameuse chanson *Article 15*, Zaïko Langa-Langa, Choc Stars, Victoria Eleison, Grand Zaïko Wawa, qui a joué avec Jacques Higelin lorsque celui-ci, en décembre dernier, a fait un tabac à Kin.

A l'intérieur, les filles quittent le pagne et apparaissent en pantalon, signe évident de leur « libération » par rapport à l'« authenticité ». Depuis que le secrétaire d'Etat à la mobilisation, la propagande et l'animation, M. Nimy Nzonga, a appelé les musiciens zaïrois à la « moralisation des mœurs », les filles vêtues de pantalon n'ont en principe pas le droit de pénétrer dans les bars à musique.

Pourtant, même si « *la musique doit se conformer aux orientations du parti* », comme le dit M. Nzonga, Kin, la nuit, ne suit que sa propre loi. Victoria Eleison, Viva la musica chantent l'amour sur des rythmes qui sont déjà fort éloignés de ceux de Franco, Rochereau ou Mbilia Bel (si aimée des femmes), les vedettes consacrées, déjà presque une autre génération, même si la *Lettre au D.G.* de Franco et Rochereau reste une valeur sûre, parce que « politiquement engagée ».

« Chargeurs publics » ou « kadhafi »

A Kin, l'amour et le sexe sont décomplexés, sans tabous. Le SIDA, pourtant répandu, n'est que le syndrome imaginaire pour décourager les amoureux, et « faire un match » (l'amour sur un « wemblay », un lit confortable) est une activité aussi naturelle que la danse ou la musique. Au début de l'année, à l'époque où le « salongo » (le travail obligatoire de nettoiement des rues) a été remis au goût du jour, le ministère de la mobilisation et de la propagande a déclenché une grande campagne contre la prostitution, parce que ce « *libertinage ne cadre pas avec les principes de l'authenticité zaïroise qui prône le respect et la dignité de la femme* ».

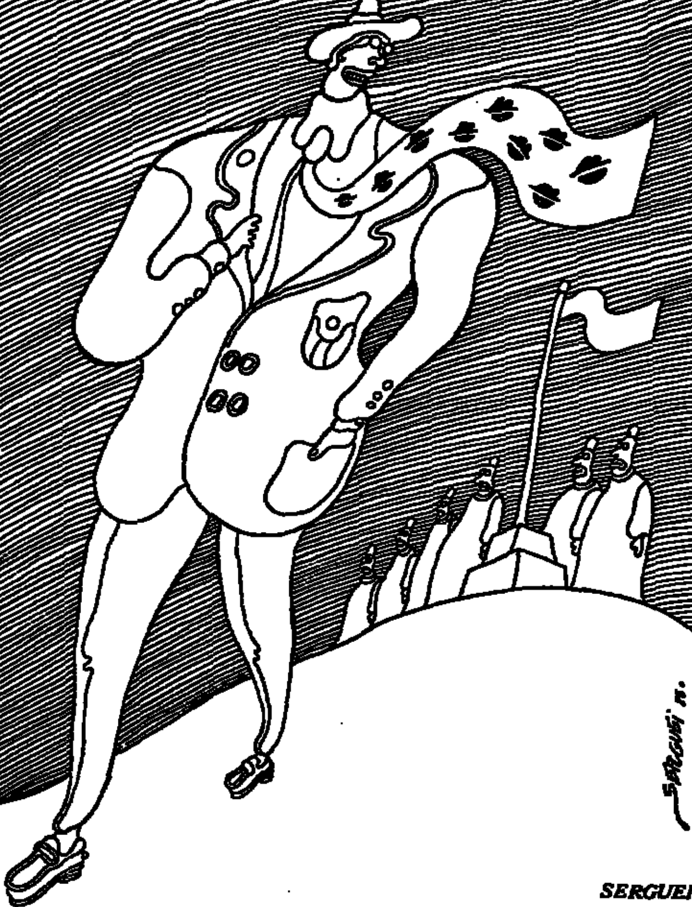
Comme si une telle décision allait empêcher les « londoniennes » (prostituées) de Kin de « cailler » (faire l'amour) et les amoureux de se retrouver dans un « labo » (une chambre de rendez-vous) ? Comme si l'amour se codifiait, comme si les hauts fonctionnaires, les ministres et les bourgeois de Kinshasa allaient renoncer à rencontrer une « londonienne » ou une « rebelle » (à son milieu) dans une « sidagogue » (bar à prostituées), manquer leurs rendez-vous dans les bars chics du 30-Juin (l'avenue principale de la capitale), avec leur « deuxième » ou « troisième bureau » (maîtresse), pour, sagement, rentrer chez eux où les attend, résignée, leur « rideau » (l'épouse légitime) !

Mais Matonge n'est pas le seul visage de Kin. La nuit, il faut errer, découvrir au hasard des trottoirs ces concentrations de plusieurs dizaines de gamins déguenillés, âgés de huit à treize ans, qui, serrés les uns contre les autres, dorment à même le sol. Ce sont les « moineaux », ou « phaseurs », rejetons d'une société où les enfants naturels ou de parents séparés doivent se prendre en charge, prompts à « s'envoler » quand approche une patrouille de la BSP (brigade spéciale présidentielle).

Ils deviendront, en grandissant, des « balados », qui survivent, à Kin, comme tout le monde — mais chacun à sa place, — en « taillant le caillou » (se débrouiller pour gagner de l'argent, pour vivre ou arrondir ses fins de mois).

Certains se feront « chargeurs publics », métier éphémère qui consiste à rameuter les clients des taxis en criant à la ronde le nom du quartier où se rend le chauffeur. D'autres se feront « kadhafi » et vendront, sur les trottoirs, de l'essence (par bidons de cinq litres), au marché noir. Le précieux liquide provient souvent des dépôts militaires, parce que les soldats aussi doivent « tailler le caillou ». Il y a quelques mois, de véritables pactoles se sont constitués par le trafic consistant à percer — à la chignole ! — le pipe-line qui va du port de Matadi au quartier kinois de Massina.

Massina, que l'on appelle aussi Chine ou Soweto ; Ndjili, dans la zone de l'aéroport, centre de travail des « Parisiens », spécialistes des faux billets de banque, des faux visas et des faux passeports ; Kasavubu, Linguala, la zone de Barumbu aussi, ce quartier des Sénégalais, qui exercent un quasi-monopole du commerce de l'or et du diamant et qui, à ce titre, sont assez mal vus des Kinois ; le quartier de Ngaba, où vivent les membres de l'ethnie (largement analphabète) des Bayakas qui fournissent les gros bataillons de « pousse-pousseurs » ; et puis, surtout, la « zone de Kinshasa », le cœur populaire, historique de Kin, ses ruelles fangeuses où, en période de pluie, chaque « parcelle » devient un cloaque d'immondices où pataugent les enfants.



SERGUEI.

Là, il faut faire un effort pour retrouver le « *cœur enflammé de Kin-Kiese* » (Kin-la joie). Mais c'est là aussi que vivent, le jour, les sapeurs, les artistes, les musiciens, les journalistes « engagés », les étudiants et les intellectuels, que crée la société véritablement underground, le Kin qui ne se satisfait pas de la loi du parti unique, le MPR (Mouvement populaire de la révolution), dont les jeunes Kinois, par décision, traduisent le sigle par « Mort pour rien »...

Entre nuit et jour, il faut enfin voir ces centaines de personnes qui marchent le long des rues, des routes, de la banlieue, de la « brousse », vers la ville, puis, le soir, en sens inverse. Ceux-là sont les éternels abonnés de la « ligne 5 » des autobus, celle qui utilise l'énergie pédestre (il n'y a que quatre lignes de bus...). En ville, les rares « fula-fula » (bus) sont pris d'assaut, et le « croco » (contrôleur) n'essaie même plus de se faire payer.

Kin pile et face, nuit et jour, cette ville qui montre ses excroissances, ses excès, son formidable dynamisme, ses facultés à inventer des modes, à sortir des normes, est unique. Ses nuits surtout, qui permettent à toute une jeunesse d'oublier, dans la « sape », la musique, la danse et l'amour, la précarité du quotidien, et qui rêve de « Miguel ». Nuits de Kin, nuits d'amour... « *Semeki ya Koningana* » (Viens donc danser mon vieux !).

LAURENT ZECCHINI.

Étranger

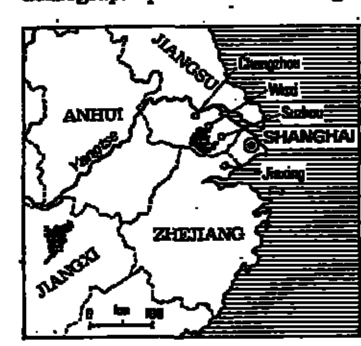
CHINE

Quand Shanghai s'ouvre au monde...

De notre envoyé spécial

Shanghai. — *« Dans l'avenir, Shanghai jouera un rôle que les gens peuvent difficilement imaginer aujourd'hui »*, déclarait en décembre 1984 M. Zhao Ziyang, le premier ministre, au cours d'une visite dans le plus grand port de Chine. Quand on se promène entre ces immeubles délabrés, il faut vraiment fermer les yeux pour imaginer un avenir de modernisation et d'explosion technologique, ou, au contraire, faire revivre l'avant-guerre, quand Shanghai était l'une des métropoles du commerce mondial.

Avec l'effarante progression démographique des autres méga-



poles du tiers-monde, Shanghai n'est même plus, au demeurant, la cité la plus peuplée de la planète.

Certes, le passé ne fut pas toujours rose, des *sweat-shops* (littéralement « ateliers à sueur ») — où l'on exploitait la misère humaine pour produire des textiles à bas prix — à l'occupation et aux atrocités japonaises. Mais c'est devenu une banalité de dire que, depuis un tiers de siècle, le visage de Shanghai a seulement vieilli.

« La population s'habille mieux, mais les vêtements de la ville n'ont pas changé », reconnaît un officiel local. D'autant que Shanghai, base de la « bande des quatre » (1), n'a pas réussi à extirper totalement le *« gauchisme »*.

« Les dégâts ont été moins économiques et matériels que moraux et politiques, dit M. Qi Benli, rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Shijie Jingji Daobao*, (Journal d'économie mondiale), qui a su conserver un certain sens critique. *En tant que base des* « quatre », *Shanghai a été relativement privilégiée et a subi moins de pertes économiques que le reste du pays. Mais l'influence gauchiste y a été plus profonde »*. En clair, ayant moins souffert, certains Shanghaïens — des cadres sans doute — ont peut-être une vision moins noire que les autres de cette période difficile.

Toujours est-il que depuis le lancement il y a sept ans des « quatre modernisations » (agriculture, industrie, sciences et défense), le développement de Shanghai n'a pas suivi. Ou, comme on l'affirme ici, il a été plus *« prudent »*. *« Nous voulons que les choses soient bien faites, pas à pas »*, explique M. Zhao Yunjun, sous-directeur des relations extérieures de la ville. On navigue à vue ! L'an dernier, la valeur de la production industrielle shanghaïenne a pour la première fois été dépassée par celle de la province voisine du Jiangsu, pourtant à dominante agricole (*le Monde* des 22 et 23 mai).

Il fallait donc réagir. D'abord pour mieux utiliser l'infrastructure de Shanghai et sa matière grise, sans rivales en Chine, en relâchant les contrôles tatillons de Pékin. Ensuite, pour que Shanghai redevienne l'exemple du dynamisme de la réforme urbaine. Afin notamment de montrer à Hongkong, qui doit rejoindre la mère-patrie en 1997, qu'elle n'a pas trop à s'inquiéter de son intégration dans une économie « socialiste ».

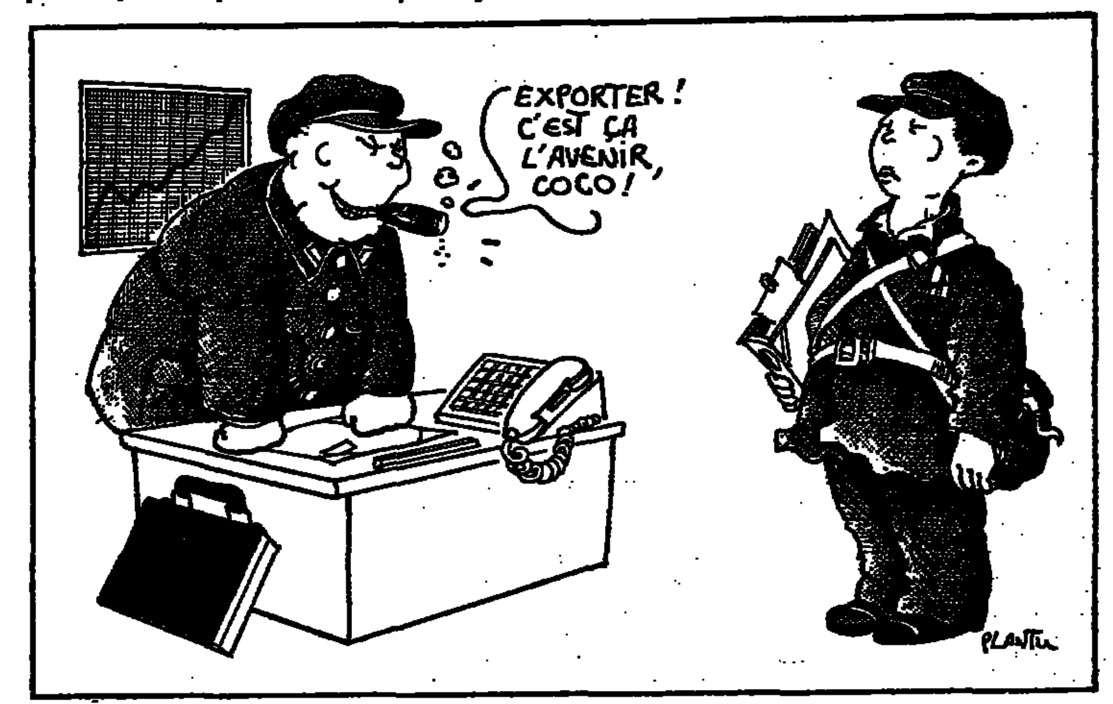
Une infrastructure en ruine

Les choses ne pouvaient plus durer. La population s'entasse dans des conditions de promiscuité insupportables, même pour la Chine. Le parc industriel est vieux et peu performant. L'infrastructure urbaine craque de toutes parts devant les besoins sans cesse accrus. Une bureaucratie rigide bloque ou retarde les décisions.

L'« ouverture vers l'étranger ». *(duiwai kaifang)* — préconisée dans le pays a longtemps marqué le pas, et les portes de Shanghai ont, jusqu'en 1984, été à peine entrouvertes. Le gouvernement a décidé qu'il fallait que cela change. Deux ministres ont été envoyés sur place pour reprendre en main le PC local, et le maire, M. Wang Daohuan, a perdu son poste en juillet.

Les Shanghaïens se défendent d'être à la traîne. Fiers de leur ville et de son poids économique — un neuvième de la production, un sixième des ressources du pays, — souvent méprisants devant ces Pékinois jugés arriérés, ils supportent mal la tutelle d'une capitale lointaine. Cette dernière à la fois se méfie d'eux et leur prend la plupart de leurs bénéfices, entre 80 % et 90 % jusqu'en 1984.

Les Shanghaïens prétendent que l'économie de la ville est à ce point importante pour la Chine



qu'elle ne peut se permettre ni précipitation ni erreurs. Ils affirment, enfin, que si on les laissait faire les choses iraient mieux, ajoutant que c'est seulement en 1949 que Hongkong a amorcé son boom économique, avec l'afflux d'hommes d'affaires shanghaïens ayant fui le communisme !

Sur quelles bases nouvelles bâtir le Shanghai de l'an 2000 qui ferait oublier celui des années 30 avec le Bund — la promenade qui longe le fleuve Huangpu — et les villas de style kitsch ? Shanghai fait partie, depuis 1984 des « quatorze ports » ouverts aux investissements étrangers.

Plus récemment, les districts ruraux de la municipalité, deux villes du Zhejiang (Jiaxing et Wuzhou) et trois du Jiang su (Suzhou, Wuxi et Changzhou) ont été inclus dans la zone portuaire.

Enfin Shanghai a été choisie en décembre comme centre du « delta doré » du Yangtsé, zone regroupant la municipalité et quatre provinces (Jiangsu, Zhejiang, Anhui et Jiangxi), soit 514 000 km² peuplés de plus de deux cents millions d'habitants.

Ainsi Shanghai bénéficiera du marché, des matières premières et de l'énergie de cet arrière-pays, et pourra y décentraliser ses industries congestionnées. En échange, elle lui servira de débouché et apportera technologie et experts. Les décisions importantes (économie, transports...) seront coordonnées. Pékin va aussi réduire ses prélèvements financiers et restituer à Shanghai cette année 1,5 milliard de yuans (2).

L'autonomie de gestion de la ville s'étend aux contrats ne dépassant pas 30 millions de dollars d'investissements étrangers. Shanghai entend prendre le taureau du développement par les cornes. A condition que les récentes restrictions de crédits ne l'affectent pas trop.

Le retour d'« ex-capitalistes »

Les quelque vingt mille anciens « capitalistes » qui sont restés ici et qui ont survécu aux cataclysmes politiques sont aujourd'hui regroupés dans la Fédération de l'industrie et du commerce et dans l'Association pour le développement économique de Shanghai et de Hongkong.

Presque tous à la retraite, pudiquement rebaptisés « ex-entrepreneurs », ils sont utilisés à deux tâches cruciales, au succès desquelles leur collaboration est indispensable : améliorer la technologie et la gestion des entreprises locales et rétablir les anciens contacts avec l'étranger. M. Charles Y. Wang, diplômé du MIT (Massachusetts Institute of Technology), qui a passé la révolution culturelle en prison, puis à faire du travail manuel, l'explique en un anglais parfait.

« Nous sommes tous des experts en affaires et en gestion. Nous avons ouvert un bureau de consultants ; nous pouvons faire des recommandations et on nous écoute ». Mais surtout *« par nos relations passées, nous pouvons établir des contacts avec des hommes d'affaires voulant traiter avec la Chine »*. En particulier avec les Chinois d'outre-mer, et plus encore dans la diaspora des Shanghaïens à Hongkong et aux Etats-Unis. Et avec Taiwan ? M. Wang, qui y avait en 1949 une usine, en est partisan. Mais il regrette que les autorités nationalistes bloquent les contacts.

Ces « ex-capitalistes » domestiqués sont la preuve vivante que *« ça va mieux »* en Chine. Ils sont chargés de rassurer ceux qui, à Hongkong, craignent d'être *« shanghaïsés »* comme en 1949, c'est-à-dire spoliés par un régime communiste incapable de maintenir les activités d'affaires. *« Nos amis de Hongkong voient notre confiance. Nous sommes tous allés à l'étranger..., et nous sommes revenus. Nous aurions pu ne pas le faire ! »* Mais, ajoute M. Wang, *« il y a dix ans, j'aurais été incapable de dire la même chose »*. Et pour cause !

Il reconnaît, malgré tout, que la Chine est communiste et le restera. Même si un de ses amis a reçu de son fils réfugié à Hongkong une Rolls-Royce qui a fait la « une » de la revue américaine *Fortune*. Même si on vient de recréer une chambre de commerce et si l'on a vendu au public quelques actions.

Ces hommes d'un certain âge, après le purgatoire des dernières décennies, ne rêvent que de finir leurs jours tranquilles dans une relative aisance. Contre quelques concessions, le régime est prêt à la leur accorder. Alors, pourquoi ne pas rester dans la ligne ?

Ces vieux messieurs distingués sont une des clés du développement de Shanghai. La plupart des investissements étrangers ne sont-ils pas le fait de Chinois d'outre-mer ? Pékin compte sur leur argent et leur attachement sentimental à la terre de leurs ancêtres pour rattraper son retard.

Fierté

Si les quatre « zones économiques spéciales » proches de Hongkong ont signé, entre 1979 et 1983, mille cinq cents accords pour créer des sociétés mixtes (*joint-ventures*), Shanghai n'en a conclu que vingt et un ! En 1984, les chiffres sont meilleurs : trente-sept accords portant sur un demi-milliard de dollars américains. Encore la plupart de ces accords sont-ils destinés à l'hôtellerie.

Le gouvernement appelle la municipalité à aller de l'avant avec audace. Mais les hommes d'affaires voient les choses d'une manière plus terre à terre : blocages bureaucratiques, manque de bureaux, de chambres d'hôtel, insuffisance des liaisons aériennes et des télécommunications, retards technologiques, routine et mauvaises habitudes prises avec un marché longtemps captif, mauvaise qualité des produits et des matières premières locales... Tout cela ne s'efface pas d'un coup, même avec la meilleure volonté du monde. Cette dernière n'étant pas toujours garantie. Pourtant, Shanghai demeure à la pointe de l'économie chinoise.

Plus que toute autre ville chinoise, à commencer par Pékin, Shanghai a une tradition d'ouverture. Son urbanisation, sa population, sa vie culturelle, le montrent. La fierté du Shanghaïen, qui entend profiter à fond de l'« ouverture sur le monde extérieur », se retrouve aussi chez les intellectuels, les artistes, les journalistes, les universitaires, qui renouent avec leurs collègues du reste du monde, par-delà parfois les contrôles tatillons et les brimades.

Même au quotidien officiel local, le *Wen Hui Bao*, on se réjouit de l'ouverture, et on s'en fait le porte-parole. Ainsi le correspondant à Paris a-t-il écrit sur la controverse du Louvre, sur les difficultés du *Monde*, sur les transports en commun en Lorraine... *« L'ouverture nous permet d'obtenir des informations plus enrichissantes,* nous dit le rédacteur en chef, M. Zhao Tiefang. *Nos journalistes doivent chercher la vérité, même s'il faut être critique et résister aux pressions. »* Dans la limite, bien entendu, où le parti l'encourage.

« Trop d'Etat »

A la faculté de journalisme de l'université Fudan, on est encore plus direct : *« Il faut encourager les enquêtes,* dit M. Yu Xu, un professeur. *Nous devons être aussi objectifs que possible, tout en étant le lien entre le parti et le peuple. Mais nous ne pouvons forcer les lecteurs à nous lire. Ils peuvent très bien utiliser les journaux à emballer le poisson. »* Plusieurs professeurs américains enseignent ici. L'un d'eux apprend l'« éthique journalistique » aux futurs serviteurs d'une presse étatisée, mais qui rêvent, timidement, de liberté.

La « réforme » bat donc son plein dans tous les domaines — économique, académique, culturel, — bien qu'avec un certain retard. Tout irait sans doute pour le mieux sans le fameux *« trop d'Etat »* ! Les Shanghaïens sont ouverts par nature et par tradition. Si on leur serine l'ouverture à nouveau aujourd'hui, c'est que les portes de la ville et de la Chine ont été fermées trop longtemps ; celles des esprits aussi.

On admire et on craint à la fois à Pékin cette capacité d'initiative des Shanghaïens. Ville rebelle, d'abord *trop capitaliste* et « cosmopolite », puis par trop « révolutionnaire », elle veut en faire trop à sa tête. Prudente aussi, elle paraît avoir attendu pour s'assurer que cette « ouverture » n'était pas une nouvelle foucade de ces politiciens de Pékin.

Alors, comme les gens sont plus accessibles aux contacts, les policiers sont plus soupçonneux ; l'administration, par un mouvement de balancier, se fait frileuse, bloque, contrôle, réprime, renâcle au changement. Et si l'église catholique est ouverte le dimanche, *et si l'ancien évêque vient* d'être libéré après trente ans de prison, des prêtres, dont plusieurs jésuites, embastillés en pleine période d'« ouverture », croupissent toujours dans des camps. Mais toute ouverture est bonne à prendre, même si son ampleur et sa durée ne sont pas garanties.

PATRICE DE BEER.

(1) La veuve de Mao Zedong, Mme Jiang Qing, et MM. Wang Hongwen, Yao Wenyuan et Zhang Chunquiao, emprisonnés en octobre 1976 et condamnés en 1981.

(2) Un dollar vaut environ 2,8 yuans, au taux officiel.

Une usine-modèle

Shanghai. — L'ouverture de la grande métropole chinoise ne se *fait pas seulement en direction* de l'étranger, ou des provinces intérieures du pays, mais également dans la technologie et la gestion. Témoin l'expérience pilote réalisée depuis un an par l'usine de radios n° 2. Filature avant 1960, installée dans des bâtiments datant des années 20, cette usine produit des radio-cassettes et des magnétophones portatifs pour le marché local sous les marques, célèbres dans le pays, de *Lanterne rouge* et *d'Allégresse volante*.

Sous-directeur et ingénieur, M. Wang Qiaoling explique le nouveau système fondé sur les « quatre coordinations » responsabilité du directeur, nommé par le gouvernement, et qui peut choisir — et remercier — ses collaborateurs et cadres ; système de bonus illimité (1) ; salaire intégral fixé par contrat ; salaires liés aux résultats de l'entreprise. La réforme a déjà porté des fruits : la production a augmenté de 30 % en 1984, la productivité de 15 % et les profits de 62 %.

De notre envoyé spécial

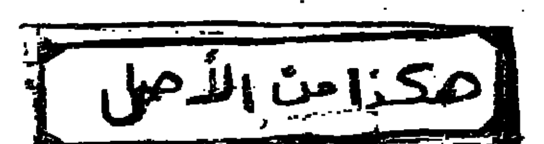
La moitié des ouvriers ont accepté les salaires sous contrat ; en plus d'une base identique de 40 yuans par mois, ils touchent un salaire différencié en fonction de leur ancienneté et de leur qualification, ainsi qu'un bonus lié aux résultats qui, l'an dernier, a représenté quatre mois de salaire. Le dépassement des normes est récompensé, la faible productivité sanctionnée et l'initiative individuelle encouragée. Ainsi, le technicien concevant un nouveau produit touche 6 000 yuans.

M. Wang, bien que satisfait, garde les pieds sur terre. Il admet que certains modèles sont copiés sur des articles achetés au Japon. *« Nous avons beaucoup à apprendre,* reconnaît-il. *Nous espérons rattraper les pays avancés au cours de la prochaine décennie ; mais pas pour tous nos produits. Dans les années 90, nos radios pourront se comparer avec celles produites ailleurs dans les années 80. D'ici là, nous allons poser les fondations de notre développement technologique. »*

Enfin, en dépit de salaires beaucoup plus bas que dans les « NPI » — les nouveaux pays industrialisés d'Asie —, les prix de l'usine ne sont pas compétitifs. *« Ils sont beaucoup plus élevés qu'en Occident, ce qui nous empêche d'exporter. pourtant,* ajoute-t-il, *les gens, ici, pensent que nous ne sommes pas trop chers »*. Une gestion lâche, trop de main-d'œuvre et des matières premières fournies parfois à des prix exorbitants en sont en partie la cause. M. Wang voit donc dans l'« ouverture vers l'étranger », ce slogan mille fois répété, la planche de salut. *« C'est très bon pour notre entreprise. Avant, à mon poste, je ne savais pas ce qui se passait dans ma branche, non seulement à l'étranger, mais même ailleurs en Chine ! Nous étions comme aveugles ! »*

P. de B.

(1) Au-dessus de deux mois et demi de salaire, les bonus sont lourdement frappés, de 30 % à 300 % de taxes que l'entreprise doit payer à l'Etat. Celui-ci fait en même temps la chasse aux bonus illicites.



France

M. Barre appelle le « courant républicain et social » à se mobiliser derrière lui pour l'élection présidentielle

De notre envoyé spécial

Lamoura. – Comme il l'avait déjà fait à cinq autres reprises les années précédentes, M. Raymond Barre est venu s'adresser, le vendredi 30 août, cette fois à Lamoura (Jura), aux Jeunes Démocrates sociaux, dont la dixième université d'été s'achevait. Devant un public enthousiaste de près de sept cents personnes, jeunes et moins jeunes, adhérents du CDS ou élus de cette formation pour la plupart, l'ancien premier ministre qu'avait accueilli M. Edgar Faure, président de la région Franche-Comté, s'est livré devant ses auditeurs à un large tour d'horizon aux allures de projet de société de style « présidentiel ».

« Personne ne peut dire ce qui se passera dans le pays après les élections législatives, a-t-il remarqué : *« une alternative au sommet provoquée par un vote massif et sans équivoque des Français ouvrant ainsi la voie à une politique de redressement et de renouveau ou bien une semi-alternance boiteuse provoquant l'incertitude, les tensions, la confusion et, bien évidemment, l'impuissance? »*

Au premier rang des questions d'importance essentielle, *« nos institutions que nous devons sauvegarder »*, car, *« en dépit des apparences, elles sont menacées par le retour au régime des partis »*.

Certes, *« il n'y a pas de démocratie sans partis »*. Mais *« il n'y a pas de démocratie efficace si l'action gouvernementale est soumise à l'influence exclusive des partis politiques et, partant, si l'on revient à un régime d'assemblée »*.

M. Barre stigmatise ensuite *« le retour à la proportionnelle qui donne une autorité sans partage aux appareils »* et *« cette étrange conception selon laquelle le président de la République aurait des pouvoirs variables selon qu'il aurait ou qu'il n'aurait pas de majorité parlementaire »*.

A cette vision, M. Barre oppose le président élu au suffrage universel, *« clé de voûte de nos institutions ». « Dès lors que le peuple s'est clairement prononcé contre lui, soit à l'occasion d'un référendum, soit en envoyant à l'Assemblée une majorité hostile, l'exégèse formaliste des textes, l'occupation obstinée des locaux élyséens en vertu d'un titre devenu douteux, ou bien encore la complaisance d'une nouvelle majorité parlementaire, tout cela ne saurait conserver au président la légitimité qu'il a perdue, par conséquent l'autorité dont il a besoin pour remplir les fonctions que le peuple lui avait confiées. »*

Le nouvel état du monde

Ainsi, aux yeux de M. Barre, *« la Constitution de la Vᵉ République risque de n'être pas démocratique si le président ne veut pas tirer les conséquences de votes populaires et s'il n'accepte pas de se remettre lui-même en question »*. C'est pourquoi il appartient *« aux Français, à quelque tendance politique qu'ils appartiennent »* de *« faire échec, le cas échéant, à l'atteinte que nos institutions pourraient subir du fait des nostalgies, des frustrations et des ambitions »*.

L'économie : *« Il faut cesser de croire,* estime M. Barre, *que l'Etat doit tout faire et qu'il est responsable de ce qui ne va pas (...), que le progrès économique et social peut être assuré non pas par le travail de tous mais par la réduction de la durée du travail et le partage du travail. »*

Société et solidarité

M. Barre s'en prend encore à l'illusion fiscale de « faire payer les riches » et eux seuls *« quand sur 23 millions de foyers fiscaux, 7 millions ne paient pas du tout d'impôts et quand 15 % des Français seulement paient plus de 60 % de l'impôt sur le revenu »*.

Une *« vision strictement hexagonale des problèmes »* et *« la défense jalouse et obstinée de petits avantanges »* ont trop longtemps régné, conclut sur ce point M. Barre, et *« nous payons tout cela par le chômage »*.

Récusant ensuite sans les nommer les thèses ultralibérales en matière d'évolution de la solidarité nationale, M. Barre assure qu' *« il n'y a pas de société moderne (...) qui mette en cause la solidarité entre ses membres »*, car *« il n'y a pas d'autre querelle qui compte dans une société, comme dans le monde, que la querelle de l'Homme »*.

Mais pour autant la solidarité nationale, qui *« n'est pas l'assistance généralisée »*, doit avoir des *« points d'application privilégiés »* : la famille, les personnes âgées et les chômeurs (*« en particulier les chômeurs de longue durée »*). Au total, *« le système de protection sociale ne pourra être sauvegardé dans l'avenir que par le travail des Français »*.

Après avoir encore souligné que *« nous devons forger l'union européenne »* et demeurer *« à l'avant-garde des pays développés dans la promotion de l'aide au développement »*, M. Barre résume la condition du mouvement général qu'il vient de décrire : *« Mériter la confiance des Français par la clarté de nos objectifs et de notre démarche. »*

L'ancien premier ministre annonce encore des « reclassements et relèves » dans l'univers politique qu'a préparés *« un profond travail dans les cœurs et les esprits »*, avant de souligner la nécessité de *« promouvoir l'union de tous les Français qui veulent soutenir une politique claire de redressement et de renouveau, conduite dans un esprit de tolérance et de respect mutuel, conformément aux traditions de la République »*. A cette fin, il appelle *« le grand courant républicain et social qui traverse largement notre pays »* à *« se mobiliser pour la seule échéance qui compte : l'élection présidentielle »*.

MICHEL KAJMAN.

M. Rocard à Jérusalem : « Si j'ai décidé d'annoncer ma candidature... »

De notre correspondant

Jérusalem. – Il serait exagéré d'affirmer que M. Michel Rocard a choisi Jérusalem pour annoncer solennellement sa candidature à l'élection présidentielle de 1988. Il n'en demeure pas moins que l'ancien ministre de l'agriculture a tenu au cours de son séjour dans la capitale israélienne, en compagnie d'un groupe de quelque 250 délégués socialistes français, des propos extrêmement clairs sur ses projets d'avenir et aussi sur l'état actuel du PS.

M. Rocard avait pourtant fait savoir, au terme de son entretien vendredi 30 août avec le premier ministre israélien, M. Shimon Pérès, qu'il n'avait pas l'intention d'évoquer les problèmes de politique intérieure française. Mais le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il ne s'en est pas tenu à cette règle. Il a d'abord parlé du conflit du Proche-Orient pour faire remarquer que ce n'était pas en Israël, *« mais plutôt du côté arabe que la capacité de faire des concessions pour s'engager dans un difficile processus de paix était la plus faible »*. Il a ensuite fait l'éloge *« des succès remarquables déjà remportés par le gouvernement de M. Pérès dans la lutte contre l'inflation »*. Toutefois, l'ancien ministre de l'agriculture est passé progressivement des problèmes économiques d'Israël à ceux de la France. Et ce même glissement s'est produit en ce qui concerne les questions de politique intérieure.

Interrogé par un groupe de journalistes qui l'attendaient à sa sortie de la présidence du conseil, à Jérusalem, sur une analogie possible entre le gouvernement d'union nationale, travailliste-Likoud, en Israël et une éventuelle cohabitation entre la gauche et la droite en France, M. Rocard a rejeté cette comparaison en expliquant *« qu'Israël n'est pas en paix et que sa situation économique est très difficile, alors que la France est en paix et que ses affaires intérieures sont relativement calmes »*. De là à évoquer les problèmes du gouvernement socialiste français, il n'y avait qu'un pas, que M. Rocard a franchi. Il s'est lancé dans une analyse du déclin du PS en énumérant toute une série de raisons : *« Nous avons déçu notre opinion publique, qui nous en veut d'avoir trop promis et d'avoir mis un certain temps à comprendre qu'il y avait des contraintes à notre action. Les meilleures mesures n'ont pas été prises au début de l'exercice du pouvoir, et nous n'avons pas donné une explication complète des difficultés, des contraintes et des limites auxquelles la France est confrontée. »*

« Et vous, lui demande alors un journaliste de la télévision israélienne, *feriez-vous mieux comme président de la République française ? »*. M. Rocard répond sans hésiter : *« Il y a d'autres candidats possibles, n'insultons pas l'avenir. Si j'ai décidé une chose aussi grave que celle d'annoncer ma candidature, c'est que je crois que les analyses économiques sur lesquelles j'avais fondé mon action de socialiste sont mieux adaptées à la situation dans laquelle nous sommes. »*

(Intérim.)

● *M. Delanoë (PS) se soumettra aux décisions des militants.* – M. Delanoë a déclaré le 30 août qu'il serait bien candidat dans le Vaucluse aux prochaines législatives mais à la place que les militants locaux du PS *« voudront bien lui donner quelle qu'elle soit »*.

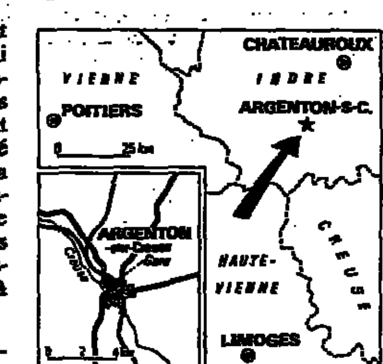
Cette déclaration du secrétaire aux fédérations du parti socialiste a détendu l'atmosphère. M. Jean Gatel, secrétaire d'Etat à l'économie sociale, élu député du Vaucluse en 1981, a convenu que le problème du *« parachutage »* de M. Delanoë *« n'existait plus dans la forme »*.

M. André Borel, député socialiste du Vaucluse qui, luiaussi, souhaite mener la liste de son parti, est un peu plus sceptique : *« Je ne mets pas en doute la parole de Bertrand Delanoë*, a-t-il dit, *mais je souhaite que M. Jospin et Poperen fassent la même déclaration. »*

LA CATASTROPHE DU PARIS-PORT-BOU

Une défaillance humaine serait à l'origine de l'accident

M. Jean Auroux, secrétaire d'État aux transports, s'est rendu samedi 31 août, sur les lieux de la catastrophe d'Argentan-sur-Creuse, tandis que l'état-major de la SNCF était mobilisé. Le président de la société nationale, M. André Chadeau, a interrompu ses vacances pour rentrer à Paris, dès samedi en fin de matinée, tandis qu'un des directeurs généraux adjoints, M. Pierre Descoutures, se trouvait déjà sur place à Argenton-sur-Creuse.



Le conducteur du train Paris-Port-Bou, M. Brisset, a reconnu, durant la nuit, auprès des gendarmes, avoir commis un excès de vitesse qui est à l'origine du déraillement. Il roulait à 100 kilomètres-heure au moment du drame, alors qu'il abordait une large courbe où la vitesse était limitée à 30 kilomètres-heure en raison de travaux d'installation d'un bloc de signalisation automatique lumineuse. Le procureur de la République de Châteauroux devait ouvrir une information pour homicides involontaires qui entraînera, logiquement, l'inculpation de M. Brisset.

Directeur régional de la SNCF, M. Henri Guicharnaud a commenté ainsi cette faute professionnelle : *« Le chauffeur s'est aperçu de sa méprise. Il a freiné,* dit-il, *mais trop tard. On voit très bien, sur place, l'endroit précis ou treize des quatorze voitures de Paris-Port-Bou sont sorties de la voie. A une douzaine de mètres après un aiguillage, il semble que les boggies de la voiture 18 aient littéralement sauté les rails. A cet endroit, les traverses sont profondément entamées. »*

« C'est un convoi incontrôlable qui s'est présenté en face du train postal Brive-Paris », a ajouté le directeur régional de la SNCF. *« M. Brisset* [le chauffeur du train Paris-Port-Bou], *qui avait pu mesurer la gravité de la situation, a tenté d'alerter son collègue qu'il voyait arriver, en allumant des signaux de détresse, des phares clignotants. De son côté, le chef de gare d'Argenton-sur-Creuse s'est aperçu de la vitesse excessive du Paris-Port-Bou, mais il lui était impossible de prévenir le conducteur du train postal. Les deux convois étaient parfaitement à l'heure et se sont croisés au point de rencontre normal. »*

● *Renseignement téléphoniques.* – Les familles des voyageurs se trouvant à bord du Paris-Port-Bou, qui a déraillé dans la nuit du 30 au 31 août peuvent se renseigner sur le sort de leurs proches au numéro suivant : 16 (54) 27-00-28. Cette permanence téléphonique a été mise en place par la préfecture de l'Indre à Châteauroux.

Série noire

La catastrophe ferroviaire d'Argenton-sur-Creuse (Indre), la troisième depuis le début de l'été, est aussi la plus meurtrière qu'ait connue la France depuis 1972.

Le 3 août, trente-trois personnes avaient trouvé la mort à Flaujac (Lot) dans la collision du Paris-Rodez et de l'autorail Rodez-Brive. Cet accident, survenu sur une voie unique du fait de l'erreur d'un chef de gare intérimaire, avait lancé la polémique sur les voies uniques (il reste dans l'Hexagone 6 500 km de voies de ce type) et la sécurité qui y est appliquée. Quelques jours après cette catastrophe, il avait été décidé de doubler le rythme de l'équipement du réseau en liaisons radio sol-train, seules susceptibles de pallier la défaillance humaine.

Moins d'un mois plus tôt, huit personnes étaient mortes et cinquante-cinq avaient été blessées lors du déraillement du train Le Havre-Paris, près de Saint-Pierre-du-Vauvray (Eure). Le convoi, qui roulait à près de 160 kilomètres-heure, avait, percuté contre un semi-remorque immobilisé sur la voie à un passage à niveau automatique. Alors que deux mille cinq cents « enfoncements » de barrières de passage à niveau avaient été recensés en 1984, cet accident a provoqué un débat sur les passages à niveau (il en reste vingt deux mille trente-cinq en France) et sur la nécessité d'en accélérer la suppression progressive.

Avec la catastrophe d'Argenton-sur-Creuse, provoquée, semble-t-il, par une défaillance humaine, la direction de la SNCF va sans doute mettre en avant la thèse de la série noire. Au cours des dix années précédentes, la compagnie nationale n'avait connu aucun accident grave. Il faut en effet remonter au 4 août 1974 pour enregistrer dix morts et dix blessés dans le déraillement du Caen-Rennes à Dol-de-Bretagne (Ille-et-Vilaine), et surtout au 16 juin 1972, où l'effondrement de la voûte du tunnel de Vierzy (Aisne) sur deux trains avait provoqué la mort de cent huit personnes, en blessant cent onze autres. Depuis la guerre, outre cette dernière catastrophe, l'accident de Port-d'Atelier, en Haute-Saône, en 1949 (quarante-trois morts) pouvait « rivaliser » avec celui d'Argenton-sur-Creuse.

D'aucuns ne manqueront cependant pas de souligner que cette série de l'été intervient à une période où circulent beaucoup plus de trains que d'ordinaire et où la SNCF doit faire rouler un matériel souvent ancien pour faire face à l'afflux de voyageurs. Au cours de ce week-end de fin d'été, les gares de Paris – le Paris-Port-Bou est parti de la gare d'Austerlitz – doivent accueillir 2 350 trains et en expédier 2 320.

En tenant compte du renforcement des moyens de transports qui sont mis en place durant l'été, il circule chaque jour plus de 11 000 trains sur les 34 600 kilomètres du réseau : 1 500 rapides, 3 000 omnibus, 3 000 trains de marchandises et 4 000 trains de banlieue, essentiellement en région parisienne.

Enfin, avec le succès de nouveaux produits lancés par la société nationale (tarifs de groupe, cartes jeune, couple ou vermeil), le trafic voyageurs n'a cessé de progresser ces dernières années (+ 7,6 % depuis trois ans). Il y a eu 755 millions de voyageurs transportés par la SNCF en 1984.

L'AFFAIRE GREENPEACE

M. Hernu prépare un rapport sur les « carences techniques » de la DGSE

M. Charles Hernu, ministre de la défense, a l'intention de remettre *« le plus vite possible »* au premier ministre un rapport sur les *« carences techniques »* de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE). *« Le premier ministre a chargé, dans sa déclaration du 28 août, le ministre de la défense que je suis d'une investigation sur des carences techniques,* a déclaré, vendredi 30 août, à l'AFP, M. Hernu. *Tout ce que je peux vous dire, c'est que j'y travaille d'arrache-pied et que je suis en train de rédiger pour le premier ministre un rapport très complet. J'irai le plus vite possible. »*

Dans sa déclaration publique, après la remise du rapport de M. Bernard Tricot sur les éventuelles responsabilités françaises dans l'attentat contre le *Rainbow-Warrior*, M. Fabius avait, en fait, souligné *« des carences importantes dans le fonctionnement même »* de la DGSE. *« Des interrogations subsistent »*, ajoutait le premier ministre, à propos du rôle de la DGSE dans cette affaire, avant de demander à M. Hernu de *« poursuivre sans délai ses investigations »* et de *« procéder à un examen attentif de ces carences »*.

M. Raymond Barre, qui ne s'était pas exprimé publiquement, jusqu'à présent, sur l'affaire Greenpeace, approuve la fermeté du gouvernement dans la défense des intérêts nucléaires de la France (voir page 7 l'article de Michel Kajman). *« Il faut défendre les intérêts de la France en tant que puissance nucléaire et puissance dans le Pacifique »*, a déclaré l'ancien premier ministre à Lamoura (Jura), devant l'université des jeunes démocrates sociaux. Selon lui, *« le président et le gouvernement ont le devoir de faire en sorte que, quelles que soient les circonstances, contre qui que ce soit, les intérêts de la France (...) soient défendus. S'ils font cela, ils auront mon soutien »*.

Président (RPR) du gouvernement territorial de Polynésie française, M. Gaston Flosse pense, lui aussi, que *« le gouvernement de la République a eu raison d'adopter une attitude ferme à l'égard de Greenpeace »*.

Une centaine de réfugiés basques espagnols pourraient être contraints de quitter la France

De notre correspondant

Bayonne. – Un an après l'extradition de trois d'entre eux vers l'Espagne, la communauté des réfugiés basques espagnols établis dans la région de Bayonne a décidé de lancer une campagne d'action pour protester contre les mesures prises récemment à leur encontre par l'administration française. Depuis le début du mois d'août, plusieurs d'entre eux ont été, en effet, invités par la préfecture des Pyrénées-Atlantiques à quitter le territoire français dans le délai d'un mois. En cas de refus, l'intéressé sera traduit en justice avec le risque d'être raccompagné à la frontière.

Il s'agit là de l'application de la circulaire publiée par le premier ministre, en mai dernier, dans le cas où la demande d'asile politique est repoussée dans un premier temps par l'OFPRA (Office français de protection des réfugiés et apatrides) puis par la Commission de recours des réfugiés siégeant en Conseil d'Etat. Sur sept à huit cents demandeurs d'asile (un millier de personnes en comptant femmes et enfants), une centaine se trouvent actuellement dans cette situation.

A la préfecture on se veut rassurant : ces mesures ne seront pas systématiques. Un tri pourrait être opéré en fonction des renseignements fournis par la police espagnole.

Les défenseurs des réfugiés estiment que l'explication de l'attitude des autorités tient dans la proximité des élections législatives en France comme en Espagne.

Ph. E.

En bref

● *Un feu de paille provoque un grave accident sur la RN 20.* – Il est seize heures vendredi 30 août sur la nationale 20, peu avant Artenay (Loiret) : un agriculteur fait brûler des chaumes de l'autre côté du talus qui borde la route. Un rideau de fumée opaque s'abat soudain sur la chaussée. En provenance de Paris, arrivent une voiture et un camion, qui se percutent. D'autres véhicules qui suivent s'encastrent les uns dans les autres et s'enflamment. Des douze véhicules enchevêtrés, on a retiré huit corps, dont sept carbonisés, et onze blessés (l'un d'eux est mort dans la nuit à l'hôpital). L'un des poids lourds transportait des transformateurs EDF ; les autorités de la protection civile assuraient hier soir qu'il s'agissait de simples transformateurs à huile qui ne contenaient pas de pyralène.

L'agriculteur, M. Bruno Villette, trente ans, a été placé immédiatement en garde à vue. La réglementation est, en effet, précise sur ce point : les feux à usage agricole sont interdits à moins de 150 mètres des chaussées et des habitations, et à certaines heures ; des coupe-feux doivent être prévus, le sens du vent apprécié, et déclaration doit être faite en mairie. – *(Corresp.)*.

● *185 morts et 222 disparus dans les inondations en Chine.* – Les inondations qui, depuis deux semaines, ravagent la province de Liaoning, dans le nord-est de la Chine, ont fait jusqu'à présent 185 morts et 222 disparus, selon un bilan officiel. Plus d'un million d'hectares ont été submergés.

● *Typhons au Japon : 3 morts et 22 blessés.* – Deux typhons se sont abattus sur le Japon dans la nuit du 30 au 31 août. Le premier, dans le sud du pays, a tué trois personnes et fait 22 blessés. Le deuxième, baptisé Ruby, a plongé une partie de Tokyo dans l'obscurité à la suite d'une coupure de courant et paralysé le trafic de l'aéroport.

● *Evacuation générale dans plusieurs Etats américains avant le passage du cyclone Elena.* – Plusieurs centaines de milliers d'habitants de Floride, de Louisiane, du Mississippi et d'Alabama ont été évacués aux Etats-Unis sur le parcours probable du cyclone Elena, considéré comme l'un des plus violents des vingt dernières années. On s'attend à des vents de 200 kilomètres à l'heure sur le littoral du golfe du Mexique.



هكذا من الأصل


me.
ns son univers.
CH
LA COLLECTION TOBOGA

Culture

VENISE, 42e MOSTRA

Rêveries suisses nostalgies americaines

De notre envoyé spécial

Venise. – on l'avait perdu de vue depuis quelque temps : le théâtre l'avait occupé après 1981, date de son dernier film, et même l'opéra. Le malaise remontait bien plus loin, en 1974, quand il avait essayé de passer du cinéma de chambre des années 68-72, *la Pomme, James au pas, les Arpenteurs,* à des œuvres plus « commerciales », comme *l'Escapade, Repérages* et *l'Amour des femmes.* La tentative, estimable, avait tourné un peu court.

Passé un moment par le cabaret – on dirait aujourd'hui le café-théâtre – le Genevois Michel Soutter avait gratté la guitare à Paris, rive gauche, dans les années 50. Le cinéma lui était venu tardivement, mal nécessaire, besoin fou d'évasion, de libération...

Signé Renart, son tout dernier travail, ramène l'artiste sans filet, sur sa corde raide, libre comme autrefois, tendre et bouleversant, cachant ses émotions. Une tendresse lovée au cœur de chaque séquence. Il s'appelle Renart, cette fois, le héros, comme le personnage central d'un fabliau de Moyen-Age. Il a plus d'un tour dans son sac, il vit de bouts et de ficelles, ce n'est pas un clochard, plutôt un vagabond permanent, un vagabond de l'âme. Il navigue entre la ville – un cabaret où il joue – et la campagne – un Jura somptueux, – une nature que, comme plusieurs de ses compatriotes, Alain Tanner, Francis Reusser, voire Jean-Luc Godard, le cinéaste invite à redécouvrir.

Renart n'appartient à rien ni à personne, même si sa petite amie, entraîneuse au cabaret le Bilbao, attend un gosse de lui. A vrai dire, il aime toutes les femmes, ou plutôt les femmes lui tombent dans les bras. Renart vit, comme ça, parmi les nuages. Il n'existerait pas, n'aurait aucun poids sans l'acteur Tom Novembre. Dans son costume noir un peu flottant, avec ses yeux perpétuellement ébahis, il est un défi à la logique quotidienne. L'art de Michel Soutter consiste à ne jamais hausser le ton, à gommer toute psychologie. Et à travers Tom Novembre, nous percevons l'auteur du film lui-même, l'*alter ego* et modèle de Renart, le metteur en scène. Quelle joie de réentendre la petite musique inimitable de cet éternel voyageur sans bagage.

Un travail de fin d'études

En dehors de *Signé Renart,* présenté dans la section « Venezia Speciali » – le directeur de la Mostra à le génie de créer perpétuellement de nouvelles catégories – aucun film ne s'est imposé dans la compétition proprement dite.

Il y a pourtant *Requiem pour un campesino* du Catalan Francesc Betriu, d'après un roman de Ramon Sender paru en 1953. D'un récit ultra-classique construit comme un parfait travail de fin d'études cinématographiques avec flash-back indispensables, le cinéaste a tiré un film linéaire, très simple, mais non dépourvu de nuances. L'action prend forme, se ramasse sur elle-même, la tension se libère vraiment dans le dernier tiers.

Un jeune paysan aragonais (Betriu est allé tourner hors de sa province natale), Paco, doit se cacher au début des années 30, à l'avènement de la République espagnole. La garde civile arrive au village pour remettre de l'ordre et fusille sans distinction. Les jalons sont posés de la future guerre civile de 1936. L'originalité, ou plutôt la qualité première du film, c'est sa reconstitution quasi documentaire d'une époque, d'un climat.

La tragédie éclate, feutrée, entre le curé du village qui a baptisé autrefois Paco, et Paco, adulte, obligé de se cacher des tueurs en uniforme. Il se réfugie dans une grotte. Le prêtre croit lui sauver la vie en le dénonçant. Mais Paco sera fusillé, et le prêtre se retrouve désemparé. Francesc Betriu évite tout sectarisme, rend humaine une situation pathétique et nous dit un peu d'où vient l'Espagne aujourd'hui.

C'est encore à la section « Venezia Speciali » qu'il faut se référer pour un document attachant, *George Stevens, Filmmaker's journey (George Stevens, le voyage d'un cinéaste),* par George Stevens junior. Le lendemain même de la mort de son père, en 1975, le fils visite un dépôt où étaient entreposés les grands films du réalisateur, de *Alice Adams* (1935) au *Journal d'Anne Frank* (1959), ainsi qu'un certain nombre de témoignages, écrits et filmés, notamment plusieurs bandes en seize millimètres, sorte de journal de travail du cinéaste.

Derrière George Stevens, c'est l'histoire d'Hollywood qui revit, les débuts de Laurel et Hardy au muet, la rencontre avec Katharine Hepburn, les films avec Fred Astaire et Ginger Rogers, la première superproduction *Gunga Din* (1938), mais surtout la guerre et l'engagement volontaire de l'armée américaine pour combattre le nazisme, le jour « J » avec des images jamais vues du débarquement en Normandie, l'entrée à Paris, puis la libération de Dachau et la rencontre sur l'Elbe, à Torgau, avec les Russes.

En 1946, George Stevens regagne Hollywood, essaie de passer à la vitesse supérieure. Malgré des titres prestigieux comme *Une place au soleil* (1956) d'après Theodore Dreiser, *l'Homme des vallées perdues* (1953), *Géant* (1956), il signe en quelque sorte la mort du Hollywood naïf que nous avions admiré autrefois, et annonce l'avènement des superproductions qui aujourd'hui étouffent l'industrie. Un art disparaît ou plutôt se transforme radicalement. George Stevens junior, par piété filiale, n'a pas osé aller jusqu'à critiquer son père.

LOUIS MARCORELLES.

EN GRANDE-BRETAGNE

Le groupe de presse Mirror annonce la fermeture de son siège londonien

Londres *(AFP).* – M. Robert Maxwell, patron du groupe de presse britannique Mirror (MGN), qui représente un tirage global de 10 millions d'exemplaires, a *annoncé, vendredi soir 30 août, qu'il « n'était désormais plus possible »* d'imprimer des journaux au siège du groupe, à Holborn Circus, à Londres.

Dans une déclaration officielle remise à la presse après l'échec de négociations avec le syndicat du Livre NGA (National Graphical Association), M. Maxwell a également indiqué qu'il mettait en vente une des quatre publications du *groupe, Sporting Life,* quotidien hippique tirant à près de 80 000 exemplaires.

La décision de M. Maxwell de fermer le siège de Holborn Circus à Londres survient au moment où plusieurs « barons » de Fleet Street s'apprêtent à procéder à une modernisation et à une décentralisation des techniques de fabrication de leurs journaux, pour faire face à la concurrence d'un petit patron de presse de Manchester, M. Eddy Shah, et de son « quotidien gratuit » à paraître. M. Shah a été le premier à briser le monopole d'embauche de la NGA (*le Monde* daté 25-26 août).

Propriétaire du MGN (Mirror Group Newspapers) depuis juillet 1984, M. Maxwell explique dans son *communiqué qu'il n'a pas réussi,* jusqu'à présent, à transformer ce qu'il qualifie de *« canard boiteux »* en *« entreprise florissante ».* Il a accusé le syndicat du Livre NGA de semer l'*« anarchie »* dans son groupe.

Aucun journal du MGN, notamment le *Daily Mirror* (3,3 millions d'exemplaires quotidiens), n'a paru depuis plus d'une semaine en Grande-Bretagne, à la suite de l'annonce d'un projet de M. Maxwell de faire imprimer *Sporting Life* ailleurs qu'à Holborn Circus. Dans son communiqué, M. Maxwell précise qu'il a confié à la British Newspaper Printing Corporation – qu'il dirige – le soin d'imprimer les autres titres du groupe Mirror à Londres ou à Manchester.

NOUVELLE GRÈVE AU « PROGRÈS DE LYON »

La situation est toujours bloquée au *Progrès de Lyon,* dont les titres n'ont à nouveau pas paru ce samedi 31 août. Malgré dix heures de négociations, le 29 août à la préfecture du Rhône, entre la direction du *Progrès,* celle du *Dauphiné libéré* et les représentants du personnel, aucune solution n'a été trouvée pour *le Progrès dimanche,* passé sous le contrôle du *Dauphiné libéré.* – *(Corresp.)*

DIX HEURES SUR FRANCE-CULTURE

Virgile : l'enfance de la langue

Virgile sur les ondes : ce samedi 31 août et le dimanche 1er septembre, de 19 h 15 à 23 h 55, France-Culture présente dix heures d'émission préparées par Claude Moatti et Jean Thibaudeau.

Des plateaux ondulés, des vallées creuses, noires de verdure, où s'engouffre une douce fraîcheur de patio, ou encore des plages étroites prises entre des escarpements rocheux. La bourgade de Mantoue, en Gaulle cisalpine, rayonne en l'année 70 avant notre ère. Le poète est né. Son nom : Publius Virgilius Maro, Virgile.

Sa mère, dit la légende, sur le point de le mettre au monde, rêva qu'elle avait donné le jour à un rameau de lauriers, qui, touchant terre, prit immédiatement racine et se développa, devint un arbre couvert de fruits et de fleurs. Le lendemain, en voyage vers sa maison de campagne, elle s'arrêta brusquement et délivra sa progéniture dans le fossé voisin. Une naissance si peu douillette explique-t-elle la santé délicate et la mort prématurée de l'auteur de *l'Enéide* ? L'histoire ne le précise pas.

On nous rapporte, de sources tout aussi farfelues, que Virgile était grand de taille, très brun, avait les traits bruts que l'on prête aux paysans. Rien de plus sur sa vie. Suétone avait composé sa biographie, l'avait insérée dans *la Vie des poètes.* Malheureusement, le texte a disparu.

Pourquoi Virgile, plutôt qu'Horace ou Lucrèce, pour célébrer la rentrée sur France-Culture ? *« Un peu par hasard,* dit Jean Thibaudeau, *réalisateur* de dix heures d'émission, avec Claude Moatti et Jean Taroni. *« L'envie de l'Antiquité, le besoin de retrouver ses humanités perdues, au contact du premier écrivain qui signe véritablement une œuvre inscrite dans son temps, tissée des troubles de son époque. »* Les temps sont troubles. Lorsque naît Virgile, le monarque a quitté le pouvoir depuis une dizaine d'années, chassé par la jalousie des nobles. Il semble que l'on s'achemine vers l'anarchie du gouvernement populaire.

Virgile entre deux muses
(mosaïque d'une villa romaine de Sousse, musée du Bardo, Tunis)

Objectif essentiel de ces deux journées en terre latine : traverser tout Virgile, de la *Quatrième Eglogue* à *l'Enéide,* via les *Géorgiques,* faire entendre la langue, la qualité de l'énorme somme virgilienne. Et aussi rendre compte des influences exercées par le poète sur la littérature occidentale. Confronter les musiques *classiques (Gluck), modernes* (Debussy, Barraqué, et même Charlie Parker), aux vers de *l'Enéide,* eux-mêmes confrontés aux textes modernes de Nerval et d'Hermann Broch.

En un mot : traduire, d'abord *au sens le plus étroit* rechercher les traductions françaises les plus fortes, de celle de Clément Marot au XVIe siècle à celle, littérale, de Pierre Klossowski, en passant par la somptueuse version hugolienne de la *Quatrième Eglogue.* Hugo avait quinze ans quand il a traduit Virgile : une merveille de fraîcheur. Travail philologique d'antant plus complexe que le français, presque définitivement formé à l'âge classique, semble trop rigide pour des fiançailles avec les formes mouvantes du latin pur. Traduire ensuite, au sens plus large de création. Retrouver le fin lignage des langues occidentales du grec d'Homère au latin, à l'italien ancien, pour arriver aux langues modernes, animées par l'esprit de la Romania.

La Romania, ici représentée pour l'anglais par T.S. Eliot (des extraits d'une conférence, « Virgile et le monde chrétien », diffusée en 1951 par la BBC) ; l'italien par Alberto Moravia ; le français par Francis Ponge ; et enfin, pour l'espagnol, par l'Argentin Jorge Luis Borges *(voir l'entretien ci-dessous).* De Dante à Joyce ou Racine, l'épopée virgilienne semble être la toile de fond à partir de laquelle se tissent les créations les plus modernes. Virgile lui-même est le grand interprète d'Homère. *Ceux qui viendront après lui* tenteront avec quelque nostalgie de retrouver les saveurs de la latinité.

Mais Virgile est-il encore notre contemporain ? Nous émeut-il ? Nous est-il encore accessible ? La clef de ce royaume est-elle à portée de la main ? Pour ceux qui ont définitivement perdu leur latin, ils devront passer par tout l'appareil critique mis en place par Jean Thibaudeau. Les spécialistes français – Pierre Grimal, Jean-Paul Brisson, – italiens surtout – Edoardo Sanguineti et Ettore Paratore, – balisent les chemins qui mènent de l'Antiquité grecque à l'ère chrétienne. C'est l'œuvre de Virgile, et surtout elle, qui bâtit un pont entre l'ordre purement événementiel propre à la tragédie grecque, et l'ordre symbolique, allégorique, qui régit la civilisation chrétienne.

Doux, souvent mélancolique, terrible, brutal, le monde de Virgile demeure grand ouvert. Il suffit d'écouter Edoardo Sanguineti lire gutturalement la langue de *l'Enéide,* comparer les enfers d'Homère, Dante et Virgile, pour être rassuré : le latin est bien une langue vivante, et ces deux journées ne sont rien d'autre qu'un *voyage prodigieux.*

MARC GIANNÉSINI.

★ *Virgile,* France-Culture, samedi 31 août et dimanche 1er septembre, 19 h 15 à 23 h 55.

UN ENTRETIEN AVEC JORGE LUIS BORGES

« Il a chanté les héros »

L'an dernier, Claude Moatti et Jean Thibaudeau ont rencontré Jorge Luis Borges, amoureux de Virgile. Ils ont enregistré un vaste entretien, dont nous publions quelques extraits.

« J'ai vécu à Genève de 1914 à 1921. Là, j'ai préparé mon baccalauréat. J'ai découvert que, si l'on était bon latiniste, on pouvait oublier le reste. Je suis tout à fait ignorant en ce qui concerne la botanique – la zoologie est plus pittoresque. Je sais quelque chose sur l'algèbre, que j'aime beaucoup, mais rien sur la gymnastique, la *musique,* l'arithmétique, la géométrie. Je me suis appliqué seulement à la connaissance du français, de la littérature française et du latin pendant sept ans.

– *Qui représente pour vous la littérature latine ?*

– Dans mon cas, c'est surtout Virgile. Et Lucrèce, à qui je suis venu par un livre assez oublié de Victor Hugo sur Shakespeare. Il y a là deux ou trois belles pages sur Lucrèce, et ce vers : *« Et Venus in silvis iungebat corpora amantum ». (Et Venus dans le bois joignait les corps des amants).* Il s'agit de ces fameuses pages sur l'amour et la naissance de l'humanité. Une métaphore est suggérée, la meilleure façon de dire beaucoup, indirectement. On pense aux bois, aux arbres enchevêtrés, aux amants enchevêtrés. Je crois que toutes les langues du monde ont la nostalgie du latin. Les langues germaniques elles-mêmes. *Vaterland...* c'est la notion de *patria,* bien sûr. Les Germains n'auraient pas eu cette idée-là.

» Il est dommage qu'on ait perdu le latin. Dans une petite nouvelle sans importance que j'ai écrite, *Utopie d'un homme fatigué, je rêve de l'avenir.* Comme l'avenir est assez plastique, on peut en faire ce qu'on veut... Je rêve à un avenir lointain sans frontières, sans pays, sans nationalisme. Tout le monde parlerait latin.

– *Vous aimez parler de Virgile.*

– C'est un sujet tellement agréable. Je me souviens d'un mot de Voltaire : *« Si Homère a fait Virgile, c'est ce qu'il a fait de mieux. »* Après le mouvement romantique, on pense autrement. On voit un peu Virgile comme un faux Homère. C'est tout à fait erroné, je crois. Virgile a fait une chose étonnante : il a écrit une épopée, qui est en même temps un poème très délicat, très nuancé, ce qui n'est pas le cas d'Homère, non ? *L'Enéide,* bien entendu n'aurait pas été conçue sans *l'Iliade* et *l'Odyssée.* Mais elle est différente.

» *Virgile était un homme différent.* Il était délicat. Il aimait tellement les *sententiae,* les formules. Dès que l'on pense à lui, viennent des citations : *« Dis aliter visum »,* par exemple. Il était sentencieux. La sentence plutôt latine que grecque. Je me rappelle une sentence de Sénèque, si on peut parler de Sénèque aujourd'hui. La ville de Lyon – Lugdunum – avait été détruite par un incendie. Alors Sénèque moralise. Tout passe, les grandes villes ne sont que des cendres. Il écrit : *« Una vox fuit inter urbem maximam et nullam » (Il a suffi d'une nuit entre la plus grande des villes et le néant).*

» Virgile était foncièrement mélancolique, je crois. Il avait le goût des mots, des phrases. Les autres épopées font penser à de grandes *vagues. Lui... même* baroque, son style fait penser à John Donne, Mallarmé, pourquoi pas, ou à Swinburn. Virgile a pensé son poème, mais il a pensé également chaque vers. ...Si j'avais à choisir deux poètes, je crois que j'hésiterais entre Virgile et Verlaine.

– *Pourquoi cette association ?*

– Peut-être pour l'allitération. Ce sont deux grands poètes. Virgile est évidemment plus vaste que Verlaine. Comme Victor Hugo disait que Shakespeare contient Gongora (1), je dirais que Virgile contient Verlaine, à cause de la musique.

– *Quelle est l'œuvre de Virgile que vous préférez ?*

– L'*Enéide* sans aucun doute. Comme nous sommes des narratifs, des successifs, nous voulons toujours une histoire. Et puis, il y a une chose que l'on a oubliée : *« Arma virumque cano... »* L'idée de *« chanter le héros ».* A présent, c'est très difficile, on y pense moins qu'au soldat inconnu. A notre époque, Georges Bernard Shaw est peut-être le seul qui ait le sens de l'héroïque. Il a imaginé Major Barbara, Jeanne d'Arc. Dans *César et Cléopâtre,* César est vraiment un héros. Les autres écrivains pensent plutôt aux défaillances, aux couardises, à l'infamie même, aux criminels. Ils insistent sur les faiblesses. Et il n'y en a que trop. Nous sommes tous très faibles, moi surtout. Pourtant, dans un poème, je remercie les dieux pour la beauté d'Hélène et le courage d'Ulysse.

– *Dans une notice biographique imaginaire, vous évoquez votre goût pour l'héroïsme, l'épopée, vous dites avoir la nostalgie du destin épique de vos ancêtres.*

– Je tâche d'oublier ce que je dis, ce que j'écris. Cette nostalgie, à présent je ne l'ai plus. Je crois que ces gens étaient très ennuyeux. Que pensez-vous d'un colonel ou d'un général sud-américain ? J'ai beaucoup de sang espagnol, il y a quatre cents ans que nous sommes là, mes ancêtres ont fondé des villes, Buenos-Aires et beaucoup d'autres. Mais tout cela m'intéresse fort peu. Ce qui est important pour moi, ce sont les livres que j'ai lus. Et parmi eux Virgile.

Propos recueillis par CLAUDE MOATTI et JEAN THIBAUDEAU.

(1) Luis de Gongora y Argote, poète espagnol (1561-1627).

A FRANCE-INTER

Dominique Souchier quitte la « revue de presse »

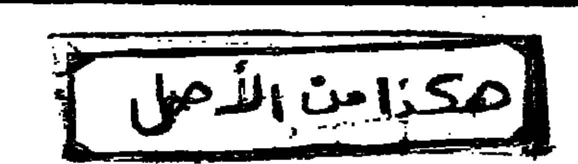
Ainsi on ne retrouvera pas Dominique Souchier à 8 h 30 sur France-Inter. Qui le remplacera ? On ne sait pas : difficile succession. La « revue de presse » de cet affamé de journaux, tête chercheuse à l'esprit pointu, philosophe autant que journaliste, était un peu plus que son intitulé : pour Souchier, il ne s'agissait pas de dresser un panorama – plus ou moins objectif – des principaux titres de la presse française, mais plutôt de chercher, derrière les centaines de milliers d'articles, dans la forêt des reportages et des éditoriaux imprimés chaque jour, un fait, une vérité.

Il aimait bien faire savoir que dans tel minuscule journal de province il y avait une bonne information, un commentaire serré, sérieux. *Il savait aussi parfois à l'avance ce* qu'un journal allait sortir. Parce que Souchier ne lisait pas seulement dix heures par jour les quotidiens, les hebdos, les mensuels, les journaux nationaux et régionaux, les grandes feuilles et les petites, il sollicitait beaucoup, fouinait partout, téléphonait sans relâche. Son plaisir, mettre en son l'information écrite, trouver une idée, être au cœur de l'activité journalistique et « accoucher » avec.

Dominique Souchier ne s'arrête pas parce qu'il est « fatigué », comme il a été dit au cours de la conférence de presse de France-Inter, mais seulement – simplement, dit-il – parce qu'il est convaincu depuis le début, quand il a créé la formule en 1982 avec André Chambraud, qu'il ne fallait pas la faire durer plus de trois ans. Souchier est un expérimentateur. Fin de la troisième année, fin de l'expérience donc.

Il voulait en tenter une autre, qu'il a proposée à la direction de France-Inter. Un risque à prendre. Il *n'a pas abouti, ou pas convaincu.* France-Inter voulait qu'il continue l'ancienne formule, qu'il avait portée au niveau du « genre » (puisqu'on l'a copié). Que va-t-il faire désormais à France-Inter ? Négociations.

CATHERINE HUMBLOT.



théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

COLT PARADE : Lucernaire (544-57-34), sam. 21 h 30.

L'ARBRE DE MAI : Atelier (606-49-24), sam. 15 h + 21 h ; dim. 15 h.

ATELIER (606-49-24) : sam. et dim. 15 h + sam. 21 h : L'Arbre de Mai.

BOUFFES-PARISIENS (296-60-24), sam. 18 h 30 et 21 h 30 : Tailleur pour dames.

COMEDIE CAUMARTIN (742-43-41), sam. 21 h, dim. 15 h 30 : Reviens dormir à l'Elysée.

DIX HEURES (606-07-48), sam. 22 h : Scènes de ménage.

FONTAINE (874-74-40), sam. 21 h : Du rififi dans les labours.

JARDIN SHAKESPEARE (241-81-93) sam. 15 h et 16 h + dim. 17 h : la Fête à Shakespeare.

GALERIE 55 (326-63-51), sam. 19 h. : Sexual Perversity in Chicago.

HUCHETTE (326-38-99), sam. 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon.

LUCERNAIRE (544-57-34), sam. : I. 20 h. : Diabolo's 1929-1939 ; II. 20 h : Chôme qui peut ; 21 h 45 : Commedia dell'arte (dern.) ; Petite salle, 21 h 30 : Colt parade.

MARIE STUART (508-17-80), sam. 20 h 15, dim. 15 h 30 : Savage Love.

MATHURINS (265-90-00), sam. 21 h : les Mystères du confessionnal.

MICHODIÈRE (742-95-22), dim. 15 h 30, sam. 18 h 30 et 21 h 30 : le Bluffeur.

NOUVEAUTÉS (770-52-76), sam. 20 h 30, dim. 15 h 30 : Gigi.

PALAIS-ROYAL (297-59-81), sam. 18 h 45 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : le Dindon.

POCHE-MONTPARNASSE (548-92-87), sam. 20 h 30, dim. 15 h 30 : Ma femme.

POINT VIRGULE (278-67-03), sam. 18 h 30 : Eclairs d'un sorcier.

PORTE ST-MARTIN (607-37-53), sam., 18 h 30 et 21 h 15 : Deux hommes dans une valise (dern.).

SAINT-GEORGES (878-63-47), dim. 15 h, sam. 19 h et 21 h 30 : On m'appelle Emilie.

THÉÂTRE D'EDGAR (322-11-02), sam. 20 h 15 : les Babas-cadres ; sam. 22 h et 23 h 30 : Nous on fait où on nous dit de faire.

TINTAMARRE (887-33-82), sam. 20 h 15 : Phèdre (dern.) ; 21 h 30 : Lime crève l'écran.

TOURTOUR (887-82-48), sam. 20 h 30 : Agatha ; 22 h 30 : Tango pile et face.

VARIÉTÉS (233-09-92), sam. 20 h 45, dim. 15 h 30 : N'écoutez pas mesdames.

Les concerts

(voir également la rubrique « Festival »)

SAMEDI 31 AOUT

La Table Verte, 22 h : B. Halska, B. Lemonier (Fauré, Beethoven, Wieniawski...).

DIMANCHE 1er SEPTEMBRE

Eglise Saint-Séverin, 19 h : voir XXe Festival estival.

Saint-Germain-l'Auxerrois, 16 h 30 : Chorale « Musica Viva » de Panama. Dir. J. Ledezma, Bradley (Victoria, Villa-lobos, Ledezma Bradley, etc.).

XXe Festival estival de Paris

(354-84-96)

SAINTE-CHAPELLE, sam., à 19 h et 21 h : E. Lamandier.

BATEAUX-MOUCHES, sam., à 15 h 30 : Ensemble Josquin des Prés (Pachelbel, K.-P.-E. Bach, Widmann). Station Auber.

ÉGLISE SAINT-SÉVERIN, dim., 19 h : La Grande Ecurie et la Chambre du roy, dir. : A. Haas (Bach).

XVIIe Festival de Sceaux

(660-07-79)

ORANGERIE, sam., 17 h 30 : Quatuor Bartholdy (Haydn, Schubert, Ravel) ; dim., 11 h : Ensemble la Maurache (musique du Moyen Age et de la Renaissance) ; à 17 h 30 : A. Marion, P. Rogé (Bach, Schubert, Poulenc...).

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

SAMEDI 31 AOUT

Carte blanche à P. Vecchiali : 15 h, Jacques et Jacotte, de R. Peguy ; 19 h, l'Homme sans cœur, de L. Joannon ; Le cinéma japonais contemporain : 17 h, C'est dur d'être un homme ; Nostalgie à Shibamata, de Yoji Yamada ; 21 h, les Mouchoirs jaunes, de Yoji Yamada.

DIMANCHE 1er SEPTEMBRE

15 h, Carte blanche à P. Vecchiali ; les Demi-Vierges, de P. Caron ; 19 h, la Bête aux cinq doigts, de R. Florey ; Cinéma japonais contemporain : 17 h, C'est dur d'être un homme/la Fleur d'hibiscus, de Yoji Yamada ; 21 h, l'Echo de la montagne lointaine, de Yoji Yamada.

BEAUBOURG (278-35-57)

SAMEDI 31 AOUT

15 h, Karaté/Peplum : les Légions de Cléopâtre, de V. Cottafavi ; 17 h, The Line-up, de Don Siegel ; 19 H, Black Jack, de K. Loach ; 21 h, Mère Jeanne des anges, de J. Kawalerowicz.

DIMANCHE 1er SEPTEMBRE

15 h, Karaté/Peplum : Annibal, de C.L. Bragaglia ; 17 h, Tueurs à gages, de J. Cardiff ; 19 h, les Années lumière, d'A. Tanner ; 21 h, Break the News, de R. Clair (vers. angl.).

Les exclusivités

ADIEU BONAPARTE (Fr.-égypt.) : Cluny Palace, 5e (354-07-76).

AMADEUS (A., v.o.) : Vendôme, 2e (742-97-52) ; Lucernaire, 6e (544-57-34) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (320-30-19). – V.f. : Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43).

LES FILMS NOUVEAUX

L'AMOUR PROPRE (*) film français de Martin Veyron : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Gaumont Richelieu, 2e (233-56-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Gaumont Colisée, 8e (359-29-46) ; Georges-V, 8e (562-41-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-00-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; PLM Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

CARNÉ, L'HOMME A LA CAMÉRA, film français de Christian-Jaque : Reflet Logos, 5e (354-42-34) ; UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

LES DÉBILES DE L'ESPACE, film américain de Mike Hodges, (v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; George-V, 8e (562-41-46) ; (v.f.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Bastille, 12e (307-54-40) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

KINO PRAVDA Nº 28, L'HOMME A LA CAMÉRA, films soviétiques de Vertov ; et : LES SAISONS ; AU DÉBUT, films soviétiques d'Artour Pelechian (v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80).

GOULAG, film américain de Robert Young (v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; (v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; UGC Gobelins, 13e (574-93-40) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-79).

HORROR (*), film américain de Philippe Mora (v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; (v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) : Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Images, 18e (522-47-94) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

LEGEND, film américain de Ridley Scott (v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Hautefeuille Pathé, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50) ; Mayfair Pathé, 16e (525-27-06) ; (v.f.) : Gaumont Richelieu, 2e (233-56-70) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Bastille, 12e (307-54-40) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 15e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Images, 18e (522-47-94).

MEME LES ANGES TIRENT A DROITE, film italien de Eh. Clucher (v.f.) : Maxéville, 9e (770-72-86).

PRISON DE FEMMES EN FURIE, (**) film italien de Michel Tarantini (v.o.) : Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Images, 18e (522-47-94).

NO MAN'S LAND, film franco-suisse d'Alain Tanner : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; 14-Juillet Racine, 6e (326-19-68) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Reflet Balzac, 8e (561-10-60) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

STOP MAKING SENSE, film américain de Jonathan Demme (v.o.) : UGC Ermitage, 8e (563-16-16) ; Escurial Panorama, 13e (707-28-04).

TRISTESSE ET BEAUTÉ, film français de Joy Fleury : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

Le Monde Informations Spectacles
281 26 20
Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés)
Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

Samedi 31 août - Dimanche 1er septembre

AMAZONA, LA JUNGLE BLANCHE (It., v.o.) (*) : UGC Ermitage, 8e (563-16-16) ; v.f. : Lumière, 9e (246-49-07) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

LES ANGES SE FENDENT LA GUEULE (A., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82). – V.f. : Impérial Pathé, 2e (742-72-52) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

L'ARBRE SOUS LA MER (Fr.) : Grand Pavois (h. sp.), 15e (554-46-85).

L'AVENTURE DES EWOKS (A., v.f.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

BABY (A., v.f.) : Napoléon, 17e (267-63-42).

LE BAISER DE LA FEMME ARAIGNÉE (Brés., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

LA BASTON (Fr.) : Français, 9e (770-33-88) ; Parnassiens, 14e (335-21-21).

LE BÉBÉ SCHTROUMPF (Belge) : Templiers, 3e (772-94-56) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Boîte à films, 17e (622-44-21).

BIRDY (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (320-30-19). – V.f. : Capri, 2e (508-11-69).

BLESSURE (Fr.) : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40).

BRAZIL (Brit., v.o.) : Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).

CARMEN (Saura) (Esp., v.o.) : Calypso, 17e (380-30-11).

CHOOSE ME (A., v.o.) : Reflet Logos II, 5e (354-42-34) ; Rialto, 19e (607-87-61).

COMMENT CLAQUER UN MILLION DE DOLLARS PAR JOUR (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (563-16-16). – V.f. : UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40).

CONTES CLANDESTINS (Fr.) : République, 11e (805-51-33)) ; Denfert, 14e (321-41-01).

COTTON CLUB (A., v.o.) : Studio de la Contrescarpe, 5e (325-78-37).

DAVID, THOMAS ET LES AUTRES (Fr.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

LA DÉCHIRURE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (633-10-82). – V.f. : Opéra Night, 2e (296-62-56).

LE DERNIER DRAGON (A., v.f.) : Paris Ciné, 10e (770-21-71).

DIESEL (*) (Fr.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

DREAMSCAPE (*) (A., v.o) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Ambassade, 8e (359-19-08). – V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

L'EAU ET LES HOMMES (Fr.) : Géode, 19e (245-66-00).

EMMANUELLE IV (Fr.) (**) : George-V, 8e (562-41-46).

LES ENFANTS (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Rialto, 19e (607-87-61).

ESCALIER C (Fr.) : Forum 1er (297-53-74) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00).

LE FACTEUR DE SAINT-TROPEZ (Fr.) : Maxéville, 9e (770-72-86).

LE FLIC DE BEVERLY HILLS (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82). – V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40).

LA FORET D'ÉMERAUDE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; Marignan, 8e (359-92-82). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Français, 9e (770-33-88) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

GREYSTOKE, LA LÉGENDE DE TARZAN, SEIGNEUR DES SINGES (Ang., v.o.) : Parnassiens, 14e (335-21-21). – V.f. : Opéra Night, 2e (296-62-56).

L'HISTOIRE SANS FIN (All., v.f.) : Boîte à films, 17e (622-44-21) ; Saint-Ambroise (H. sp.), 11e (700-89-16).

LES JOURS ET LES NUITS DE CHINA BLUE (**) (A., v.o.) : UGC Champs-Elysées, 8e (562-20-40) ; Parnassiens, 14e (335-21-21).

JOY AND JOAN (**) (Fr.) : George-V, 8e (562-41-46).

KAOS, CONTES SICILIENS (It., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

LA MAISON ET LE MONDE (Ind., v.o.) : Olympic, 14e (544-43-14).

MARCHE A L'OMBRE (Fr.) : Arcades, 2e (233-54-58) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00).

MARIA'S LOVERS (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56) ; Calypso, 17e (380-30-11).

MASK (A., v.f.) : Impérial, 2e (742-72-52).

MISHIMA (A.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

NOSTALGHIA (It., v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).

LA NUIT PORTE JARRETELLES (Fr.) (*) : Denfert, 14e (321-41-01) ; République, 11e (805-51-33).

LES NUITS DE LA PLEINE LUNE (Fr.) : Républic Cinéma, 11e (805-51-33).

PALE RIDER (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; (v.f.) Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Bastille, 11e (397-54-40) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

PARIS, TEXAS (A., v.o.) : UGC Marbeuf (561-94-95).

PAROLE DE FLIC (Fr.) (*) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Grand Rex, 2e (236-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Wépler, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

POLICE ACADEMY 2 : AU BOULOT (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46) ; (v.f.) : Gaîté Rochechouart, 9e (878-81-77) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

RENDEZ-VOUS (Fr.) : UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; George-V, 8e (562-41-46).

LE RETOUR DU CHINOIS (Brit.), v.f. : Gaîté Boulevard, 2e (233-67-06) ; Gaîté Rochechouart, 9e (878-81-77).

LES RIPOUX (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Escurial, 13e (707-23-04) ; Montparnasse, 15e (544-25-02). – V.f. : Capri, 2e (508-11-69) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).

LA ROUTE DES INDES (A., v.o.) : Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08). – V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33).

RUNAWAY, L'ÉVADÉ DU FUTUR (A., v.o) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Images, 18e (522-47-94) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

SAINT-TROPEZ INTERDIT (Fr.) (**) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount City, 8e (562-45-76).

SALE TEMPS POUR UN FLIC, (A., v.f.) : Paris Ciné, 10e (770-21-71).

SANG POUR SANG (A., v.o.) (*) : Quintette, 5e (633-79-38) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83). – V.f. : Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40).

SHOAH (Fr.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Olympic, 14e (544-43-14).

LES SPÉCIALISTES (Fr.) : Publicis Matignon, 8e (359-31-97).

SPÉCIAL POLICE (Fr.) : UGC Biarritz, 8e (562-20-40).

STARMAN (A.) (v.f) : Gaîté Boulevard, 2e (233-67-06) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

STRANGER KISS (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40).

STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

STRICTEMENT PERSONNEL (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; St-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Gaumond Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Murat, 16e (651-99-75).

SUBWAY (Fr.) : Ambassade, 8e (359-19-08) ; Miramar, 14e (320-89-52).

TERMINATOR (A., v.f.) : Arcades, 2e (233-54-58).

LE THÉ AU HAREM D'ARCHIMÈDE (Fr.) : Quintette, 5e (633-79-38).

UN DIMANCHE A LA CAMPAGNE (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

UNE DÉFENSE CANON (A., v.o.) : Paramount City, 8e (562-45-76). – V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40).

UN ÉTÉ POURRI (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82). – V.f. : Impérial, 2e (742-72-52).

VISAGES DE FEMMES (Ivoirien, v.o.) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81).

WITNESS (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; George V, 8e (562-41-46) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : Français, 9e (770-33-88).

Les grandes reprises

L'ACROBATE (Fr.) : Olympic Entrepôt, 14e (544-43-14).

APOCALYPSE NOW (A., v.o.) (*) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41).

LE BAL DES VAMPIRES (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (335-21-21).

BARRY LYNDON (Brit., v.o.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Calypso, 17e (380-30-11).

LA BELLE ET LE CLOCHARD (A., v.f.) : Napoléon, 17e (267-63-42).

BROADWAY DANNY ROSE (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (532-91-68).

BYE BYE BRASIL (Bré., v.o.) : Latina, 4e (278-47-86).

CABARET (A., v.o.) : Action Christine, 6e (329-11-30).

LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARD (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21) ; Rialto, 19e (607-87-61).

LA CAGE AUX FOLLES (Fr.) : UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40).

LE CHAT NOIR (A., v.o.) : Parnassiens, 14e (335-21-21).

LE CHATEAU DU DRAGON (A., v.o.) : Action Christine Bis, 6e (329-11-30).

LES CHEFS D'ŒUVRES DE WALT DISNEY (A., v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

DÉLIVRANCE (A., v.o.) (*) : Saint-Michel, 5e (326-79-17).

LA DIAGONALE DU FOU (Fr.-it., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Elysées-Lincoln, 8e (354-36-14).

LE DERNIER TANGO A PARIS (It., v.o.) (**) : Saint-Ambroise (h. sp.), 11e (700-89-16).

DERSOU OUZALA (Sov., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (532-91-68).

2001 L'ODYSSÉE DE L'ESPACE (A., v.o.) : St-Michel, 5e (326-79-17).

DOUX OISEAUX DE JEUNESSE (A., Reflet Médicis, 5e (633-25-97) ; Reflet Balzac, 8e (561-10-60).

DUNE (A., v.o.) : Grand Pavois (h. sp.), 15e (554-46-85).

EFFI BRIEST (All., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

EASY RIDER (A., v.o.) (*) : Templiers, 3e (272-94-56).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

L'ÉTOFFE DES HÉROS (A., v.o.) : Calypso, 17e (380-30-11).

EXCALIBUR (A., v.o.) : Calypso, 17e (380-30-11).

EXTÉRIEUR NUIT (Fr.) : Ciné Beaubourg, (h.sp.), 3e (271-52-36) ; Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

LA FEMME ET LE PANTIN (A., v.o.) : Action Christine, 6e (329-11-30).

LA FILLE DE RYAN (A., v.o.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

LE FLEUVE (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (325-72-07).

LE FILS DE FRANKENSTEIN (A., v.o.) : Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20).

GEORGIA (A., v.o.) : Rialto, 19e (607-87-61).

HELLZAPOPPIN (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

L'HOMME AU PISTOLET D'OR (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount City, 8e (562-45-76). – V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40).

IL ÉTAIT UNE FOIS LA RÉVOLUTION (It-fr., v.o.) : Panthéon, 5e (354-15-04) ; Ambassade, 8e (359-19-08). – V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Miramar, 14e (320-89-52).

JÉSUS DE NAZARETH (It.) : Grand Pavois, 15e (h. sp.), (554-46-85).

LAWRENCE D'ARABIE (Brit., v.o.) : Châtelet Victoria, 1er (508-94-14) ; Ranelagh, 16e (288-64-44).

LES LARMES AMÈRES DE PETRA VON KANT (All. ; v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

LE MARIAGE DE MARIA BRAUN (All.) : Rialto, 19e (607-87-61).

MÉDÉE (It., v.o.) : Studio Galande (h. sp.), 5e (354-72-71).

MERLIN L'ENCHANTEUR (A., v.f.) : Napoléon, 17e (267-63-42).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : Studio Galande (h. sp.), 5e (354-72-71) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81).

METROPOLIS (All.) : Cinoches, 6e (633-90-82) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85).

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).

MOGAMBO (A., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).

O AMULETTO DE OGUM (Bré., v.o.) : Latina, 4e (278-47-86).

OPÉRATION JUPONS (A., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).

ORANGE MÉCANIQUE (A., v.o.) (**) : Châtelet Victoria, 1er (508-94-14).

ORDET (Dan., v.o.) : Chatelet Victoria, 1er (508-94-14).

PAIN, AMOUR ET FANTAISIE (It., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) (*) : Châtelet Victoria, 1er (508-94-14) ; Saint-Lambert, 15e (532-91-68).

PIERROT LE FOU (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (532-91-68).

PINK FLOYD THE WALL (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (561-94-95) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (544-25-02).

LE PROCÈS (A., v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01).

PROVIDENCE (Fr.) : Templiers, 3e (272-94-56).

QU'EST-IL ARRIVÉ A BABY JANE ? (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Olympic Entrepôt, 14e (544-43-14).

LA STRADA (It., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (532-91-68).

TAXI DRIVER (A., v.o.) (**) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

THE BLUES BROTHERS (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21) ; Rialto, 19e (607-87-61).

THÉORÈME (It., v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01).

LA TRAVIATA (It., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Publicis Champs Elysées, 8e (770-76-23) ; Parnassiens, 14e (335-21-21).

UN FAUTEUIL POUR DEUX (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46) (v.f.) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

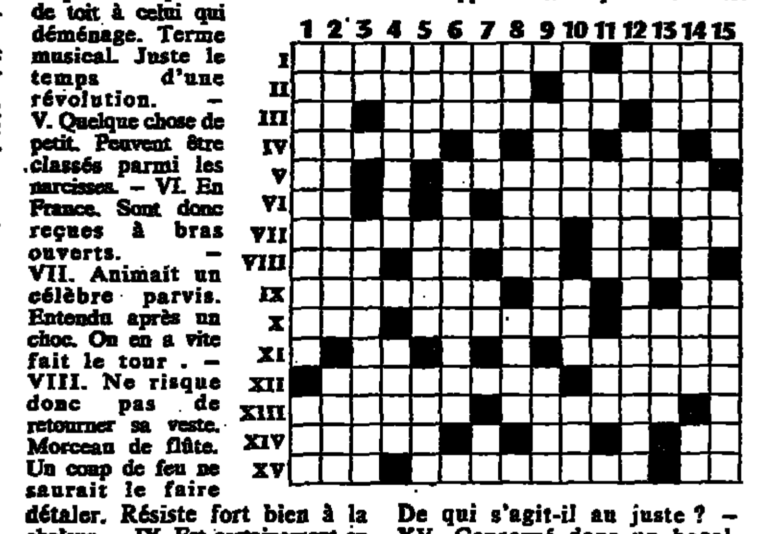
LA VIE PASSIONNÉE DE VINCENT VAN GOGH (A., v.o.) : Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23) ; Balzac, 8e (561-10-60).

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 4043

HORIZONTALEMENT

I. Elles « courent » le monde. La place d'un fou, à l'occasion. – II. Pique souvent une « tête ». Deviendra grand si Dieu lui prête vie. – III. Entre trois et quatre. Empêche donc de fumer. Peut s'appeler Dominique. – IV. Sert de toit à celui qui déménage. Terme musical. Juste le temps d'une révolution. – V. Quelque chose de petit. Peuvent être classés parmi les narcisses. – VI. En France. Sont donc reçues à bras ouverts. – VII. Animait un célèbre parvis. Entendu après un choc. On en a vite fait le tour. – VIII. Ne risque donc pas de retourner sa veste. Morceau de flûte. Un coup de feu ne saurait le faire détaler. Résiste fort bien à la chaleur. – IX. Est certainement en train de claquer. Agent de liaison. Adverbe. – X. Arrivée dans un certain sens. Ne laisse pas mourir. Poussent maintes personnes à faire peau neuve. – XI. Préposition. Ne court pas les rues. – XII. Son apparition ne peut qu'enchanter ceux qui ont l'habitude de se frotter les mains. Prouver que l'on s'attendait au pis. – XIII. Elle prend du champ le printemps venu. Ne manquent pas de sel. – XIV. N'est pas sans motifs. Note. De qui s'agit-il au juste ? – XV. Conservé dans un bocal. Peut-être couvert de tuiles. Pronom.



VERTICALEMENT

1. Tout porte à croire qu'elles sont en état de manque. Comparable à une image. – 2. S'il s'agit de muguet, cela ne sent pas la rose ! Fait éclater bien des « pommes ». – 3. Participe. Se complaît dans l'eau chaude. – 4. Tape sur l'enclume. N'hésitait pas à faire la bise. – 5. Fichu. Prouva que l'homme descend bien du singe. Sainte-Hélène et Sainte-Lucie. – 6. Apatride (inversé). La vie en rose. – 7. Au nord-est de Venise. Ce n'est certes pas le mot de la fin. On l'entend à peine murmurer. – 8. Ont donc libéré leurs mères. La mort du cygne l'aurait plongé dans l'affliction. Plutôt noir que gris. – 9. Le charme y fait totalement défaut. Porte parfois des lunettes. – 10. Son essence ne sent pas le pétrole, loin de là. Adverbe. Le mot de la fin. – 11. Sont en lutte. Fait couler le sang, certes, mais si peu. Visibles au centre du cratère. – 12. Démontre. Un drôle d'oiseau. – 13. Pourrait donc s'entendre dire à juste titre : « Il y a de l'abus ! ». Où l'on ne fait pas toujours de beaux rêves. – 14. Destiné à être pris en main. Le moindre bruit peut le faire disparaître. Voilà le hic ! – 15. Echappa à la fournaise. Pronom. Le gagne-pain de Locuste.

Solution du problème nº 4042

Horizontalement

I. Cheville. – II. Oeta. Aide. – III. Nuire. Bis ! – IV. Vrai. Secs. – V. GC. Crue. – VI. Crée. Relu. – VII. Tas. Sorel. – VIII. Is. Bât. – IX. Ote. Bulle. – X. Na ! Tom. – XI. Saut. Eté.

Verticalement

1. Conviction. – 2. Heur. Rastas. – 3. Etiages. – 4. Varice. Tu. – 5. Sabot. – 6. La. Scrotum. – 7. Libérer. – 8. Edicule. Lit. – 9. Esseulée.

GUY BROUTY.

France / services

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 31 août

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 40 Au théâtre ce soir : Donogoo.
D'après Jules Romains, mise en scène, J.-L. Cochet, réalisation P. Ducrest, spectacle enregistré au Théâtre des arts Hébertot. Avec J.-L. Cochet, J. Heyser, J.-C. Régnier...
Lamendin, architecte un peu neurasthénique, contemple, du pont de la Moselle, l'eau verdâtre. Benin, son vieux copain, lui trouve l'air suspect, lui arrache l'aveu de son projet de suicide. Un canular monté par des escrocs. Une comédie fantasque.

22 h 45 Nuits vagabondes (et à 23 h 25)
par P. Barberio et C. Routhiau.
Le jeu du flâneur, présenté par la voix douce de Roger Gicquel ; deux places au soleil ; Pacific Express ; Fiction express ; Général Lavine. Eccentric (Une fantaisie graphique à partir d'une musique de Debussy, un dessin d'animation qui a presque le charme de ceux de Youri Norstein).

23.10 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 Festival international du cirque de Monte-Carlo.
Les Djigites Nougarov, Duo Zalewski, Manuela Beelo, les Santus...



21 h 35 Magazine : Les enfants du rock.
Rock'n'roll graffiti, *avec Tina Turner, Petula Clark, Neil Seidaka, Frank Alamo, Gladys Knight, Marvin Gaye ; en 2e partie,* Rock à Mayence : *Mink de ville, Huey Lewis, les Blasters... en dernière partie :* Rock à Rio.

23 h 5 Journal.
23 h 30 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Série : Benny Hill.
Série humoristique anglaise. Une sélection des meilleurs sketches de Benny Hill déjà diffusés en attendant le commencement d'une nouvelle série le 15 septembre à 20 h (chaque dimanche).

21 h 30 Journal.
21 h 55 Feuilleton : Dynastie.
Suite des inévitables démêlés de la famille Forsythe.
22 h 40 Musiclub.
Concert Offenbach : « la Gaieté parisienne » interprété par l'Orchestre philharmonique de Monte-Carlo sous la direction de Marc Soustrot.

CANAL PLUS

20 h 30, Téléfilm : le Sabre de Buchido ; 22 h, Hill Street Blues ; 23 h, Le radeau d'Olivier ; 0 h, Exhibition, film de J.-F. Davy ; 1 h 30, Magic, film de R. Attenborough ; 3 h 20, Terreur à l'hôpital central, film de C. Lord ; 5 h, les Monstresses, film de L. Zampa.

FRANCE-CULTURE

19 h 15 Virgile, par J. Thibaudeau et C. Moatti (1re partie). Les Bucoliques ; la IVe églogue ; les Georgiques ; les 3 premiers livres de l'Enéide ; la mort de Didon ; les jeux (fin à 23 h 55).

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (donné à l'église Saint-Séverin le 12 août pour le Festival estival de Paris) : Cantates BWV 46 et BWV 02 et Suite en si mineur, de J.-S. Bach, Concerto grosso en si bémol majeur de Haendel, par la Grande Ecurie et la Chambre du Roy, dir. C. Hogwood, sol. J. Bowman, haute-contre, P. Doghan, ténor, G. Reinhart, basse, P. Sechet, flûte.
22 h 30 Les soirées de France-Musique : feuilleton, Métamorphoses en jazz ; 23 h 05, Le club des archives ; 1 h, L'arbre à chansons.

Dimanche 1er septembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

8 h Bonjour la France.
9 h Emission islamique.
9 h 15 La Source de vie.
10 h Présence protestante.
10 h 30 Le jour du Seigneur.
11 h Messe à Villards-sur-Thônes (Haute-Savoie). Préd. Père Guy Cordonnier.
12 h Feuilleton : Arnold et Willy.
12 h 30 Dessin animé : Tom et Jerry.
13 h Journal.
13 h 25 Série : Agence tous risques.
14 h 20 Sports dimanche vacances.
Cyclisme : championnat du monde sur route ; Tiercé ; Aviron : championnats du monde.
17 h 30 Les animaux du monde.
18 h 5 Série : Guerre et Paix.
19 h Reprise : Infovision.
Durant tout l'été, TF1 rediffuse les meilleurs sujets de ce magazine. Aujourd'hui : Rajeunir à tout prix ; Nigeria : le choc du pétrole ; Sex tonic.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma : Cargaison dangereuse.
Film américain de M. Anderson (1959), avec G. Cooper, C. Heston, M. Degrave, E. Williams.
Un officier du service de renflouement retrouve l'officier en second d'un cargo, seul sur le navire abandonné. Celui-ci a-t-il provoqué le naufrage ? Histoire mystérieuse donnant lieu à un bon film d'aventures. A voir pour les acteurs.
22 h 20 Sports dimanche soir.
23 h 15 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 10 Informations et météo.
10 h 15 Les chevaux du tiercé.
10 h 40 Récré A 2.
11 h 10 Gym tonic.
11 h 45 Série : Le bar de l'escadrille.
12 h 15 Jeux de bandes.
12 h 45 Journal.
13 h 15 Il était une fois le cirque.
14 h 10 Série : Switch.
15 h Série : Cette Terre si fragile.
No 6 Alyeska (Alaska), émission proposée par F. Rossif.
15 h 55 Téléfilm : Deux amies d'enfance.
De N. Companeez, avec L. Mikael, A. Clément, C. Moss Burger (2e partie) (Rediff.)
Sous l'occupation allemande, deux jeunes femmes qui ont passé leur adolescence ensemble sont brusquement séparées par la guerre.
17 h 35 Les carnets de l'aventure.
« La plus belle grotte du monde » ; « Rocs en bloc » (escalade extrême) ; « Cascades en cavale ».
18 h 25 Stade 2 (et à 20 h 20).
19 h 30 Série : Casse-noisettes.
20 h Journal.
20 h 35 Variétés : Charles Trenet.
Réal. B. Picard.
L'un des géants de la chanson française, en tournée à Montréal au Canada, interprète une vingtaine de ses succès.
21 h 40 Sports : Catch.
A Limeil-Brevannes : Flash Gordon contre Mambo le primitif.
22 h 10 Harlem nocturne : Billie Holiday.
Emission présentée par P. Blanc-Francard, réal. J. Jeremy.
Deuxième et dernière partie d'un document somptueux sur l'une des plus grandes chanteuses de blues. Sa vie solitaire, la voix de « Sophisticated Lady », ici accompagnée par les grands « Big Bands » de l'après-guerre. Un « must ».
23 h 05 Journal.
23 h 30 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

12 h 24 heures moto de Bretagne.
En direct de Ploubalay (reprise à 14 h).
19 h 30 RFO Hebdo.
20 h Dessin animé : Il était une fois l'homme.
20 h 35 Série : Méditerranée.
Réal. F. Quilici. Texte de l'historien, professeur au collège de France, Fernand Braudel (rediff.).
No 11. – Venise. Cette cité légendaire, comme Gênes et bien d'autres ports de la Méditerranée, verra sa position menacée quand le commerce sera concurrencé par les voies océaniques du Cap vers les Indes et par la découverte des richesses de l'Amérique. Venise se tournera vers les terres et vivra un somptueux déclin, consommant ses richesses en fêtes et œuvres d'art. Une série très documentée.

21 h 30 Court-métrage : Victor Hugo.
22 h Journal.
22 h 30 Cinéma de minuit : le Roman d'un tricheur.
Film français de S. Guitry (1936), avec S. Guitry, S. Grave, P. Assy, J. Delubac, R. Déréan, M. Moreno (N.).
Un homme d'un certain âge rédige ses mémoires à la terrasse d'un café. Pour avoir volé huit sous dans son enfance, il fut entraîné par les circonstances, à devenir groom, croupier de casino, puis tricheur professionnel. Roman filmé dont les images sont accompagnées d'un commentaire à la première personne. L'esprit caustique de Guitry et un régal d'interprétation.
23 h 45 Prélude à la nuit.
« Pastorale variée dans le style ancien », de G. Pierné, par les Philharmonistes de Châteauroux.

CANAL PLUS

7 h, Féerie de ballets ; 7 h 45, Document : La grotte des Sadhous ; 8 h 35, Cabou Cadin (et à 13 h 5 et 19 h 30) ; 9 h 20, le Bar du téléphone, film de C. Barrois ; 10 h 50, Souvenirs, souvenirs, film de A. Zeitoun ; 13 h 50, Téléfilm : Quelques mois pour aimer ; 15 h 45, Top 0 ; 16 h 40, C'est encore loin Naples ? ; 17 h 45, Cent jours à Palerme, film de G. Ferrara ; 20 h 30, le Frère le plus futé de Sherlock Holmes, film de G. Wilder ; 22 h 10, le Voyage, film de M. Andrien ; 23 h 45, les Yeux de la terreur, film de K. Hugues ; 1 h 10, Les années Selznick ; 2 h, Séries rock.

FRANCE-CULTURE

0 h, Les nuits de France-Culture ; 7 h, Heure d'été ; 8 h, Foi et tradition ; 8 h 25, Protestantisme ; 9 h 5, Ecoute Israël ; 9 h 35, Divers aspects de la pensée contemporaine : le Grand Orient de France ; 9 h 50, Horizon, magazine religieux ; 10 h, Messe à Deauville ; 11 h, Assemblée du désert : la révocation de l'Edit de Nantes ; 12 h, Entretien avec... Pierre Tal Coat ; 12 h 45, Anthologie insolite : Jacques Prévert ; 13 h 40, Chansons pour un été : chemin de traverse ; 14 h, Le concert des médias : la photo et l'intrusion du réel ; 14 h 30, Le pigeon du faubourg, de J. Amila. Avec A. Weber, D. Bezace, J. Danno... ; 16 h 40, Musées-promenades : le Musée de l'Ile-de-France à Sceaux ; 17 h, Musique : Angers, musiques du XXe siècle. Au rythme des Haïkaï, par l'Orchestre de la Philharmonie polonaise de chambre.
19 h 15 Virgile, par J. Thibaudeau et C. Moatti (2e partie) : « les Enfers » comparés de Virgile et de Dante ; hommage à Jean Barraqué ; trois témoins de la Romania (Ponge, Moravia, Borges) : la guerre et la paix ; les combats ; sur terre et en avion ; tombeau... (fin à 23 h 55).

FRANCE-MUSIQUE

2 h, Les nuits de France-Musique ; 7 h 3, Concert-promenade : musique viennoise et musique légère ; 9 h 5, Cantate de J.-S. Bach ; 10 h, Les voyages musicaux du docteur Burney : œuvres de Stamitz, Speer, Schubert, Gros, Mozart... ; 12 h 5, Magazine international ; 14 h 4, Disques compacts ; 17 h, Comment l'entendez-vous ? Un et multiple, œuvres de Schein, India, Stravinski, Beethoven, Webern... ; 19 h 5, Jazz vivant : jazz en France ; 20 h 4, Avant-concert.
20 h 30 Concert (donné à la salle Pleyel à Paris le 28 juin 1985) : « Concerto pour violon et orchestre en sol mineur », de Vivaldi, « Symphonie espagnole pour violon et orchestre », de Lalo, « Concerto pour violon et orchestre en ré majeur », de Tchaïkovski, par l'Orchestre national de France, dir. C. Dutoit, sol. I. Perlman, violon.
22 h 30 Les soirées de France-Musique : feuilleton, Métamorphoses en jazz ; 23 h 05, Ex Libris.

LES SOIRÉES DE LUNDI

TF1	20 h 35, Cycle Hitchcock : *Psychose ;* 22 h 20, Portrait de Bruno Bettelheim ; 23 h 25, Journal ; 23 h 40, Choses vues.
A2	20 h 35, Les dossiers de l'écran : *Enola Gay* (première partie) ; 22 h, Les carnets de la danse; 23 h 25, Journal.
FR3	20 h 35, Cinéma : *L'Argent,* de Robert Bresson ; 22 h, Journal ; 22 h 25, Thalassa, magazine de la mer ; 23 h 10, Rencontres de l'été ; 23 h 15, Prélude à la nuit.

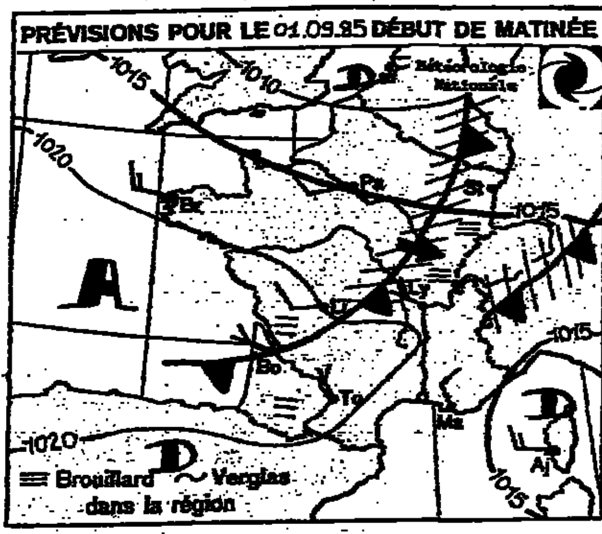
TRIBUNES ET DÉBATS

DIMANCHE 1er SEPTEMBRE

– *M. Bernard Pons,* membre du bureau politique du RPR, est l'invité de l'émission « Forum », sur RMC, à 12 heures.

MÉTÉOROLOGIE





Evolution probable du temps en France entre samedi 31 août à 0 h et dimanche 1er septembre à 24 h.

La situation anticyclonique s'affaiblissant sur l'Europe occidentale, le régime perturbé d'ouest par moment orageux se rétablira progressivement.

Dimanche matin une zone de ciel nuageux à très nuageux des Ardennes et des Vosges au nord du Massif Central. Au nord de la Loire et dans le Nord, ciel variable avec des nuages assez abondants en début de matinée.

Beau temps bien ensoleillé dans le Midi. Ailleurs larges éclaircies.

Les températures, de 11 à 12 degrés le matin sur la moitié nord et de 14 à 17 degrés sur la moitié sud, atteindront 19 degrés près de la Manche l'après-midi, 22 à 25 degrés dans l'intérieur du pays, 25 à 27 degrés sur le Sud-Ouest et 28 à 30 degrés près de la Méditerranée.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré dans la journée du 30 août, le second, le minimum de la nuit du 30 au 31 août) : Ajaccio, 27 et 12 degrés ; Biarritz, 22 et 18 ; Bordeaux, 25 et 14 ; Bréhat, 21 et 14 ; Brest, 19 et 15 ; Cannes, 25 et 16 ; Cherbourg, 18 et 13 ; Clermont-Ferrand, 32 et 12 ; Dijon, 27 et 9 ; Dinard, 22 et 15 ; Embrun, 26 et 13 ; Grenoble-St-M.-H., 28 et 11 ; Grenoble-St-Geoirs, 28 et 11 ; La Rochelle, 26 et 18 ; Lille, 29 et 17 ; Limoges, 24 et 13 ; Lorient, 20 et 16 ; Lyon, 28 et 12 ; Marseille-Marignane, 28 et 15 ; Nancy, 27 et 9 ; Nantes, 21 et 16 ; Nice-Côte d'Azur, 26 et 18 ; Nice-Ville, 27 (max.) ; Paris-Montsouris, 29 et 16 ; Paris-Orly, 29 et 14 ; Pau, 24 et 17 ; Perpignan, 31 et 17 ; Rennes, 22 et 16 ; Rouen, 23 et 15 ; Saint-Etienne, 30 et 10 ; Strasbourg, 26 et 11 ; Toulouse, 28 et 14 ; Tours, 26 et 14.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES

LUNDI 2 SEPTEMBRE

« Le Sénat au Palais du Luxembourg », 15 heures, 15, rue de Vaugirard. « Le Marais, de l'Hôtel de Sully à l'Hôtel Carnavalet, la place des Vosges, la vie sous Henri IV. Evocatioin de Victor Hugo et Mme de Sévigné ». 14 h 30, métro Saint-Paul (I. Hauller). « Les romantiques au cimetière Montmartre », 15 heures, entrée. « Le Musée de la police, 15 heures, 1 bis rue des Carmes. « L'histoire de la Bastille au *Carillon,* 15 heures devant le « Carillon de la Bastille ». « Les salons de l'Hôtel de Ville », 14 h 30, façade, devant la poste (M. Hager). « Mouffetard et ses secrets, 15 heures, métro Monge. « La collection Walter-Guillaume à l'Orangerie des Tuileries », 14 heures entrée musée. « Le musée Rodin en l'Hôtel Biron », 14 h 30, 77, rue de Varenne. « Exposition archéologie et projet urbain » à l'Hôtel de Cluny », 15 heures, cour musée. « L'Hôtel de Lauzun et son décor doré du XVIIe » 15 heures, 17, quai d'Anjou (Romann). « L'appartement d'été d'Anne d'Autriche », 14 h 30, métro Louvre (C.-A. Messer). « De Vallès à Blanqui ; souvenirs de la Commune de Paris », 14 h 45 sortie escalator, métro Père-Lachaise (V. de Langlade). « L'Hôtel de Beauharnais », inscriptions (1) 242-35-82 « la France et son passé ».

MARDI 3 SEPTEMBRE

« Une forêt du quinzième siècle à Belleville et une myriade de jardins inconnus sur la colline de Paris », 14 h 30, métro Belleville. « La manufacture des Gobelins », 14 h 30, 42, avenue des Gobelins. « L'Hôtel Lauzun en l'île Saint-Louis », 15 h, 17, quai d'Anjou. « Le Fleuriste municipal », 15 heures, entrée avenue porte d'Auteuil. « La Bibliothèque nationale », 15 heures, 58, rue de Richelieu. « Hôtels et église de l'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Pont-Marie. « Vestiges et curiosités de la Montagne Sainte-Geneviève », 15 heures, métro Cardinal-Lemoine (M. Ragueneau). « Les restes des jardins de la Nouvelle Athènes autour de la Trinité et le Musée du romantisme », 15 heures, entrée square Trinité. « La Conciergerie », 15 h 30, 1, quai de l'Horloge. « Le Palais de justice en activité », 14 h 45, 4, boulevard du Palais. « Versailles : Quartier Saint-Louis », 14 h 30, devant façade cathédrale Saint-Louis. « *Montmartre* : ruelles, jardins et cités d'artistes », 15 heures, métro Abbesses. « Hôtels, églises et ruelles du Vieux Marais », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul. « De la place des Vosges aux Hôtels Rohan-Soubise », 14 h 30, métro Pont-Marie. « De Rude à Landowski : cent sculptures méconnues », 14 h 45, 10, avenue du Père-Lachaise. (V. de Langlade).

CONFÉRENCES

MARDI 3 SEPTEMBRE

11 bis, rue Keppler, 7 h 30 p.m. : « Man, creator of his destiny ».

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du samedi 31 août :

UN TABLEAU

● Des éléments retenus pour le calcul des bénéfices agricoles forfaitaires de la généralité des cultures imposables au titre de l'année 1984 (revenus de 1984) (premier tableau).

UN DÉCRET

● Relatif aux établissements publics locaux d'enseignement.

UNE CIRCULAIRE

● Relative à la mise en œuvre du transfert de compétences en matière d'enseignement public. Etablissement public local d'enseignement ; mise en place des conseils d'administration, des commissions permanentes et des conseils de perfectionnement et de la formation professionnelle des collèges, des lycées et des établissements d'éducation spéciale.

UN ARRÊTÉ

● Instituant une bourse de la vocation scientifique et technique des femmes.

UNE DÉCISION

● Relative aux conditions de production, de programmation et de diffusion des émissions relatives aux campagnes pour les élections aux conseils de région du territoire de Nouvelle-Calédonie et dépendances.

Carnet

Décès

– Lyon. Sainte-Foy.

Mme Jean Braconnier,
M. Stéphane Braconnier,
M. et Mme Guy Monfray-Braconnier,
Ainsi que toute leur famille,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. le doyen Jean BRACONNIER,
professeur à l'université de Lyon-I,
chevalier de la Légion d'honneur,
commandeur des Palmes académiques,
commandeur de l'ordre du Mérite,

survenu le 29 août 1985, à Lyon.

Les obsèques auront lieu le mercredi 4 septembre, à 15 heures, en l'église de Sainte-Foy-lès-Lyon, dans la plus stricte intimité.

14, rue de la Charité,
69002 Lyon,
Tél. : (7) 842-56-91.

[Né le 16 juin 1922 à Lunéville (Meurthe-et-Moselle), Jean Braconnier était docteur ès sciences mathématiques. Assistant à la faculté des sciences de Nancy en 1946, il est nommé maître de conférences à la faculté de Clermont en 1947, puis à celle de Lyon deux ans plus tard. Professeur en 1954, il est élu doyen de la faculté des sciences de Lyon en 1962. Il occupera cette fonction jusqu'en 1969, avant de diriger le département de mathématiques de l'université de Lyon-I.]

– Mme Henriette Lavallée-Limouzin,
M. et Mme Jacques Lavallée,
M. et Mme Ivan Lavallée,
Sa famille, ses proches et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Léon LAVALLÉE,
ingénieur des Arts et Métiers,
déporté, résistant,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier des Palmes académiques,

survenu le 29 août 1985.

La levée du corps aura lieu à la clinique chirurgicale, 15, avenue de la Porte de Choisy, Paris (13e), le mardi 3 septembre 1985, à 7 h 45.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité familiale à Lanton (Gironde).

Cet avis tient lieu de faire-part.

8, allée Louise-Labé,
75019 Paris.
34, cité Babin,
33000 Bordeaux,
41, rue Eugène-Besançon,
92700 Colombes.

– Mme Z. Razavi,
son épouse,
M. Nersi Razavi,
son fils,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès du

docteur Ahmad RAZAVI,
chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 26 août 1985, à l'âge de soixante-seize ans.

Les obsèques auront lieu le lundi 2 septembre 1985, à 14 h 15 au cimetière du Montparnasse.

Cet avis tient lieu de faire-part.
4 à 8, rue Robert-de-Flers,
75015 Paris.

– Mme Jean Stefanini,
Le docteur et Mme Oddou-Stefanini
et leurs enfants Clémentine, Flora-Pomé et Rémy,
M. et Mme Roger Morin,
et leur fils Olivier,
Mme Antoinette Stefanini,
M. Calixte Stefanini,
Les familles Stefanini, Tristani, Fontana, Maestracci, Turlay, Gaona et Paquet,
M. et Mlle Combernous,
Ses amis, ses collègues et ses élèves,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean STEFANINI,

survenu à Marseille le 29 août 1985, dans sa soixante-neuvième année.

Les obsèques auront lieu à Sermano (Corse).

32, boulevard Bompart,
13007 Marseille.
Sermao,
20250 Corte.

Ses amis, ses collègues et ses étudiants
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean STEFANINI,
professeur
à l'université de Provence,

survenu à Marseille le 29 août 1985.

[Né à Marseille en 1917, Jean Stefanini, professeur de grammaire, enseignait à l'université d'Aix-Marseille-I (université de Provence). Membre de la Société de linguistique de Paris, il a collaboré à de nombreuses revues spécialisées et a contribué au renouvellement de l'histoire de la langue française.]

Anniversaires

– Le 1er septembre 1984

Annette LADD,
née Le Brazidec,
nous quittait tragiquement à l'âge de quarante-deux ans.

Pour tous ceux qui l'ont connue, estimée et aimée, elle est toujours présente par la pensée.

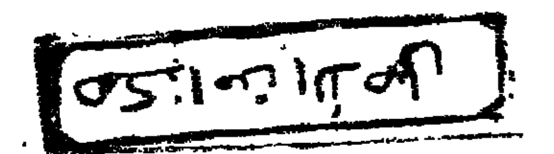
ÉCHECS

DEUX ARBITRES PRINCIPAUX POUR LE CHAMPIONNAT DU MONDE

Deux arbitres principaux dirigeront le championnat du monde d'échecs entre Karpov et Kasparov. Il s'agit de MM. Andrejv Maltchev (Bulgarie), et Wladas Mikenas (URSS). Ils auront pour adjoints MM. Lembit Wachesaar (URSS) et Lodewijk Prins (Pays-Bas).

Cette décision, prise le vendredi 30 août par la Fédération internationale des échecs qui tient son congrès à Graz (Autriche), a nécessité une modification du règlement qui ne prévoyait, jusqu'à présent, qu'un seul arbitre principal pour le championnat du monde. Elle intervient trois jours avant la cérémonie d'ouverture du match de Moscou.

● *Le 59e championnat de France.* – Jean-Luc Seret et Mehrsad Sharif ont terminé 1er ex æquo du 59e championnat de France d'échecs qui s'est achevé le vendredi 30 août à Clermont-Ferrand. Ils disputeront à l'automne un match de départage pour l'attribution du titre national.



Économie

REPÈRES

Automobile : les cadres CGT contre « les actions de petits groupes »

Dans un communiqué publié le vendredi 30 août, au lendemain de l'opération menée par la CGT sur les Champs-Elysées, les cadres de la centrale syndicale estiment que *« les actions de petits groupes ne se justifient pas quand elles prennent la forme de la manifestation du 29 août »*. Si ce type de mouvement s'explique par *« l'attitude d'une direction fermée au dialogue social »*, il risque, disent les cadres CGT, *« de conduire à des provocations et à l'enchaînement de la violence »*. *L'Humanité* de samedi fait silence sur ce communiqué, lui préférant un texte du bureau confédéral, qui affirme que *« les militants CGT se sont comportés en syndicalistes authentiques, fidèles aux traditions de lutte que les salariés de la Régie étaient en droit d'attendre d'eux »*.

Chômage : nouvelle aggravation en Grande-Bretagne

Le nombre des chômeurs en Grande-Bretagne a encore augmenté de 6 400 personnes en août, pour atteindre 3,18 millions, selon des chiffres corrigés des variations saisonnières (3,24 millions en chiffres bruts). Le chômage touche donc 13,4 % de la population active. Le gouvernement souligne que le nombre de personnes sans emploi ne s'est accru que de 6 000 en moyenne mensuelle en 1985, soit la moitié du chiffre mensuel de 1984.

Conjoncture : un certain mieux aux Etats-Unis

Le déficit de la balance commerciale américaine a diminué de 21,7 % en juillet, revenant de 13,4 milliards de dollars en juin à 10,5 milliards. Pour les sept premiers mois de l'année, le déficit commercial des Etats-Unis atteint 81,2 milliards de dollars, soit 10 % de plus que pour la même période de 1984. Il pourrait avoisiner 150 milliards en 1985, contre 123 milliards en 1984. L'amélioration du commerce extérieur en juillet est principalement due au recul de 9,5 % des importations (à 27,9 milliards), recul qui peut s'expliquer par un ralentissement de la croissance américaine. Les exportations ont, quant à elles, fléchi de 0,2 % (à 17,4 milliards). De son côté, l'indice composite des principaux indicateurs de la croissance a progressé, en première estimation, à 0,4 % en juillet, soit au même rythme que l'indice révisé du mois de juin, qui avait augmenté de 1 % en première estimation.

Impôts : de grandes sociétés américaines n'en paient pas

Une cinquantaine de grandes compagnies américaines n'ont pas payé 1 centime d'impôt au gouvernement fédéral de 1981 à 1984, en dépit de bénéfices totalisant 56 milliards de dollars pendant cette période, selon une étude publiée, le mercredi 28 août, à Washington. Détail piquant : ces compagnies ont reçu, pendant ces quatre ans, quelque 2,4 milliards de dollars du fisc américain en profitant de certaines dispositions du code fiscal (notamment sur les amortissements et les crédits d'investissement). Selon ce rapport, Boeing arrive en tête des grandes compagnies ayant échappé à l'impôt, devant General Dynamics, General Electric, Lockheed et Grumman. Trois autres, Martin Marietta, McDonnell Douglas et Westinghouse Electric, ont eu un taux d'imposition inférieur à 1 % pour la même période. La proposition de réforme fiscale présentée en juin par le président Reagan vise notamment à réduire ces « protections contre l'impôt ».

ASSURANCE AUTO ET MOTO

Limitation des surprimes pour les nouveaux conducteurs

La surprime que paient les nouveaux conducteurs – en général les jeunes – pour s'assurer ne pourra plus dépasser 140 % à partir du 1er janvier prochain vient d'annoncer le ministère de l'économie et des finances. Le montant de cette surprime avait déjà été plafonné à 150 % en juillet dernier alors qu'elle atteignait parfois 300 et même 400 % par rapport aux tarifs normaux.

Le ministère de l'économie et des finances a décidé deux autres mesures également applicables le 1er janvier prochain :

● *La contribution des assurés au Fonds de garantie automobile* est portée de 1,4 % à 1,9 % des primes (garantie de responsabilité civile obligatoire) pour les véhicules à moteur.

Cette augmentation est, selon la Rue de Rivoli, justifiée par l'accroissement du déficit du Fonds de garantie provoqué par la forte augmentation de la charge annuelle des accidents de la circulation automobile causée par des non-assurés.

● *Le taux de la surprime de la garantie des catastrophes naturelles* relative à l'automobile sera ramené de 9 % à 6 % des primes ou cotisations afférentes aux garanties vol et incendie du véhicule et, à défaut, de couverture de ces risques, de 0,8 à 0,5 % de la prime ou cotisation des autres garanties dommages souscrites. *« Cette mesure*, souligne un communiqué de la Rue de Rivoli, *rendue possible par les résultats d'exploitation favorables de cette garantie, réduira le coût de l'assurance-dommage des véhicules terrestres à moteur. »*

Le ministère de l'économie et des finances souligne dans son communiqué ses deux préoccupations : d'une part, la prise en compte des difficultés des jeunes conducteurs, qui verront entièrement compensée l'augmentation de la contribution des automobilistes à la Sécurité sociale (1) ; d'autre part, l'adaptation de la tarification à l'évolution des résultats des différentes garanties. L'augmentation de la contribution au Fonds de garantie étant rigoureusement compensée par la réduction de la surprime de la garantie des catastrophes naturelles, les assurés ne supporteront aucun coût supplémentaire.

(1) Les primes d'assurance-automobile ont été augmentées au début d'août du fait du relèvement de 12 % à 15 % de la contribution à la Sécurité sociale.

● **Nouvelle augmentation du prix du brut soviétique.** – L'URSS va relever le prix de son pétrole de 25 cents par baril pour la deuxième semaine consécutive, annoncent les milieux pétroliers londoniens. Cette hausse, qui reflète le récent raffermissement du marché libre international, porte le prix du brut soviétique «Oural» à 26,50 dollars le baril à partir du 1er septembre – (*AFP*.)

● **La production de pétrole augmente dans le Bassin parisien.** – Total, opérateur, et la société Triton, ont annoncé que la montée en puissance du gisement de Villeperdue, près de Montmirail, dans le Bassin parisien se réalisait *« à un rythme plus rapide que prévu »*. La production devrait atteindre dès la fin de 1985, le niveau de 500 000 tonnes par an (contre 420 000 actuellement) et des études sont en cours pour aller au-delà, les réserves récupérables s'élevant à au moins 5 millions de tonnes.

● **Vins à l'antigel: la nouvelle loi autrichienne est adoptée.** – Le Parlement autrichien a adopté, le jeudi 29 août, une nouvelle loi réglementant la viticulture, à la suite du scandale des vins contenant du diéthylène glycol. Ce texte, que le gouvernement a voulu *« le plus sévère d'Europe »*, limite à 3,5 kilos par hectolitre l'emploi de sucre pour les vins de table et de qualité (1 kilo de moins que dans la réglementation européenne). La teneur en alcool et sucre additionnel, les coordonnées du producteur, ainsi que l'année de production devront obligatoirement figurer sur l'étiquette. Les vins de qualité ne pourront plus être exportés qu'en bouteilles. Une des dispositions les plus contestées par les viticulteurs est l'obligation d'apposer une bague sur chaque bouchon de bouteille vendue : adoptée pour lutter contre la vente sans facture, elle rendra plus difficile la fraude fiscale. – (*AFP*.)

LE CHANGEMENT D'ACTIONNAIRES DE FRAMATOME

La revanche de la CGE

Si d'ultimes tractations se poursuivent sur la nouvelle donne du capital de Framatome, le constructeur français de chaudières nucléaires, elles ne remettent pas en cause le principe adopté par les pouvoirs publics : la Compagnie générale d'électricité en sera le principal actionnaire (le Monde du 31 août). Restent à préciser quelques pourcentages « baladeurs » ainsi que la valeur définitive de Framatome.

Les grandes lignes du schema retenu pour l'opération CGE-Framatome donnent satisfaction à la CGC. Elles correspondent aux *« fourchettes préconisées »* par la Confédération, qui aurait toutefois *« préféré qu'une part plus importante soit laissée aux salariés de l'entreprise »* – qui ne devraient détenir au mieux que 5 % du capital.

Côté CGT, pas d'opposition de principe, puisque Framatome se retrouve avec un actionnariat où le secteur public – via la CGE, le CEA et l'EDF – occupe une large place dominante tel que le souhaitait la centrale de M. Krasucki. *L'Humanité* de ce samedi 31 août souligne cependant l'absence de plan d'avenir : *« Quelles seront, au-delà de la réorganisation du capital, les perspectives technologiques et industrielles pour l'activité de Framatome ? »*, interroge le quotidien communiste. Une question de fond à laquelle le groupe de M. Pébereau aura la lourde charge de trouver une réponse.

Le rattachement de l'unique constructeur national de chaudières nucléaires à la Compagnie générale d'électricité (CGE) (*le Monde* du 31 août) marque la deuxième *« victoire »* de ce groupe sous la présidence de M. François Mitterrand. La première avait été obtenue en septembre 1983 avec le rachat par la CGE des activités télécommunication de Thomson.

Ces deux décisions peuvent apparaître comme des revanches. Elles inversent les choix faits en 1975 sous la présidence de M. Valéry Giscard d'Estaing.

Au début de cette année-là, le gouvernement écartait en effet ce groupe de la construction de la partie nucléaire des centrales que devait commander EDF dans le cadre du programme national, pour la confier à Framatome, filiale de Creusot-Loire, société contrôlée par le groupe Schneider. La CGE devait se contenter de la partie électromécanique *« classique »*, fabriquée par sa filiale Alsthom-Atlantique. Peu après, elle subissait un second revers : le gouvernement faisait entrer l' «ennemi» Thomson sur le marché du téléphone, par le rachat de deux filiales françaises de groupes étrangers ; l'une du suédois Ericsson, l'autre de l'américain ITT. Il s'agissait de franciser l'industrie téléphonique au moment où le plan d'équipement du pays était lancé. C'était une défaite pour la seconde grande activité de la CGE et pour sa filiale CIT-Alcatel. La société allait désormais trouver en face d'elle un concurrent national bien en cour.

Bien en cour, la CGE ne l'était pas. M. Giscard d'Estaing n'a jamais oublié l'engagement de M. Ambroise Roux, à l'époque PDG de la CGE, pour M. Jacques Chaban-Delmas avant l'élection de 1974. Beaucoup fut expliqué par la rancune du président de la République.

Faut-il alors interpréter la double revanche de la CGE par le fait que M. Georges Pebereau, qui fut le «second» de M. Roux, a, pour des raisons diverses et variées, l'oreille de l'Elysée et que son ancien patron est, lui aussi, reçu au palais présidentiel ? Cela a compté. Mais moins sans doute que la logique industrielle qui a pour but de constituer un «pôle» dans les deux secteurs afin d'obtenir une taille mondiale et d'exporter mieux. En tout cas, l'occasion était dans les deux cas de même nature : l'effondrement d'une firme restée privée, Creusot-Loire, maison mère de Framatome, et la défaillance de Thomson, que M. Alain Gomez a découverte dans ses comptes à son arrivée à la tête de l'affaire, avec la nationalisation de 1982. C'est lui qui, devant *« couper »* quelque part, a choisi de revendre cette activité télécommunication.

Double champion

Revanche donc, dix ans après, sur les gagnants de l'époque ; voilà la CGE double *« champion national »* sur les deux plus grands budgets civils de l'Etat.

L'opération sur Framatome est également une victoire interne à la CGE pour M. Pebereau. Celui-ci, issu de CIT-Alcatel, avait dans la réalité assez peu de pouvoir sur Alsthom, présidé par M. Jean-Pierre Desgeorges, jaloux de son indépendance. Or, avec une prise de participation directe de la CGE dans Framatome et les divers *« pactes d'actionnaires »*, le montage financier fait du président de la CGE l'arbitre. M. Pebereau gagne sans doute la possibilité de prendre ainsi de l'ascendant sur son subordonné.

Reste l'avenir du groupe. Pour l'énergie comme pour les télécommunications, la CGE a été écartée au moment du démarrage des programmes nationaux pour revenir au moment où ceux-ci s'essoufflent. Le pays est aujourd'hui équipé. Les commandes des PTT et surtout celles d'EDF vont aller en baissant fortement. Pour assurer l'avenir de la CGE, n'eût-il pas été préférable d'accélérer la diversification des télécommunications vers la bureautique et de l'électromécanique vers les automatismes et la productique ? On peut au moins se poser la question.

Quoi qu'il en soit, les débouchés qui peuvent contrebalancer la régression nationale ne peuvent aujourd'hui être trouvés qu'à l'exportation. Dans un cas comme dans l'autre, ces marchés sont très fermés et difficiles à conquérir. Les déboires rencontrés depuis deux ans dans les télécommunications et l'absence quasi totale ces dernières années de commandes de réacteurs à l'exportation le prouvent.

ÉRIC LE BOUCHER.

ENTREPRISES

United Airlines rachète Hertz pour 5 milliards de francs

Hertz Corporation, premier loueur mondial de voitures sans chauffeur (400 000 véhicules, cent vingt pays couverts, près de 13 milliards de francs de chiffre d'affaires), a été revendu à la compagnie aérienne United Airlines (UAL) pour 587,5 millions de dollars (5 milliards de francs environ) par sa maison mère, le groupe RCA (chaînes de radio, de télévision, matériels électroniques...). Les pourparlers sur cette transaction engagée depuis le mois d'octobre 1984 ont abouti vendredi 30 août. Comme Air France (Méridien), UAL possède sa chaîne d'hôtels (Westin Hotel).

Grundig encore en rouge

Grundig, numéro un ouest-allemand de l'électronique grand public, détenu à 31,6 % par le néerlandais Philips, a perdu 185 millions de deutschemarks (environ 555 millions de francs) lors de son dernier exercice (1er avril 1984-31 mars 1985), pour un chiffre d'affaires de 2,83 milliards de deutschemarks, en progression de 2 %.

C'est la deuxième année de pertes consécutives pour Grundig, qui avait enregistré un déficit de 286 millions de deutschemarks sur l'exercice 1983-1984. M. Koning, le président de Grundig, espère que le groupe réduira ses pertes de moitié sur l'exercice en cours et redeviendra bénéficiaire vers la fin de 1986. D'ici là, Grundig aura supprimé 2 500 emplois sur les 22 000 que compte actuellement la société.

L'installation d'ATT en Espagne est confirmée

Après plus d'un an de négociations serrées, le gouvernement américain a finalement donné son accord à l'installation en Espagne, près de Madrid, d'une unité de fabrication de circuits intégrés qui sera construite par la firme américaine ATT (American Telegraph and Telephone). M. Luis Solana, président de la Compagnie nationale espagnole Telefonica – société qui participera à l'opération, – l'a officiellement annoncé, le vendredi 30 août. Il s'agit de la première usine de ce genre construite par ATT en Europe. – (*Corresp.*)

La baisse des effectifs dans l'industrie en 1984 : 168 000 ou 153 000 ?

L'enquête annuelle auprès des entreprises publiée par le ministère du redéploiement industriel (*le Monde* du 28 août) fait apparaître pour 1984 une baisse des effectifs salariés de l'industrie sensiblement plus importante que ne l'indiquent les statistiques de l'INSEE : 168 000 contre 153 000 (1).

Cette différence peut avoir trois causes. La première est que l'enquête du ministère de l'industrie porte sur les entreprises de plus de dix salariés, alors que les statistiques de l'INSEE élaborées à partir des enquêtes trimestrielles du ministère du travail sont corrigées pour en élargir le champ à l'ensemble des entreprises. Or on sait que ce sont les petites entreprises qui maintiennent le mieux leurs effectifs.

La deuxième cause possible de divergence est que le chiffre de 168 000 publié par le ministère du redéploiement industriel n'est encore que provisoire et qu'il sera très vraisemblablement corrigé au cours des mois à venir. La troisième raison enfin est que le chiffrage du ministère du redéploiement industriel ne résulte pas d'une observation directe mais de calculs effectués à partir des différences de situations de l'emploi entre 1983 et 1984.

On peut donc penser que les évaluations de l'INSEE et de l'industrie se rapprocheront au fur et à mesure des corrections qui leur seront apportées. Une certitude : même si un écart subsistait quand les statistiques seront définitives, les suppressions d'emplois salariés dans l'industrie ont été importantes et ont dépassé les 150 000.

(1) Selon l'INSEE l'industrie a perdu en 1984 153 000 emplois salariés (y compris les industries agro-alimentaires et l'énergie), le bâtiment et les travaux publics 68 000. Le tertiaire non-marchand a créé 36 000 emplois, le tertiaire marchand 21 000 (– 12 000 pour le commerce, – 5 000 pour les transports et télécommunications, + 33 000 pour les services, + 5 000 pour les banques et les assurances). L'agriculture a perdu 8 000 emplois. Soit au total une perte de 172 000 emplois.

Agitation chez les mariniers

M. AUROUX MET EN PLACE UN PLAN SOCIAL

M. Auroux, secrétaire d'État chargé des transports, a annoncé, vendredi 30 août, une série de mesures en faveur des artisans mariniers, au terme de négociations tenues avec une délégation de la profession. Pour pallier les effets du retard de la campagne céréalière et l'actuelle dépression du marché du blé, le secrétaire d'État aux transports a décidé le report des cotisations sociales et du paiement des frais d'internat (pour les enfants des mariniers), qui s'ajoute au report d'échéances fiscales précédemment annoncé.

M. Auroux a également annoncé des mesures à long terme. Il a souhaité que des initiatives soient prises pour promouvoir la voie d'eau (réunions nationale et régionales des partenaires économiques concernés) et que soit intensifié l'effort de l'État en faveur des embranchements fluviaux. Surtout, un plan social va être mis en place permettant aux bateliers âgés de soixante ans et plus de partir à la retraite avec des ressources équivalant à celle qu'ils pourraient percevoir à soixante-cinq ans. Le ministre propose, en outre, que les bateliers bénéficient d'une prime pour adaptation et modernisation. Enfin, il autorise les propriétaires de chalands de Seine âgés de moins de soixante ans à revendre leur bateau à l'Office national de la navigation (ONN).

D'autre part, M. Auroux a décidé de mettre en place une formation continue pour les jeunes ainsi qu'une formation-conversion, également financées par le secrétariat d'État aux transports, en liaison notamment avec les organismes de formation des autres professions du transport.

Ces mesures seront discutées avec la Chambre nationale de la batellerie artisanale (CNBA) qui prendra ses fonctions le 2 septembre et dont le président sera vraisemblablement M. Adolphe Lamot. Quant à la concurrence, que les mariniers ont qualifiée de *« déloyale »*, de la SNCF, M. Auroux a tenu à dire qu'il *« se refusait à une répartition autoritaire entre les différents modes de transport français »*, mais qu'il avait fait savoir à la SNCF et aux transports routiers qu'il ne saurait être question pour eux de pratiquer des tarifs de dumping.

Pendant les entretiens, une quarantaine de péniches ont bloqué vendredi après-midi la Seine près du pont Alexandre-III.

CONFLITS SOCIAUX

● **Wonder occupé.** – A Lisieux (Calvados), l'occupation de la salle du comité d'entreprise de l'usine Wonder a été levée samedi 31 août vers 10 heures, les responsables du groupe Tapie et les salariés ayant engagé une discussion. Deux responsables du groupe retenus dans les locaux de l'entreprise ont été « libérés ». La fédération du PC du Calvados devait apporter son soutien à cette manifestation destinée à empêcher la fermeture de l'usine et deux cents licenciements. La veille, une polémique avait opposé les syndicats de l'entreprise à la direction, et les manifestants CGT et CFDT avaient envahi la salle du comité central d'entreprise à Saint-Ouen.

● **Aux aciéries de Pompey (Meurthe-et-Moselle)**, la situation semble s'apaiser. Les syndicats ont eu en effet l'assurance qu'ils seront reçus le 5 septembre au ministère du redéploiement industriel et le 9 septembre par la direction de Sacilor.

● **Incidents à Nantes.** – Cinq cents ouvriers de Dubigeon (filiale d'Alsthom-Atlantique) ont manifesté vendredi 30 août au matin devant la préfecture de Loire-Atlantique contre de nouvelles suppressions d'emplois, à l'appel de la CGT et de la CFDT. Lors du comité d'entreprise réuni le jeudi 29 août, une réduction des effectifs à 550 ou 600 personnes (au lieu de 1 150 aujourd'hui) avait été annoncée alors que le plan Langagne prévoyait 950 salariés fin 1986. Les manifestants ont jeté des boulons et des pavés. Les policiers ont répliqué par des grenades lacrymogènes.

Économie

Augmentation de la cotisation-vieillesse ?

(Suite de la première page.)

Sauf à tailler dans le vif, et cette fois réduire la protection sociale des Français.

Le même raisonnement met en garde contre des mesures tardives – et douloureuses – en 1986. Il faut donc appliquer rapidement un plan de financement. L'axe devrait en être une augmentation d'un point de la cotisation vieillesse des salariés. Celle-ci pourrait rapporter à elle seule un peu plus de 10 milliards de francs au régime général (14 milliards à l'ensemble des régimes). Cela n'exclurait pas certaines économies par ailleurs, notamment sur les dépenses de santé, et des efforts de gestion. On passerait ainsi 1986 dans de bonnes conditions. La mesure serait d'ailleurs logique, puisque c'est l'accroissement structurel des dépenses de retraite qui contribue le plus au déficit.

Sur le plan psychologique, cette tactique aurait plusieurs avantages. Elle serait acceptée par la majorité des syndicats – la CFDT n'a-t-elle pas pris le risque de la suggérer ? – et même par l'opinion : tous les Français ne sont-ils pas concernés par la consolidation des retraites ? En contrepartie de son coût, elle confirmerait l'engagement de l'Etat en faveur des régimes de répartition, au moment où des doutes naissent à ce sujet (l'idée d'une privatisation partielle a été avancée).

La réduction des prélèvements obligatoires

L'autre thèse est soutenue au ministère de l'économie. Elle peut trouver des avocats ailleurs. Il faut prendre en compte, dit-elle, la situation de l'ensemble du système de sécurité sociale, quel que soit le déséquilibre – structurel – des retraites. Il faut donc attendre de connaître avec précision les résultats de l'exercice 1985, qui peut encore réserver des surprises favorables, pour connaître les besoins de financement.

Surtout, il faut refuser *a priori* d'accroître les cotisations, rechercher d'abord, obstinément, toutes les économies possibles dans le cadre actuel et tirer le maximum de rendement d'une trésorerie pour l'instant abondante. Toute gestion saine de la Sécurité sociale doit agir en priorité sur les dépenses. Le recours à l'augmentation des recettes comporte le risque d'inciter au laxisme : comment convaincre alors les syndicats et l'opinion de la nécessité d'économiser ? Relever les cotisations, c'est se résigner à terme à une course sans fin entre les recettes et les dépenses, les secondes absorbant toujours les augmentations des premières.

Au courage d'afficher les difficultés du régime général, on oppose ainsi le risque d'affronter l'impopularité provoquée par le contrôle vigilant des dépenses ; aux exigences d'un financement adapté aux besoins réels, celles de la rigueur la plus stricte, même si la cause est un peu affaiblie par les transferts prévus en 1986 au détriment de la Sécurité sociale (*le Monde* du 29 août).

Derrière ce débat se profile évidemment celui de la réduction des prélèvements obligatoires. Augmenter la cotisation vieillesse, n'est-ce pas risquer de les accroître ? En fait, le gouvernement disposerait d'une certaine marge de manœuvre : si le produit intérieur brut (PIB) augmente comme prévu de 2 % en 1986, la baisse attendue des prélèvements permettra largement d'« absorber » l'effet d'un relèvement d'un point de la cotisation vieillesse.

Tout dépend en fin de compte de la vigueur avec laquelle on entend mener la baisse des prélèvements, et du niveau que l'on veut atteindre à la fin de 1986. Considère-t-on cette baisse comme une contrainte nécessaire pour faire accepter une remise en ordre de la protection sociale, un échenillage impitoyable des dépenses ? Ou bien, sans abandonner l'objectif, juge-t-on que l'on peut se contenter de ralentir le rythme de réduction des prélèvements ?

La réponse dépend aussi – surtout ? – de considérations politiques. En période pré-électorale, tout gouvernement hésite à décider un *relèvement de cotisations, qui pèsera* sur le pouvoir d'achat des Français. M. Barre, par exemple, renonça à le faire en 1978 – ce qui l'obligea à prendre des mesures sévères l'année suivante. Cette fois, l'opposition ne manquerait pas de tirer parti de l'annonce d'un nouveau plan de redressement du régime général et d'ironiser sur la satisfaction avec laquelle le gouvernement avait affiché un excédent de 18 milliards de francs à la fin de l'an dernier.

Mais la perspective d'un déficit en 1986 n'est-elle pas encore plus redoutable, plus aisément exploitable ? Le soupçon de laisser une « bombe à retardement » aux vainqueurs des élections de 1986 n'est-il pas plus grave encore ? Ne jetterait-on pas ainsi le discrédit sur le travail de redressement antérieur, et même sur les améliorations apportées dans certains domaines de la protection sociale ? N'est-ce pas prendre la responsabilité de coupes drastiques ou de réformes dangereuses qu'un gouvernement de droite pourrait introduire à la faveur d'un plan de redressement ? Peut-on prendre un tel risque au moment où la Sécurité sociale s'apprête à célébrer son quarantième anniversaire ?

Le choix n'est sans doute pas facile. Mais il doit être fait rapidement : avant l'intervention de M. Mitterrand lors des cérémonies de ce quarantième anniversaire, et sans doute même avant la présentation à la mi-septembre du projet de budget de l'Etat, puisque celui-ci, en raison des transferts prévus, pose le problème des recettes de la Sécurité *sociale en général et du régime général* en particulier.

GUY HERZLICH.

LÉGÈRE DÉCÉLÉRATION DES DÉPENSES DE SANTÉ EN JUILLET

Les dépenses d'assurance-maladie ont marqué une légère décélération à la fin de juillet. Selon les statistiques publiées par la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (régime général), en rythme annuel, elles progressaient à la fin de juillet de 10,2 % contre 10,6 % fin juin.

Ce ralentissement est le résultat *de deux mouvements contraires.* Les versements aux établissements d'hospitalisation se ralentissent : l'augmentation sur douze mois était de 7,8 % contre 8 % à la fin juillet.

En revanche, les dépenses de médecine de ville augmentent. Les remboursements d'honoraires médicaux s'accélèrent très légèrement (+ 13 % contre + 12,9 %) – en particulier, le nombre des visites ne ralentit guère (+ 4,3 % sur un an contre + 4,5 % fin juin). Les dépenses de pharmacie progressent toujours fortement (+ 15 % fin juillet en moyenne annuelle, contre + 15,1 % fin juin), les remboursements d'analyses (+ 13 % contre 12,8 %) et surtout d'auxiliaires médicaux (+ 17,8 % contre 17,4 %) s'accélèrent.

Conflit ouvert et procès d'intention au sein de la Maison des chômeurs

Rien ne va plus à la Maison des chômeurs de Paris, déjà curieusement fermée pendant deux mois (*le Monde* du 10 août). Face à face, M. Maurice Pagat, fondateur de cette expérience originale, secrétaire général du Syndicat des chômeurs, et M. Michel Vergely, devenu son adjoint, qui s'affrontent ouvertement et publiquement.

Dans une circulaire de *« mise en garde »* en date du 23 août, M. Pagat reproche à son lieutenant de se livrer à *« une scandaleuse campagne d'intoxication et de manipulation qui a pour but, à l'approche des élections, d'entraîner le mouvement des chômeurs dans une aventure politicienne totalement incohérente et irresponsable ».* Pour sa part, il annonce son intention de lancer une campagne en faveur d'un *« pacte pour l'emploi »*, qui devrait amener les organisations syndicales et politiques à s'engager formellement.

Dans une lettre expédiée le 29 août, M. Michel Vergely réplique en évoquant le *« mystère »* des finances du syndicat, confondues avec celles de la Maison des chômeurs, qui n'a toujours pas de structures juridiques ni de conseil d'administration.

Prêt à prendre la tête d'une scission, M. Michel Vergely, assure qu'un collectif des maisons de chômeurs dissidentes va être constitué et il demande aux militants de créer des unions locales et régionales afin de *« mettre sur pied une fédération nationale ».* La querelle ne s'arrête pas là. Par un nouveau communiqué, M. Pagat a fait savoir qu'il tiendra une conférence de presse le 2 septembre pour tout expliquer, y compris l'aspect financier de l'affaire. La Maison des chômeurs, annonce-t-il, réouvrira le lendemain et reprendra son service de placement des offres d'emplois.

A. Le.

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS — Semaine du 26 au 30 août

Reprise d'été ou simple sursaut ?

LA pendule de la Bourse de Paris se serait-elle mise ces derniers jours à l'heure de la reprise d'été ? Tout s'est passé rue Vivienne comme si un événement de ce type s'y était bien produit. Déjà, la semaine précédente, quelques frémissements avaient été enregistrés, qui avaient permis au marché de terminer sa prestation hebdomadaire sur un score à peu près nul. Cette fois, les aiguilles des différents instruments mesurant la température à la corbeille ont bougé, et à la hausse.

Lundi, elles étaient encore restées à peu près immobiles (– 0,05 %), mais avaient commencé à se décaler vers le haut dès le lendemain (+ 0,59 %). Mercredi, plus d'un degré fut gagné d'un seul coup (+ 1,09 % très exactement), et encore quelques fractions jeudi (+ 0,29 %). La Bourse allait-elle parvenir à tenir la distance pour la dernière séance ? A la veille du week-end, des dégagements se produisirent, mais généralement d'assez faible ampleur ils n'eurent pas vraiment d'impact sur la performance accomplie. D'un vendredi à l'autre, les divers indices ont monté de 1,5 % environ.

Il faut revenir presque trois mois en arrière pour trouver une hausse de cette qualité. Car, de surcroît, le mouvement s'est appuyé sur des volumes d'échanges très sensiblement accrus, d'importance très comparable (400 millions de francs quotidiennement) à ceux encore enregistrés en juillet, avant le marasme du mois d'août.

« Il s'agit cette fois d'un mouvement sérieux »,* nous confiait le responsable du département « Bourse » d'un grand établissement de la place ; interrogé sur le point de savoir si ce redressement était le bon ou s'il ne s'agissait que d'un sursaut, devait répondre : *« Ce sont plus que des prémices. »

Hausse d'été ou pas, d'assez bonnes nouvelles sont parvenues sous les lambris ; elles sont de nature à regonfler le moral des investisseurs « bronzés », tous les jours plus nombreux, et à redonner de l'énergie au marché.

A sa manière, M. Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget, a contribué à réchauffer l'atmosphère. De quelle façon ? En procédant d'abord au réaménagement de l'euro-emprunt contracté en octobre 1982 (4 milliards de dollars), au moment où les comptes extérieurs du pays étaient lourdement déficitaires, et au remboursement anticipé du dixième de son montant, ce qui fut interprété comme le signe que *« la situation financière de la France est moins inquiétante »*, en annonçant ensuite le redressement de la balance des paiements pour le deuxième trimestre (5,1 milliards de francs d'excédent en données corrigées), puis un assouplissement du contrôle des changes pour les investissements français hors de la CEE ; finalement, en laissant entendre que la croissance dans l'Hexagone pourrait être de l'ordre de 2,5 % (en rythme annuel) pour le second semestre.

Si toutes ces informations n'ont pas convaincu la communauté que la situation s'améliorait vraiment, elles ont au moins eu le mérite de favoriser des initiatives. Constamment à l'écoute, les opérateurs restent soucieux de ne pas laisser échapper les bonnes occasions. Avec les anticipations plus optimistes faites par les « majors » sur les réserves de brut situées dans le sous-sol de la région parisienne, cette vigilance les a incités à prêter beaucoup plus d'attention aux valeurs pétrolières. La Française de raffinage (+ 18 %), Esso (+ 12,8 %) et Sogerap (+ 10,3 %), surtout, en ont largement profité, Total et BP se contentant de gains plus modestes (2,4 % et 5 % respectivement). Mais, par contagion, ELF a monté de 3 %.

Autre bonne nouvelle, elle aussi inattendue et inhabituelle à cette époque : la publication par Michelin de ses comptes semestriels provisoires, miraculeusement revenus dans le noir (400 millions de francs environ de bénéfices contre un déficit de 1 221 millions de francs en 1984 à pareille époque) pour la première fois depuis cinq ans. *« Même si les résultats du second semestre ne sont pas aussi bons,* disait-on rue Vivienne, *pour l'année ils seront de toute façon meilleurs que les prévisions ne le laissaient espérer. »*

En choisissant la fin du mois d'août pour les rendre publics (ces chiffres sont généralement connus en octobre ou en novembre), Michelin n'agissait naturellement pas en toute innocence. Pour une fois qu'il n'avait plus à parler « déficit » ou « licenciements », Bibendum a saisi cette occasion inespérée de mettre la Bourse en condition pour la préparer à son augmentation de capital prévue l'automne prochain dans le cadre d'une émission dont le montant pourrait se situer plus près du milliard de francs que des 500 millions.

Ce bénéfice tombé du ciel chez Michelin a, bien sûr, fait grimper l'action de l'entreprise (+ 9,8 %) à son plus haut niveau depuis 1978, mais il a eu aussi, comme dans le cas des pétroles, un indéniable effet d'entraînement sur tout le marché. Très sélectif, notons-le quand même, l'intérêt s'est ravivé sur les titres d'entreprises en voie de redressement. Peugeot a monté de 9,5 % et refranchi la barre des 400 F ; CSF a connu une hausse plus modeste de 2,5 %, mais on dit que le groupe pourrait, avec d'autres sociétés françaises, profiter du choix (encore en l'état d'espoir) fait par l'armée américaine du système de transmission RITA.

Les valeurs intéressées aux industries du bâtiment et des travaux publics ont, elles aussi, retrouvé des couleurs (Poliet, Maisons Phénix, SCREG, ainsi que Colas, au plus haut de l'année). Leur dépréciation, il est vrai, était importante, mais les opérateurs ont surtout été attirés par les promesses de la diversification entreprise par de nombreuses sociétés du secteur. Au-delà des hausses enregistrées, ce retour sinon en grâce, du moins à de meilleures dispositions, apparaît du reste dans le montant des achats à découvert, qui, à la fin du mois, avait progressé de 6 % pour atteindre 73,5 millions de francs.

Bref, encouragé de surcroît par Wall Street et les autres places étrangères, la Bourse de Paris a, d'une manière générale, paru vouloir vraiment s'éveiller cette semaine. Mais n'est-ce pas qu'une simple impression ? Vendredi, les courants d'affaires ont été moins importants, et le léger tassement des cours a fait dresser l'oreille à quelques-uns. Fallait-il voir dans le phénomène le seul effet d'une consolidation consécutive à trois journées de hausse (2 % environ) ou le réflexe habituel de la prudence ?

Beaucoup attendaient la publication des dernières statistiques sur la situation économique des Etats-Unis, et les prévisions des financiers américains à ce sujet n'étaient pas très bonnes. Elles furent en partie déjouées, mais on ne devait l'apprendre qu'assez tard vendredi soir.

D'autres objectaient que, pour l'instant, ces résultats étaient sans grande importance sur la tenue du marché ici. Pour eux, l'économie allemande doit maintenant tenir le rôle de locomotive. De toute façon, le bâtiment se porte mieux également, industriellement parlant, de l'autre côté de l'eau, et quand le bâtiment va... A n'en pas douter, le volume des liquidités disponibles fera la différence. Et il risque de mincir encore. Le calendrier des émissions (actions, obligations...) est assez chargé pour la rentrée (voir ci-contre), et, à lui seul, le groupe Sanofi va ratisser 800 millions de francs pour pratiquement doubler son capital.

En l'absence de certitude sur la conduite à venir de la Bourse, une assurance du moins : le marché est sain. Fin août, le volume des achats à découvert atteignait 1,4 milliard de francs (– 1,26 % d'un mois à l'autre). Au rythme actuel des affaires, cela représente *moins de quatre séances de Bourse.*

ANDRÉ DESSOT.

SICAV et fonds communs : enquêtes systématiques de la COB

La Commission des opérations de Bourse (COB) devrait procéder, dès la fin de l'année, à une enquête systématique sur les opérations effectuées par les organismes de placement collectif en valeurs mobilières (SICAV et fonds commun de placement).

Dans son dernier bulletin mensuel, la COB estime en effet nécessaire ces investigations, car elle a relevé quelques anomalies dans le comportement de SICAV court terme lors du coup de tabac qui avait secoué le marché obligataire en novembre dernier, après de l'annonce de la création de certificats de dépôt négociables.

Une SICAV de trésorerie a effectué à deux reprises, les 12 et 13 novembre, des opérations à découvert bancaire pour un montant de 14 millions de francs afin de faire face aux importantes demandes de remboursement de sa clientèle, essentiellement composée de trésoriers d'entreprises ou d'associations, indique la COB.

Ces découverts, bien que de faible durée, constituent une infraction, car les SICAV *« ne peuvent pas emprunter »*, rappelle la COB. D'autre part, cette SICAV et une autre du groupe auquel elle appartient ont effectué des opérations croisées, favorisant ainsi, selon la COB, la SICAV *« réservée à une clientèle particulièrement vigilante au détriment d'une SICAV plus banalisée ».*

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	26 août	27 août	28 août	29 août	30 août
RM	233 038	843 403	473 680	467 454	464 217
Comptant					
R. et obl. .	1 813 652	2 227 984	2 124 265	2 167 230	1 956 963
Actions . .	53 051	88 406	104 310	72 286	74 320
Total	2 099 741	3 159 793	2 702 255	2 706 970	2 495 500

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 28 décembre 1984)

Françaises	117,2	117,8	118,8	119	–
Étrangères	94,4	94,5	93,7	94,2	–

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 28 décembre 1984)

Tendance .	124,6	125,2	126,6	126,9	126,6

(base 100, 31 décembre 1981)

Indice gén.	218,4	219,7	221,8	222,5	222,4

SECOND MARCHÉ (base 100, 28 décembre 1984)

	3 août	23 août	Variat. %	Plus haut	Plus bas
Indice ...	112,7	111,4	+ 1,2	117,9	99,7

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 23-8-85	Cours 30-8-85
Or fin (kilo en barre) ...	90 500	91 800
– (kilo en lingot) ...	90 850	92 000
Pièce française (20 fr.) .	584	582
Pièce française (10 fr.) .	431	430
Pièce suisse (20 fr.) ...	588	589
Pièce latine (20 fr.)	542	541
● Pièce tunisienne (20 fr.)	530	530
Souverain	666	676
Souverain Elizabeth II ..	670	680
● Demi-souverain	385	375
Pièce de 20 dollars	3 775	3 820
– 10 dollars	1 962	1 990
● – 5 dollars	1 300	1 300
– 50 pesos	3 460	3 455
● – 20 marks	665	676
– 10 florins	562	562
● – 5 roubles ...	420	420

● Cotations le jeudi seulement.

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (*)

	Nbre de titres	Val. en cap. (F)
C.S.F. (1)	235 745	132 974 304
Peugeot (1)	324 818	127 018 004
Midi (1)	33 312	97 321 602
B.S.N. (1)	43 566	91 008 461
Michelin (1)	62 573	75 886 126
Chargeurs (1) ...	91 103	61 037 598
Moët	24 225	44 965 634
Navigat. mixte (1)	104 164	43 457 079
Carrefour	15 284	35 381 942
L'Air liquide	61 637	34 874 355
Dumez	39 903	33 672 069
Perrier	63 216	31 907 840
S.C.O.A.	266 568	29 573 899

(*) Du 22 au 29 août compris.
(1) Séance du 30 août incluse.

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK
Raffermissement

Malgré la minceur des courants d'affaires, la tendance s'est assez sensiblement raffermie cette semaine à Wall Street. Vendredi, l'indice des industrielles s'établissait à la cote 1334, en progrès de 15,68 points par rapport à son niveau du 23 août.

Les opérateurs ont été quelque peu encouragés à reprendre des positions à la lumière des dernières statistiques économiques. Malgré les craintes, il s'est en effet avéré que le bâtiment s'était mieux porté que prévu en juillet, avec une augmentation de 1,4 % du nombre de maisons neuves vendues désormais au plus haut depuis deux ans. L'amélioration de la productivité des entreprises le même mois (+ 1 %) a également fait bonne impression bien qu'elle ait été en partie due à l'accroissement des stocks. Enfin, l'annonce à la veille du week-end d'un déficit commercial moins lourd que prévu (10,5 milliards de dollars au lieu des 12,8/13,4 milliards redoutés) a été bien accueillie. En revanche, la publication de l'indice des indicateurs avancés (toujours pour juillet), en hausse de 0,4 %, a laissé la Communauté sur sa faim, la chute des commandes à l'industrie (– 1,3 %) n'ayant pas paru de très bon augure.

Les affaires ont été très calmes cette semaine précédant un long week-end de trois jours. Tous les marchés financiers et commerciaux américains chômeront le 2 septembre pour le « Labor Day ».

	Cours 23 août	Cours 30 août
Alcoa	34 5/8	35 5/8
ATT	21 3/8	21 1/4
Boeing	46 3/8	48 1/8
Chase Man. Bank ..	56	55 1/4
Du Pont de Nemours	57 1/4	57 3/4
Eastman Kodak ...	44 1/4	43 5/8
Exxon	50 7/8	52 5/8
Ford	43 5/8	43 7/8
General Electric ...	60	61
General Foods	77 1/8	81 1/8
General Motors ...	66 3/4	67 3/8
Goodyear	28	27 7/8
IBM	126 3/4	126 3/4
ITT	32 1/4	34 7/8
Mobil Oil	29 1/4	29 1/4
Pfizer	47 3/4	48 1/8
Schlumberger	36 1/2	36 5/8
Texaco	35 3/4	36 3/4
UAL Inc.	56 1/8	54 1/2
Union Carbide	54 1/8	57 1/8
US Steel	30 5/8	30
Westinghouse	33 7/8	38 7/8
Xerox Corp	58 5/8	51 3/4

LONDRES
Plus 2,3 %

Encore une bonne semaine pour le marché londonien, qui, encouragé par l'espoir d'une prochaine baisse des taux d'intérêt et stimulé par la multiplicité des OPA et une série de bons résultats industriels, a grimpé de 2,3 %. Le mouvement de hausse a été à peu près général et a permis à l'indice des industrielles de refranchir la barre des 1 000 points pour la première fois depuis trois mois.

L'aggravation de la situation en Afrique du Sud (fermeture des marchés des changes et de la Bourse) a provoqué une nouvelle chute des mines d'or, dont l'indice est tombé à son plus bas niveau depuis trois ans. Une reprise s'est cependant produite au dernier moment dans l'attente des mesures projetées à Pretoria pour défendre le rand.

Indices « F.T. » du 30 août : industrielles, 1 013,9 (contre 991,4) ; mines d'or, 290,7 (contre 311,3) ; Fonds d'État, 83,54 contre 83,70).

	Cours 23 août	Cours 30 août
Beecham	343	343
Bowater	310	340
Brit. Petroleum ...	548	588
Charter	183	183
Courtaulds	129	137
De Beers (*)	475	430
Free State Ged. (*)	18 7/8	18 5/8
Glaxo	12 7/8	13 35/64
Gt. Univ. Stores ...	870	865
Imp. Chemical	649	674
Shell	686	725
Unilever	10 29/69	10 1/2
Vickers	285	293
War Loan	36 1/4	36 1/8

(*) En dollars.

FRANCFORT
Très ferme

La *reprise des achats étrangers* a permis au marché allemand de se redresser à mi-parcours et de monter de 4 % en moyenne malgré d'inévitables prises de bénéfices. L'intérêt s'est principalement porté sur les banques, les automobiles et la sidérurgie.

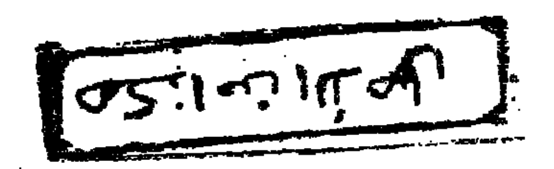
Indice de la Commerzbank du 30 août : 1 472,80 (contre 1 415).

TOKYO
Toujours bien orienté

Malgré une tendance assez irrégulière, le mouvement de hausse s'est poursuivi cette semaine à Tokyo, mais à une cadence ralentie. Il a été en bonne partie conduit par les « blue chips », les biotechnologies, mais aussi par Mitsubishi Heavy Industries et Kajima Construction, deux valeurs très entourées ces derniers jours.

(Indices du 31 août : Nikkei Dow Jones, 12 716,52 (contre 12 691,41) ; indice général, 1 017,58 (contre 1 015,38).

	Cours 23 août	Cours 30 août
Akai	370	365
Bridgestone	559	548
Canon	933	931
Fuji Bank	1 600	1 580
Honda Motors	1 400	1 370
Matsushita Electric	1 290	1 210
Mitsubishi Heavy ..	375	395
Sony Corp.	3 750	3 550
Toyota Motors	1 130	1 150



Crédits - Changes - Grands marchés

L'euromarché

Chances minimes pour l'Afrique du Sud d'obtenir le renouvellement des crédits

L'Afrique du Sud sera-t-elle bientôt contrainte de renégocier sa dette extérieure qui s'avère d'autant plus dangereuse que sur l'équivalent de 17 à 18 milliards de dollars, 12 milliards sont à court terme ? La question est maintenant sérieusement envisagée si, comme on peut le craindre, le gouverneur de la Banque centrale sud-africaine, qui s'entretenait jeudi à Londres avec la Banque d'Angleterre, avant de se rendre aux Etats-Unis pour discuter avec les dirigeants du système de Réserve fédéral, puis certainement en Suisse et en Allemagne, n'arrive pas, à l'issue de sa tournée, à renouveler ses engagements à moins d'un an ou à trouver l'équivalent de plusieurs milliards de dollars de crédits gagés sur l'or que détient le premier producteur mondial de métal jaune.

Le problème de la dette à moyen terme est moins crucial, aussi longtemps tout au moins que l'Afrique du Sud acquittera les intérêts. Du reste, une renégociation éventuelle dans ce domaine se limiterait aux eurocrédits bancaires, la règle, à ce jour, étant que les émissions euro-obligataires ne sont pas renégociables. Le montant de ces crédits est de l'ordre de l'équivalent de 2,8 milliards de dollars.

Il y a encore en circulation quelque cinquante-six euroémissions publiques représentant l'équivalent de 2,4 milliards de dollars pour des débiteurs sud-africains. A cela il faut ajouter les placements privés en francs suisses et autres devises qui doivent représenter l'équivalent de 200 millions de dollars. Avec l'équivalent de plus de 1,3 milliard de dollars, le deutschemark est la devise la plus utilisée par les emprunteurs d'Afrique du Sud, les autres devises étant, par ordre décroissant et sans tenir compte des opérations privées en francs suisses, le dollar américain, l'ECU et la livre sterling.

Les euroémissions publiques ne se traitent quasiment plus sur le marché secondaire depuis une quinzaine de jours. Cependant, il y a peu de chance pour que les porteurs cherchent à s'en débarrasser. Les investisseurs qui, dans le passé, ont toujours acquis ces obligations parce qu'elles sont dotées de coupons nettement plus élevés que ceux qu'accompagnent les émissions d'autres emprunteurs, l'ont fait en étant conscients du risque politique encouru. Pour cette raison, les cours encore disponibles n'enregistrent pas les décotes catastrophiques auxquelles on aurait pu s'attendre. Dans le secteur du deutschemark, par exemple, l'émission 8,25 % 1993 d'ESCOM qui est garantie par la République d'Afrique du Sud, se tenait encore vendredi matin aux alentours de 95,50-96,50. Le 7,75 % 1992 de la République elle-même était coté, par suite de son coupon plus faible, aux environs de 92,75-93,25. Il n'existe pas de cotations pour les émissions en francs suisses parce qu'elles ont été réalisées sous forme privée.

En revanche, le marché secondaire de l'ECU continue d'afficher des cours qui, après une chute initiale, se sont vivement repris parce que leurs coupons sont de 2 % à 3 % plus hauts que ceux des émissions qui sont actuellement lancées sur le secteur primaire. C'est ainsi que le Postmaster (les postes) 11,625 % 1987 est à 100-100,75 % et que le 11,25 % 1989 de la République d'Afrique du Sud se trouve à 99,25-100. Plus le coupon descend tandis que la durée s'allonge, plus bas sont les cours : le SATS 10,375 1990 n'est plus qu'à 96,25-97.

Le secteur des euroémissions à taux fixe libellées dans la devise des Etats-Unis s'est bien repris. Sur le marché secondaire, les cours ont progressé d'environ 0,50 % cette semaine. Sur le marché primaire, six eurotransactions nouvelles totalisant 1 milliard de dollars ont vu le jour. Cette mini-explosion primaire n'a toutefois pas pour corollaire un regain d'achats de la part des investisseurs finaux. Le papier reste en grande partie entre les mains des établissements chefs de file qui peuvent aisément les financer par suite de l'écart de près de 3 % qui existe actuellement entre les taux à courte échéance et ceux à moyen terme. Les euroinvestisseurs quant à eux restent sur la réserve. Ils ne sont certains, ni de l'évolution des taux d'intérêt outre-Atlantique, ni de celle du dollar.

L'attrait des devises fortes

En revanche, les établissements bancaires internationaux frustrés du manque à gagner que leur a causé la faible activité primaire durant le mois d'août se sont jetés à corps perdu dans la guerre des mandats rendue à nouveau possible par un différentiel de taux d'intérêt aussi grand que rentable. C'est ainsi que jeudi, à l'issue d'une concurrence acharnée, une banque japonaise domiciliée à Londres, Mitsubishi Finance International, a obtenu le mandat de diriger un euroemprunt de 200 millions de dollars pour la General Electric Credit Corporation. L'opération s'étendra sur sept ans, mais les prêteurs auront la possibilité, s'ils le désirent, de la prolonger jusqu'à vingt ans. Les conditions ont laissé pantois tout un chacun : un coupon annuel de 9,75 % sur un prix d'émission de 100,625 pour donner un rendement à échéance de seulement 9,63 %, soit de 20 points de base inférieurs à ce que procurait au même moment les obligations de même durée du gouvernement américain ! C'est évidemment maigrelet, et la transaction s'est rapidement traitée sur le marché gris avec une décote supérieure à la commission bancaire de 1,875 %. Mais compétition oblige : c'est la première fois qu'une maison japonaise bat, sur leur propre terrain, les grandes banques d'investissement américaines au terme d'appels d'offres financiers faits par une grande société américaine.

Les deux transactions qui, au niveau primaire, s'en sont le mieux sorties, sont dotées de conditions moins parcimonieuses telles, d'une part, celle de 100 millions de dollars sur sept ans proposée par la Banque de développement du Japon (JDB) et, d'autre part, celle de 250 millions sur également sept ans, offerte par la General Motors Acceptance corporation (GMAC). L'opération nippone a été mise sur le marché à partir d'un coupon annuel de 10 % et d'un prix d'émission de 101,75 pour donner un rendement à échéance de 9,64 %. Cela représentait, le jour du lancement, dix huit points de base de moins que le rendement procuré par les obligations à même échéance du Trésor des États-Unis. Mais l'offre de la Banque de développement du Japon à l'énorme avantage d'être directement et inconditionnellement garantie par le gouvernement japonais.

Si le dollar américain continue de susciter certaines appréhensions de la part des investisseurs internationaux, les autres devises jouissent pleinement de la présente détente des taux d'intérêt. Le secteur du marché euro-obligataire libellé en deutschemark, qui a été le premier à en profiter tout au long du mois d'août, devrait continuer à en bénéficier le mois prochain : la perspective d'une détente supplémemaire des taux d'intérêt subsiste outre-Rhin et le calendrier des nouvelles émissions internationales destinées a voir le jour en septembre est relativement léger. Comme il a été limité à 2,8 milliards de deutschemarks, on est assuré de voir le niveau des coupons annuels régresser jusqu'à la barrière psychologiquement importante des 6 % sur des euroémissions à dix ans. On sait d'ores et déjà que le CCF est inscrit sur ce calendrier avec un euroemprunt à taux fixe de 150 millions de deutschemarks qui, sous la direction de la Westdeutsche Landesbank Girozentrale, devrait voir le jour durant la dernière semaine de septembre si le swap sous-jacent peut être réalisé à cette époque. Les deux emprunteurs autorisés à solliciter le marché de l'eurofranc français au cours du mois de septembre sont l'EDF, avec la garantie de la République française et la Banque européenne d'investissement (BE). En attendant, Mobil Corporation a lancé mercredi son euroémission de 500 millions de francs français, qui était inscrite au calendrier d'août. D'une durée de cinq ans, elle sera émise au pair avec un coupon annuel de 11,125 %.

CHRISTOPHER HUGHES.

Les devises et l'or

Rebondissement du dollar en fin de semaine

Sans la crise du rand sud-africain et la très forte dévaluation du peso bolivien, la semaine sur la marché des changes aurait été des plus calmes. Soutenu par des nouvelles économiques moins défavorables que les semaines précédentes, le dollar était en hausse vendredi après-midi.

Après un test à la baisse lundi 26 août à 2,74 DM, le dollar se ressaisissait à 2,7580 DM et à 8,42 F sur l'impression du comité de l'Open Market que la FED n'encouragerait pas une baisse des taux d'intérêt et pourrait redevenir un peu plus restrictive.

Cette tendance se poursuivait mardi à 2,7790 DM à Francfort et à 8,4830 F à Paris. Les histoires d'espions en Allemagne fédérale aidaient le billet vert à se raffermir par rapport au mark.

Avec des niveaux de transaction très faibles (en début de semaine, la City de Londres ne travaillait pas en raison du *Summer Day* et, dès mercredi, les milieux américains préparaient leur long week-end du *Labor Day)*, le dollar retombait un peu mercredi à 2,7750 DM et à 8,45 F et jeudi à 2,7680 DM et à 8,4690 F, sans que les cambistes y voient d'autre raison que l'attente des indicateurs économiques américains.

Or, antant les indices des dernières semaines poussaient au pessimisme, autant ceux du 30 août remontaient le moral des milieux financiers. Avec un déficit de 10,50 milliards de dollars, en juillet, le commerce extérieur était meilleur que le mois précédent (moins 13,4 milliards de dollars) et le net recul des importations (moins 9,5 %) apparaissait comme un signe favorable. D'autant que, dans le même temps, l'indice composite des indicateurs économiques était légèrement supérieur avec 0,4 % à ce qu'attendaient les opérateurs.

Comme les ventes d'automobiles marchent bien (+ 8,3 %) pour la période s'achevant le 19 août et que les ventes de logements neufs sont au plus haut depuis dix-neuf mois — c'était là deux des moteurs de la reprise il y a deux ans — le billet vert terminait au plus haut à 8,50 F au fixing à Paris, puis à 2,7950 DM et 8,54 F dans les cotations interbancaires, en fin d'après-midi.

Aux « bonnes nouvelles » s'ajoutait la nécessité de couverture de positions courtes pour de nombreux opérateurs new-yorkais.

Malgré de très bons indices économiques (un excédent commercial record et une inflation négative pour le second mois consécutif), le DM est resté stable, tout comme le franc. La lire italienne, toujours au plus haut dans le SME depuis sa dévaluation, n'a même pas subi le contrecoup d'un déficit commercial record pour juin (12,3 milliards de francs) comme pour les six premiers mois (85 milliards de francs).

Les milieux financiers s'intéressaient donc aux évolutions des monnaies secondaires. La dévaluation de 95 % du peso bolivien accompagne un des plus sévères programmes d'austérité jamais promus en Amérique latine.

La crise du rand sud-africain a été suivie plus attentivement. Sur cette monnaie flottante, la pression était telle du fait des événements politiques — la baisse avait atteint 12 % pour la seule journée de mardi à 35 cents pour un dollar — que les autorités de Pretoria ont décidé ce jour-là de fermer le marché des changes et la Bourse des valeurs jusqu'au 2 septembre. Au-delà des mesures de soutien à sa monnaie, contrôle des changes et ventes d'or à court terme avec clause de rachat — le pays a besoin d'une aide de ses créanciers pour faire face à une crise de trésorerie. Alors que la majeure partie de l'endettement sud-africain, s'élevant au total à 17 milliards de dollars, est à court terme, Pretoria a besoin d'un rééchelonnement rapide. La mise en place d'une telle aide pose plus de problèmes politiques pour les gouvernements et pour les banques que lorsqu'il s'agit du Mexique. Autant dire qu'il sera difficile de sortir de cette crise, et la France, qui a ouvert d'importants crédits à Pretoria pour l'achat de deux réacteurs nucléaires, notamment, n'est pas la mieux placée.

L'or enfin a varié en cours de semaine, l'once passant à Londres de 334,85 dollars lundi à 340,90 dollars mercredi, avant de terminer la semaine à 333,25.

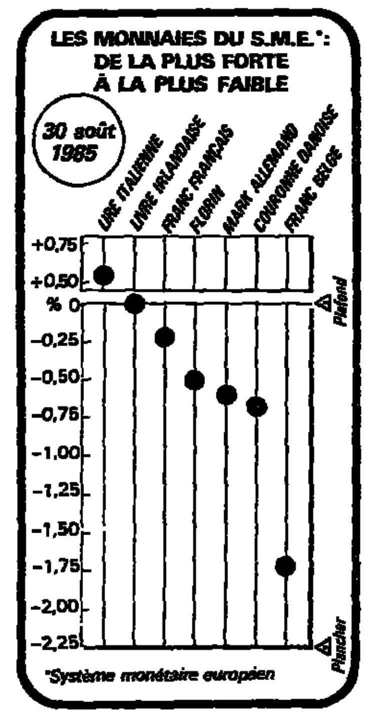
BRUNO DETHOMAS.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 26 AOUT AU 30 AOUT

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	$ E.U.	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
Londres	–	–	–	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–	–	–	–
New-York	1,3980	–	11,7000	43,4783	35,7270	1,7637	31,8866	0,0533
	1,4058	–	11,9090	44,4444	36,3769	1,7950	32,3311	0,0541
Paris	11,9487	8,5470	–	371,61	305,36	15,0741	271,85	4,5535
	11,7978	8,3970	–	373,20	305,45	15,0727	271,48	4,5463
Zurich	3,2154	2,3000	26,9100	–	82,17	4,0564	73,1552	1,2254
	3,1612	2,2500	26,7952	–	81,85	4,0387	72,7449	1,2182
Francfort	3,9130	2,7990	32,7483	121,70	–	4,9365	89,0767	1,4912
	3,8623	2,7490	32,7379	122,18	–	4,9345	88,8781	1,4864
Bruxelles	79,2666	56,70	6,6339	24,6522	20,2572	–	18,0344	3,0208
	78,7726	55,71	6,6345	24,7600	20,2656	–	18,0116	3,0162
Amsterdam	4,3953	3,1440	36,7848	136,70	112,33	5,5450	–	1,6750
	4,3457	3,0930	36,8346	137,47	112,51	5,5520	–	1,6746
Milan	2624,05	1877,00	219,61	816,09	670,60	33,1041	597,01	–
	2595,04	1847,00	219,96	820,89	671,88	33,1538	597,15	–
Tokyo	332,44	237,80	27,8226	103,39	84,9589	4,1940	75,6361	0,1267
	331,72	236,10	28,1172	104,93	85,8858	4,2380	76,3337	0,1278

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 30 août, 3,588 F contre 3,562 F le vendredi 23 août.



Marché monétaire et obligataire

Reprise des émissions en France

Le gonflement de la masse monétaire américaine annoncé jeudi soir pour la semaine bancaire au 19 août dernier, allié à une série d'indicateurs économiques plutôt favorables aux Etats-Unis, notamment l'indice composite du mois de juillet, a eu un léger effet haussier sur le dollar et sur les taux d'intérêt locaux à la veille d'un long week-end (les marchés américains seront clos le lundi 2 septembre en raison du *Labor Day*). Mais, exception faite de cette petite poussée, le ton était de nouveau à la détente sur les principaux marchés mondiaux.

Dès lundi, le taux moyen de rendement des bons du Trésor à trois mois ressortait à 7,07 % contre 7,14 % lors de la dernière adjudication hebdomadaire. Dans le même temps, les effets à six mois voyaient leur taux de rendement ramené à 7,21 % contre 7,28 % huit jours plus tôt. Les diminutions prévues par les spécialistes ont eu lieu aux adjudications de 7,25 milliards de dollars (titres de cinq ans et deux mois) et 8,75 milliards (bons à un an) de mercredi et jeudi.

On relevait respectivement des taux de 9,62 % (contre 9,95 % précédemment), soit le plus bas niveau pour cette première échéance (cinq ans et deux mois) depuis mars 1978, et 7,36 % (contre 7,60 %) pour la seconde catégorie, plus bas niveau depuis juillet dernier. Au vu de cette désescalade, les familiers du marché considéraient que la prochaine adjudication, prévue pour le 3 septembre, à hauteur de 14,4 milliards de dollars sous forme de bons du Trésor à trois et six mois (en deux tranches et d'un montant identique), ne devrait pas trop pâtir des derniers chiffres relatifs à la masse monétaire. Compte tenu de l'augmentation de 2,8 milliards de dollars de l'agrégat M-1 (lequel atteint à présent 606 milliards), on pourrait craindre que le Fed ne soit amené à *« serrer la vis du crédit »*. Mais, lors de sa réunion des 9 et 10 juillet dernier, dont les procès-verbaux viennent opportunément d'être rendus publics, l'autorité monétaire fédérale avait déjà jugé bon d'élargir à 3 %-8 % (contre 4 %-7 % précédemment) les limites de croissance applicables à cet agrégat M-1. Certains spécialistes contestent la valeur de baromètre de cet agrégat.

En Australie, les autorités locales ont décidé en fin de semaine le relèvement du taux de réescompte de la Banque centrale, lequel a été porté de 15,9 % à 16,5 % avec effet au 29 août.

En Europe, la Bundesbank n'a pris aucune initiative particulière depuis l'abaissement de ses taux d'escompte et du Lombard à la mi-août. Seule l'Italie s'est distinguée. L'appel au civisme financier lancé par le président du conseil, M. Bettino Craxi, afin *« de sauvegarder la reprise économique »* dans la péninsule a été suivi par les grandes banques italiennes, qui décidaient mercredi de ramener de 17 % à 16 % leur taux de base bancaire. L'Italie supporte encore un taux d'escompte de 15,5 %, sans doute l'un des plus élevés... après celui de l'Afrique du Sud.

En France, le fait que la Banque de France ne soit pas intervenue à la baisse dès lundi a suscité un peu de déception sur le marché monétaire, et le taux du loyer de l'argent au jour le jour est remonté de 9 1/2 % lundi à 9 5/8 % le lendemain. Inchangé jusqu'à vendredi matin, ce taux est alors remonté à 9 3/4 % en fin de semaine, le marché manquant un peu de liquidités.

Un peu perturbé en début de semaine par les nouvelles règles applicables aux SICAV et fonds communs de placement (*le Monde* du 27 août), lesquels devront avoir dorénavant un coefficient de liquidités de 10 % (en même temps que les FCP à rotation lente se voyaient légèrement pénalisés dans le cadre d'une modification de la grille d'imposition), le marché secondaire des obligations est apparu un peu hésitant. Résultat : vendredi, les taux des rendements moyens (communiqués par Paribas) ressortaient à 10,78 % (contre 10,74 % la semaine précédente) pour les emprunts à plus de sept ans, 10,44 % (contre 10,40 %) pour ceux à moins de sept ans. Les émissions du secteur public reflétaient un taux net de 10,65 % et brut de 12,05 % (contre respectivement 10,63 % et 12,02 %), tandis que les taux des emprunts privés s'établissaient à 11,09 % net et 12,48 % brut (contre 11,05 % et 12,44 % dans l'un et l'autre cas).

A l'émission, le *Bulletin d'annonces légales obligataires* du 2 septembre (le *« BALO de la rentrée »*) comporte plus de 3 milliards de francs d'emprunts. Parmi les principales signatures, on relève le Fonds spécial des grands travaux à hauteur de 1,8 milliard de francs, la banque Sofinco pour 1 milliard et, un cran plus bas, Finextel (100 millions) et l'Union de banques régionales (250 millions). Visiblement, ce sont là des émissions destinées à tester le marché après trois semaines de pause du calendrier.

SERGE MARTI.

Les matières premières

Hausse du platine et du sucre

Tension politique accrue en Afrique du Sud, coup d'Etat au Nigéria, ont poussé à la hausse les prix du platine, du palladium ou des fèves de cacao. En fin de semaine, une détente s'est produite, mais se confirmera-t-elle au fil des prochaines semaines ?

MÉTAUX. — *Stimulés encore par l'évolution de la conjoncture politique en Afrique du Sud, pays qui représente les quatre cinquièmes de la production mondiale, les cours du platine ont confirmé leur progression sur les marchés de Londres et de New-York, mais à un rythme moins rapide. Les craintes relatives à une prochaine grève des mineurs en Afrique du Sud se font moins pressantes. Davantage recherché par diverses industries, surtout avec la production appelée à se développer des convecteurs catalytiques pour l'automobile, le platine bénéficie de bonnes perspectives de développement. L'URSS, second producteur mondial, qui écoule de 7 à 11 tonnes de métal par an sur les marchés occidentaux, ne manquerait pas de profiter de toute défaillance de l'Afrique du Sud... mais à des prix plus « avantageux » pour elle. Le palladium a également enregistré une assez sensible avance.*

Les cours du cuivre se maintiennent toujours aux alentours de 1 000 livres la tonne au Métal Exchange de Londres. Les stocks britanniques de métal ne cessent de s'accroître et dépassent désormais 200 000 tonnes en augmentation de 13 325 tonnes.

DENRÉES. — *La hausse du cacao consécutive au coup d'Etat survenu au Nigéria ne s'est pas maintenue. Les cours sont ensuite revenus pratiquement à leurs niveaux précédents. Les négociants redoutaient des retards dans les expéditions de fèves en provenance du Nigéria, mais leurs craintes se sont vite évanouies. Le Brésil ne respecte pas ses délais de livraison, toutefois, les stocks des chocolatiers permettent pour l'instant de faire face à ces retards.*

Nouveau rebondissement sur le marché du sucre, où les cours enregistrent une sensible progression. Plusieurs facteurs sont à l'origine de ce revirement du marché : intérêt persistant de l'Inde comme acheteur de blanc sur le marché mondial pour combler son déficit (production stable et consommation en hausse), conditions climatiques défavorables à Cuba, enfin, timide apparition de la Chine et des pays du Moyen-Orient à la recherche de brut.

LES COURS DU 30 AOUT 1985

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente)

MÉTAUX. — **Londres** (en sterling par tonne) : cuivre (high grade), comptant, 1 005,50 (996,50) ; à trois mois, 1 028,50 (1 021,50) ; étain comptant, (9 090) ; à trois mois, (9 055) ; plomb, 307 (295,25) ; zinc, 493 (510) ; aluminium, 724 (727,50) ; nickel, 3 455 (3 430) ; argent (en pence par once troy), 446 (449,80). — **New-York** (en cents par livre) : cuivre (premier terme), 60,65 (59,20) ; argent (en dollars par once), 6,22 (6,26) ; platine (en dollars par once), 334,50 (322,6). — **Penang** : étain (en ringgit par kilo), 30,29 (30,82).

TEXTILES. — **New-York** (en cents par livre) : coton, octobre, 58,58 (57,93) ; décembre, 58,76 (58,32). — **Sydney** (en cents par kilo), laine (peignée à sec), octobre, 611 (613). — **Roubaix** (en francs par kilo), laine, (54,50).

CAOUTCHOUC. — **Kuala Lumpur** (en cents par kilo) : R.S.S. (comptant), 182,50 (184,75).

DENRÉES. — **New-York** (en cents par lb ; sauf pour le cacao, en dollars par tonne) : cacao, septembre, 2 132 (2 165) ; décembre, 2 213 (2 220) ; sucre, octobre, 4,83 (3,95) ; janvier, 4,93 (4,15) ; café, septembre, 135,23 (134,96) ; décembre, 137,94 (138,60). — **Londres** (en livres par tonne sauf pour le sucre en dollar) : sucre, octobre, 128,80 (115,40) ; décembre, 132 (117,60) ; café, septembre, 1 556 (1 465) ; novembre, 1 599 (1 683) ; cacao, septembre, 1 714 (1 723) ; décembre, 1 732 (1 736). — **Paris** (en francs par quintal) : cacao, septembre, 2 040 (2 045)) ; décembre, 2 031 (2 035) ; café, septembre, 1 810 (1 850) ; novembre, 1 880 (1 945) ; sucre (en francs par tonne), octobre, 1 389 (1 305) ; décembre, 1 390 (1 301). Tourteaux de soja : **Chicago** (en dollars par tonne), septembre, 138,30 (124,6) ; décembre, inch. (126). — **Londres** (en livres par tonne), octobre, 113,90 (112) ; décembre, 116,90 (115,50).

CÉRÉALES. — **Chicago** (en cents par boisseau) : blé, septembre, 267 1/4 (285,6) ; décembre, 282 1/2 (299) ; maïs, septembre, 230 (234,6) ; décembre, 217 3/4 (225).

INDICES. — Moody's, 886,80 (900,40) ; Reuter, 1 613,10 (1 673,90).

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

Le débat sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie

A moins d'un mois des élections régionales en Nouvelle-Calédonie, les responsables nationaux de l'opposition confirment leur intention de participer largement à la campagne électorale sur le territoire. Après M. Chirac, c'est M. Jean-Marie Le Pen qui annonce sa présence sur le « caillou » du 24 septembre au 1ᵉʳ octobre (et non à partir du 20 septembre comme il l'avait annoncé à FR 3). M. François Léotard participera à un meeting à Nouméa le 24 ou le 25 septembre. Il entend aussi poursuivre sa politique de contacts avec les élus de la métropole pour les convaincre de se rendre en Nouvelle-Calédonie le jour du scrutin.

C'est la polémique lancée par le secrétaire général du Parti républicain sur l'attitude des forces de l'ordre et des fonctionnaires sur le territoire qui continue à préoccuper le plus en métropole.

A Valbonne, devant l'université d'été de son parti, M. Léotard a confirmé ses accusations. Se défendant d'avoir dénoncé *« la manière de servir »* des fonctionnaires, il a, dit-il, mis *« en cause la manière de gouverner des ministres de la République »*. A notre envoyée spéciale à Valbonne, il a cité les noms de deux fonctionnaires qui, d'après lui, *« ne respectent pas les lois de la République »*, MM. Hugues, directeur de cabinet du haut commissaire, et Le Ravannec, délégué spécial du gouvernement pour la commune de Thio.

Le secrétaire général du PR se fait fort d'apporter les preuves à l'appui de ses accusations, non pas à MM. Pierre Joxe et Charles Hernu, qui les lui ont demandées, mais à une commission d'enquête parlementaire dont la constitution a été souhaitée, à Valbonne, par M. Marcel Lucotte, président du groupe sénatorial des républicains et indépendants.

L'enquête de notre correspondant à Nouméa décrit le moral des gendarmes et rapporte les consignes qui leur ont été données.

Les gendarmes n'ont plus le moral

De notre correspondant

Nouméa. – Moins de vingt-quatre heures après les déclarations de M. François Léotard mettant en cause la passivité de la gendarmerie (*le Monde* du 22 août), et pour prévenir les effets désastreux qu'elles auraient pu avoir sur le moral, déjà fort atteint, de ses troupes, le général Jacques Debarge, commandant les forces de gendarmerie en Nouvelle-Calédonie, adressait, le 26 août, un message à chacune des brigades du territoire :

« La protection des personnes menacées constitue non seulement une mission traditionnelle de la gendarmerie, mais un devoir sacré auquel aucun d'entre nous ne peut se soustraire, fût-ce au péril de sa vie. Aucune instruction, aucun ordre n'a jamais limité l'exercice de ce devoir ni pu le faire. L'intervention doit être spontanée et immédiate, tous les moyens mis en œuvre pour atteindre le but recherché dans le respect du code pénal et de nos règlements. L'assistance à une personne en danger reste une obligation impérieuse, et, en aucun cas, l'absence de réaction ne pourrait se trouver justifiée dans l'attente d'un ordre émanant d'un supérieur. »

« Des précisions tout à fait bienvenues, estime l'un des destinataires du message, *certaines orientations données antérieurement laissaient supposer qu'une intervention n'était pas toujours souhaitable... »*

Cette note interne avait aussi pour but de dissiper le sentiment de malaise prévalant après les critiques formulées par le secrétaire général du Parti républicain. Les gendarmes en ont assez d'être la cible de tout le monde, et si le moral actuellement n'est pas très haut – notamment chez les officiers, – cela résulte davantage de ces prises de position que des conditions de l'exercice quotidien du travail.

« Léotard m'a énormément déçu », lance un officier de la « territoriale », peu suspect de sympathie envers le pouvoir socialiste. Il poursuit : *« Tous ces politiciens qui s'en vont faire leur provocation dans les zones sensibles ne pensent qu'à nous condamner lorsqu'ils se trouvent confrontés à des problèmes qu'ils ont eux-mêmes créés. Tous oublient de reconnaître que nous sommes à l'origine d'une très nette normalisation de la situation dans ce territoire. »*

A propos de la non-intervention à Thio, pendant la visite mouvementée de MM. Léotard, Chinaud et Médecin, le 21 août, un officier supérieur commente : *« Beaucoup de gens ne comprennent pas que dans certains cas on fait courir beaucoup de risques à une personne en danger en intervenant qu'en ne bougeant pas. En l'occurrence à Thio, si nous avions utilisé des grenades, les parlementaires et leur suite auraient subi des dommages bien plus importants que sept pare-brise cassés. Ce n'était pas une question d'ordre ou d'absence d'ordre, il fallait limiter une casse qui était devenue inévitable, c'est tout. »*

L'ordre absurde

A la suite de ces incidents, le haut-commissariat a publié un communiqué indiquant que des instructions données aux gendarmes par l'administration réclamaient *« une protection très active et rapprochée de la délégation parlementaire »*. A l'état-major de Nouméa on a trouvé ces instructions beaucoup plus précises après les incidents qu'avant. *« Si les consignes avaient été aussi explicatives au départ,* fait-on remarquer, *nous les aurions suivies à la lettre. Faites-nous confiance ! »* On murmure d'ailleurs que le général Debarge solliciterait dorénavant des ordres écrits de la part du haut-commissariat pour éviter toute erreur d'interprétation. Cette éventuelle précaution a tendance à irriter l'entourage de M. Fernand Wybaux où l'on pense que les règlements sont insuffisamment précis.

Rude tâche que celle de la gendarmerie nationale. Depuis le début de la crise calédonienne les avanies qu'elle a subies ont symbolisé la remise en cause de l'autorité de l'Etat – aujourd'hui rétablie – par les indépendantistes du FLNKS. Des agressions répétées, qui ont commencé peu avant le 18 novembre 1984, alliées à des incohérences dans le commandement, ont abouti à des humiliations que les gendarmes ne sont pas prêts d'oublier.

Neuf mois après les faits, l'ordre le plus discuté aujourd'hui par les intéressés eux-mêmes consiste à priver les brigades de leur capacité de défense. Le 21 novembre dernier, sans doute à l'invitation de l'autorité administrative, le colonel, commandant à l'époque les gendarmeries territoriale et mobile, a ordonné que soient retirées des cantonnements les armes dites *« collectives,* c'est-à-dire les fusils mitrailleurs, les pistolets mitrailleurs et les grenades. Raison invoquée : certaines brigades, à faibles effectifs, faisaient l'objet de harcèlements, laissant croire à une invasion imminente, qui aurait permis au FNLKS de s'emparer de cet armement.

Les gendarmes se sont ainsi retrouvés au plus fort de la phase insurrectionnelle de cette fin d'année 1984 avec uniquement leur pistolet individuel pour se défendre. Conséquence : plusieurs brigades du nord et de la côte est ont été investies – pour certaines pendant des *semaines* – par des *militants* indépendantistes qui ont humilié les gendarmes et traumatisé leurs familles. *« C'était un ordre absurde ! »* s'écrient en chœur hauts fonctionnaires et officiers, *« cela revenait à abandonner purement et simplement les gendarmes au FLNKS, et c'est contraire à tous les règlements »*.

L'allusion renvoie au décret du 20 mai 1903 obligeant les gendarmes à défendre par tous les moyens en leur possession les personnes et les biens dont ils ont la charge. *« C'était d'autant plus ridicule, qu'il n'aurait pas été nécessaire de tuer qui que ce soit pour se défendre,* dit un brigadier. *Connaissant les Canaques comme je les connais, une rafale de PM (pistolet mitrailleur) au-dessus de leur tête aurait suffi à les dissuader »*. Aujourd'hui, la situation a changé : *« Les instructions ne sont plus les mêmes maintenant,* indique le général Debarge, *et je puis vous assurer que plus personne ne rentrera dans une brigade »*

Malgré tout, les gendarmes ressentent encore cette initiative comme une capitulation, et ils considèrent qu'il n'est pas nécessaire d'ajouter à cette offense des informations farfelues telles que de prétendues fouilles de leur véhicules par le FLNKS (« informations » rapportées par M. Léotard).

Ces ressentiments se sont transformés en une forte envie d'en découdre avec les indépendantistes. Elle est perceptible surtout chez les gendarmes mobiles, dont un grand nombre – officiers compris, – déclarent ouvertement avoir choisi leur camp, celui des caldoches.

« Cela fait un an qu'on les regarde sans broncher », soupirait un jeune mobile lors des derniers barrages de Thio, début août. Il ajoutait : *« Moi, c'est décidé, je vote Le Pen. D'ailleurs il a gagné les voix de l'escadron »*...

Cette exaspération patente chez les gendarmes mobiles résulte de plusieurs facteurs, outre l'impatience *« à régler des comptes avec les Canaques »*. Les conditions de vie des escadrons de gendarmes mobiles sont précaires : *« Comme par hasard,* dit l'un d'entre d'eux, *on a fait visiter à Charles Hernu le cantonnement le moins minable »*. Certains officiers soulignent que le trop grand nombre de gendarmes mobiles – ils sont actuellement plus de deux mille et recevront du renfort d'au moins huit cents hommes pour les élections – entraîne un certain désœuvrement néfaste au moral de chacun.

Enfin, les méthodes de la gendarmerie pour le maintien de l'ordre paraissent inadaptées. Sa structure, strictement hiérarchisée, la conduit à une démesure dans le déploiement des forces.

Du côté de l'administration on s'inquiète. *« Les gendarmes mobiles ne sont pas adaptés aux contingences du maintien de l'ordre en brousse,* note-t-on dans l'entourage de M. Wybaux. *Ils sont trop lourds à manier, ce qui est d'autant préjudiciable à leur efficacité sur le terrain et à leur bonne image dans l'opinion. Heureusement, ils sont disciplinés, ce qui évite les bavures. »*

Les intéressés admettent aussi mal ces critiques, que celles émanant des parlementaires de l'opposition, dont *pourtant ils épousent,* semble-t-il, en majorité les thèses.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

Le numéro du « Monde » daté 31 août 1985 a été tiré à 442 573 exemplaires

LES INTERNATIONAUX DE TENNIS DES ÉTATS-UNIS

Calmes Français avant l'orage

De notre envoyé spécial

New-York. – L'ordinateur qui régit la hiérarchie mondiale du tennis ne donnait aucune indication sur Elena Tornado. Ce fut pourtant elle qui a provoqué la plus forte impression, vendredi 30 août à Flushing-Meadow. Les courts du centre national du tennis américain n'avaient jamais vu un tel ouragan. Elena Tornado, une vraie tornade ou, plus précisément, la queue du cyclone qui est en train de dévaster la Floride. En quelques minutes, il y a eu des trombes d'eau sur le stade, des clôtures métalliques ont été tordues, les tentes de réception balayées, les arbres déracinés. Il y avait 10 centimètres d'eau sur le central quand les éléments se sont calmés et, à l'infirmerie, une douzaine de personnes plus ou moins grièvement blessées.

Les organisateurs on dû se résoudre à annuler la session nocturne du tournoi pour ne pas avoir à rembourser vingt mille billets. Il n'y avait pas d'autre solution : Elena avait détérioré les câbles électriques et l'enceinte crépitait d'étincelles. Le risque d'une catastrophe n'était pas négligeable, mais la seule catastrophe que redoutent réellement les organisateurs est que John McEnroe ne puisse pas affronter Boris Becker en quarts de finale. Tout l'intérêt du tournoi est désormais concentré sur ce match entre le champion du monde en titre et le jeune champion de *Wimbledon, sur le choc entre le* numéro un et celui qui aspire à prendre sa place.

Yannick Noah, qui était la coqueluche des journalistes avant ses blessures de 1984, n'est plus importuné que par ceux qui ne savent pas encore pourquoi l'ancien champion de Roland-Garros a fui dans un appartement à Manhattan. Bizarrement, son prochain adversaire, Jim Grabb, est devenu une vedette, avec pour seul signe distinctif une grandeur famélique et un palmarès inconsistant. Il en est de même pour Bud Schultz, un psychologue de vingt-six ans, ancien basketteur, qui s'est décidé à gagner des dollars avec une raquette, l'an passé, qui n'y a guère réussi, mais qui se retrouve néanmoins sur la route de McEnroe au troisième tour.

Courtois sur le court

L'open diffuse des messages pareils aux spots publicitaires qui « saucissonnent » les programmes télévisés. Il faut du nouveau à tout prix. Jimmy Connors, qui a disputé soixante-quatorze matches en seize opens, dont cinq victorieux, ne semble plus être qu'un objet de curiosité : à trente-trois ans, alors qu'il n'a pas gagné un tournoi de l'année, réussira-t-il une nouvelle et ultime performance ? *On* spécule donc comme à Wall Street sur les prochains adversaires de Jimbo. Thierry Tulasne d'abord. Le Français s'est qualifié pour le troisième tour aux dépens du Suédois Peter Lundgren. Ensuite Stefan Edberg... Et c'est à ce titre aussi qu'Henri Leconte commence à intéresser les commentateurs. Le gaucher français, qui avait éliminé Noah à Roland-Garros et Lendl à Wimbledon, pourrait affronter Connors en quarts de finale. Du coup, il s'agit de savoir pourquoi ce fantasque numéro deux national ne « dijoncte » plus quand la tension d'un match est très forte. Son épouse, sa nouvelle vie ? C'est presque naturellement qu'on a enregistré, vendredi 30 août, sa victoire sur son compatriote Guy Forget. Or ce fut une perfection de match tactique. Leconte, parfaitement maître de son service, a joué « slicé » sur le revers de Forget, *qui avait,* circonstance aggravante, du mal à passer sa première balle d'engagement. Tout cela fut réalisé avec une courtoisie parfaite. Les deux garçons se rendirent des points éminemment importants sous le nez d'un arbitre qui n'y comprenait rien, assourdi par le vrombissement des avions. S'il a bien lieu, le match Connors-Leconte n'aura rien de courtois. Le choc des deux gauchers pourrait être aussi violent que le passage d'Elena Tornado.

ALAIN GIRAUDO.

LES RÉSULTATS

Simples messieurs
(Deuxième tour)

Leconte (Fra.) b. Forget (Fra.), 6-4, 6-4, 6-4 ; Tulasne (Fra.), b. Lundgren (Suè.), 7-6 (7-3), 1-6, 7-5, 6-3 ; Edberg (Suè., nº 11) b. Flach (E-U), 7-5, 6-3, 6-4 ; Teacher (E-U) b. Davis (E-U, nº 15), 6-3, 7-6 (7-4), 6-3 ; Connors (E-U, nº 4), b. Pfister (E-U), 6-3, 6-4, 6-2.

Simples dames
(Deuxième tour)

Z. Garrison (E-U, nº 6) b. P. Casale (E-U), 6-2, 6-4 ; P. Shriver (E-U, nº 4) b. H. Na (E-U), 6-2, 7-6 (7-5) ; S. Graf (RFA, nº 11) b. A. Minter (Aus.) 6-3, 7-6 (7-5) ; M. Maleeva (Bul., nº 8) b. I. Cueto (RFA), 6-0, 7-6 (7-5).

FOOTBALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE : PARIS-SG CREUSE L'ÉCART

Après la défaite de Nantes à Marseille, vendredi 30 août lors de la neuvième journée du championnat de France de football, Paris-Saint-Germain, tenu en échec à Nice, demeure le seul club invaincu. Les joueurs de la capitale comptent désormais trois points d'avance sur les Nantais et les Bordelais, qui se sont nettement imposés devant les Monégasques.

LES RÉSULTATS

*Marseille b. Nantes	1-0
*Auxerre b. Sochaux	3-2
*Nice et Paris-SG	0-0
Nancy b. *Brest	2-0
*Bastia b. Strasbourg	2-0
*Toulouse b. Metz	2-0
*Lille b. Lens	1-0
*Bordeaux b. Monaco	5-1
*Le Havre b. Rennes	1-0
*Laval b. Toulon	2-0

Classement. – 1. Paris-SG, 16 pts ; 2. Bordeaux et Nantes, 13 ; 4. Lens et Nancy, 12 ; 6. Monaco, Lille et Toulon, 9 ; 9. Toulouse, Rennes, Metz, Laval, Strasbourg et Le Havre, 8 ; 15. Sochaux, Auxerre et Nice, 7 ; 18. Marseille, Brest et Bastia, 5.

La disparition à Rome d'un diplomate soviétique expliquerait la valse des espions entre les deux Allemagnes

Rome *(AFP)*. – La récente « disparition » à Rome du diplomate soviétique Vitali Yurtchenko est à l'origine de l'actuelle valse des espions entre l'Est et l'Ouest, ont affirmé, le vendredi 30 août, plusieurs journaux italiens, à la suite d'une réunion entre les responsables des services secrets et des membres du gouvernement.

L'histoire, rapporte le *Corriere della sera,* commence avec l'arrivée à Rome, le 24 juillet, de Vitali Yurtchenko, diplomate de haut rang mais aussi, selon ce journal, agent du KGB. Sa mission aurait été de « récupérer » le savant soviétique Vladimir Alexandrov, père de la théorie sur « l'hiver nucléaire » disparu à Madrid le mois dernier, indique-t-on de même source (*le Monde* du 22 août).

Les brusques mouvements au sein de la communauté des agents spéciaux se déclenchent effectivement lorsque M. Yurtchenko disparaît mystérieusement, le 2 août, prétextant une visite des musées du Vatican. *« Il n'y a pas que les Soviétiques qui sont inquiets de la très mystérieuse sortie de scène »* d'un de leurs diplomates en mission, estime sans plus d'explication le ministre italien des affaires étrangères, M. Giulio Andreotti.

Immédiatement après cette disparition, le consul d'URSS avait évoqué ouvertement l'hypothèse d'un *« enlèvement »* de Yurtchenko par la CIA. *« Les Soviétiques sont rendus fous par cette défection, car leur agent connaît les noms des espions soviétiques et des agents doubles occidentaux »*, affirme le *Corriere della sera.*

C'est à ce moment, selon la presse italienne, que tout s'enchaîne. C'est l'ensemble des réseaux qu'il faut remanier de part et d'autre. Ainsi s'expliquerait notamment la fuite à l'Est de l'un des responsables du contre-espionnage ouest-allemand, Hans-Joachim Tiedge, avec les noms de quelque 160 agents occidentaux et la « retraite » d'autres agents sur le point d'être démasqués.

M. Andreotti indique dans sa chronique hebdomadaire dans l'*Europeo* que l'Italie est *« préoccupée »* par ce *« déplaisant événement »*. *« Il est certain*, écrit-il, *que s'il apparaissait que cette disparition* (de Yurtchenko) *ait pour origine des opérations d'autres puissances sur le territoire italien, nous ne pourrions éviter d'en tirer les conséquences qui s'imposent. »*

En URSS

L'anniversaire de Stakhanov

A l'heure où M. Gorbatchev plaide en faveur d'un changement *« qualitatif »* dans les méthodes de gestion et de production de l'économie soviétique, le stakhanovisme, l'un des plus purs produits de l'époque stalinienne, reste à l'honneur.

Mineur dans la région du Donbass, en Ukraine, Alexis Grogorievitch Stakhanov avait réussi, dans la nuit du 30 au 31 août 1935, à extraire à lui seul 102 tonnes de charbon en moins de six heures. Dix fois le record détenu à l'époque par un mineur britannique et quatorze fois la « norme » imposée en URSS.

Stakhanov devint héros national et son exploit fut présenté comme *« une nouvelle étape de l'émulation socialiste »*. Les efforts entrepris pour généraliser son exemple furent toutefois assez mal accueillis par les ouvriers soviétiques, invités à soutenir des rythmes de production surhumains, sans augmentation de salaire correspondante, voire sous peine de sanctions s'ils n'atteignaient par les nouveaux objectifs fixés.

Si les conceptions récentes des économistes soviétiques semblent favoriser le recours à des stimulants d'ordre plus matériel, la *Pravda* n'en invite pas moins les travailleurs soviétiques, à l'occasion de ce cinquantième anniversaire, à s'inspirer de Stakhanov pour faire preuve *« d'esprit de compétition »*.

M. Gorbatchev lui-même vient d'adresser un message aux mineurs du Donbass, affirmant que *« l'importance des leçons du mouvement stakhanoviste »* reste entière, au moment où l'URSS se doit de *« réaliser une percée pour l'intensification de l'économie nationale et l'accélération du progrès scientifique et technique »*.

Sondage IFOP/RTL le Point

M. BARRE TOUJOURS EN TÊTE

L'opposition RPR-UDF obtiendrait la majorité absolue à l'Assemblée nationale, sans le Front national, si les élections législatives avaient lieu aujourd'hui, indique un sondage IFOP réalisé pour RTL et *le Point,* du 20 au 26 août, auprès d'un échantillon représentatif de mille deux cent onze personnes. Ce sondage envisage aussi bien l'hypothèse de listes séparées de l'opposition que celle de listes uniques. M. Raymond Barre a la préférence des Français pour le poste de premier ministre (19 %), ainsi que pour celui de président de la République en cas d'élection présidentielle, que M. Mitterrand se représente ou non.

MORT DU TORERO « EL YIYO »

Le matador franco-espagnol José Cubero, dit « El Yiyo » (diminutif de José), a été tué, vendredi 30 août en fin d'après-midi, dans les arènes de Colmenar Viejo, près de Madrid. C'est après avoir porté l'estocade qu'El Yiyo a été renversé par un taureau de l'élevage de Carlos Nunez, baptisé Burleo *(Celui qui trompe).* Avant de s'effondrer, l'animal a eu le temps de lui porter un coup de corne dans le dos qui a pénétré jusqu'au cœur.

Gloire montante de la tauromachie, le jeune torero, né en 1964 à Cauderan, près de Bordeaux, avait dû remplacer au pied levé Curro Romero pour cette corrida de la feria de Colmenar-Viejo. El Yiyo est le trente et unième torero mort dans une arène espagnole depuis le début du siècle et le quatrième depuis Manolete, en 1947. C'est El Yiyo qui avait mis à mort, le 26 septembre dernier à Pozoblanco (Andalousie), le taureau qui venait de blesser mortellement Francisco Rivera Paquirri.

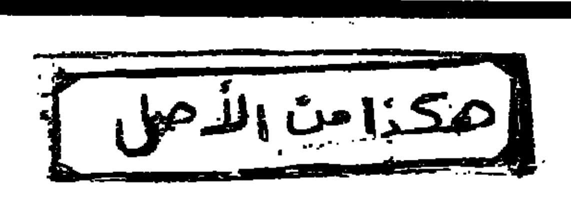
MOTEURS PRATT AND WHITNEY : POLÉMIQUE AMÉRICANO-BRITANNIQUE

Le responsable de l'aviation civile américaine, M. Engen, a déclaré, lors d'une interview télévisée, le vendredi 30 août, que la compagnie britannique British Airtours, dont le Boeing-737 a pris feu le 22 août dernier à Manchester, poussait ses réacteurs Pratt and Whitney à des températures trop élevées. A Londres, British Airways, société mère de British Airtours, a démenti ces affirmations, précisant qu'elle se conformait scrupuleusement aux mesures prescrites par Boeing et par Pratt and Whitney. De son côté, l'Association des pilotes de ligne britanniques (BALPA) a réclamé l'ouverture *d'une enquête sur la procédure* d'évacuation d'urgence des avions, secondes prévues sont peut-être insuffisantes, notamment lorsqu'un avion prend feu. – *(AFP, Reuter).*

La revanche de Concorde

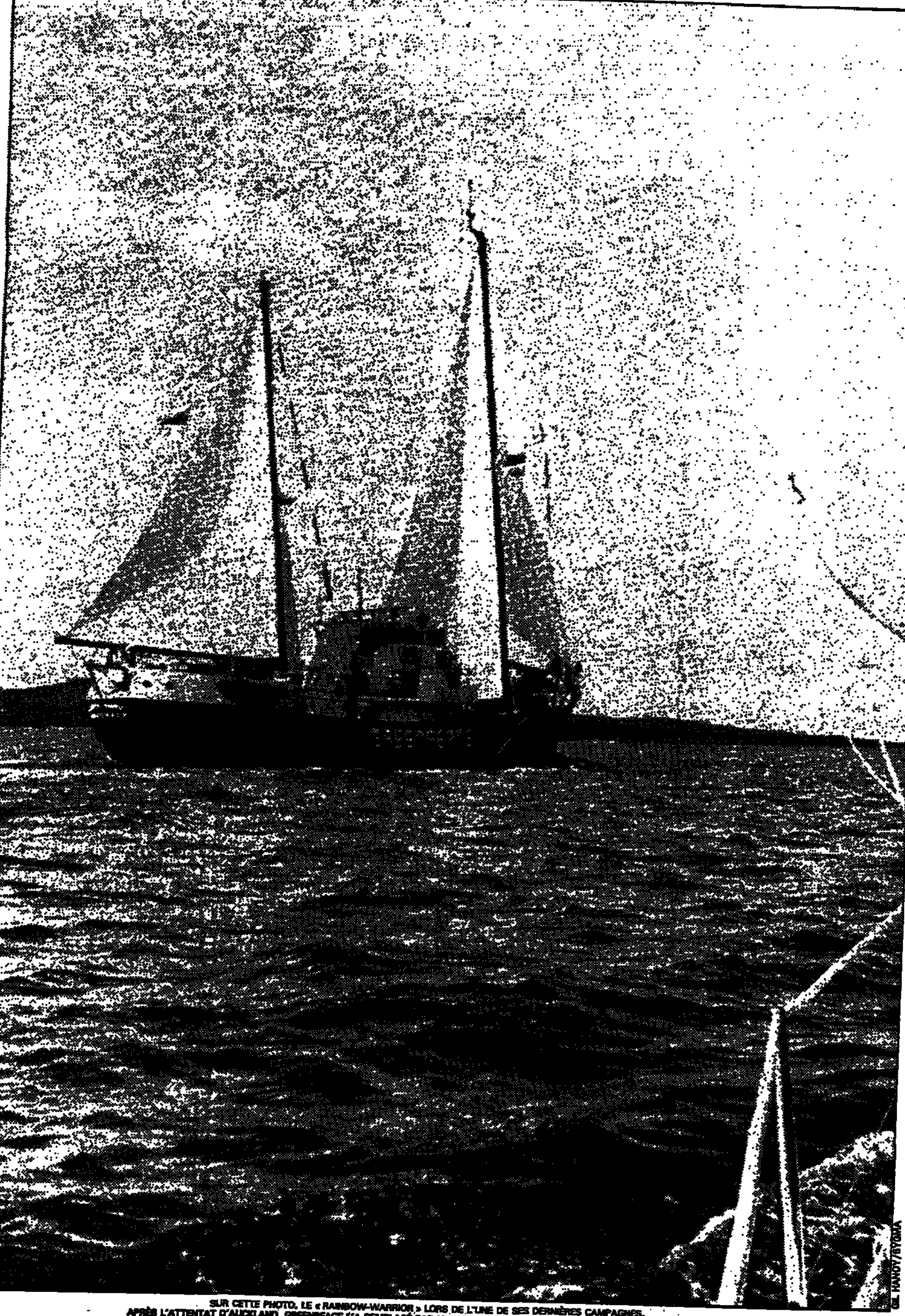
La vengeance est un plat qui se mange froid... Des années après avoir été hué, conspué, menacé d'abandon, Concorde aura pu, en cet été 1985, et à cause de l'accident du Boeing-737 sur l'aéroport de Manchester le 22 août, savourer une petite victoire. Alors que les Boeing de la compagnie British Airways assurant la navette entre Londres et Newcastle étaient immobilisés au sol pour révision de leurs réacteurs, le supersonique a été « détourné » de son habituel trajet transatlantique pour effectuer, à quatre reprises dans la journée, la liaison entre les deux villes. Les passagers ébahis ont ainsi pu, pour le même prix qu'un vol en Boeing, boire le champagne et déguster les petits fours qui constituent l'ordinaire à bord du supersonique. Mais ils ont dû faire vite...

A B C D E F G



Le Monde

AUJOURD'HUI



GIL HANOY/SYGMA

SUR CETTE PHOTO, LE « RAINBOW-WARRIOR » LORS DE L'UNE DE SES DERNIÈRES CAMPAGNES.
APRÈS L'ATTENTAT D'AUCKLAND, GREENPEACE L'A REMPLACÉ PAR UN NAVIRE DE PLUS FORT TONNAGE, BAPTISÉ « GREENPEACE ».

GREENPEACE : OBJECTIF MURUROA

MARIÉES DU MONDE ENTIER

Jusqu'au 13 octobre, à la Kunsthalle de Cologne, est présentée une exposition qui retrace les us et coutumes matrimoniaux à travers les civilisations des cinq continents. La femme et son rôle social tel qu'il se reflète dans les rites et les objets associés à la cérémonie du mariage. La mariée : « aimée, vendue, échangée, enlevée ». (Page XI.)



JEAN GAUMY/MAGNUM

Supplément au nº 12625. Ne peut être vendu séparément. Dimanche 1er - Lundi 2 septembre 1985.

COURRIER

VIEILLESSE ET IDÉES FAUSSES

L'article de Joëlle Gaymun sur la vieillesse (le Monde Aujourd'hui daté 4-5 août) me donne envie d'expliquer que je reste étonné — quoique ayant quarante ans — par les comportements humains sur ce sujet, notamment par ceux des personnes ayant une activité professionnelle les intéressant, habituées aux recherches scientifiques (au sens large) ou ayant besoin constamment de baser leurs démarches sur une réflexion logique.

Comment est-il possible qu'à la fin du vingtième siècle l'on ne se soit pas encore débarrassé des mythes et de l'obscurantisme d'antan ? Comment peut-on réussir à continuer à faire croire à un(e) être normalement constitué(e) que « naissance » n'implique pas « mort », que « naissance » équivaut à « éternité », que la naissance et l'enfance sont positives, et la vieillesse et la mort négatives !

Le résultat de cette aberration humaine est important, au premier degré (ou dans le quotidien concret) au niveau de la société moderne.

La vieillesse, qui devrait être appréciée et vécue correctement :

— comme la phase de la sagesse acquise par la réflexion et la méditation sur la vie, par les diverses expérimentations entreprises grâce à la production de l'imagination ;

— comme la phase de relativisation des différentes valeurs à la mode (les vérités scientifiques n'étant, elles aussi, que « passagères » (voir Henri Laborit) ;

— comme la phase de la sérénité après la remise à dimension des différents événements rencontrés ou possibles selon une procédure prévisible ou imprévisible, n'est pas ressentie comme l'atteinte de l'état le plus riche, mais est totalement dévaluée, occultée ou rejetée comme une vieille voiture usagée et juste bonne pour la ferraille.

Et ceci parce que, entre autres, ces mêmes chercheurs (chercheuses) entretiennent le plus souvent l'illusion que demain sera le jour de découvertes fécondes et fondamentales, la fin des obstacles et de la souffrance...

Ne serait-il pas temps de faire reprendre conscience aux humain(e)s du sens et de la valeur philosophiques de la vieillesse, sa beauté aussi, quand elle est bien vécue ? Et l'humilité indispensable pour parvenir à vivre un peu en résonance avec soi-même ?

Combien de gens prennent comme un compliment la remarque toute ironique : *« Si vous continuez ainsi, vous mourrez peut-être très âgé(e), mais avec l'esprit demeuré jeune »* faute d'oser déclarer « enfant » ?

PIERRE PAYEN
(Dunkerque).



Boîte aux lettres italienne (1900).

PHOTO MARCO DIANI

PAUVRE BRASSENS !

Le 15 août, dans l'après-midi, j'ai voulu faire visiter à des amis, architectes allemands de passage à Paris, le parc Georges-Brassens, situé au sud du 15e arrondissement.

Cet important espace vert public, de création récente, comporte, me semble-t-il, des parties assez réussies que l'on peut montrer à des spécialistes étrangers, ce qui est tout à l'honneur de la Ville de Paris.

Intéressés, mes amis ont voulu prendre quelques photos. Nous avons alors très rapidement été interpellés par deux gardiens en uniforme, assez agressifs, qui nous ont demandé *« de quel droit nous photographions les lieux, acte rigoureusement interdit sans autorisation spéciale »*.

Je demandai des explications ; on me répondit que trop d'images de ce parc avaient été publiées dans différentes revues, que désormais *c'était terminé et qu'il nous fallait* ranger nos appareils sans discuter.

Curieuse logique qui veut que cet espace étant apprécié et montré en exemple, il faut empêcher que cela continue ! Curieux sens de la promotion des réalisations de la Ville de Paris !

Je suis programmeur et concepteur d'espaces de loisirs et j'ai visité *et photographié de multiples parcs* en Suisse, en Allemagne, en Hollande, en Grande-Bretagne et en Scandinavie. Jamais on ne m'a fait la moindre remarque, jamais je n'ai constaté la moindre interdiction.

Faudra-t-il demain à l'amoureux des couleurs de l'automne une autorisation pour photographier les frondaisons des Buttes-Chaumont, ou à MM. Dupont ou Smith un certificat pour faire une photo souvenir de leur petite famille sur fond de tour Eiffel au Champ-de-Mars ?

Pauvre Georges Brassens, qui couvre involontairement de son nom ce lieu où les images sont défendues, lui qui aimait tant les képis et les interdictions, il apprécierait la chose ! Peut-être faut-il débaptiser cet espace et lui donner un nom mieux adapté, parc Ubu par exemple.

ANDRÉ DANANCHER
(Paris).

CINÉMA AUX ARMÉES

A la page V du supplément *le Monde Aujourd'hui* au numéro daté dimanche 18 - lundi 19 août, dans un article intitulé « Max ! te souviens-tu d'Ophuls ? », vous écrivez : on y retrouve (à Nice, à la Victorine) tous les grands acteurs de l'époque (1940-44, l'époque de l'occupation allemande).

Eh bien, non ! Les grands acteurs n'étaient pas tous à Nice. Heureusement ! Il y en eut qui eurent le courage de combattre dans les rangs des Forces françaises libres (Jean Gabin, Jean-Pierre Aumont), ou de combattre dans les rangs de la Résistance (Harry Baur, décapité à la hache à Berlin en décembre 1943).

Je regrette fort que *le Monde* puisse faire croire à ses jeunes lecteurs que tous les grands acteurs étaient à Nice « à cette époque ». Certains étaient ailleurs. Les vieux comme moi (soixante-huit ans) savent, pas les jeunes générations.

GEORGES LEWANDOWSKI
(Evrecy, Calvados).

AOUT 14

Le titre de la page XII du numéro du Monde Aujourd'hui daté 4-5 août, « Le 1er août 14-18 » m'a étonné. Mais la photo du bas de page avec la légende *« Départ pour le front à Paris en août 1914 »* m'a encore plus surpris.

En effet, la notion de « front » est absolument inconnue en août 1914, on est alors en pleine guerre de mouvement, Charleroi, la retraite, la Marne. Le premier « front » sera celui constitué par l'armée allemande, de la frontière suisse à la mer du Nord, à la fin de septembre.

En second lieu, on ne partait pas directement de Paris pour le « front », on allait rejoindre un dépôt ou une unité (régiment, escadron). De plus, le petit groupe d'hommes photographié n'est pas encadré, on ne voit ni officier ni sous-officier. Sur un autre point, les soldats portent la capote, ce qui paraît peu vraisemblable au mois d'août.

Enfin et surtout, s'ils ont fusils et cartouchières, ils ne portent ni sac, ni musette, ni toile de tente, ni gamelle, ni souliers de rechange, etc., tous accessoires nécessaires au soldat en campagne.

Par conséquent, il ne peut s'agir que d'un détachement qui va prendre une garde, ou qui en revient. Mais en aucun cas d'un « départ pour le front en août 1914 ».

FRANÇOIS CARLOTTI
(Le Plessis-Robinson).

FORÊTS EN FLAMMES

Les incendies des forêts du Midi — qui tendent à devenir traditionnels — suscitent chaque année *une débauche de commentaires*, de prises de positions, de réflexions, où il est bien difficile de faire la part de ce qui est sérieux et de ce qui relève de la simple griserie du langage (...).

Si la forêt méridionale brûle, c'est qu'elle ne sert à rien... qui pourrait avoir l'idée saugrenue de défendre ce qui n'est perçu que comme un fardeau ? Le seul intérêt de cette forêt, justement — c'est qu'elle brûle : alors, certains peuvent se mobiliser, des moyens énormes et coûteux sont mis en action, et le quidam — qu'il soit « autochtone » ou en vacances — peut venir admirer un spectacle à la fois grandiose et gratuit ... La forêt sert, alors, à quelque chose... Paradoxe ? Exagération ? Le choc des mots dépasse-t-il ici le poids du réel ? Peut-être ! Mais de cette provocation — toute verbale — doit jaillir la question en retour : la forêt provençale peut-elle être rentable ? Et je réponds fermement « oui » à *cette interrogation, que personne* — ou presque — ne veut véritablement formuler.

Faire de la prévention en débroussaillant, en entretenant régulièrement l'espace boisé méridional, oui — et encore faudrait-il pour cela bien mettre « les chasseurs » devant leurs responsabilités, — surveiller toutes les zones pendant la période critique, oui — tous les moyens, notamment ceux de l'armée, ne pourraient-ils pas ici être alors utilisés ? — combattre en unissant les efforts de tous — plutôt qu'en les dispersant ou, pis, en les opposant, — bien sûr, tout cela est nécessaire... Mais le véritable plan de sauvetage de la forêt provençale passe — qu'on le veuille ou non — par sa valorisation...(...)

D'un point de vue technique, en *modelant la forêt pour son exploitation*, notamment lors des boisements ou reboisements (au niveau des accès tout particulièrement...) ; en recherchant des essences plus résistantes au feu, susceptibles de créer un « sous-bois propre », mais *aussi exploitables dans les années à* venir... D'un point de vue économique, en ménageant des liaisons « insdustriels de la pâte à papier » — entreprises de coupe — collectivités locales pour jouer au maximum la carte de la trituration ; *en suscitant la création de scieries* et d'ateliers de transformation du bois pour ce qui concerne le bois d'œuvre ; en s'insérant sur le créneau « bois de chauffe » et « carbonisation » (des expériences intéressantes sont en cours dans la Région PACA) ; *en s'implantant sur le marché* du bois de construction, à travers l'élaboration de matériaux composites ou de lamellés-collés (par exemple)...

Ce ne sont là que quelques « pistes » à explorer, à créer, à développer... Cela demandera beaucoup d'argent : combien coûte à la région la campagne annuelle du feu ? Que représentent comme gâchis les milliers d'hectares détruits ? Redéployer les crédits ici me paraît particulièrement rentable, car personne ne niera les gaspillages occasionnés par « la zone de feu de forêts » ! Et les collectivités locales me semblent devoir être les moteurs de cette « valorisation » de l'image et de la fonction de la forêt méridionale, la loi de décentralisation leur en donne la possibilité... (...)

R. ALBAREDES
Maire de Gréasque
(Bouches-du-Rhône).

Chronique

LECTURES DE SORCIER

par Patrick Gaboriau

LE Grand Albert, le Petit Albert, le Dragon noir, le Dragon rouge, la Poule noire, le Grand Grimoire, le Trésor du vieillard des Pyramides, l'Art de commandes les esprits... autant de livres sur lesquels plane un interdit : il ne faut pas les lire. Dans l'optique des ensorcelés actuels, toute transgression se révèle fatale. Le lecteur, fasciné par le texte, ne pourrait pas s'en arracher, il chuterait dans la pratique sorcière.

La présence du livre paraît au cœur même de la sorcellerie actuelle. Dans chaque cas d'ensorcellement que nous avons étudié en Anjou et en Vendée (1), on mentionne ces « mauvais livres » dont le sorcier maudit se gaverait. Or la teneur de ces ouvrages justifie-t-elle un tel effroi ?

Le plus souvent, ces livres exposent un ensemble de recettes. Les préparatifs, simples ou complexes, visent à agir sur le monde, à transformer le cours naturel des choses, à surmonter les limites humaines et la logique quotidienne profane. Ainsi *le Trésor du vieillard des Pyramides* propose de multiples conseils, réalisables grâce à des talismans, dont ceux pour se faire aimer, pour « *découvrir les* trésors », « pour commander aux éléments », pour « se rendre invisible à tous les regards »...

Les Admirables Secrets d'Albert le Grand (édition de 1706) conseillent des pierres « pour chasser les illusions », « vaincre ses ennemis », « faire paraître un arc-en-ciel », « savoir si une femme est infidèle à son mari »... Les formules « pour connaître si une fille est chaste », « pour être fortuné dans les jeux d'adresse », « pour s'enrichir par la pêche des poissons », « pour avoir des melons sucrés et de bonne odeur »... se trouvent dans *le Petit Albert (1722)*.

C'est une toute-puissance que promettent les livres de sorcellerie. Amour, santé, gloire, invincibilité... il suffit d'appliquer la recette, certifiée « expérimentée » et « souvent éprouvée » (*Grand Albert*, 1895), et l'effet suivra. Au fond, ces livres assurent l'omnipotence : ils doivent amener la satisfaction de tous les désirs.

Or qu'en est-il dans la pratique ? Hormis quelques intellectuels, quelques prétendus « sorciers » excentriques, personne ne lit ces livres. Ce sont les non-*lecteurs des livres de sorcellerie*, surtout les ensorcelés, qui croient en la force réelle de ces ouvrages.

La paradoxe est là : les ensorcelés actuels supposent les re*cettes efficaces, mais, par définition*, ils ne peuvent ni les lire, ni les connaître, ni les utiliser ; quant aux lecteurs de ces livres, ils ne croient pas à la puissance réelle des recettes : les appels à Lucifer qu'ils contiennent resteront vains, et la formule « abla, got, bata, bata bleu » (Angers, *Traité de philosophie occulte*) sera inefficace pour arrêter une arme...

Satisfaction des désirs

Bref, l'attrait des livres de sorcellerie tient à leur non-usage, au respect et à la crainte qui s'y associent. Deux types d'explications dominent et permettent de mieux comprendre cette place du livre dans la pratique culturelle des ensorcelés ; l'une est psychologique, l'autre sociale.

L'explication psychologique tient compte du contenu du livre, de ce qu'il dit, du fond. La fascination des ouvrages de sorcellerie s'associe à leur interdit. Les livres promettent la satisfaction des désirs, mais il ne faut *pas les lire ; le diable et le châtiment* de l'enfer menacent. L'ensorcelé préfère ses limites et sa souffrance au miroitement de l'omnipotence ; il choisit ses incapacités et ses manques, ce qu'il appelle « la sagesse » face au plaisir sorcier, leurré dans sa puissance.

L'ensorcelé intériorise une morale — un surmoi diraient les psychanalystes, — car, dans son point de vue, le livre offre des possibilités incommensurables, qu'il s'agit de nier pour s'assurer la plénitude lucide de son être, fût-elle dans les malheurs du sortilège. Il y a, dans cette vision ensorcelée, une conception complète de la personne : le livre de sorcellerie ouvre à des dimensions et à des forces inconnues de soi, qu'il s'agit de refuser au nom de son intégrité. En quelque sorte, le livre de sorcellerie symbolise le « concret » du désir, l'hédonisme fascinant, mais surtout inassumable, donc illisible et innommable.

Au fond, dans l'optique ensorcelé, les livres de sorcellerie servent de supports matériels dans lesquels se projettent des désirs refoulés, qu'on dit être ceux du sorcier. Objets concrets, ces livres auraient pour fonction psychologique de domestiquer l'humain, infiniment puissant s'il le souhaite, comme le laissent miroiter les grimoires, mais humain à refuser cette toute-puissance. En soi serait la possibilité de son dépassement, mais réaliser celui-ci serait s'annihiler et se nier. Et le discours latent point : *« Si je suis limité*, pense l'ensorcelé, *c'est parce que je le souhaite »*, tel est l'énoncé de la jouissance ultime que permet le livre de sorcellerie.

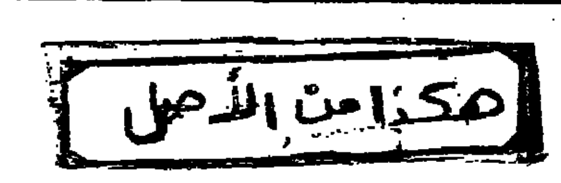
Le sorcier, supposé « gros lecteur », est celui qui rompt la frontière de l'acceptable. En termes sociaux, il bouscule la barrière *des cultures* ; sa possession supposée de livres de sorcellerie le rend dangereux, pestiféré à l'égard des ensorcelés ; de même milieu social que lui. Notre travail de terrain a montré que de nombreux sorciers supposés sont des autodidactes de milieux populaires, de ce fait rejetés parce que revendiquant une culture savante qu'ils maîtrisent imparfaitement, en la « recopiant » de manière incongrue, comme le meunier Menecchio dans le livre de C. Ginzburg (2).

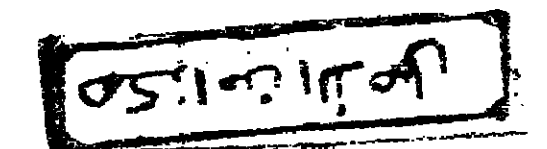
Le livre de sorcellerie servirait à délimiter un espace culturel. Il marquerait le champ de pratiques populaires, traditionnelles et rurales ; il servirait à exclure ceux qui rompent avec les usages de leur milieu, et à ressouder une communauté autour *de principes culturels, en un mot* à renforcer une identité sociale.

Dans son interdit même, le livre de sorcellerie ouvre la voie à une construction nouvelle et à une « relecture » originale. La complexité de la pensée ensorcelée s'énonce : accrochée aux fils de l'histoire, elle pose aujourd'hui à notre société deux questions des plus contemporaines, celle de la jouissance, et celle du rapport des cultures savantes et populaires. Car, dans les formules abracadabrantes des grimoires, le plus énigmatique n'est sans doute pas le mot et le texte, mais le sens des pratiques psychologiques et sociales du livre en général. ■

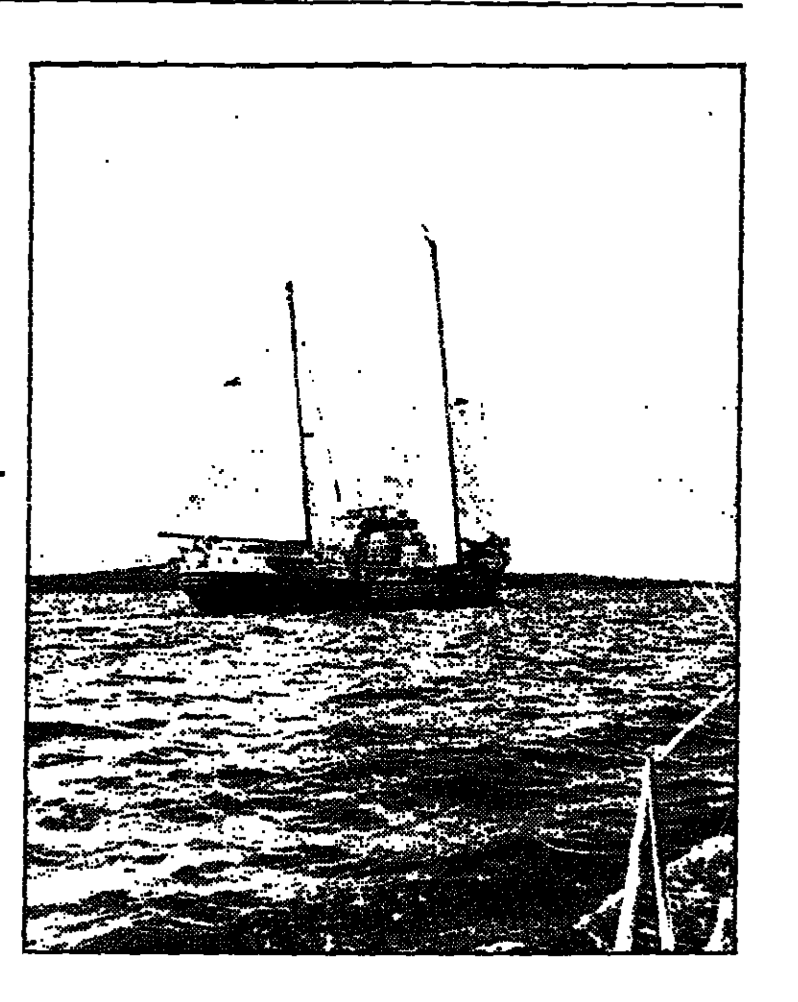
(1) *La Sorcellerie actuelle dans les Mauges* (Anjou), Rennes, 1981, 535 p. Un ouvrage : *la Pensée ensorcelée. La Sorcellerie actuelle en Anjou et en Vendée*, paraîtra en 1986.

(2) C. Ginzburg, *le Fromage et les Vers. L'Univers d'un meunier du seizième siècle.* Trad. de l'italien par M. Aymard, Paris, Flammarion, 1980, 220 p.





GREENPEACE : OBJECTIF MURUROA



Déterminés à s'accrocher comme des teignes sur le pelage pacifique de la marine nationale, persuadés de leur bon droit à dénoncer la scandaleuse liberté que prennent, selon eux, les autorités françaises en persistant dans la mise au point de leur programme nucléaire dans cette partie du globe, les hommes de Greenpeace font route vers l'atoll de Mururoa. L'injonction d'un chef d'Etat à ses forces armées de châtier tout intrus qui pénétrerait à l'intérieur des eaux territoriales n'a fait changer ni de cap ni d'objectif aux écologistes, soutenus et encouragés par une partie de l'opinion mondiale. L'affaire risque d'être chaude au moment de la campagne de tirs prévue pour fin septembre. D'où vient Greenpeace, quelle est l'origine de ses ressources, qui en sont ses membres et quelle est la véritable motivation de leurs actions ? Nous ouvrons le dossier.

McTAGGART ET SON « INVINCIBLE » ARMADA

par Marc Ambroise-Rendu



AFP

David McTaggart : « Je vais demander au président de la République l'arrêt des essais nucléaires. »

QUITTE ou double. Dans six semaines une « bataille navale » opposera, autour de l'archipel de Mururoa, la flottille internationale de Greenpeace et les vaisseaux de la Royale. Ecolos boucanés contre matafs musclés. Le navire amiral des antinucléaires sera le *Greenpeace*, ancien remorqueur de haute mer, 67 mètres de long, battant pavillon américain. Il a été acheté 500 000 dollars il y a quelques mois seulement. Seul maître à bord le capitaine John Castle, vieux loup de mer britannique qui a l'habitude des abordages avec la marine française.

Autour de lui, une dizaine d'hommes d'équipage, militants de Greenpeace amarinés depuis longtemps, et quelques personnalités, dont un ancien ministre danois. Sur la dunette une demi-douzaine de photographes, de cameramen et de reporters seront à l'affût. Ils auront à leur disposition des équipements de transmission ultramodernes leur permettant d'envoyer immédiatement leurs papiers et leurs images.

Autour du *Greenpeace* plusieurs voiliers battant pavillon canadien et néo-zélandais tailleront la route. Tous emportent des Zodiac de débarquement. Objectif : outrepasser la limite des 60 milles décrétée infranchissable par la France mais stopper au ras des eaux territoriales et tenter de jeter sur l'atoll atomique quelques commandos protestataires.

Ni la perte du *Rainbow-Warrior*, ni la mort de Fernando Pereira, ni les ordres de François Mitterrand d'avoir à repousser toute infiltration, y compris par la force, n'ont découragé Greenpeace. L'organisation poursuit son but : obtenir l'arrêt général au plan mondial des essais nucléaires. Tactique : faire pression sur le maillon le plus faible ; la France dont le polygone de tir indispose tous les Etats du Pacifique. *« Nous ne menons pas une campagne antifrançaise*, dit David McTaggart, président de Greenpeace, *Au contraire, nous suggérons à la France de lancer une proposition de suspension de tous les essais et bien entendu d'en donner l'exemple, au moins temporairement. Nous lui demandons aussi de signer le traité de non-prolifération déjà ratifié par cent trente nations. Ce serait un immense succès diplomatique pour votre pays. »*

Une stratégie assez subtile au service d'un idéalisme sans faille. Des militants de tous pays prêts à risquer leur peau, mais prenant à témoin le monde entier. Telle est depuis quinze ans la recette de Greenpeace.

L'histoire de ce mouvement est un vrai roman émaillé de rebondissements et de personnages pittoresques où les héros finissent souvent, au prix d'incroyables péripéties, à triompher des puissants « vilains ». Ceux-ci, il est vrai, ont des physionomies rébarbatives.

Les généraux américains qui en 1970 faisaient exploser des bombes de 5 mégatonnes dans les iles Aléoutiennes, au risque de provoquer des ras de marée, étaient considérés comme des « ogres » par les Canadiens. Quand douze petits Poucet — les premiers Greenpeace — prirent la mer à bord d'un rafiot pour s'interposer ils voguaient littéralement sur une vague d'encouragements.

Quand David McTaggart, 39 ans, ex-champion du monde de badminton, ancien entrepreneur ayant réussi aux Etats-Unis, alors navigateur solitaire, partit avec son mouille-cul de 12 mètres, en 1972, pour asticoter les destroyers français de Mururoa, l'avantage était de son côté.

Puis ce furent les canonniers soviétiques massacrant les baleines au harpon explosif, les tueurs de bébés phoques couverts de sang, les capitaines honteux louvoyant avec les marie-salopes pour immerger des déchets radioactifs, les équipages de bateaux-poubelles larguant des bouillons chimiques devant lesquels se jetèrent les braves de Greenpeace. C'était chaque fois sous la lumière impitoyable des projecteurs un remake de Robin des Bois.

Au gré des épisodes le mouvement a recruté, parmi les spectateurs enthousiastes, des militants de plus en plus nombreux. En 1970, ils étaient douze quelque part sur la côte canadienne du Pacifique sans un liard en poche.

(Lire la suite page VI.)

LE combat de Greenpeace a commencé il y a quinze ans, dans le Pacifique nord. L'objectif était le même qu'à Mururoa : protester contre des essais nucléaires souterrains. L'adversaire était alors l'armée américaine. Mais le bras de fer avec l'US Navy n'a jamais viré au drame. Greenpeace manœuvrait, à l'époque, sur des rafiots de location qui arrivaient souvent après la bataille. En outre, le gouvernement américain a très vite renoncé à ses essais dans les îles Aléoutiennes. Il en va aujourd'hui tout autrement avec les essais français, dont le président de la République vient de rappeler qu'ils auraient lieu coûte que coûte, après douze années d'escarmouches, d'abordages, un bateau coulé — et un mort.

Ce durcissement était prévisible. Les militants de Greenpeace ont des motivations planétaires, au sens propre. Aucune difficulté ne les rebute, au contraire. L'adversité renforce le zèle de leurs troupes. Bien entendu, cette opiniâtreté a fait naître les plus ténébreux soupçons : Greenpeace serait un sous-marin du KGB (selon certains officiers de l'armée française), de la CIA (dit-on parfois au ministère de l'environnement, où les vieux militants PSU se souviennent de leurs luttes contre l'« impérialisme yankee »), et même — c'est la thèse soutenue par M. Michel Debré — un complot anglo-saxon contre la France éternelle. La marine française, en rivalité perpétuelle avec la Royal Navy, ne supporte plus de se voir défier par ces navires aux noms anglais qui réveillent de pénibles souvenirs.

Ces équipages cosmopolites — comme la marine marchande que l'on toise de haut — ont osé défier la Royale, jusque dans la rade de Cherbourg ! On a arraisonné leur navire et on les a mis à l'amende, mais ils sont revenus et se sont enchaînés aux grues du port. Ah ! si on avait pu leur envoyer un bon coup de semonce ! dit-on à la préfecture maritime... Et voyez leur matériel : ces super-Zodiac anglais avec des moteurs américains de 150 chevaux ! Nos marins à pompon font piètre figure sur leurs petits 40 chevaux.

Après le naufrage du *Mont-Louis* en mer du Nord avec ses conteneurs d'hexafluorure d'uranium aussitôt décelés par Greenpeace, la COGEMA — société française d'Etat qui fabrique le combustible nucléaire — se persuade que *« l'organisation a un correspondant dans chaque port »*. Le fantasme s'amplifie.

Puis Greenpeace s'en prend à un projet de piste d'aviation en terre Adélie, administrée par les TAAF (Terres australes et antarctiques françaises). Cette fois, l'objectif semble clair : tout ce qui représente la France dans les mers lointaines est menacé. Greenpeace devient la pieuvre qui veut asphyxier notre défense nationale. Les baleines, les manchots et les bébés phoques ne seraient en somme que d'aimables divertissements masquant le véritable objectif.

Que des écologistes se battent à Cherbourg pour que les déchets nucléaires japonais — encore le Pacifique ! — ne soient pas retraités, les marins français ne veulent pas le croire.. Que Greenpeace s'inquiète d'une future exploitation ou militarisation de l'Antarctique, l'administration française y voit une intrusion intolérable. Que des écolo-pacifistes veuillent préserver le Pacifique des explosions nucléaires, les atomistes, les militaristes et les marins français se sentent personnellement agressés. Les militants de Greenpeace veulent la guerre ? Ils l'auront ! Un chalutier immobilisé pour *« anticiper »* sur la campagne. Et puis une victime qui, manifestement, n'était pas prévue.

QUE VEULENT-ILS ?

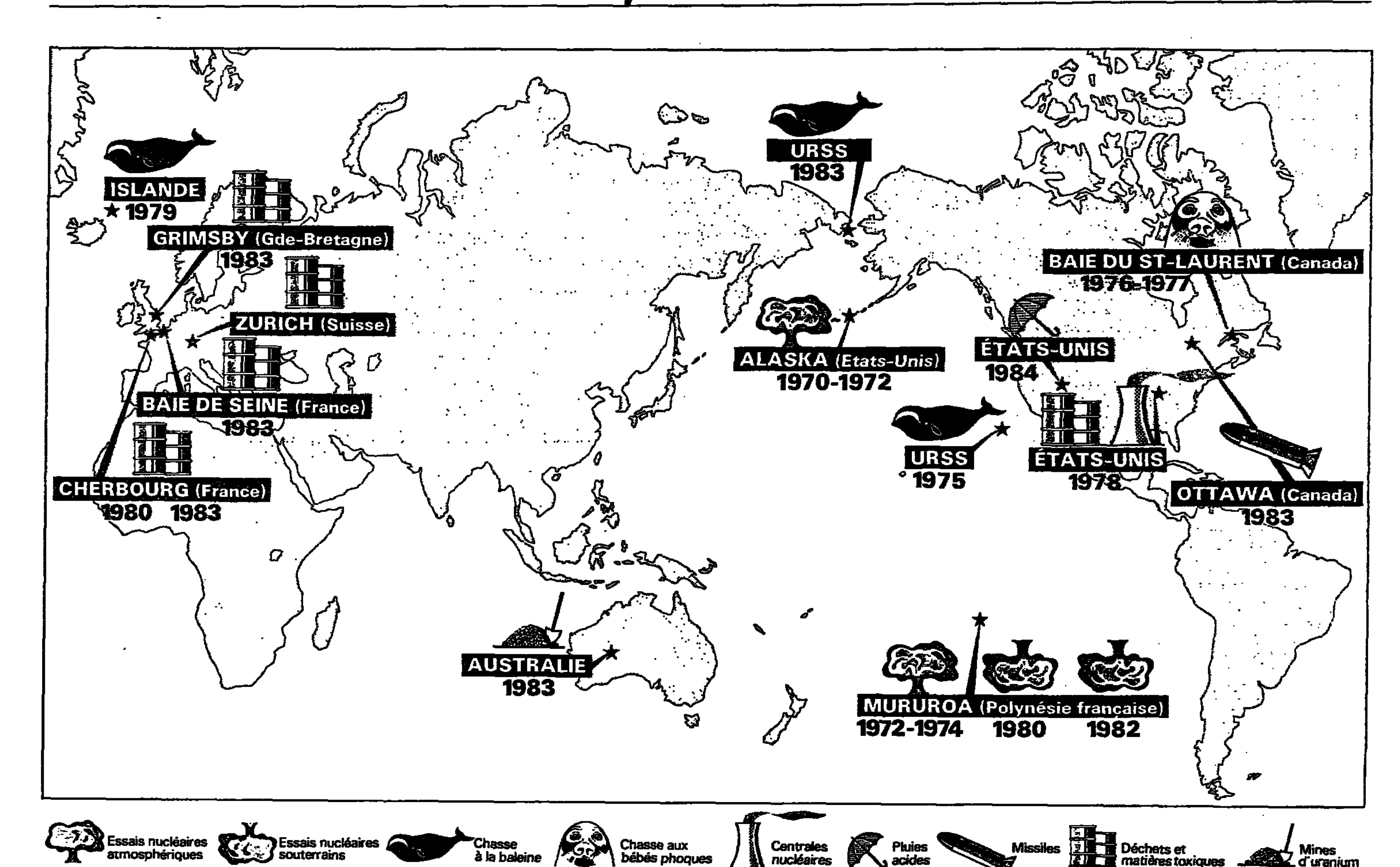
Actuellement à Paris, le président de Greenpeace, David McTaggart, espère rencontrer le président de la République la semaine prochaine. *« Je ne lui demanderai qu'une chose*, dit-il, *l'arrêt des essais nucléaires. Il peut le décider demain. Nous suspendons alors notre campagne et tout affrontement est évité. »* Mais il ne se fait pas d'illusion et, dans l'immédiat, cherche surtout à obtenir réparation du préjudice subi à Auckland. Avec l'aide d'un cabinet d'avocats new-yorkais — M. Debré va encore crier au complot anglo-saxon ! — Greenpeace va se préparer à une bataille juridique de grande ampleur, planétaire, comme les aiment ces diables de militants de la « paix verte ».

Est-ce à dire que Greenpeace renonce à la bataille navale dans le Pacifique Sud ? Loin de là ! *« Si les Français s'imaginent qu'ils peuvent nous arrêter en coulant un bateau et en tuant un de nos hommes, ils sont bien mal renseignés sur notre compte*, observe David McTaggart. *Il leur faudra couler beaucoup de bateaux et tuer beaucoup de monde ! »*

ROGER CANS.

GREENPEACE
VERS MURUROA

QUINZE ANS DE PLAIES, DE BOSSES ET DE RÉUSSITES



GREENPEACE n'a pas attendu la pénible constatation des dysfonctionnements des services secrets français par Laurent Fabius pour pousser son avantage et occuper les premières pages de la presse mondiale.

De 1970, année de son entrée en scène, à 1985, le bilan de son combat international pour la protection de l'environnement et des espèces menacées, bilan qui n'a jamais été publié jusqu'ici et dont nous donnons les principaux éléments, est impressionnant.

Plus de cent cinquante actions, toujours volontairement spectaculaires, ont été engagées par l'organisation. Quoi qu'en pense Michel Debré, qui s'étonnait il y a peu du caractère souvent antifrançais de ces actions, ce sont les Etats-Unis qui ont eu le plus souvent maille à partir avec Greenpeace. *Le Canada arrive en deuxième position,* suivi de la France, de la Norvège et du Royaume-Uni.

Les cibles de Greenpeace sont diverses. Aux Etats-Unis, elle s'en prend surtout aux essais nucléaires, aux transports de matières radioactives ou toxiques et au mauvais fonctionnement de centrales nucléaires. Elle reproche en premier lieu au Canada la passivité des autorités face au massacre des bébés phoques dans la baie du fleuve Saint-Laurent.

Les essais nucléaires dans le Pacifique sont la raison de ses frictions avec la France, ainsi que l'usine de retraitement des déchets de la Hague et le déversement dans la baie de Seine de matières toxiques. Au Royaume-Uni, elle se bat sans relâche contre le déversement en mer des déchets nucléaires.

Bien placée au rang de ses priorités, l'URSS, à qui elle reproche ses campagnes de pêche à la baleine dans le Pacifique et sa politique nucléaire. La protection des baleines est aussi l'objet de nombreuses altercations de Greenpeace avec la Norvège et le Japon.

L'organisation mène encore des combats transnationaux, comme ceux qu'elle poursuit pour la protection de l'Antarctique ou encore contre les bateaux européens de déversement de déchets en haute mer, *Gem* et *Kronos Titan.* Elle attaque aussi des multinationales peu soucieuses d'environnement comme les sociétés Bayer, Ciba-Geigy ou Hoffmann-Laroche. Enfin, elle *se saisit de toutes les* conférences internationales pour sensibiliser responsables politiques et opinions publiques à l'urgence de ses actions.

A l'attaque de l'Alaska

Celles-ci ont commencé en fanfare entre *1970* et *1972* et visaient les essais nucléaires atmosphériques mis en œuvre par les Etats-Unis à Amchitka, en Alaska. Le point culminant de cette campagne fut atteint quand plusieurs milliers de manifestants bloquèrent la frontière américano-canadienne. Quelques mois plus tard, Amchitka fut converti par les autorités américaines en parc naturel.

La deuxième cible de Greenpeace sont les essais nucléaires atmosphériques français sur l'atoll de Mururoa, dans le Pacifique. De 1972 à 1974, Greenpeace dépêche sur place son bateau *Vega,* qui, deux années consécutives, pénètre dans les eaux territoriales françaises.

Une première fois, en 1972, le *Vega* est éperonné par la Royale. David McTaggart est, l'année suivante, sérieusement blessé à l'œil par des marins français après l'abordage du bateau de son organisation.

Le président de Greenpeace portera l'affaire devant les tribunaux français et obtiendra des réparations pour l'éperonnage du *Vega.* D'autres jugements concernant cette affaire sont toujours pendants.

En 1975, Greenpeace lance sa première campagne contre la chasse à la baleine et s'en prend pour la première fois à l'Union soviétique. *Vega* navigue pendant soixante jours au large des côtes californiennes, localise la flotte soviétique et s'interpose dangereusement entre harpons et baleines.

Un an plus tard, l'organisation lance sa première campagne en faveur des bébés phoques de la baie du Saint-Laurent, au Canada. Quelques militants tentent, avec plus ou moins de succès, de s'interposer entre les chasseurs et les animaux.

En 1977, leur action prendra une dimension plus importante avec *la venue de Brigitte Bardot* sur les terrains de chasse de Belle-Isle. Certains membres de Greenpeace jettent des peaux à la mer et s'enchaînent aux filins dont se servent les chasseurs pour embarquer les peaux.

Les Etats-Unis sont, en 1978, la principale cible de Greenpeace. Dans le collimateur : la base nucléaire sous-marine de Trident, dans l'Etat de Washington, près de Seattle, le transport de matières radioactives par voie ferrée et la centrale nucléaire de Diablo-Canyon, à qui le mouvement reproche son installation sur une faille sismique. A cette occasion, plus de cinq cents militants sont arrêtés, ce qui vaut au mouvement une couverture médiatique nationale.

Par deux fois, en 1979, la marine islandaise arraisonnera le *Rainbow-Warrior,* qui tente de *s'interposer entre bateaux de pê*che et baleines. Les militaires islandais saisissent un important matériel que Greenpeace mettra plus d'un an à récupérer, en mauvais état, après un procès et le paiement d'une forte amende, bien que l'arraisonnement ait eu lieu dans les eaux internationales.

Cap sur Cherbourg

Le Rainbow-Warrior fera route l'année suivante vers le port français de Cherbourg pour essayer d'empêcher qu'un cargo japonais n'y délivre sa cargaison de déchets nucléaires à destination de l'usine de retraitement de la Hague. Une nouvelle fois, le bateau sera éperonné par la marine nationale et arraisonné.

A son bord se trouvait le maire de la ville, qui déclenchera alors un mouvement de protestation de la population. Le *Rainbow-Warrior* sera libéré et banni des ports français. Trois ans plus tard, le même type d'action sera engagé par le bateau *Sirius* avec le soutien de groupes antinucléaires de toute l'Europe.

La même année, le gouvernement aura à juguler une nouvelle offensive de l'organisation contre les essais nucléaires de Mururoa, souterrains cette fois. Pendant toute l'année 1980, Greenpeace-Nouvelle-Zélande publie avec précision des informations régulières sur les expérimentations menées à Mururoa. L'année suivante, les services secrets saisissent, à Tahiti, le rapport du mouvement sur le *programme* nucléaire français et les risques de radiations. Accompagné d'un bateau et d'un avion de surveillance de l'armée, *Greenpeace III* vogue en octobre 1982 à la limite des 12 milles de l'atoll de Mururoa. *Un mois plus tard, il* est abordé par la marine nationale, arraisonné et amené sur l'atoll. Deux membres de l'équipage sont expulsés de Polynésie française, après avoir signé un accord qui stipule qu'ils ne reviendront plus sur le territoire. Le bateau est saisi et reconduit à Papeete.

En *février* 1983, Greenpeace lance son combat contre l'expérimentation des missiles de croisière américains au Canada. Diverses manifestations ont lieu devant ou... sur les toits du Parlement canadien et à l'abord du site d'expérimentation.

La même année, le mouvement revient à la charge en France et en Grande-Bretagne. Il s'en prend cette fois-ci au déversement dans la baie de Grimsby et dans l'estuaire de la Seine d'oxyde de titane. Un peu plus tard, des canoës sont amarrés à des barges qui déversent dans l'estuaire de la Seine des cargaisons de phosphogypses.

La société Hoffmann-Laroche, en charge des fûts de dioxine de Seveso, est, toujours en 1983, le centre de diverses actions de Greenpeace, soutenue par la Fédération française des consommateurs et les Amis de la Terre. Le siège social de l'entreprise à Zurich est bloqué pendant plusieurs heures.

A la fin de la même année, les militants australiens de l'organisation se joignent à la grève et au blocage des mines d'uranium des Roxby-Downs, en Australie, manifestation qui reçoit un vaste soutien dans tout le pays. L'année *suivante, Greenpeace protestera* contre le chiffre élevé des quotas de chasse au kangourous toléré par le gouvernement.

L'action la plus récente et la plus marquante du mouvement a été menée l'an passé aux Etats-Unis, dans l'Etat de l'Ontario, contre les pluies acides et l'entreprise Inco. Greenpeace a été déboutée de ses actions en justice contre la société.

L'année 1985 devait être surtout marquée par une nouvelle campagne du *Rainbow-Warrior* contre les essais nucléaires souterrains français à Mururoa. C'est finalement le *Greenpeace* qui arrivera au milieu du mois de septembre en Polynésie française.

OLIVIER SCHMITT.

ADHÉRENTS ET SYMPATHISANTS

Le mouvement Greenpeace est implanté dans quinze pays (pas toujours dans les capitales). Ses effectifs s'élèvent, en 1985, à 1 203 400. Pas ordre décroissant :

ÉTATS-UNIS (Washington)	*600 000*
RFA (Hambourg)	300 000
PAYS-BAS (Amsterdam)	75 000
AUTRICHE (Vienne)	57 000
GRANDE-BRETAGNE (Londres)	*40 000*
CANADA (Vancouver)	30 000
DANEMARK (Copenhague)	30 000
AUSTRALIE (Adélaïde, Sydney)	23 000
SUÈDE (Göteborg)	*20 000*
NOUVELLE-ZÉLANDE (Auckland)	10 000
FRANCE (Paris)	5 400
SUISSE (Zurich)	5 000
BELGIQUE (Bruxelles)	3 000
ESPAGNE (Madrid)	3 000
LUXEMBOURG (Luxembourg)	2 000

Ces chiffres prennent en compte les adhérents à jour de cotisation. Dans certains pays, cependant, Greenpeace additionne adhérents et sympathisants (ceux qui ont versé des dons ou acheté du matériel et dont les noms figurent au fichier).

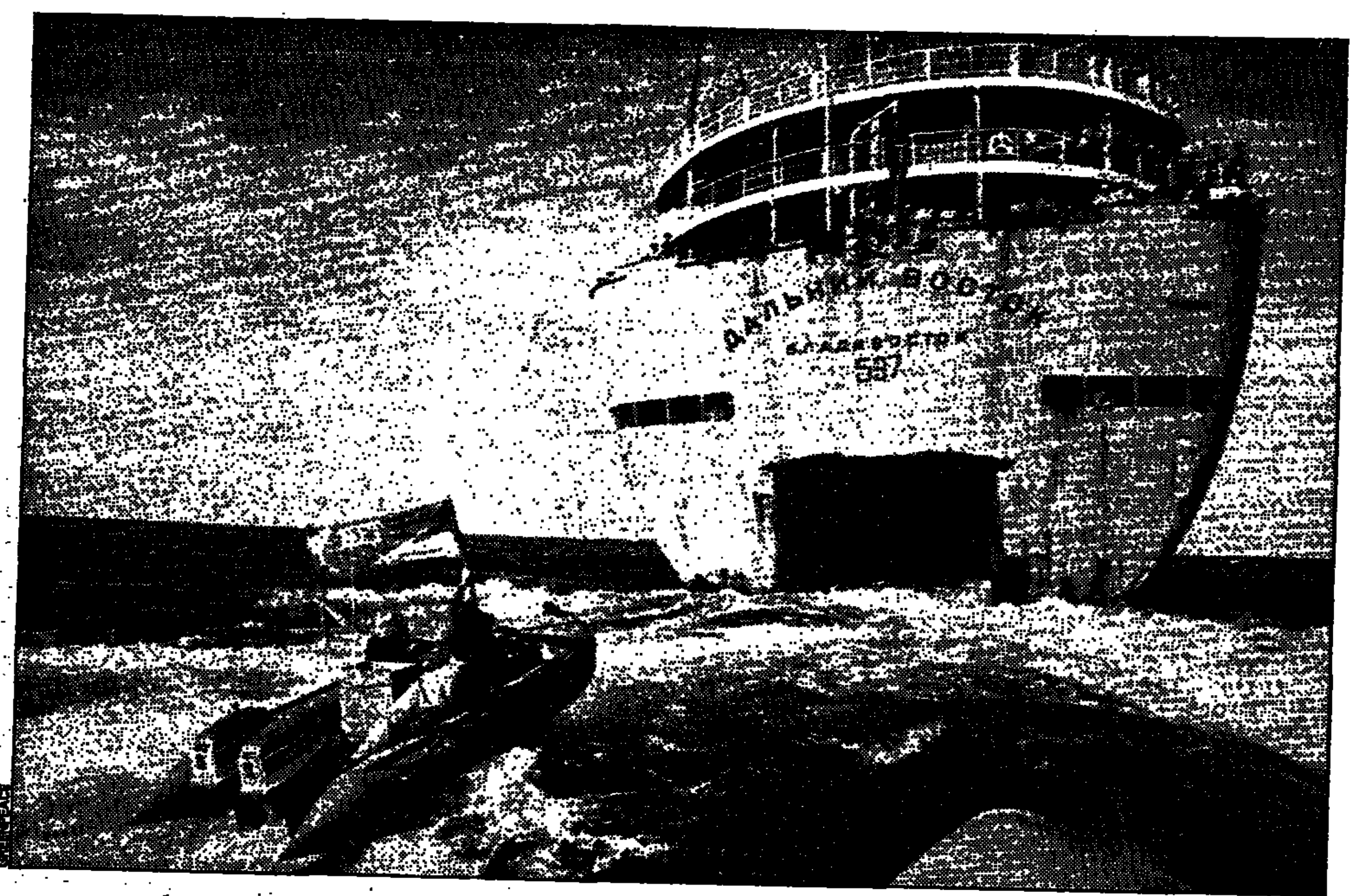
GREENPEACE VERS MURUROA



GLEIZES/GREENPEACE

FEINTE CONTRE LES TUEURS

Les chasseurs tachent la banquise du rouge du sang des bébés-phoques. Pour empêcher cela, les militants de Greenpeace peignent les animaux en vert – couleur écologique, teinture inoffensive et indélébile, – comme ici en 1982, en territoire canadien. Sa fourrure ayant perdu toute valeur commerciale, le bébé-phoque aura la vie sauve.



SOUS LE TIR DES HARPONS

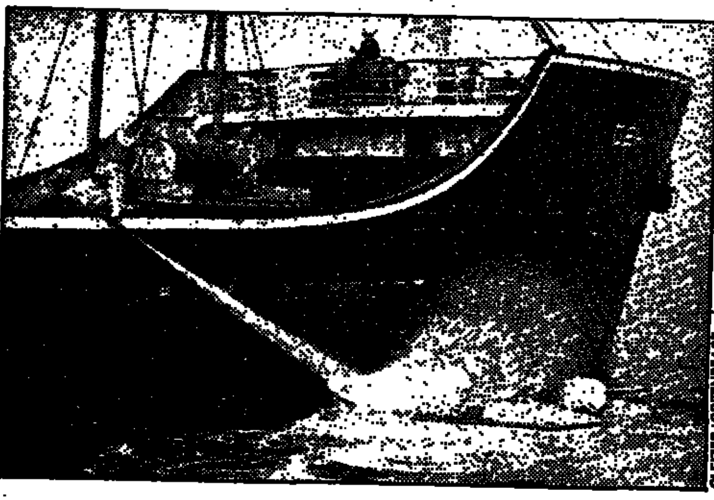
David contre Goliath. Campagnes 1975-1976 : Greenpeace tente d'entraver l'activité de la flotte baleinière soviétique – ici le Vostok – dans le Pacifique. Ses canots pneumatiques s'interposent dangereusement entre harpons et cétacés.



GREENPEACE

LES GROS BRAS DE LA ROYALE

Des militaires français abordent le voilier Vega et frappent David McTaggart, président de Greenpeace, qui est gravement blessé à un œil. La scène se passe en 1973, dans les eaux de Mururoa, année où la France procédait encore à des essais nucléaires atmosphériques.



GLEIZES/GREENPEACE

LA CHASSE AUX FUTS RADIOACTIFS

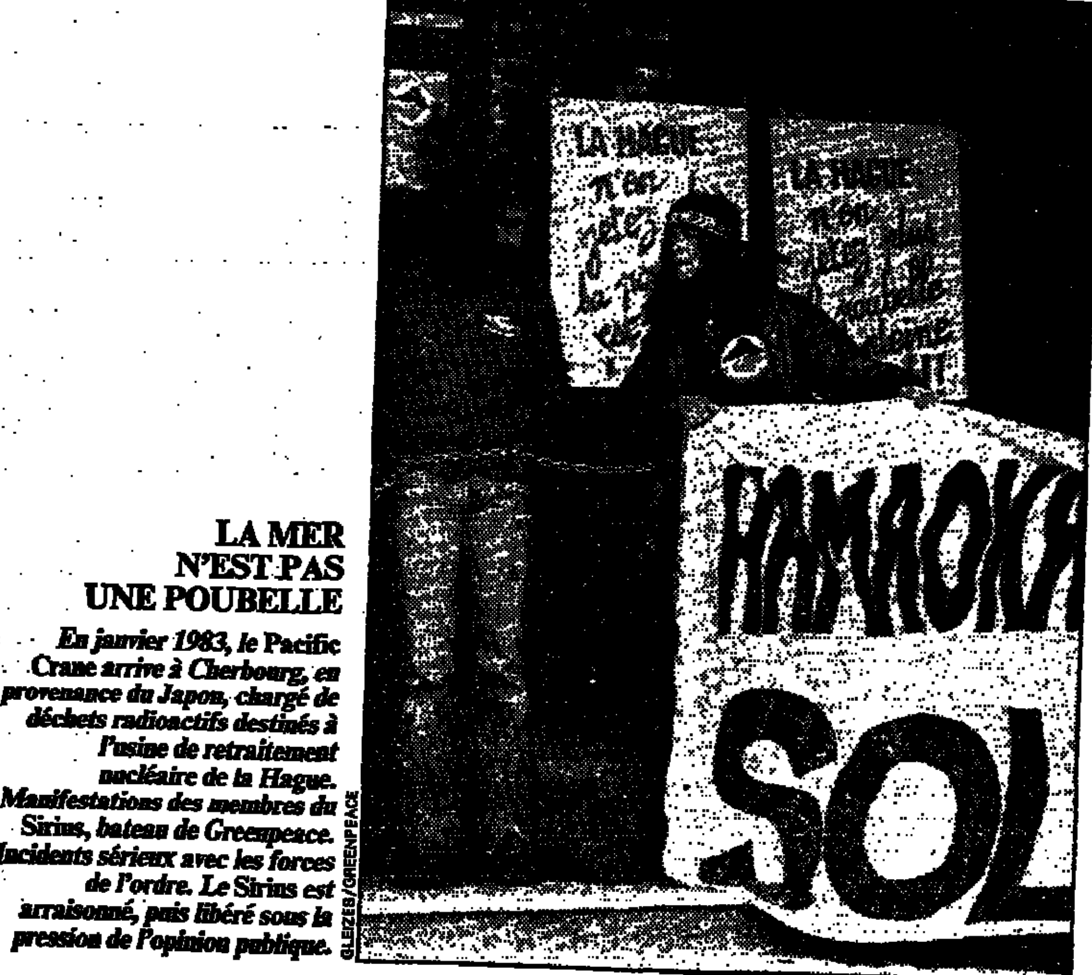
Greenpeace a mené une campagne en juillet 1982 contre l'immersion des déchets radioactifs. Ici, les occupants d'un canot de l'organisation écologique ont failli, eux aussi, être envoyés par le fond. Ils sont repoussés par l'équipage du navire britannique Gem, qui opère au large de l'Espagne.



D.R.

ALERTE A LA DIOXINE

Sept militants de Greenpeace « occupent », pendant huit heures, en avril 1983, le siège zurichois de la firme suisse Hoffmann-Laroche, propriétaire de l'usine de Seveso. Quarante et un fûts marqués « dioxine » ont été empilés dans le hall d'entrée et, avant d'être expulsés par la police, les protestataires simulent une alerte à la pollution chimique.



GLEIZES/GREENPEACE

LA MER N'EST PAS UNE POUBELLE

En janvier 1983, le Pacific Crane arrive à Cherbourg, en provenance du Japon, chargé de déchets radioactifs destinés à l'usine de retraitement nucléaire de la Hague. Manifestations des membres du Sirius, bateau de Greenpeace. Incidents sérieux avec les forces de l'ordre. Le Sirius est arraisonné, puis libéré sous la pression de l'opinion publique.

GREENPEACE VERS MURUROA

McTAGGART ET SON «INVINCIBLE» ARMADA

(Suite de la page III.)

En 1977, ils étaient 80 000 répartis dans une demi-douzaine de pays avec un budget de 300 000 dollars. En 1985, ils sont 1 200 000 dans quinze pays, avec une trentaine de bureaux différents, cinq navires de haute mer, 150 permanents et un « chiffre d'affaires » de 10 714 000 dollars (l'équivalent de 100 millions de francs).

Greenpeace est devenu une sorte de multinationale écologiste capable d'intervenir n'importe où dans le monde sur terre, sur mer comme dans les airs. En 1983, deux militants ont franchi le mur de Berlin en montgolfière et ont atterri en Allemagne de l'Est pour protester contre les essais nucléaires des grandes puissances occupantes, y compris l'Union soviétique. Les gardes-frontières n'en sont pas encore revenus.

Mais qu'est-ce qui fait donc courir ces hurluberlus ? *« Nous sommes poussés par l'une des plus grandes forces qui soient,* explique Robert Hunter, ancien dirigeant du mouvement (1), *le patriotisme. Mais nous sommes les patriotes de la planète entière. Pour la sauver, nous voulons regrouper toutes les races, toutes les langues. »* Que cela vienne du bouddhisme ou du quakérisme, il y a quelque chose de quasi religieux là-dedans. Dans les années 70, les réunions antinucléaires étaient empreintes d'une *« extrême rigueur morale qui rendait l'atmosphère presque pesante »*, rapportent des témoins. *« Il y a dans le mot écologie,* dit Robert Hunter, *le germe d'une foi aussi réelle que celle de toutes les religions auxquelles l'homme peut adhérer. »* Et lorsque le mouvement a remporté quelque succès : *« Le portail conduisant vers un paradis écologiste semble grincer comme s'il allait s'ouvrir »*, écrit-il encore.

Greenpeace n'a pas réellement innové dans ses méthodes d'action. L'idée de se coucher sur les rails devant un transport de troupe, beaucoup l'ont eue avant lui, mais il a systématisé et dynamisé cette résistance passive. Qu'ils soient embarqués sur des voiliers, cramponnés à des Zodiac ou juchés sur des cheminées, les militants se considèrent comme des boucliers vivants.

Leur geste symbolique et périlleux doit attirer l'attention des médias et, par ce truchement, frapper l'imagination des foules. *« La seule chose qui puisse exciter la presse en dehors du sexe, de la politique et du sport,* observent les dirigeants, *c'est le risque. S'il faut faire des acrobaties dingues pour attirer l'œil des caméras, on les fait. »*

D'où vient l'argent ?

Greenpeace a parfaitement épousé son siècle. On y a compris que, grâce au système de communication planétaire, une poignée d'individus peut retenir l'attention du monde entier et provoquer une prise de conscience massive.

Toute action spectaculaire, notamment lorsqu'elle se déroule en mer – espace privilégié de Greenpeace – nécessite des moyens importants, donc de l'argent. Comment le mouvement se débrouille-t-il pour en glaner autant et depuis tant d'années ? Pour les Anglo-Saxons et les Scandinaves – qui forment les gros bataillons de l'organisation, – la réponse va de soi : tout adhérent est d'abord un cotisant ponctuel. Cette année, la moitié des rentrées viennent des cotisations américaines (plus de 5 millions de dollars). Mais pendant longtemps, une bonne part de l'énergie des militants a été absorbée par la collecte frénétique des fonds. Tout est bon : expositions, conférences, soirées de gala, bals, concerts pop, projections de films, diffusion de disques.

L'organisation vend ses photos et les droits de tournage en mer. Depuis dix ans, chaque bureau national s'est adjoint une branche commerciale négociant à profusion T-shirts, auto-collants, badges.

A l'orée d'une campagne, les dirigeants lancent sur les radios locales des appels à la générosité publique. Et dans les pays anglo-saxons, ça marche. Aux Etats-Unis, par exemple, les groupes Greenpeace ont le statut d'organisation de bienfaisance. A ce titre, ils sont habilités à recevoir des dons qui viennent en déduction des déclarations de revenus. Cela rapporte, paraît-il, des sommes considérables.

Des Français fortunés, comme M. Jean-Paul Fortom-Goin, ne cachent pas qu'ils ont donné jusqu'à 20 000 dollars pour aider Greenpeace à défendre les baleines. Aujourd'hui l'organisation, et notamment Greenpeace-France, ouvre ses comptes à qui veut les voir. Les ressources du bureau de Paris se montent cette année à 3,8 millions de francs, dont 10 % vont alimenter le secrétariat international situé à Londres. Les dirigeants du mouvement sont en train de comprendre que la transparence financière – autrefois, cadet de leurs soucis – est désormais l'une des conditions de leur crédibilité.



KEITH SCOTT

Dans le port d'Auckland, renflouage du *Rainbow-Warrior* après l'attentat du 10 juillet.

Les tentations de la violence

Ils ne cachent d'ailleurs pas les nombreux défauts passés et présents de leur organisation. Comme dans toutes les associations, une aimable pagaille a tenu lieu durant longtemps d'organigramme et de comptabilité. Les luttes intestines ont émaillé l'histoire de ces quinze années : entre dirigeants comme entre bureaux nationaux. Il y a deux ans, une scission a déchiré les Greenpeace allemands. Cette année, ce sont les Français qui se sont scindés, non sans de mesquines querelles.

La mégalomanie est un mal endémique. Durant les campagnes antinucléaires, les militants se prennent pour les sauveurs du monde, et, quand ils traquent un bateau-poubelle, tous se croient devenus les policiers écologistes de la planète.

Bien entendu, la tentation de la violence étreint parfois ces pacifistes. Après une campagne contre les baleiniers soviétiques qui n'avaient pas hésité à lui tirer des harpons au ras des moustaches, Robert Hunter s'écriait : *« La résistance passive n'est peut-être que de la merde. La seule chose à faire n'est-elle pas d'acheter des explosifs et de couler ces salauds ? »*

Parfois, ils n'y résistent pas. Ce fut le cas de Paul Watson, un Américain impétueux, adepte des arts martiaux, affilié au Black Power et ne cachant pas sa sympathie pour le Nord-Vietnam. Pour ces raisons, on l'avait d'abord refusé, en 1970. Mais il s'obstina et finit même par prendre la tête des campagnes anti-chasse aux phoques.

Au cours de l'action sur la banquise, il bouscula un chasseur et jeta à l'eau sa massue et ses peaux. Pour ce seul geste illégal, les services fiscaux américains refusèrent le titre d'organisation de bienfaisance au groupe Greenpeace de San-Francisco. Paul Watson a été exclu du mouvement.

Depuis dix ans, débordé par le succès, Greenpeace ne filtre plus ses adhérents. Les infiltrations sont certaines et les manipulations possibles. En Nouvelle-Zélande, une « « taupe » des services secrets français a fréquenté assidument le bureau d'Auckland durant un mois. Cela a paru si simple que la DGSE en a rêvé. Elle a cru qu'elle pourrait faire engager un de ses hommes comme skipper d'un bateau de la flottille antinucléaire. *« Nous n'engageons tout de même pas un skipper comme ça,* dit-on chez Greenpeace, *mais si les agents français avaient eux-mêmes affrété un voilier pour nous accompagner, nous ne nous en serions peut-être pas aperçus tout de suite. A présent, on va se méfier. »*

Alors Greenpeace travaille-t-il sans le savoir pour la CIA, le KGB ou l'Intelligence Service ? *« Chaque fois que nous nous sommes opposés à un pays, à un groupe professionnel ou à un industriel,* répond-on, *ceux-ci nous ont accusés d'être à la solde de puissances étrangères, d'intérêts privés ou de concurrents. Mais nous en avons tant fait en quinze ans que l'argument est usé jusqu'à la corde et, somme toute, absurde. Il suffit de dresser le bilan de ce que nous avons obtenu, avec l'appui de l'opinion publique et avec une foule d'autres mouvements, pour s'en convaincre. »*



Le tableau des résultats

Quelle est la part des campagnes de Greenpeace dans ces décisions ? On peut en discuter, mais les faits sont là. En 1972, les Etats-Unis renoncent aux essais nucléaires dans les Aléoutiennes, puis, quelques années plus tard, abandonnent le projet d'immerger les carcasses des sous-marins nucléaires bons pour la ferraille. En 1974, la France interrompt sa série d'explosions atomiques atmosphériques. En 1983, cinquante gouvernements acceptent de ne plus déverser leurs déchets radioactifs en mer durant deux ans. Plus récemment, en Allemagne, aux Pays-Bas, en Belgique, en France et aux Etats-Unis, des entreprises chimiques recyclent ou stockent à terre les résidus qu'elles larguaient ou qu'elles brûlaient au large.

En 1982, la majorité des membres de la commission baleinière internationale décide d'interrompre, les uns en 1985, les derniers en 1988, la chasse industrielle à la baleine. En dix ans, les quotas de prise ont été réduits dix fois. En 1982 encore, les pays d'Europe décrètent l'embargo sur les achats de peaux de phoque. Faute de débouchés, l'abattage ne touche plus que quelques milliers d'animaux contre 200 000 en 1980. Voilà quatre ans que les écolos-alpinistes de Greenpeace escaladent des cheminées crachant de l'anhydride sulfureux. Tous les gouvernements des pays industrialisés prennent à présent des mesures pour prévenir les pluies acides.

Par les multiples actions qu'il mène simultanément en différents points du globe, Greenpeace est devenu l'une des vedettes du spectacle quotidien. Le feuilleton amuse et passionne. Il réveille la conscience écologiste qui s'assoupissait sous l'effet de la crise. Il pose et repose la question de la survie des espèces et, au premier chef, celle de l'espèce humaine. Greenpeace étonne, amuse, enthousiasme ou exaspère. C'est un gratte-cul pour tous les apparatchiks de la planète. Que cela plaise ou non, c'est surtout une institution originale, efficace, et d'autant plus populaire, qu'on lui a donné son premier martyr. Greenpeace est désormais « incontournable ». ■

MARC-AMBROISE RENDU.

(1) *Greenpeace*, par Robert Hunter. Robert Laffont (1983).

COTISATIONS FRANÇAISES

GREENPEACE FRANCE, créée en octobre 1977, est une association soumise à la loi de 1901. Elle n'est pas reconnue d'utilité publique *(« nous ne l'avons pas demandé »)*, ce qui le prive d'éventuels legs. Elle vit des cotisations de ses adhérents (5 444 en 1984), dont le montant est de 100 F par an (500 F pour les donateurs et 1 000 F pour les bienfaiteurs réguliers, qui seraient *« deux ou trois »*). Elle vit aussi des abonnés au bulletin trimestriel intitulé *Greenpeace*, fixé à 30 F. En 1984, il y avait 8 037 abonnés. Le journal s'autofinance par la vente au numéro (8 F), qui double le tirage.

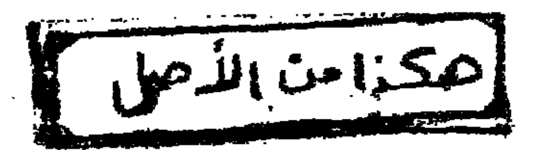
Une bonne part du chiffre d'affaires de Greenpeace France (3 242 000 F en 1984) vient de la vente de « *matériel de soutien* » : affiches, badges, autocollants, tee-shirts, disques, livres, bijoux, etc. Ces ventes se font par correspondance, c'est-à-dire sur catalogue envoyé aux adhérents et sympathisants (les 18 900 personnes qui ont fait des dons, se sont abonnées ou ont cotisé irrégulièrement). Elles se font aussi lors de tournées d'animation dans les expositions et salons (stands qui rapportent entre 500 F et 2 000 F par jour), ou encore lors de projections-débats dans les MJC, comités d'entreprise, etc. Ces ventes ont rapporté 1,8 million de francs en 1984, soit plus de la moitié du budget de Greenpeace France.

Enfin, l'organisation collecte de l'argent lors d'événements particuliers (galas) ou grâce à des personnalités amies. Brigitte Bardot a cédé les droits d'un disque pour les bébés phoques qui a rapporté 90 000 F. Renaud a fait un gala de soutien au Zénith qui a rapporté 300 000 F en 1984. Des vedettes comme Julien Clerc ou le couple Montand-Signoret ont passé des « messages » à la télévision que Greenpeace considère comme de la publicité gratuite. Les Editions Casterman ont payé l'impression d'un recueil de dessins offerts gratuitement par dessinateurs et humoristes *(A la mer)*, ouvrage dont la diffusion a rapporté plusieurs millions de centimes en 1984.

Le groupe de Paris, qui, jusqu'à la scission de juin dernier, comptait huit salariés (894 000 F par an) et deux locaux dans le cinquième arrondissement (25 000 F par trimestre), a envoyé 345 000 F de cotisations 1985 au siège de Greenpeace International, à Lewes, près de Brighton, en Angleterre, mais l'organisation internationale est une fondation de droit hollandais baptisée – depuis 1979 – Stichting Greenpeace Council). En principe, chaque groupe national doit verser entre 15 et 25 % de son chiffre d'affaires au siège. Les Allemands donnent davantage...

La cotisation française est prélevée pour l'essentiel sur le budget de la division « photos » de Greenpeace, dont le centre est à Paris (un deuxième vient de s'ouvrir à Washington). Les cotisations servent à financer les activité internationales, qui ont coûté en 1984 1 820 000 dollars (dont 340 000 dollars pour l'entretien des bateaux). Greenpeace France ne dispose d'aucun navire, mais seulement d'un autobus de la RATP (acheté 100 000 F par moitié avec une autre association), qui fait la tournée des plages en projetant des cassettes vidéo.

R. C.



GREENPEACE VERS MURUROA

CONVOITISES SUR LE PACIFIQUE

par Jacques Isnard

Le présence de la France dans l'océan Pacifique n'est ni un accident, ni une usurpation. A ceux qui voudraient nous voir en débarrasser les rivages, a toujours été répondu par la fermeté, quelle que soit l'origine politique des gouvernements en place. Les tirs nucléaires compliquent la situation mais ne modifient pas un état d'esprit.

DANS cet océan Pacifique, le « grand Océan » comme on l'a appelé parce qu'il couvre, avec une superficie de 180 millions de kilomètres carrés, le tiers de la surface du globe, les Français ne furent pas les premiers Européens à s'installer. Avant eux, c'est-à-dire avant le dix-septième siècle, des Espagnols, des Portugais, des Hollandais et des Anglais y envoyèrent des missions religieuses ou militaires.

Aujourd'hui, cependant, la France joue son destin de *« puissance mondiale moyenne »*, pour reprendre une expression courante dans les états-majors, dans l'hémisphère sud du Pacifique en ayant constitué sa propre enclave dans un monde dominé par la culture anglo-saxonne.

En première approximation, les intérêts français dans cette partie méridionale du Pacifique (la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie, Wallis-et-Futuna, à l'exclusion de la terre Adélie, en Antarctique, qui est administrée dans le cadre d'un accord international) se résument à deux chiffres : environ 330 000 ressortissants de toute origine et une superficie de terres, sous souveraineté nationale, de l'ordre de 22 700 kilomètres carrés. C'est, *grosso modo*, trois fois moins peuplé et deux fois plus étendu que le département de la Gironde.

Mais ces deux chiffres rendent mal compte d'une réalité infiniment plus complexe dans cette région du monde où les distances s'évaluent en plusieurs milliers de kilomètres d'un point à un autre, où les niveaux de vie et la démographie sont très disparates d'un pays à l'autre et où la géographie impose une fragile coexistence entre Etats riverains qui la bordent et îles ou continents qui y baignent.

Menaces

Les possessions françaises sont un exemple même de cette diversité. L'île de la Nouvelle-Calédonie, avec ses 140 000 habitants et ses 19 000 kilomètres carrés de terres émergées, est la plus importante de ces positions, sans grandes ressources énergétiques et absente du marché du Pacifique faute d'une économie suffisamment dynamique. La Polynésie, avec ses 170 000 habitants répartis en une myriade de cent trente îles et atolls, a un produit national brut annuel par habitant légèrement supérieur à celui de la Nouvelle-Zélande. Le tout est plongé dans un océan de 20 millions d'anglophones décidés à ne faire aucun cadeau.

Carrefour de civilisations. Pôle de croissance. Enjeu stratégique. L'océan Pacifique a eu droit, successivement, à toutes ces épithètes.

Dans le cas de la France, ces données géographiques, démographiques, économiques et culturelles qui viennent d'être esquissées doivent être nuancées par une autre appréciation, d'ordre plus politique et militaire. L'hémisphère nord du Pacifique est, aujourd'hui, le lieu d'une intense rivalité entre les deux grandes puissances, qui, même si elles ne luttent pas à armes égales, cherchent à se gagner ou à impressionner une clientèle, les Soviétiques en jouant des nationalismes insulaires, parfois par Etats interposés, et les Américains en instaurant des liens commerciaux et technologiques, donnés comme modèles, avec le Japon.

Combien de temps encore les pays de l'hémisphère sud pourront-ils résister à cette tentative de « grignotage » de l'Union soviétique et des Etats-Unis ? La France a-t-elle assez de poids spécifique pour prôner, dans cette région du monde, la non-inféodation aux Deux Grands?

De leur base de Cam-Ranh, au Vietnam, les avions Backfire de l'aéronavale soviétique, ravitaillables en vol, peuvent atteindre les installations américaines à Hawaii. Pourquoi pas, bientôt, les îles Fidji ? Les Américains disposent, aux Marshall, d'une implantation leur permettant de tester des défenses antimissiles. Pourquoi n'utiliseraient-ils pas, comme, du reste, ils l'ont demandé, la base militaire française de Hao, en Polynésie, pour des atterrissages d'urgence de leur « navette » ?

C'est dans ce contexte international lourd de menaces que la France, à 18 000 kilomètres de distance, doit gérer son patrimoine d'outre-mer.

Ce domaine territorial représente – si on l'assimile à la « zone économique », où l'exploitation des richesses sous-marines demeure une exclusivité reconnue au propriétaire des terres émergées – une superficie de près de 7,7 millions de kilomètres carrés. Soit quatorze fois la surface du seul Hexagone. Dans un Pacifique riche, dit-on, en minéraux divers, en traces d'hydrocarbures et en ressources pour la pêche, les « zones économiques » sont des biens à préserver par tous les moyens. Trois mille hommes des forces armées françaises en Nouvelle-Calédonie (sans compter les derniers renforts envoyés en maintien de l'ordre), cinq mille autres en Polynésie et 6 % du tonnage global de la marine nationale (non comprise la force navale de dissuasion nucléaire) symbolisent cette souveraineté nationale et s'emploient à la faire respecter.

Porte-avions

Mais l'Océanie française n'est pas seulement ce réservoir potentiel de richesses, plus ou moins inépuisables, des fonds marins, dont il conviendrait, de surcroît, de démontrer la rentabilité économique à terme.

Depuis qu'il est question d'un nouveau statut dit d'indépendance-association pour l'île, les états-majors ont redécouvert l'intérêt stratégique de la Nouvelle-Calédonie. Jusqu'à présent, les investissements militaires y avaient été modestes, bien que le territoire ait toujours offert, de leur propre aveu, de remarquables possibilités aéroportuaires et portuaires. Aujourd'hui, on décrit volontiers la Nouvelle-Calédonie comme *« un porte-avions amarré en plein cœur du Pacifique »*, dont l'une des missions serait le contrôle de la circulation maritime et aérienne à 2 000 kilomètres de l'Australie ou de la Nouvelle-Zélande, à 7 000 kilomètres du Japon et à moins de 5 000 kilomètres de la Polynésie française.

Les états-majors ont donc lancé un plan d'aménagement des installations existantes, moyennant la dépense de 350 millions de francs, si les nouveaux responsables locaux décidaient de continuer à confier la sécurité du territoire à la France. De quoi abriter des avions de combat, loger et entraîner des troupes, réparer ou soutenir des navires de guerre.

En privé, des militaires américains et australiens, inquiets à la perspective que des Cubains ou des Libyens puissent profiter, un jour, d'un départ de l'armée française de Nouvelle-Calédonie, avouent que cet effort les rassure, face aux velléités de la marine soviétique, dont certains bâtiments, venus de Vladivostok ou de Petropavlosk, où sont basés porte-aéronefs, croiseurs et sous-marins, s'aventurent déjà dans le sud.

Même s'il présente quelque analogie avec la Nouvelle-Calédonie, le cas des atolls polynésiens est différent, ne serait-ce qu'en raison de la présence du Centre des expérimentations nucléaires du Pacifique (CEP).

En Polynésie, comme en Nouvelle-Calédonie, la sauvegarde de la « zone économique » est tout aussi impérative. A ceci près, toutefois, que les atolls de Mururoa et de Fangataufa, là où, depuis 1966, la France expérimente ses charges nucléaires, d'abord en atmosphère, ensuite en souterrain, sont devenus comme un symbole de la volonté de tous les gouvernements d'asseoir leur indépendance sur le développement de la force nationale de dissuasion. Le consensus est tel, dans le pays, qu'il ressemble à un dogme, à une religion qu'il ne viendrait à l'esprit de personne de vouloir transgresser. « *Mururoa*, dit un officier, *c'est la dissuasion pour demain, et la France n'y est responsable que de 8 % des tirs mondiaux.* »

A Mururoa, à 1 200 kilomètres de Tahiti, sur la couronne d'un ancien volcan qui s'est lentement enfoncé dans le Pacifique, trois mille trois cents techniciens français, civils et militaires, préparent les armes de demain. Les charges explosent, à des centaines de mètres de profondeur dans la roche basaltique. En ébranlant le sous-sol. Sans risques majeurs, à court et à moyen terme, pour les riverains, si l'on en croit les rapports de missions françaises, australiennes et néo-zélandaises.

Eternels accusés

La France a, en effet, été la seule puissance nucléaire à ce jour à inviter des savants étrangers à visiter ses sites d'expérimentations.

Cette précaution, d'aucuns diront ce souci de la bonne relation avec ses voisins, n'a pas suffi à apaiser les craintes et à lever les malentendus. A commencer chez les Néo-Zélandais, pour qui les Français restent d'éternels accusés, des empêcheurs de « dénucléariser » en rond dans une région du Pacifique qui refuse, même, l'escale de navires nucléaires.

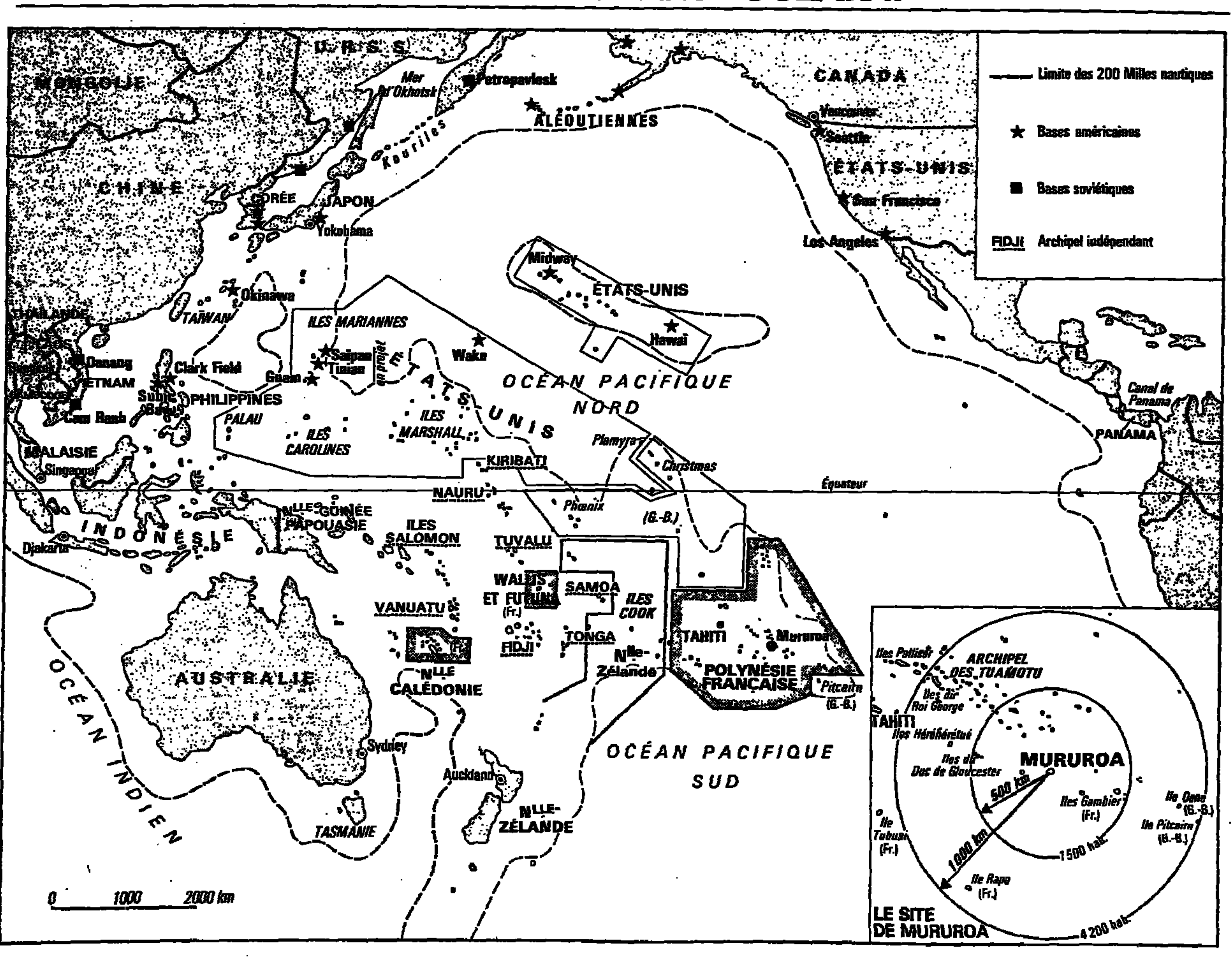
Tout se passe, en réalité, comme si la Nouvelle-Zélande entendait prendre la tête des Etats du sud du Pacifique qui considèrent que la France n'a rien à y faire : elle n'y serait pas intégrée et, de plus, elle s'y conduirait comme en pays conquis. A croire que Tavernier, Dupetit-Thouars, Doudart de Lagrée, Bougainville ou La Pérouse, ces pionniers français du Pacifique, n'ont jamais existé ailleurs que dans des livres.

Ce que les stratèges savent, en revanche, c'est que la nature a horreur du vide, et qu'il y a fort à parier que la France serait vite remplacée par d'autres puissances, si elle abandonnait à lui-même ce long continuum territorial que forment, dans l'hémisphère sud du Pacifique, la Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna, la Polynésie. La France serait rapidement marginalisée, voire noyée dans un univers océanique où d'autres prendraient la relève. Sans davantage de stabilité pour la région. Sans garantie d'un apaisement des tensions à long terme. Mais avec tous les « dérapages » possibles d'une situation de moins en moins contrôlée.

Malgré l'affaire du *Rainbow-Warrior*, M. François Mitterrand a tenu à rappeler, il y a deux semaines, que la France ne transigerait pas sur la protection, au besoin par la force, de ses prochains tirs nucléaires à Mururoa. Ce n'est pas la première fois que sont instaurées, autour des atolls, des zones de sécurité (de 130 kilomètres de rayon) interdites à toute navigation et à tout survol. Mais c'est la première fois qu'un président de la République en prend publiquement la responsabilité.

Une façon comme une autre d'affirmer, à la face du monde, que la France n'a pas mauvaise conscience d'être, aussi, chez elle au Pacifique. ■

LES ETATS RIVERAINS DU « GRAND OCÉAN »



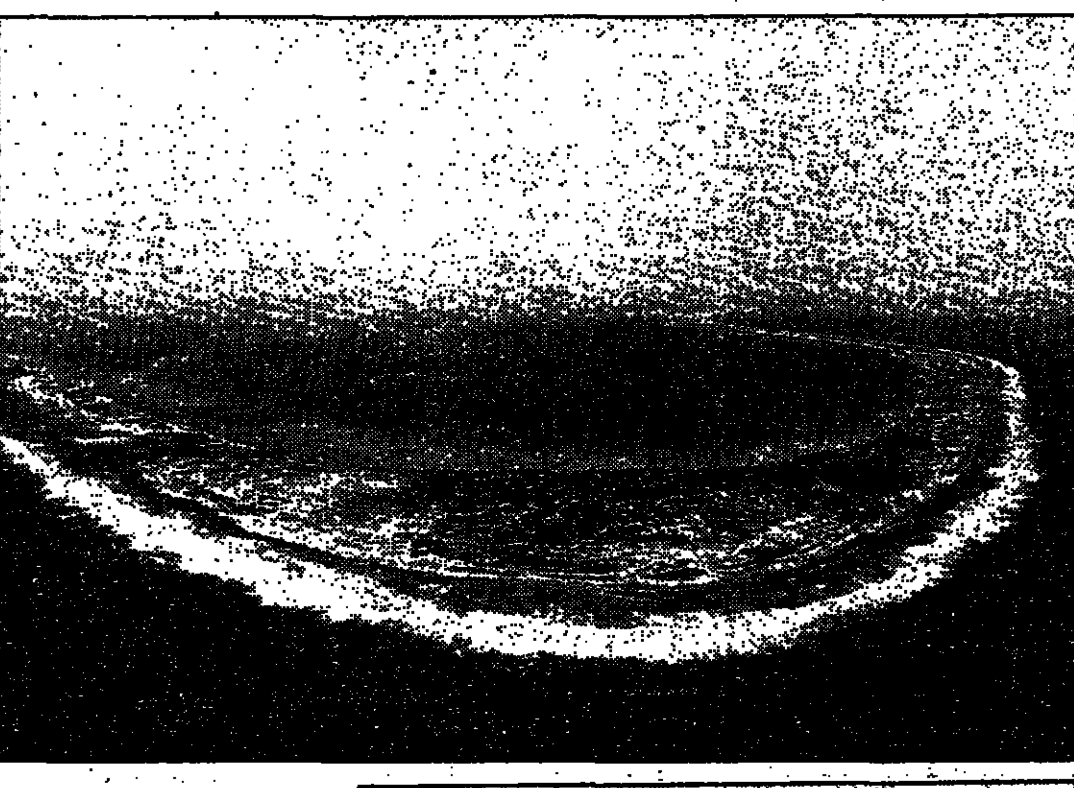
GREENPEACE VERS MURUROA

L'ATOLL ATOMIQUE

par Elisabeth Gordon

Comment se comporte l'atoll de Mururoa sous les secousses répétées du feu nucléaire ? Bien, répondent les experts, excellemment même. Un bon attol, solide, pratique, discret. Mais rien à cacher non plus. Les observateurs étrangers peuvent venir voir ce qui s'y passe. C'est propre et net.

« L'ÉVOLUTION *technologique* (des engins nucléaires) *vers le mieux, le plus fin, le plus léger, nécessite une parfaite maîtrise des conséquences de chaque modification ou innovation. On ne peut pas exclure que, dans un avenir lointain, l'accumulation des expériences passées, les progrès de la théorie et des simulations permettent de s'affranchir de bon nombre d'expérimentations, mais pas de toutes* », disait il y a quelques mois M. Alain Bugat, adjoint au directeur des essais du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) (*le Monde Aujourd'hui* du 7-8 octobre 1984). A ce jour encore, dans les milieux autorisés, on est tout aussi formel : « *Tant que la France continuera à vouloir posséder une arme nucléaire valable et dissuasive, les tirs d'essais resteront indispensables.* » C'est dire que Paris n'est pas prêt à renoncer à ses expérimentations nucléaires ni, pour les mener à bien, à abandonner l'atoll de Mururoa.



PHOTOS SYGMA

C'est en 1966 que les sites d'essais du Sahara furent délaissés au profit de deux atolls inhabités du Pacifique, Fangataufa (inutilisé depuis 1975) et Mururoa. Bien que n'ayant pas adhéré au traité de Moscou de 1963, par lequel les Etats-Unis, l'URSS et la Grande-Bretagne décidaient de ne plus procéder à des explosions nucléaires expérimentales dans l'atmosphère et sous l'eau, la France a abandonné en 1975 les tirs aériens pour ne plus se livrer qu'à des essais souterrains.

L'atoll polynésien offre en cela un terrain de choix. Situé à 1 400 kilomètres au nord-est de Tahiti, Mururoa est la couronne émergée d'un volcan éteint il y a six millions d'années, dont le périmètre est de 53 kilomètres et le point le plus haut culmine à 5,5 mètres au-dessus de l'océan. Les forages nécessaires aux expérimentations sont exécutés à des profondeurs de 500 à 1 000 mètres, au sein de la roche basaltique – qui piège une grande partie de la radioactivité et vitrifie les produits de fusion – recouverte d'une épaisse couche de calcaire corallien. Pour plus de sécurité, les explosions sont effectuées, depuis 1979, dans la zone centrale du massif et dans le lagon. « *En s'éloignant des bords, on réduit le risque de fuites de produits radioactifs et on diminue le tassement de l'atoll* », indique un spécialiste.

Sur l'atoll de Mururoa, deux blockhaus de béton, appelés Dindon et Denise, servaient au recueil des mesures lors des tirs nucléaires en atmosphère. Depuis le passage aux essais souterrains, ces mêmes blockhaus abritent désormais la matière nucléaire qui sert d'explosif pour les expérimentations.

Les effets sismiques

Comme tous les atolls, celui de Mururoa subit en effet un processus continu et très lent de tassement, même si, dans le même temps, le corail a tendance à se reconstituer. Le seul effondrement constaté, dit-on au ministère de la défense, est le cratère pelliculaire que forme l'explosion à la surface du puits lorsque le corail mort de l'atoll a tendance à se tasser sous les contrecoups très amortis de l'onde de choc créée au point zéro du tir dans le basalte en fusion.

A la création de ce cratère « *très ponctuel* », s'ajoutent les effets sismiques et hydrauliques des explosions. « *Au-delà de quelques centaines de mètres*, dit-on à la direction des centres d'expérimentations nucléaires du ministère de la défense, « *l'onde de choc générée par un tir souterrain se tranforme en une onde sismique dont l'énergie n'est que de l'ordre de un pour cent de celle libérée par l'explosion. A quelques dizaines de kilomètres, les mouvements de sol sont analogues à ceux provoqués par la houle sur la barrière corallienne.* »

Il n'empêche. Même s'ils sont de « *faible portée* », ces effets sismiques existent et ce sont eux qui interdisent tout tir souterrain sur le territoire métropolitain, « *où l'on ne dispose pas d'une zone de 20 à 30 kilomètres de rayon déserte et vide de toute habitation* ». L'implantation d'un champ de tir « *mettrait inévitablement en péril des ouvrages nécessaires à la vie du pays (...) ainsi que des éléments du patrimoine historique* ».

Il reste que, comme le notait M. Haroun Tazieff en rendant compte de la mission qu'il a menéeen 1982 à Mururoa (*voir encadré*), « *le principal risque est de caractère hydraulique* ». Une affirmation que ne dément pas la direction des centres d'expérimentations nucléaires lorqu'elle signale que « *l'ébranlement dû au tir peut entraîner le glissement de sédiments* ». « *Les masses déplacées*, ajoute-t-elle, *si elles sont suffisamment importantes, peuvent donner naissance à des « lames de fond » qui déferlent à la surface.* » C'est pour cette raison que plusieurs instruments de surveillance ont été installés sur place et que diverses mesures (murs de protection de la zone-vie, système d'alerte automatique, etc.) ont été prises pour assurer la sécurité des personnels. « *Ce phénomène hydraulique présente certains inconvénients pour l'exploitaton du champ de tir*, précise-t-on de source autorisée. *Mais il affecte uniquement le fond marin extérieur au voisinage de l'atoll et ne remet nullement en cause la sécurité des expérimentations dans le domaine radiologique.* »

La sécurité radiologique : c'est incontestablement à ce sujet qu'apparaissent les principales interrogations. Qui dit explosion nucléaire dit, en effet, production et risques de contamination. Devant ces craintes, les responsables de la direction des centres d'expérimentations nucléaires restent sereins. « *L'expérience acquise après de nombreux tirs nucléaires souterrains effectués sur l'atoll de Mururoa permet d'affirmer que les problèmes de sécurité radiologique sont maîtrisés* », soulignent-ils. A l'appui de leur dire, ils invoquent l'importance des moyens déployés pour assurer la surveillance radiologique en Polynésie. Trois organismes se partagent en effet la tâche : le service mixte de sécurité radiologique (SMSR), le service mixte de contrôle biologique (SMCB), et le laboratoire d'études et de surveillance de l'environnement (LESE).

Informer les Nations unies

Au LESE, dépendant de l'institut de protection et de sûreté nucléaire du CEA, revient la charge de prélever des échantillons biologiques entrant dans la ration alimentaire et de les envoyer dans des laboratoires métropolitains à des fins d'analyse. Quant aux SMRS et au SMCB – dépendant de la direction des centres l'expérimentations nucléaires et rassemblant des personnels des armées et du CEA – l'un pratique les mesures nécessaires à la surveillance radiologique de l'environnement physique (eau, sol et air), l'autre fait de même pour ce qui concerne les êtres vivants (à l'exclusion de l'homme), les denrées alimentaires et les eaux de boisson.

Plus de 2500 échantillons sont prélevés chaque année, tant sur le site d'expérimentation que dans les *cinq archipels du Pacifique*, et les résultats des analyses sont régulièrement transmis au comité scientifique des Nations unies pour l'étude des effets biologiques des rayonnements ionisants.

On pourrait toutefois s'interroger sur l'objectivité de ces études faites sous le contrôle d'organismes qui sont à la fois « juge et partie ». A cela, on répond, de source autorisée, que le haut commissaire du CEA, « *personnalité considérée comme relativement indépendante* », est responsable de la sûreté et de la sécurité des essais. On ajoute aussi que le ministère de la défense et le CEA ont accepté qu'une « *intercomparaison* » soit organisée entre les laboratoires du CEA et un laboratoire civil (le service central contre les *rayonnements ionisants*), désigné par l'Organisation mondiale de la santé comme centre international de référence pour la radioactivité. « *Les résultats de cette intercomparaison, qui a débuté en 1981, confirment l'exactitude, donc la crédibilité, des mesures effectuées.* »

Le fait que le gouvernement français ait invité des scientifiques étrangers à visiter le centre d'expérimentation du Pacifique, « *alors qu'il n'était pas obligé de le faire* », prouve, souligne-t-on encore, « *qu'il était sûr de son bon droit et qu'il voulait ainsi désarmer la campagne menée par les pays du Pacifique contre les essais nucléaires français* ». Malgré les conclusions très positives – pour la France – des participants à cette mission, le but n'a visiblement pas été atteint. Et l'on se prend, dans les milieux officiels français, à envier les Américains et les Soviétiques, qui disposent de vastes étendues désertiques et peuvent ainsi effectuer des tirs nucléaires expérimentaux sur leur propre territoire, à l'abri de tout regard – et de tout bateau – indiscret. ■



CONTAMINATION ZÉRO

« *LA situation au Centre d'essais du Pacifique est dans l'ensemble satisfaisante et n'exige aucune mesure d'urgence* », déclarait, en juin 1982, M. Haroun Tazieff, alors président du Commissariat à l'étude et à la prévention des risques naturels majeurs, à son retour d'une mission scientifique « *exploratoire* » à Mururoa. Le ton était donné et, dans le rapport qu'il remettait au ministre de la défense un an plus tard, le 7 juillet 1983, M. Tazieff confirmait ces propos, même s'il les nuançait et formulait quelques recommandations pour améliorer encore cette situation (*le Monde* du 6 juillet 1983).

Dans ce texte, M. Tazieff évoquait d'abord les problèmes liés aux modifications des structures géologiques et à leurs conséquences hydrauliques. A ce propos, il rappelait « *qu'un simple coup d'œil sur l'atoll de Mururoa montre que, par suite de sa faible élévation, le danger hydraulique est omniprésent, quel qu'en soit l'origine : tempête, tsunami, ou raz de marée consécutif à un éboulement* ».

Si les effets mécaniques, thermiques, etc. des expériences aériennes sur l'environnement écologique ont été bien étudiées et se sont révélées extrêmement faibles, en revanche, notait-il, « *les conséquences des modifications géomorphologiques des atolls ne sont actuellement guère prises en compte* ».

Abordant ensuite le problème de la contamination radioactive, M. Tazieff indiquait que « *des études approfondies de composition de la flore et de la faune (...) montrent sans ambiguïté l'innocuité de la contamination radioactive de toute la région, et plus généralement sa faiblesse par rapport à la radioactivité naturelle.* » « *Le passage à des explosions souterraines a réduit encore, quasiment à zéro, l'introduction d'une contamination radioactive dans l'environnement* », soulignait-il, tout en constatant qu'un certain nombre de problèmes demeuraient.

Parmi eux, « *des risques limités de fuites de produits radiocatifs existent toujours, au moment des essais* », bien que de telles fuites accidentelles « *puissent contribuer de façon certainement négligeable à la radioactivité de l'environnement* ». Le confinement de déchets radioactifs dans le sous-sol pour des périodes très longues « *pose par ailleurs des problèmes qui ne sont pas résolus* ». Le devenir du plutonium dans le milieu marin et dans les sédiments, en particulier, « *devrait faire l'objet d'études complémentaires.* »

M. Tazieff insistait pour finir sur le fait que l'annonce officielle des essais et la publication de documents scientifiques inattaquables « *amélioreraient considérablement le climat psychologique* ». Il préconisait également l'organisation en Polynésie française d'une confrontation entre les scientifiques des différents pays concernés.

Cette dernière recommandation a rapidement reçu un écho favorable, puisque M. François Mitterrand a invité des scientifiques néo-zélandais, australiens et de Papouasie-Nouvelle-Guinée à se rendre à Mururoa. A l'issue de sa visite au Centre d'expérimentation du Pacifique, du 24 octobre au 3 novembre 1983, la mission scientifique étrangère a publié une analyse qui va tout à fait dans le sens de celle de M. Tazieff. De son rapport, il ressort notamment que « *les niveaux de la radioactivité ambiante sur la zone des installations de la base-vie de l'atoll de Mururoa sont en général inférieurs à ce qu'ils sont dans le reste du monde* », et que « *les doses de radiations reçues par la population de la Polynésie française (...) sont inférieures à la moyenne mondiale.* »

ZONES DANGEREUSES

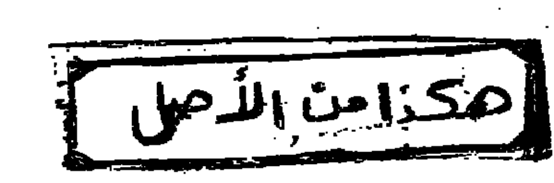
UN arrêté du haut commissaire en Polynésie française, paru au *Journal officiel* de ce territoire et en date du 23 mai 1985, suspend, à titre temporaire, le droit de passage, dit inoffensif, dans les eaux territoriales bordant les atolls de Mururoa et de Fangataufa, qui sont distants entre eux de cinquante kilomètres.

Cette interdiction, valable jusqu'à la fin des expérimentations nucléaires, concerne la navigation des navires étrangers dans ces eaux fixées à 12 nautiques (soit 22,2 kilomètres).

Elle est fondée sur le décret du 6 février 1985, qui, luimême, reprend des dispositions de la Convention des Nations unies du 10 décembre 1983 sur le droit de la mer. Cette réglementation suspend l'exercice du droit de passage des navires *marchands* ou des *bâtiments* de guerre étrangers lors des expérimentations nucléaires. A charge pour la marine nationale de la faire respecter.

Les eaux territoriales sont une zone intermédiaire entre la côte et la haute mer, sur laquelle s'exerce la souveraineté de l'Etat riverain dans la limite officielle des 12 milles nautiques.

Comme l'ont fait, en d'autres temps et en d'autres lieux, des puissances nucléaires, la France édicte, de surcroît, des zones dangereuses ou prohibées s'étendant à la haute mer (au-delà des 12 milles) jusqu'à 60 nautiques (environ 112 kilomètres). Elles sont strictement limitées dans le temps et dans l'espace et sont conçues pour ne pas apporter de gêne aux activités de la navigation maritime et aérienne autour des deux atolls.



GREENPEACE
VERS MURUROA

LE GRAND COURROUX DES VERTS ALLEMANDS

de Bonn, par Henri de Bresson

Virulents et dénonciateurs, les dirigeants du parti Vert ouest-allemand montent sur leurs grands chevaux. L'affaire de l'attentat contre le Rainbow-Warrior *les persuade de la renaissance d'un militarisme à la française qu'ils n'hésitent pas à qualifier de « napoléonien ». Ils envisagent des actions contre la France sans en préciser encore la nature.*

CONTRAIREMENT à Greenpeace, le parti Vert ouest-allemand n'a pas attendu pour accuser ouvertement le gouvernement français d'avoir fait couler le *Rainbow-Warrior* et « assassiné » le photographe portugais qui se trouvait à bord.

Rapport Tricot ou non, les Verts estiment plus que jamais que cette action des services français n'est que l'aboutissement d'un militarisme devenu plus prononcé encore sous le gouvernement socialiste. Dénonçant le retour en France d'un « esprit napoléonien » dont l'objectif serait de reconstituer autour d'elle une super-puissance européenne, M. Lukas Beckmann, l'un des trois porte-parole du parti Vert, estime que les Verts et le Mouvement de la paix doivent maintenant décider d'actions énergiques contre cette politique.

Les conclusions du rapport Tricot n'avaient guère de chance d'amener les Verts à revoir leur jugement sur toute cette affaire. Bien au contraire. M. Lucas Beckmann estime qu'il n'y avait pas d'autres conclusions à attendre que celles qui ont été rendues publiques au début de la semaine : *« Nous savons ce qu'est une commission d'enquête, ce n'est bon qu'à désinformer. Nous en avons fait nous-mêmes en RFA l'amère expérience avec l'affaire Flick. »*

Ce qui est nouveau pour le responsable vert dans le sabotage du *Rainbow-Warrior*, ce n'est pas tant qu'on ait voulu couler un bateau de Greenpeace, mais qu'on s'y soit pris d'une telle manière, sans tenir aucun compte du nombre de personnes qui risquaient d'être tuées. M. Lukas Beckmann souligne que les Verts ne sont d'ailleurs pas les seuls à accuser le gouvernement français, puisque *« d'anciens ministres français*, dit-il, *ont fait eux-mêmes état d'indices prouvant que les services français avaient depuis longtemps des projets de ce genre »*. Pour lui, le gouvernement de M. Mitterrand a assez l'expérience de Greenpeace pour savoir qu'il n'avait pas d'autre choix s'il voulait lutter efficacement contre l'organisation pacifiste. *« Il n'y avait aucune raison rationnelle de faire observer un tel bâtiment et de ne pas essayer de le détruire quand les vies humaines n'entrent pas en ligne de compte. C'est ce qui est devenu évident*, ajoute M. Lukas Beckmann, *avec l'ordre donné par M. François Mitterrand d'empêcher, le cas échéant par la force, ceux qui voudraient pénétrer dans les eaux territoriales françaises à Mururoa. »*

« Cet ordre légitimise l'action des services secrets contre le Rainbow-Warrior *et c'est là la logique de notre accusation »*, dit-il. Balayant l'objection selon laquelle tout cela ne sert pas en définitive les intérêts de la France, M. Lukas Beckmann juge que la vérité aurait été sans doute beaucoup plus difficile à établir s'il n'y avait pas *« de querelle interne au sein du gouvernement, une nécessité pour certains de se socialistes pour nous*, dit-il, *est imprévisible. D'un côté, elle abouti à un énorme effort d'armement, et de l'autre elle a totalement intégré le potentiel de la gauche progressive en France. Ce n'est pas un hasard s'il n'y a pratiquement pas de mouvement de la paix dans l'Hexagone, alors que ce mouvement est devenu très fort dans tous les pays européens au cours des dernières années. Cela va de pair avec ce processus d'intégration des socialistes, ainsi qu'avec l'énorme influence qu'ont eue des gens de l'ancien mouvement de mai 68, comme André Glucksman. »*

Le porte-parole des Verts ne peut pas encore dire quel type d'action envisage son mouvement. Des discussions sont encore en cours à ce sujet. Ce qui est sûr, c'est qu'il se passera quelque chose sous une forme parlementaire ou non. M. Lukas Beckmann insiste sur le fait qu'il faut auparavant bien réfléchir à ce que son mouvement peut faire de concret en évitant de tomber dans un activisme pur et simple. *« Ce que nous allons faire ne concerne d'ailleurs pas seulement la conduite de l'actuel gouvernement français dans l'affaire Greenpeace*, ajoute-t-il, *cela concerne surtout le développement en France d'un nouvel esprit napoléonien. On doit en faire prendre conscience aux gens et demander ce qui se cache derrière. »* . Pour M. Lukas Beckmann, il ne fait pas de doute qu'est en train de réémerger en France une conception napoléonienne de la puissance militaire qui englobe l'Europe tout entière : *« C'est le moment d'intégrer davantage la politique militaire de la France dans nos préoccupations politiques et dans les actions du Mouvement de la paix. »*

Cette conception napoléonienne, toujours selon M. Lukas Beckmann, reflète un sentiment national qui en France est beaucoup plus fort dans la jeune génération qu'ailleurs. Mais cette *faire valoir six mois avant les prochaines échéances électorales en France »*.

Cette action renforce la conviction des Verts, selon M. Lukas Beckmann : *« Le PS depuis qu'il est au pouvoir en France est devenu un parti conservateur de droite qui, sous l'angle de sa politique militaire, a évolué de manière encore plus dangereuse que les gouvernements de MM. Giscard d'Estaing ou de Gaulle. »*

« La politique militaire des volonté de puissance ne peut se réaliser, en raison de la situation politico-militaire et de la situation de l'alliance atlantique, qu'en coopération avec les grands pays européens, c'est-à-dire la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale, estime-t-il :

« Ce que je crains est que cet esprit napoléonien ne joue un rôle important dans les décennies à venir pour tenter de constituer à côté des Etats-Unis et de l'Union soviétique une super-puissance européenne qui ne se sépare pas de l'OTAN, mais qui aura un poids très important et qui s'organisera en vue de devenir une force européenne nucléaire. Je perçois ce danger. C'est pour cela que, malgré les problèmes économiques que cela posait, l'Espagne et le Portugal ont été intégrés dans le Marché commun. La Communauté européenne se révèle ainsi seulement comme le soutien économique de visées militaires qui ont à voir en fait avec une question de stratégie globale. » ■



JEAN GAUMY/MAGNUM

« Le PS depuis qu'il est au pouvoir en France est devenu un parti conservateur de droite qui, sous l'angle de sa politique militaire, a évolué de manière encore plus dangereuse que les gouvernements de MM. Giscard d'Estaing ou de Gaulle ».

HITCHCOCK ET LA BOMBE

par Philippe Sollers

LA gaffe, le lapsus, la bavure : on a le choix entre tous ces mots pour l'affaire Greenpeace, le plus intéressant étant qu'à trop vouloir garder un secret, on en vient immanquablement à le crier sur les toits, par une mécanique aussi rigoureuse que celle des fluides. Question de pression et de dépression, de fêlure et de fissure. Ce qui me frappe le plus, ces temps-ci — entre deux avions qui explosent et dont il s'agit, chaque fois, au milieu des débris humains déchiquetés sur des kilomètres, de retrouver la boîte noire ; entre deux trains qui se télescopent à cause d'un « oubli » du chef de gare ; entre deux violations du secret de l'instruction dans des crimes provoquant des déluges d'adjectifs romantiques ; entre deux expériences complaisamment affichées de mères sans ovaires,comme on dirait, par exemple, café décaféiné ; — ce qui me frappe, m'amuse, m'inquiète, me terrifie, c'est, comme s'il ne se passait rien, la montée des signes de « défaillance » des identités humaines au cœur même de la technique froide.

Ce qui ne devrait pas arriver arrive, ce qu'il faudrait taire se dit, le grain de sable n'arrête pas, dirait-on, de révéler les rouages, les fuites se multiplient, les épaves témoignent, les placards sont pleins de craquements codés. Une des nouvelles les plus bizarres que l'on ait apprises sur les « otages » (au fait, quand revoyons-nous Jean-Paul Kauffmann ? Voilà qui est beaucoup plus important, n'est-ce pas que l'affaire Greenpeace), c'est que leurs aimables geôliers chiites leur auraient donné à lire le marquis de Sade et Malraux. Islam et humour noir ? Qui dit mieux ? Alfred Hitchcock, sans doute, qui, comme par hasard, sur la chaîne d'à côté, est le vrai commentateur, par anticipation, de notre réalité irréelle.

D'un côté, donc, la commémoration d'Hiroshima et de Nagasaki en plein jour, centaine de milliers de morts et de grands brûlés en quelques secondes ; de l'autre, des expériences souterraines dont vous n'avez rien à savoir sauf le boum-boum à un mort de l'explosion d'Auckland. D'un côté Shoah, *l'horreur indicible ; de l'autre un petit garçon noyé méticuleusement dans une rivière ; d'un côté des milliards en jeu pour un avion de combat ; de l'autre la recherche fébrile d'une jeune femme « taupe » au sourire mélancolique, appartenant aux services indiscrets français.*

C'est si irrationnel, tout ça, que ce ne peut être qu'un coup des... Anglais. Et même pis : un démoniaque et subtil complot d'un jésuite anglais. Hitchcock ! Hitchcock ! Le gouvernement tombera-t-il ? Va-t-il se ressaisir, une maille à l'endroit, une maille à l'envers, grâce à Tricot ? La petite fille qui explose de joie sur les placards publicitaires de Chirac aux dents blanches s'appelle-t-elle Mamie ? Vivement demain ! Vivement la France ! Vivement les vacances ! Comme vient de dire un humoriste : la grande supériorité des services spéciaux français sur les services du même genre allemands, c'est que les Allemands trahissent leur pays, alors que les Français ne font que trahir leur présence. Bonne bombe quand même ! Et bonne chance quand même aux passagers des prochains Boeing ! ■

Comme les faux (ou vrais) époux « Turenge » sont abonnés au *Monde* dans leur prison néo-zélandaise, voici pour eux un message personnel : *« Le bateau était reparti à l'aube. Le plus terrible c'était ça. »* Je répète : *« Le bateau était reparti à l'aube. Le plus terrible c'était ça. »* (Marguerite Duras, *l'Amant*, page 137, ligne 18).

NOUVELLE

LA VALLÉE DU TEMPS PROFOND

par Michel Jeury

QUELQUEFOIS, le cœur plein d'un espoir fou, je poursuivais au fond de la vallée mon chien César, un corniaud *fureteur* qui connaissait mieux les secrets de l'univers qu'un professeur de grec à la Sorbonne. Je courais vite, en ce temps-là. J'avais dix ans... si ces mots ont un sens. Je veux dire les mots « an » et « temps ». Mais peu importe.

Le plus souvent, César bondissait vers la vallée de façon si soudaine que je n'avais aucune chance de m'accrocher à son sillage. Alors, en attendant son retour, je m'asseyais sur une pierre plate, toujours la même, et je regardais les vaisseaux ou les traîneaux flotter dans le temps *profond, poussés par des chiens ou* tirés par des serpents. Ces silhouettes étaient étirées et déformées par un phénomène de réfraction en traversant la surface du temps. Il fallait de jeunes yeux et un regard bien entraîné pour les distinguer des jeux d'ombre et de lumière dans les feuillages ou les nuages. Mais quel spectacle exaltant pour un petit paysan qui demandait la lune! Je rêvais à l'infini, à l'éternité, comme *d'autres aux prochaines vacances.*

Dix ans. Et j'étais sur le point de n'avoir plus d'âge. Plus jamais... Seulement, je l'ignorais.

Mon bon César me laissait sur place quand il me prenait par surprise en dévalant la colline à la vitesse d'un boulet de corsaire. Il avait vu un serpent dans le courant temporel qui longeait le ruisseau. Je réussissais presque à le suivre quand nous étions dans la vallée et qu'il se mettait en chasse le long du sentier. Oui, presque... En fin de compte, j'arrivais toujours une seconde trop tard à la boucle du ruisseau, où il avait disparu sans laisser de trace, pas même un roseau tremblant, comme effacé par la main de Dieu. Mais je savais que la main de Dieu n'y était pour rien.

César s'en allait dans le temps. Comme tous les petits paysans, je savais que les serpents voyagent vers l'avenir. Je crois que c'est plus ou moins raconté dans la Bible. Les chiens dérivent vers le passé, mais ils peuvent suivre les serpents dans le futur et créer un sillage où les humains et leurs véhicules s'engouffrent aussi. Du moins certains chiens... Et mon César, ô merveille, était à la fois *dériveur*, *pousseur* et *flaireur* : et c'est pourquoi les gens du temps ont voulu me le prendre.



NICOLAS VIAL

Voilà. César était encore parti pour ce monde que je désirais tant connaître. J'attendais au coude du sentier, une minute ou cinq, haletant et frustré, mais l'espoir chevillé au cœur. Puis je revenais sur mes pas, car je savais que mon compagnon de jeu reparaîtrait à l'autre bout de la petite vallée, 150 mètres en amont du coude, quelques minutes plus tard ou peut-être une demi-heure s'il flânait un peu dans l'éternité. Il surgissait du néant à reculons, ce qui me faisait bien rire. Je me moquais de lui : c'était ma vengeance, moi qui, toujours, restais sur la rive. Son air piteux excitait ma verve. Parfois, il tombait carrément sur son derrière, presque à mes pieds. Il me regardait d'un air de dire : *« Je me suis laissé entraîner, mais j'ai compris : je ne retournerai jamais là-bas. On est tellement mieux ici ! »* Je lui pinçais les oreilles, lui tapais sur le museau en le traitant de coureur de temps. Je le connaissais. Tout comme moi, il oubliait ses bonnes résolutions aussitôt prises, et la première occasion faisait le larron.

Notre manège continua durant tout l'été. Et j'encaissai une interminable série d'échecs qui aurait fait perdre patience à tout autre qu'un rêveur de lune. Mais je m'acharnai, jurant d'aller voir de l'autre côté avant la rentrée des classes.

Enfin, César s'en revint, un soir, l'air gêné et triomphant à la fois, en traînant un bout de laisse d'un demi-mètre fixé à un collier d'argent. Le collier se détacha quand je le touchai et César frétilla de joie. La laisse me parut tressée avec des fils très fins, très durs, très froids et presque transparents. Elle devenait complètement invisible en plein soleil. *« Dis donc, il a fallu que tu tires fort pour casser ce truc ! »* César jappa de contentement. Je lisais ses pensées comme si on les avait sous-titrées en capitales : *« Mais c'est que je suis vraiment fort, moi, César, ton chien ! »*

Je décidai de m'approprier cet objet sans rien dire. De toute façon, je ne parlais pas du temps aux adultes, qui me semblaient peu intéressés par le monde réel. Et mes camarades auraient pris mon histoire pour un feuilleton télé !

J'avais mérité ce cadeau du destin. Je me disais : ça peut toujours servir. On verrait comment. Je ne pus rattacher le collier au cou de César. J'enfouis le tout avec les trésors qui bourraient mes poches et dont le moindre n'était pas un briquet-lampe inusable que j'avais trouvé au bord du ruisseau.

Il y eut un soir, sous le soleil couchant, où je me lançai aux trousses de César et du serpent pour la centième ou la millième fois, avec la même vivacité et la même *confiance* que d'habitude. Guidée par un simple réflexe ou une intuition sublime, ma main s'enfonça dans ma poche et en tira le collier et la laisse d'argent. Je reçus comme une secousse électrique au bras, mais je ne lâchai pas mon talisman. Et mon allure ne faiblit pas. Dieu sait que ce n'était pas le moment de faiblir. je tins bon. César avait à peine un mètre d'avance sur moi. J'aperçus même, un peu plus loin, un long serpent vert qui filait magiquement dans l'air.

Galvanisé, je courus si vite que je ne vis pas arriver le coude du sentier qui épousait la courbe du ruisseau. J'allais fatalement tomber à l'eau. Je fermai les yeux et pensai : *« Envole-toi, Pierre Martin, envole-toi ! »* Et je fus bien, en effet, le premier des *Martin* à se changer en oiseau.

Je flottai un moment au-dessus de la terre, je croisai un papillon et une étoile filante. Dieu sait ce qu'une étoile filante faisait là, en plein jour... Je retombai mollement de l'autre côté en me cognant à un fil d'étendage, sur lequel séchaient dans le vent quelques haillons délavés. Je vis à 30 mètres de là une cabane couverte de tôle ondulée, avec une cheminée de guingois, d'où sortait une fumée sombre et malodorante. Les gens, devant la porte, me regardaient d'un air vague. Des bohémiens, pensai-je. Une roulotte à cheval, arrêtée un peu *plus loin, confirma mon* impression. Et au-delà, à travers la plaine, je distinguais encore des baraques, des roulottes, des chevaux, des tentes et des caravanes... Bien. Tout le monde sait que les bohémiens voyagent dans le temps, avec des chiens et des serpents — comme tout le monde.

Je marchai un bon moment le long du campement et saluai tous les bohémiens que je croisais. Je les aimais bien, ces gens, mais ils *me faisaient un peu peur. J'en vis* qui menaient des chiens avec une laisse d'argent ; d'autres tiraient des couleuvres vertes ou bien jaune et noir, attachées par des anneaux de cuivre rouge. Quelques-uns criaient des noms d'enfant ou de bête, les mains en porte-voix, ce qui me donna le courage d'appeler César. *« César ! Reviens, mon César ! »* Je me sentais idiot en répétant cette litanie. Mais les bohémiens ne faisaient pas attention à moi. Ils avaient assez à s'occuper avec leurs propres clebs, qui ne rêvaient que plaies et bosses, et avec leurs serpents qui n'étaient pas heureux dans le présent... Qui est heureux dans le présent ?

Ai-je dit que j'avais dix ans ? Si j'ai oublié, c'est que le temps m'emporte et que je n'ai plus d'âge.

César reparut comme je n'espérais plus le revoir. Il filait ventre à terre, les oreilles baissées, les pattes de derrière rattrapant les pattes de devant à chaque bond. Il tourna deux ou trois fois la tête pour voir s'il était poursuivi. *« Mais non, mon vieux* ; pensai-je. *Tu les as encore semés ! »* Je courus à sa rencontre. J'eus, de nouveau, l'impression de devenir plus léger que le temps et je m'envolai. Je fermai les yeux pour les rouvrir aussitôt. César flottait à côté de moi, dans une posture ridicule, sur le dos, pédalant dans le vide et emporté à reculons par le courant temporel qui nous déposa tous les deux au bout de la vallée. *« Vieux César ! »*, m'écriai-je, assis dans l'herbe humide. Il se léchait le ventre, ce qui me donna à penser qu'il avait eu une aventure amoureuse. Ce serait peut-être mon tour la prochaine fois. Les brunes bohémiennes me plaisaient assez et j'avais parfois des désirs au-dessus de mon âge, en attendant de n'avoir plus d'âge du tout.

Et César me regardait d'un air... ma foi, oui, d'un air complice, comme s'il était en train de penser : *« Ah, tu as fini par te décider. On va s'amuser, maintenant ! »*.

J'eus recours une seconde fois à la laisse d'argent, puis je m'habituai à sauter dans le temps, les yeux fermés, sans me servir de cette béquille. Et j'appris à me laisser porter par les courants comme un jeune bohémien. Mais, *bien sûr, il me fallait* un serpent et mon chien pour aller dans le futur, et le chien tout seul pour revenir. Il paraît que le tamanoir et l'ornithorynque sont aussi de bons voyageurs temporels. Et nous, les malins bipèdes qui nous disons rois de la création, sommes tout juste bons à rester le cul sur le jour d'aujourd'hui. On peut trouver ça humiliant pour l'*Homo sapiens*, mais je crois que notre incapacité a quelque chose à voir avec les bêtises de nos premiers parents au jardin de l'Eden.

A mon deuxième voyage, je rencontrai une petite bohémienne et menai la joyeuse vie avec elle dans un verger d'orangers... Ai-je dit que cela se passait dans trente mille ans, ou cinq cent mille, et que, à cette époque, les orangers, les papayers et les *manguiers* viennent chez nous comme le chiendent et les ronces ? Au troisième voyage, je découvris en cherchant César une sorte de station-service du temps, où l'on vendait des aliments pour chiens en boîtes et en sacs, ainsi que du lait et des petits animaux prédigérés sous cellophane pour les serpents... Et puis, ce qui m'intéressait bien davantage, des rations énergétiques à base de chocolat pour les voyageurs humains ! Le jeune employé de la station faisait là un boulot de vacances. En fait, il étudiait les langues mortes dans une fac de l'an dix-sept mille et quelques. Il fut même très heureux de *parler français* avec moi. Il accepta les deux ou trois piécettes jaunes qui traînaient dans mes poches, deux agates et un morceau de ficelle à botteler le foin qu'il qualifia de *« haute époque »*. Il me donna en échange une provision de rations énergétiques et je décidai de m'énergiser sur-le-champ. Dieu sait ce qui m'attendait encore dans l'éternité.

Comme j'allais repartir, j'entendis un aboiement plaintif et provocant, à *nul* autre pareil. *« César »*, criai-je. Et César me répondit en se jetant sur le treillis d'argent de la cage grillagée où on l'avait enfermé. Le jeune employé parut bien ennuyé. *« Ah, c'est votre chien ? Quels pousseurs ! et quels flaireurs ! ces corniauds de haute époque. J'aimerais bien l'avoir pour mon équipage. Ou alors... » Il compulsa d'un air renfrogné une espèce de calculette. « Mais la loi du 42 brumaire 11301 est formelle : je dois vous le rendre. »* Ainsi fut fait.

La destinée m'attendait à mon cinquième voyage. Mon grand imbécile de César était de nouveau tombé dans quelque piège. En lui courant après, j'arrivai près d'un immense cube de verre bleu, entouré d'arbres jaunes. Pour des raisons mystérieuses, l'endroit *me* sembla tout de suite suspect. J'en fis le tour prudemment, et je réussis à découvrir mon chien, plus piteux que jamais, derrière *une épaisse* cloison transparente, en compagnie d'une demi-douzaine de roquets peu avenants. Ils avaient tous un collier d'argent autour du cou... Comment délivrer César ? Il me fallait encore invoquer la loi du 42 *brumaire* — mais j'avais oublié l'année. Et personne ne se montrait. Je passai plusieurs fois devant une grande porte qui s'ouvrit obligeamment pour moi. Mais un secret instinct me poussait à m'esquiver. Parmi de nombreuses inscriptions en des langues inconnues, j'en trouvai une en français, des plus inquiétantes : Ecole centrale des voyageurs temporels. *« Oh*, me dis-je, *ça devait finir par arriver ! »* Ce genre d'*aventure* me *pendait* au nez depuis le début. Mais je ne me résignais pas à abandonner César.

Après une longue et douloureuse hésitation, je me faufilai tête basse entre les deux battants de la porte de verre. Et voilà. J'étais dans la cour de l'école du temps. Je sentais que c'était pour *longtemps.*

Je n'étais pas plus bête que les petits bohémiens — enfin, à peine *un peu plus bête.* Je fis mes études de voyageur temporel en ne redoublant qu'une année sur dix-neuf. J'eus un beau diplôme en peau de serpent et devins navigateur du temps. César mourut à quatre-vingts ans, plus ou moins dix pour cent, ce qui est un bel âge pour un corniaud de paysan.

Quand je passe dans la *vallée du temps profond*, cent ans ou mille ans avant que ma maison natale n'ait été construite, ou trente siècles après qu'elle eut disparu, une nostalgie douce-amère me coupe un moment le souffle. Et je m'en vais, les yeux baissés sur les commandes de ma sept-bêtes (quatre chiens et trois serpents).

Ai-je dit que je traînais par monts et par chronos depuis environ deux cent soixante-quinze ans, et que ça commence à bien faire ?

● Michel Jeury est l'auteur de nombreux romans de science-fiction, en particulier *le Temps incertain* (1973), *les Singes du temps* (1974), *Soleil chaud, poisson des profondeurs* (1977), parus chez Laffont. Il tient une chronique sur les ouvrages de science-fiction dans « le Monde des livres ».

MARIONS-LA !

par Dominique Walter

« Aux mariées du monde entier, heureuses ou malheureuses, voilées ou non voilées, enfermées ou libres, assujetties ou autonomes, richement ou pauvrement dotées, promises à une longue ou courte vie. » Jusqu'au 13 octobre, une exposition à la Kunsthalle de Cologne dessine le panorama complet des us et coutumes matrimoniaux dans le monde entier.

VIVE LA MARIÉE ! Au-delà des promesses de splendeur ou de bonheur, quelle réalité se cache derrière cette exclamation ? Derrière les images idylliques habituellement associées au « plus beau jour » de la vie d'une femme, quelles sont les coutumes qui, à travers la cérémonie du mariage, définissent la place et le rôle véritables de la femme dans la société ? Un domaine vaste et touffu, mais riche d'enseignement si l'on en croit Gisela Völger et Karin von Welck, les organisatrices de l'exposition « La mariée ». Une entreprise gigantesque qui a nécessité trois ans de préparation et la participation de plus d'une centaine d'historiens d'art et d'ethnologues, et que l'on doit à l'initiative du Musée d'ethnologie de Cologne, le Rautenstrauch-Joest-Museum, dont Gisela Völger est la directrice.

D'entrée de jeu, le sous-titre donne le ton : *« La mariée : aimée, vendue, échangée, enlevée – le rôle de la femme dans les différentes cultures. »* Une étude comparative ambitieuse visant un double objectif : présenter un inventaire matériel des sociétés étudiées et susciter une discussion sur la place de la femme en Occident et dans les cultures extra-européennes. A cette fin, les objets exposés sont replacés dans le contexte de situations concrètes illustrant l'élément central de la cérémonie nuptiale et accompagnés de notes expliquant leur fonction et leur signification. Il est alors possible de percevoir le type de rapports qui existent entre hommes et femmes ainsi que les structures sociales qui les régissent. Cela doit permettre de mettre en lumière, au-delà du faste apparent et en dépit de la place centrale occupée par la mariée le jour des noces, la nature véritable de ces rapports et de ces structures.



GUY LEQUERREC/MAGNUM

Dans deux vitrines à l'entrée de l'exposition, quatorze mannequins en robe de mariée illustrent la diversité des styles vestimentaires : la richesse côtoie la pauvreté, le faste la simplicité, la fantaisie le sérieux, l'exotique le familier. Puis on entre dans le vif du sujet : un mariage chez un peuple de la brousse (San) dans le désert du Kalahari (Afrique australe) et les fiançailles d'enfants chez les Inuit (Esquimaux du Groenland occidental), seul moyen pour les filles d'échapper à la mort à la naissance. Deux extrêmes, bien que chez ces deux peuples le mariage ne nécessite aucune cérémonie particulière.

Trois mille objets

Chez les premiers, bien qu'il soit arrangé par les parents, le mariage se fait souvent par amour. Chez les seconds, bien évidemment, le mariage dépend de la décision des parents. Mais dans les deux cas les biens matériels sont réduits au minimum, et la dot ou le « prix de la fiancée » n'existent pour ainsi dire pas, ce qui, dans l'éventualité d'un divorce, ne nécessite pas de coûteuse restitution de biens. Deux scènes dépouillées : d'un côté, une photo de la brousse en toile de fond avec, devant, deux cases bordées de quelques arbustes et des gens assis en rond à côté de modestes ustensiles. Pour compléter ce tableau, quelques explications situant la femme dans le contexte social : sa position subalterne est liée à sa mobilité réduite et au caractère impur que lui confère la menstruation. Chez les Inuit : une tente en peau de phoque, utilisée pendant les mois d'été, un canoë renversé posé sur deux trépieds, et deux mannequins revêtus d'habits féminins (des vêtements d'hiver et la toilette portée lors du rite nuptial). Ici, si les filles sont tuées pour garantir la survie alimentaire du groupe, la femme par contrecoup est considérée comme le bien le plus précieux. Polygamie et polyandrie coexistent.

Ces deux exemples illustrent la démarche adoptée : à partir d'une situation concrète, il s'agit de rendre perceptible le contexte culturel. Ainsi, à l'aide de plus de trois mille objets exposés, en provenance de quelques-uns des plus grands musées du monde (notamment le Metropolitan Museum of Art de New-York, le Joods Historisch Museum et le Rijksmuseum d'Amsterdam, le Musée national des arts africains et océaniens de Paris, le Stiftung Preussischer Kulturbesitz et le Museum für Völkerkunde de Berlin, ou le Germanisches National Museum de Nuremberg), se trouvent illustrées, à travers les rites matrimoniaux, les pratiques sociales de sociétés aussi différentes que les Indiens Kwakiutl de la côte nord-ouest de l'Amérique (*potlatch* et système hiérarchique), les Indiens Yebamasa d'Amazonie (échanges de mariées), les Minangkabau d'Indonésie (où l'héritage reste entre les mains des femmes), les Massaï d'Afrique orientale (accueil de la mariée par des injures rituelles), les Bédouins du Neguev (mariées « à vendre ») et les Hindous Bharvad du nord-ouest de l'Inde (mariages d'enfants).

L'exposition a deux grands mérites : le premier est d'offrir au regard un somptueux déploiement de costumes, de bijoux, de meubles et autres objets domestiques, par exemple des tentes en peau de phoque, cuir ou laine tissée, des palanquins richement décorés et autres moyens de transport) d'une rare beauté. Le visiteur peut se contenter de ce survol visuel, mais ce serait passer à côté du second mérite de cette présentation : faire comprendre les raisons fondamentales à l'origine des structures sociales existantes, en soulignant la logique interne de chaque culture. Une démarche qui vise à rectifier bon nombre de clichés, en présentant les différentes facettes d'une société à travers ses coutumes économiques, sociales et religieuses (ex. : *« la vie dans un harem : légende et réalité »*). Ainsi, l'importance des structures de la parenté permet de comprendre qu'en règle générale le mariage est l'union de deux groupes familiaux plutôt que de deux individus (le mariage d'amour n'apparaissant véritablement en Europe qu'avec le mouvement romantique). Certaines contradictions apparentes trouvent ainsi leur explication : par exemple la coexistence, dans certains cas, de la liberté sexuelle et du mariage arrangé.



RHEINISCHES BILDARCHIV

Carriole de jeunes mariés, milieu du dix-neuvième siècle.

Cette démarche ethnologique n'exclut aucunement la réflexion critique. A la question posée dans l'introduction du guide de l'exposition (144 p., 10 DM) : *« Une représentation scientifique exempte de tout jugement de valeur est-elle possible ? »*, la réponse est claire : certaines coutumes, quelle que soit la logique interne de la société concernée, impliquent des injustices telles qu'il est impossible de suspendre son jugement. Peut-on, par exemple, rester indifférent, au nom de l'observation scientifique, devant le meurtre en Inde des jeunes mariées dont la dot est jugée insuffisante (en 1984, 556 femmes ont ainsi été assassinées en Inde, malgré l'interdiction des dots dans ce pays depuis 1965). Les responsables de l'exposition et les auteurs des textes qui la complètent (notamment l'énorme catalogue, 2 vol., 900 p., 50 DM), pensent que non et souhaitent, par-delà le folklore et le pittoresque, provoquer la réflexion, dans une optique résolument féministe mais dépourvue de sectarisme.

Qu'il s'agisse donc de populations nomades ou sédentaires, rurales ou citadines, européennes ou extra-européennes, la question est toujours posée de savoir où se situe la femme. Force est de constater que, le plus souvent, elle est subordonnée à l'homme, que les raisons en soient religieuses (relations avec l'au-delà réservées aux hommes), économiques (transmission patrilinéaire de l'héritage), sociales (accès de l'homme aux activités dites supérieures, telles que la chasse et la pêche, en raison de sa plus grande mobilité) ou culturelles (la femme – à cause de la menstruation – est considérée comme impure et par conséquent inférieure).

Mariage d'amour et mariage arrangé

Les thèmes et les scènes évoquées sont d'une extraordinaire richesse : cela va de l'origine du mariage en blanc en Occident à la cérémonie du miroir dans une noce du nord de l'Afghanistan, en passant par le riche trousseau d'une jeune paysanne du sud de l'Allemagne (Kammerwagen aus Feuchtwangen), le couronnement en Rhénanie d'une mariée « vendue aux enchères » (couronne de 3 000 œufs, région de Bonn), la symbolique des gants nuptiaux en Hollande aux seizième et dix-septième siècles, la cérémonie de mariage selon le rite judaïque (le mariage n'étant pas un sacrement, il peut être dissous), le mariage d'amour et le mariage arrangé au Japon, le mariage traditionnel en Chine, sans oublier les « fiancées du Christ ». Autant d'exemples, parmi d'autres, reflétant l'évolution des pratiques nuptiales dans le temps et dans l'espace.

Le refus du mariage n'est pas non plus négligé, avec la faveur que connaît l'union libre en Occident, rendue possible notamment par le développement d'institutions étatiques venues remplacer les anciennes structures familiales. Niki de Saint-Phalle, avec une statue délibérément provocatrice, et Verena von Gagern, dans une série de photos où elle figure elle-même en robe et en voile de mariée, cherchent à tourner en dérision et à défaire le mythe de la mariée.

Une série de vitrines évoque l'évolution de la mode « nuptiale » depuis le dix-huitième siècle jusqu'à nos jours (mannequin en cire et copie de la robe de mariage de la princesse de Galles, Lady Di), miroir de la réalité sociale. Et l'exposition se termine sur une section consacrée aux rites matrimoniaux dans l'Antiquité grecque, romaine et égyptienne.

Un projet indéniablement ambitieux, alourdi parfois par son orientation résolument didactique (peut-être le recours occasionnel à la vidéo aurait-il pu alléger l'effort de lecture), mais, incontestablement, une entreprise originale d'où l'humour – même involontaire – n'est pas absent. A tant de sérieuses réflexions se mêle souvent le sentiment amusé de se livrer à un lèche-vitrine insolite, à la recherche du meilleur contrat de mariage... ■

NB. – En marge de l'exposition : débats sur le thème du mariage les 6, 13 et 20 septembre 1985, à la Volkshochschule de Cologne, et projections de documentaires et de longs métrages à la Cinémathèque de Cologne du 10 au 31 octobre 1985.

RENCONTRE

ERNESTO SABATO ET SA DESCENTE AUX ENFERS

Propos recueillis par Eduardo Giordano

Borges lui dit : « Remettez-vous à écrire. » Lui, l'œil encore endolori d'effroi par ses neuf mois de travail à la tête de la commission nationale sur les disparus en Argentine, répond que sa convalescence n'en finit pas de finir. Il n'a plus le cœur à la plume, seulement à la peinture et, ici, à la conversation.

L'ÉCRIVAIN argentin Ernesto Sabato, auteur de plusieurs essais qui « ne prétendent pas asseoir une doctrine » *mais qui exposent magistralement l'une des visions les plus audacieuses du monde moderne, a atteint une notoriété mondiale grâce à son travail à la tête de la Commission nationale sur les disparus en Argentine, où il a dénoncé plusieurs milliers d'*« excès » *commis par la dernière dictature militaire.*

Son attitude en ce qui concerne les disparus lui a valu l'indifférence (ou la jalousie) de secteurs déterminés, particulièrement quand, il y a moins d'un an, l'OEA lui accorda le premier prix Gabriela-Mistral. En outre, la méconnaissance de ses œuvres de fiction – trois romans qui soulignent la fécondité et la personnalité de son univers de réflexion – et des innovations formelles qui y sont implicites altère quelquefois la perception et la valeur de l'œuvre du gagnant du dernier prix Cervantes. D'où le désir de Sabato d'expliquer, presque instinctivement, que le prix de littérature castillane Miguel-de-Cervantes (sans doute le plus important des lettres hispaniques) lui fut accordé « pour des raisons strictement littéraires ». *Précision superflue, le précédent lauréat du prix, Rafael Alberti, ayant écarté tout doute malintentionné en faisant remarquer que le prix avait été accordé à Sabato pour* « sa littérature directe et son imagination créatrice ».


RENÉ BURRI/MAGNUM

« Dans votre essai *Hommes et engrenages*, écrit en 1951, vous dénonciez ce qui allait arriver au monde à cause de la *« superstition de la science »*, et vous nous exhortiez à l'humaniser avant que nous ne soyons détruits.

– C'est vrai. Selon les statistiques, qu'il faudrait sans doute actualiser, l'arsenal atomique existant aujourd'hui dans le monde suffirait à le détruire cinquante fois. C'est une catastrophe universelle mais ridicule, car quel sens cela a-t-il de parler de détruire cinquante fois quelque chose quand une seule fois suffit ? Mais c'est le délire de ces messieurs qui s'autoqualifient de « réalistes » et s'accordent pour gaspiller en armements les ressources de l'humanité tandis que cinq cents millions de personnes se débattent entre la faim et la misère.

– Quel sera le rôle de l'écrivain, et de l'intellectuel en général, *dans la transformation* de cette réalité ? Dans certains de vos écrits, vous avez parlé de former de petites communautés socialistes...

– Oui, j'en ai parlé il y a trente ans, et j'en ai reparlé récemment dans *Apologias y rechazos* (Apologies et refus). C'est le vieux rêve des *grands philosophes* anarchistes – qui, eux, devraient être considérés comme les véritables réalistes, car si les soi-disants réalistes sont prêts à détruire cinquante fois la planète, je suppose que c'est aux irréalistes d'apporter la solution. Ce n'est pas parce que je continue à être un délirant ou un utopiste, mais je crois que l'état actuel du monde démontre finalement que les utopistes avaient raison.

– En novembre 1967, vous avez écrit, à Paris, un texte sur Che Guevara. Dans ce texte, publié par *Itinerario* (Itinéraire), vous défendiez les valeurs utopistes incarnées par le célèbre révolutionnaire.

– Oui, c'est vrai. L'utopie est l'un des aspects les plus remarquables de la personnalité de Che Guevara. La droite l'assimile à ces terroristes qui tuent des innocents *dans un aéroport ; mais il* faut être bien misérable pour faire cette assimilation, car le Che était un être pur, un homme qui a toujours combattu de front l'injustice. Le Che était une personne poignante, une sorte de drapeau, et les drapeaux sont importants.

– Comment conciliez-vous votre enthousiasme pour l'utopie et ce pessimisme global, que vous avez si souvent manifesté, face à la société ?

– Je suis pessimiste parce que je pense que ce monde est horrible et que l'homme a une inclination au mal. S'il ne l'avait pas, les mouvements pour la liberté de l'être humain n'existeraient pas, et les religions n'auraient pas besoin de nous ordonner de faire le bien ni de nous menacer avec des *peines éternelles*. Mais j'estime être un pessimiste plein de vie – un pessimiste vital, pourrait-on dire, – capable de renaître, malgré tout, de mes *amertumes et déceptions*.

– La politique a-t-elle beaucoup d'importance pour vous ?

– Ecoutez, quand j'étais étudiant, j'étais lié à divers groupes anarchistes ; ensuite, je fus proche du Parti communiste, dont je m'éloignai à cause des crimes staliniens. Mais, *en fait, ma position* naturelle a toujours été celle d'un franc-tireur.

– Je voulais dire : la politique a-t-elle beaucoup d'importance pour Sabato écrivain ?

– Ah ! Je comprends. Non, je ne suis pas un écrivain engagé. Au sens platonicien du mot, j'ai toujours été intensément préoccupé par le sort de la *res publica*, mais en tant que citoyen. En tant qu'écrivain, je crois qu'on doit maintenir une liberté et une autonomie absolues. Beethoven était un grand admirateur de la Révolution française, mais il n'en a pas pour autant écrit *la Marseillaise.*

– Si vous deviez choisir, que préféreriez-vous : la fantaisie réaliste de vos contes ou la logique humaniste de vos essais ?

– Pour moi, les choses importantes que j'ai pu écrire, il faut les chercher dans mes livres de fiction : *El Tunel* (le Tunnel), *Sobre heroes y tumbas* (Des héros et des tombes) et *Abadon el exterminador* (Abadon l'exterminateur). Et peut-être aussi dans quelques essais comme *Hombres y engranages* (Hommes et engrenages) ou *Heterodoxias* (Hétérodoxies).

– Imaginez que vous êtes à *une tribune, devant un groupe de* jeunes et que vous devez leur parler de *Sobre heroes y tumbas*. Comment le leur expliqueriez-vous ?

– Un roman, cela ne s'explique pas. Je peux expliquer mes essais, car les essais sont écrits avec la raison pure, mais les romans sont écrits grâce à la pensée magique, aux rêves, aux délires et aux mythes. Maintenant, si ces jeunes me demandaient par hypothèse ce qui me représente le mieux, je dirais, *sans hésiter, que ce sont* mes contes. Les contes, au moins ceux que j'ai essayé de faire, sont des élaborations très complexes, mélange de pensée logique et de pensée magique, quelque chose d'un peu plus intense que le discours simplement rationnel. Prenons un exemple : le problème de l'*existence de Dieu. C'est un pro*blème très complexe. On peut en trouver la solution dans un traité de théologie, qui l'explique en termes rationnels, mais aussi dans un roman, qui l'envisage d'un point de vue plus complexe et plus complet. Il y a des problèmes de l'existence humaine que ne peut exprimer la raison pure, qui réclament l'intervention du rêve et du mythe.

– Tout écrivain est lié à une tradition et à un contexte littéraire déterminé. Dans quel contexte vous êtes-vous formé ?

– Je me suis formé à l'époque où Borges était déjà un écrivain très important. Et au même moment, mais de l'autre côté, il y avait un autre écrivain, moins *connu, Roberto Arlt, mélange de* Dostoïevski et de Paul de Kock, écrivain français. C'était un existentialiste « avant la lettre », un écrivain excentrique qui s'était formé à partir de traductions indirectes de classiques européens, un écrivain d'une force exceptionnelle, célèbre pour ces chroniques *noires et ses reportages sur* le monde du football... Ma littérature est donc née d'une certaine hybridation entre ces deux courants : celui des écrivains « aristocratisants » de la revue *Sur (Sud)* et celui des écrivains dits populaires du type de Arlt.

– Et de la tradition européenne ?

– Nous, les habitants du Rio de la Plata, sommes un peuple d'immigrés. Notre sang et notre culture viennent d'Europe, et c'est pourquoi nous ressentons très fortement l'influence de ses diverses littératures. Je pourrais vous citer des influences alle*mandes, françaises, anglaises, ita*liennes... Notre formation est une formation cosmopolite. C'est une bêtise de dire par exemple que Borges est un écrivain européen. Sa relation avec la littérature européenne est une relation typiquement argentine. A la rigueur, nous sommes « européistes » ou *« européisants », mais pas « européens ».*

– La situation a pourtant changé dernièrement...

– Oui, elle a changé, surtout depuis que nous avons découverts l'Amérique latine, découverte tardive mais très fructueuse.

***– Une découverte qui est, en* fait, plus politique que littéraire.**

– Indubitablement. Quand les conditions politiques et économi*ques du continent sont devenues* dramatiques, nous avons commencé à créer des liens profonds qui unissent les divers pays de notre continent, peut-être à cause de notre origine commune d'ex-colonies espagnoles ou portugaises, ou de notre exigence commune de libération, peut-être à cause de la langue...

– Oseriez-vous définir un projet politique, même à grands traits, pour l'Argentine actuelle ?

– J'aimerais qu'il y ait une justice sociale accompagnée de liberté. Mais est-ce possible ? Il y en a qui croient qu'il n'est pas possible d'extirper les privilèges de certaines classes sociales sans un minimum de violence. Mais je ne crois *pas que ce soit si difficile.* Le monde avance lentement vers une plus grande justice sociale. Il faut défendre la démocratie sans tomber dans l'erreur de dire que nous, les démocrates, sommes partisans de l'impérialisme. Moi, personnellement, j'admire une démocratie comme celle des Etats-Unis, où deux journalistes et un juge peuvent faire tomber le président le plus puissant du monde ; mais je condamne aussi énergiquement les crimes abominables de l'*impérialisme.*

– Comment avez-vous vécu le processus depuis votre rencontre avec le général Videla au début de la dictature, jusqu'à l'avènement de la démocratie ?

– Le coup d'Etat s'est produit grâce à un certain consensus national. Et cette canaille hypocrite de Videla se présentait comme un modéré, disant qu'il voulait éviter que les durs commettent davantage d'atrocités. Mais, *comme vous le savez, je n'ai* pas cessé de dénoncer ce qu'il fallait dénoncer : j'ai dénoncé la disparition d'écrivains comme Di Benedetto, la chasse aux sorcières, les tortures, etc. Et j'ai vécu toutes ces années avec des menaces constantes contre moi et ma famille.

***– Menaces qui ont dû* s'intensifier avec ce dossier sur les disparus ?**

– Effectivement. Comme chacun sait, après le triomphe de la démocratie, le président Alfonsin a nommé une commission chargée d'étudier cette infamie. J'ai accepté comme un devoir moral *de présider cette commission.* Pour moi et pour les autres membres de cette commission, cela a été une véritable descente aux enfers, un des plus grands traumatismes de notre vie. Pendant neuf mois, nous avons recueilli cinquante-deux mille pages de documents : horreurs, tortures, assassinats, qui servent maintenant de base aux procès.

***– Borges a fait l'éloge de* votre travail à la tête de cette commission, mais il a dit aussi *qu'il préfère que Sabato conti*nue à écrire.**

– Je suis certainement reconnaissant à Borges d'avoir dit cela, car s'il croit que je doit continuer à écrire, c'est qu'il trouve que mon œuvre a une certaine valeur. Mais le travail au sein de la commission des disparus m'a laissé dans un tel état d'effondrement psychique et spirituel que cela m'est difficile. Je n'ai rien écrit depuis que j'ai terminé *Abadon*, et il est possible que ce soit mon dernier roman, car je n'ai maintenant vraiment pas le cœur à écrire. Je me contente de peindre, c'est une activité qui m'a toujours beaucoup plu. » ■

